1602

Université Lumière
Lyon II

MÉMOIRE DE DEA
Sciences de l'Information et de la Communication

Option :
Langages et symboliques de la communication et des médias

LA REPRESENTATION DE L'AMAZONIE DANS LA PRESSE FRANÇAISE

La construction du discours écologique dans *l'Humanité* et *Le Monde*

Carmen Lucia SOUZA DA SILVA

Sous la direction de :
Jean-François TETU

Septembre 1999

Université Lumière Lyon 2

Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques

Université Jean Moulin Lyon 3

BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB
812412G

CONS.SUR PLACE	PRET	PEB
OUI	NON	NON

Université Lumière
Lyon II

MEMOIRE DE DEA
Sciences de l'Information et de la Communication

Option :
Langages et symboliques de la communication et des médias

LA REPRESENTATION DE L'AMAZONIE DANS LA PRESSE FRANÇAISE

La construction du discours écologique dans *l'Humanité* et *Le Monde*

Carmen Lucia SOUZA DA SILVA

Sous la direction de :
Jean-François TETU

ENSSIB ★ Bibliothèque ★ Villeurbanne

Septembre 1999

Université Lumière
Lyon 2

Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques

Université Jean Moulin
Lyon 3

1999
DEA
32

LA REPRESENTATION DE L'AMAZONIE DANS LA PRESSE FRANÇAISE

La construction du discours écologique dans *l'Humanité* et *Le Monde*

Carmen Lucia SOUZA DA SILVA

sous la direction de

Jean-François TETU

LYON II – LYON III – ENSSIB

Résumé :

La représentation de l'Amazonie par la presse française. Une étude sur deux années et demi de publications dans deux quotidiens français, qui peut porter un premier regard sur cette question. A partir de l'analyse du discours des journaux *Le Monde* et *l'Humanité*, évocation des deux différents cadres caractéristiques du traitement des informations concernant l'Amazonie. Une analyse qui peut contribuer à la recherche sur l'analyse du discours écologique dans la presse, surtout en ce qui concerne le rapport avec les pays émergents. Un travail qui peut amener à des réflexions sur le rôle des médias dans la construction des discours sur l'Amazonie, son environnement et son peuple.

Descripteurs français : Amazonie ; médias ; écologie ; environnement ; analyse du discours de presse ; *Le Monde* ; *l'Humanité*.

Abstract :

This research is made from the image of the Amazonia by the French press. The study is about the ecological discourse in two French national newspapers : *Le Monde* and *l'Humanité*. This comparative analysis can give elements to future researchs into how the ecological discourse is « built » in the press.

English keywords : Amazonia ; media ; presse ; ecology ; discourse analysis ; *Le Monde* ; *l'Humanité*.

SOMMAIRE

INTRODUCTION :

Le « mythe » amazonien..... 7

Une problématique sémio-discursive..... 9

Démarche de la recherche..... 10

PREMIÈRE PARTIE:

Le repérage des éléments pour la réflexion sur la construction du discours sur l'Amazonie, dans *Le Monde* et *l'Humanité* 12

1. L'analyse thématique du *Monde* et de *l'Humanité* : le cas de l'Amazonie..... 13

I. Les thèmes dominants dans le traitement de l'information sur Amazonie par *Le Monde*..... 14

II. Cadrage thématique dans le temps : l'évolution de l'Amazonie dans *Le Monde*..... 15

A) Première phase : L'Amazonie dans les questions nationale brésilienne et mondiale..... 16

B) Deuxième phase : *Le Monde* et les incendies en Amazonie..... 16

C) Troisième phase : Le retour aux discours national et mondial, mais un changement d'approche..... 17

III. L'analyse thématique de l'Amazonie dans *l'Humanité*.... 18

A) L'Amazonie dans un discours écologique..... 18

B) L'Amazonie et la question foncière..... 19

2. Dans l'univers de la titraille : un premier regard sur les deux manières de représenter la réalité de l'Amazonie..... 19

I. L'Amazonie et *Le Monde* : entre l'universalisation du débat et le cas des incendies..... 20

A) Rubrique..... 20

B) Les titres..... 23

C) Les autres éléments de l'univers de la titraille..... 26

II. L'Amazonie dans *l'Humanité* : les premières traces de construction d'un discours engagé..... 29

A) Rubrique..... 30

B) Les titres..... 31

C) Les autres éléments de l'univers de la titraille..... 33

DEUXIÈME PARTIE :

La construction de l'« illusion de réalité » et la « subjectivité » dans le discours informatif sur l'Amazonie..... 37

1. Le discours sur l'Amazonie rapporté par *Le Monde* et *l'Humanité* : les manifestations de l'hétérogénéité énonciative..... 39

I. L ' « authenticité » ou l'« effet d'authenticité » dans les citations du *Monde*..... 40

A) La *« citation d'autorité »*..... 41

B) Donner la parole aux spécialistes..... 43

C) La citation de *« témoignage »*..... 46

D) Emprunts *« in médias »*..... 49

II. *« L'effet-de-réél »* dans les citations de *l'Humanité*..... 52

A) La transformation des énoncés dans les citations de *l'Humanité*..... 53

B) *« L'élucidation »* de la question foncière à travers l'interview de *l'Humanité*..... 56

2. Le recours à la description : les représentations de l'Amazonie selon chaque périodique..... 58

I. La description des faits sur l'Amazonie dans *Le Monde*..... 59

II. La description de l'Amazonie du point de vue de *l'Humanité*. 64

3. Un parcours sur les traces de subjectivité, dans le discours informatif sur l'Amazonie..... 66

I. Les indices de subjectivité dans le discours du *Monde* sur l'Amazonie..... 67

A) L'emploi des adjectifs subjectifs..... 67

B) Substantifs et verbes « subjectifs »..... 71

II. Les traces de subjectivité dans le discours de *l'Humanité* sur l'Amazonie..... 73

4. Quelques remarques sur les *« preuves de véracité »* de l'information sur l'Amazonie..... 76

TROISIÈME PARTIE :

L'examen des marques caractéristiques pour une analyse du discours informatif sur l'Amazonie 78

1. La construction des cadres caractéristiques 80
2. Le *« transcodage »*, dans le discours d'information sur l'Amazonie 84

CONCLUSION 87

BIBLIOGRAPHIE 91

ANNEXES 96

INTRODUCTION

Le « mythe » amazonien.

A la fin de l'année 1997, une série de questions nous ont préoccupé : quelle représentation les médias étrangers – c'est-à-dire situés hors du Brésil - pouvaient-ils donner de l'Amazonie brésilienne ? Est-ce que cette représentation contribuait à maintenir des mythes anciens ? Au lieu de mythes, l'image de la région était-elle construite à partir de la nécessité de concilier écologie[1], développement et justice sociale ?

Pour des questions d'affinité, la France a été la première voie envisagée pour obtenir des réponses. Nous avons alors concentré notre attention sur la représentation de l'Amazonie dans la presse française. Dans un article intitulé *« Ecologie et Développement : L'Amazonie, Mythe Français »*[2], Alain LIPIETZ fait référence à un prétendu *« mythe amazonien français »*, construit à

---

[1] Dans notre travail, nous entendons les concepts d' « écologie » et « environnement » dans sens plus restrictifs que ceux donné par le dictionnaire Le Petit Larousse: *« Science qui étudie les relations des êtres vivants entre eux et avec leur milieu »* et *«l'ensemble des éléments naturels et artificiels qui entourent un individu humain, animal ou végétal, ou une espèce »*, respectivement.. Nous préférons les associer à la notion d'« écologie », présenté par Pierre LASCOUMES (*L'éco-pouvoir - Environnements et politiques,* 1994, p. 33), qui l'associe à *« questions de préservation des ressources naturelles et de gestion responsable d'un patrimoine universel »*.

[2] Cet article (LIPIETZ (Alain), « Ecologie et Développement : L'Amazonie, Mythe Français», in *Cahier du Brésil Comtemporain*, n° 11, 1990, p. 5-16) est une intervention de l'économiste et directeur de recherche au CNRS au colloque de l'Université Fédérale du Para, *« Amazonia na França versus Amazonia no Brasil »*, réalisé à Belem, au nord du Brésil, entre le 2 et 6 octobre 1989.

partir de l'idée d'un *« terreau d'origine (les militants tiers-mondistes et écologistes) »* et *« par l'événement qui l'a popularisé (l'assassinat de Chico Mendes) »*, lequel a résumé *« la question de l'Amazonie à une séquence "Dette → Amazonie brûlée par des fazendeiros → Effet de serre" »*. Remarquant que ce « mythe » n'est pas le résultat d'une analyse scientifique, l'auteur ajoute ensuite qu'il est en revanche *« un raccourci à moitié vrai dans un enchaînement réel infiniment plus complexe »*[3].

Ainsi, à cette époque - comme toujours - la seule lecture des journaux français nous ne semblait pas suffire à fournir réponse acceptable. Il fallait une recherche approfondie allant dans le sens de notre préoccupation relative à la représentation de l'Amazonie hors du Brésil, en l'occurrence dans la presse française. Cette problématique est liée à l'importance de la mondialisation de l'information et de la considération de l'insertion des médias dans un procès complexe de construction de l'information, procès dans lequel peuvent circuler et se construire des *« imaginaires sociaux »*[4].

La présentation des réflexions d' Alain LIPIETZ n'est pas introduite ici dans l'intention de s'interroger sur la « vérité » des informations publiées dans les deux journaux étudiés, prétention que nous n'avons pas. Les remarques de l'auteur ont pour objectif de souligner cette relation entre les *« imaginaires sociaux »* et les médias.

---

[3] LIPIETZ (Alain), « Ecologie et Développement : L'Amazonie, Mythe Français», in *Cahier du Brésil Comtemporain*, n° 11, 1990, p. 13.

[4] *« Imaginaires sociaux »* dans le sens présenté par CHARAUDEAU (Patrick) (*Le Discours d'information médiatique*, 1997, p. 14), comme le résultat de l'interaction collective *« dans des espaces d'échanges dont les frontières sont des lieux d'exclusion/inclusion du fait d'un rapport dialectique entre* pratiques *et* représentations *»*.

Une problématique sémio-discursive.

Même en considérant que l'étude du rôle des médias, par rapport à la construction et à la circulation des *« imaginaires sociaux »*, est bien plus vaste, la nécessité de réduire notre champ de recherche nous a obligé à centrer notre analyse des médias sur une problématique sémio-discursive, dans le sens proposé par Patrick CHARAUDEAU, qui postule que *« le monde est perçu à travers des catégories de sens, lesquelles dépendent de catégories de formes. Cette construction se fait dans un double mouvement centrifuge/centripète : tourné vers l'extérieur du langage, le sens renvoie au monde saisi empiriquement (fonction référentielle), en le représentant (fonction représentationnelle) ; tourné vers l'intérieur du langage, le sens renvoie aux formes elles-mêmes, lesquelles en tant que catégorie d'usages – et non de système de langue – témoignent des choix auxquels se livre le sujet parlant et définissent du même coup son identité discursive. Les formes ont donc une autonomie signifiante, ce sont elles qui sont porteuses d'imaginaires socio-discoursifs [...]. Le contenu n'est saisissable qu'à travers des formes et ce sont celles-ci qui sémiotisent le monde »*[5].

A partir de cette problématique, nous avons choisi la presse écrite quotidienne comme objet d'étude en considérant les observations de Yves DE LA HAYE, qui souligne que *« la presse quotidienne reste [...] un élément structurant du champ informatif [...], demeure en grande partie le creuset du modèle de communication sociale valant peu ou prou pour l'ensemble des médias »*[6]. Parmi les diverses publications de la presse quotidienne en France, nous avons opté pour analyser les journaux *Le Monde* et *l'Humanité* pour deux raisons fondamentales. La première est à l'origine de l'hypothèse que ces deux journaux ont des discours et des lecteurs différents, ce qui nous permet de construire une analyse comparative plus féconde. La deuxième raison est la possibilité de consultation

---

[5] CHARAUDEAU (Patrick), *Le Discours d'information médiatique*, 1997, p. 22-23.

[6] DE LA HAYE (Yves), *Journalisme, mode d'emploi*, 1983, p. 29-30.

des archives de ces deux journaux sur Internet et la facilité d'obtention des anciens numéros dans les bibliothèques de Lyon.

Démarche de la recherche.

La décision de réaliser notre recherche en partant de cette problématique et de ces objets d'étude est, en grande partie, le résultat de la lecture des ouvrages que nous avons pu connaître pendant cette année de DEA. La constitution d'une base théorique pour notre analyse a été l'une des premières étapes de notre travail. Parallèlement, nous nous sommes lancé à la collecte des textes qui constituent notre corpus d'analyse. Notre principale difficulté a alors été de constituer un bon corpus d'analyse, sans lacunes de numéro d'édition, surtout en considérant qu'il s'agit de deux ans et six mois de publications des deux journaux quotidiens. Les moteurs de recherches des deux journaux, sur Internet, nous ont donné l'indication des dates précises de publication des textes sur l'Amazonie, fondamentales pour la consultation des éditions dans les bibliothèques de Lyon.

Après la constitution de notre corpus d'analyse, et la définition du cadre théorique, nous avons commencé l'analyse des articles. En raison du vaste corpus, spécialement du *Monde*, cette étape a été la plus étendue, car nous avions l'ambition de repérer le plus possible d'éléments de sens à partir de chaque texte. Faute de temps, nous n'avons pas eu l'occasion d'analyser tous les éléments repérés.

A partir de ces éléments, nous avons entamé l'analyse comparative que nous présenterons ensuite. Pour des raisons méthodologiques, nous avons divisé notre analyse en trois parties. Dans la première, nous partirons d'une étude globale du corpus, en remarquant les éléments dont nous jugeons l'examen préalable à l'analyse qui sera approfondie dans la deuxième partie. Dans la seconde étape, nous poursuivrons l'étude en discernant les moyens utilisés par

l'informateur pour construire un *« effet de vérité »*[7], pour faire *« croire vrai »*[8], au moment de la production médiatique du discours évoquant l'Amazonie. La troisième partie, de conclusion, mettra en relation ces composants pour essayer de définir les caractéristiques du traitement des informations concernant l'Amazonie, particulières à chaque périodique étudié.

De cette façon, nous souhaitons réussir à présenter les remarques que nous avons eu l'opportunité de constater, dans l'intention de comprendre les conditions d'élaboration du discours de l'information sur l'Amazonie.

---

[7] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 49.

[8] *Ibid.*

PREMIÈRE PARTIE

LE REPERAGE DES ELEMENTS POUR LA REFLEXION SUR LA CONSTRUCTION DU DISCOURS SUR L'AMAZONIE, DANS *LE MONDE* ET *L'HUMANITÉ*.

Cette première partie est consacrée à une analyse préliminaire de repérage des éléments qui serviront de base à l'étude que nous ferons dans la deuxième partie de notre travail. L'important pour nous dans cette partie est de faire une analyse globale de tout le corpus, sans l'approfondir.

Notre objectif est de situer les reportages dans un contexte thématique et dans celui de l'univers de la titraille. Nous croyons que cette contextualisation, à partir du repérage des éléments, sera fondamentale pour le développement de l'analyse du discours, qui sera approfondie dans la partie suivante de notre étude.

1. L'analyse thématique du *Monde* et de *l'Humanité* : le cas de l'Amazonie.

Dans les études d'analyse de contenu, l'analyse thématique est une étape importante dans le repérage de *« noyaux de sens »*. Comme l'explique Laurence BARDIN, *« faire une analyse thématique consiste à repérer des 'noyaux de sens' qui composent la communication et dont la présence*

ou la fréquence d'apparition pourront signifier quelque chose pour l'objectif analytique choisi »[1].

L'utilisation dans ce travail de l'analyse thématique se justifie dans la mesure où elle aide à identifier les *« parcours thématiques »* des journaux *Le Monde* et *l'Humanité*, dans le sens proposé par Algirdas GREIMAS et Joseph COURTES qui conceptualisent le *« thème »* comme *« la dissémination, le long des programmes et parcours narratifs, des valeurs déjà actualisées (c'est-à-dire en jonction avec les sujets) par la sémantique narrative »*[2].

Comme l'explicite Laurence BARDIN, les thèmes peuvent être identifiés à partir d'une analyse qualitative ou quantitative[3]. Si nous utilisons plus cette dernière, c'est parce que nous sommes en face d'un grand corpus, dans lequel la fréquence d'apparition d'un même thème nous semble importante pour l'identification du discours présenté par les deux journaux.

I. Les thèmes dominants dans le traitement de l'information sur Amazonie par *Le Monde.*

L'analyse des reportages qui citent l'Amazonie brésilienne, publiés dans *Le Monde*, de janvier 1997 à juin 1999, nous permet de constater l'apparition du thème de l'écologie dans plus de la moitié des textes, soit dans 18 des 35 textes[4] publiés dans 29 éditions du journal (voir tableau). Ce thème de prédilection est suivi d'un autre, celui de la politique, soit régionale soit internationale, présent dans 11 articles, souvent associés à des questions économiques ou sociales. Les autres thèmes, comme la religion ou la science, sont présents dans 6 textes.

---

[1] BARDIN (Laurence), *L'analyse de Contenu*, 1977, page 105.

[2] GREIMAS (Algirdas Julien) et COURTES (Joseph), *Sémiotique : Dictionnaire Raisonné de la Théorie du Langage*, 1979, page 394.

[3] BARDIN (Laurence), *op. cit.*, pages 80 et 115.

[4] Il s'agit de 28 articles, 2 brèves, 2 éditoriales et 3 chroniques.

Cependant, une analyse plus détaillée peut nous conduire à d'autres constats. Parmi les 17 textes où l'Amazonie brésilienne est le sujet principal des reportages, la déforestation est mise en relief dans 12, la question foncière dans 4 et la politique internationale dans un seul. Pour aller plus loin, parmi les 12 textes qui traitent de la déforestation, 6 abordent aussi la situation des indigènes et 5 la question foncière.

En ce qui concerne les 18 autres textes où l'Amazonie brésilienne n'est qu'évoquée, sans être le sujet principal, ces reportages traitent plutôt de la situation socio-politique-économique générale surtout du Brésil, en associant la région amazonienne aux indiens (2 articles et 1 chronique), à sa richesse minérale du sol (2 articles), à des indications de référence géographique (2 articles), à un lieu lointain (1 article et 1 chronique), à une affaire de corruption (1 article), et au trafique de drogue (1 article). La question écologique dans différentes régions du monde est abordée dans les autres 7 articles, où l'Amazonie brésilienne est classée dans les catégories de déforestation (3 articles et 1 éditorial) et de Protection/Conservation/Gestion écologique de la région (3 articles).

Ces chiffres nous permettent de supposer que le journal *Le Monde* préfère traiter l'Amazonie dans le rapport avec l'écologie, en considérant la préservation de la forêt et, en deuxième plan, les conséquences socio-économiques pour la région. Ce constat peut être renforcé dans une deuxième analyse de la thématique, en tenant compte des périodes de publication.

II. Cadrage thématique dans le temps : l'évolution de l'Amazonie dans *Le Monde*.

En analysant les articles publiés dans *Le Monde* pendant la période étudiée, nous pouvons constater un net changement du traitement de l'Amazonie, selon trois phases. Ce changement se vérifie tant au niveau du thème abordé que de sa mise en valeur dans l'ensemble du journal. L'analyse de la trajectoire de l'Amazonie pendant ces trois moments peut enrichir notre étude des éléments pour la réflexion sur la construction du discours sur l'Amazonie par le journal *Le Monde*.

A) <u>Première phase</u> : L'Amazonie dans les questions nationale brésilienne et mondiale.

Cette phase englobe toute l'année 1997 et le mois de janvier 1998. Dans cette période, l'Amazonie n'a pas eu beaucoup d'espace dans *Le Monde*. Le seul reportage totalement consacré aux questions de la région a été une dépêche, de 480 caractères, publiée le 30 mai 1997[5]. Les autres 9 textes ne font qu'allusion à l'Amazonie brésilienne, dans les reportages concernant les questions sociales, politiques et économiques générales du Brésil et d'Amérique Latine, la politique internationale, les recherches scientifiques sur l'exploitation minérale et les questions écologiques mondiales.

C'est à partir des thèmes de la majorité[6] des ces 9 derniers textes que nous pouvons supposer que la présentation de l'Amazonie, dans *Le Monde* à cette époque, est insérée dans l'enjeu stratégique mondial de préservation écologique et de gestion économique des richesses de la région. Ce type d'approche a commencé à être modifié à partir de février 1998, quand le journal a publié deux articles dans une seule édition, en centrant le débat sur la question de la *« déforestation en Amazonie »*[7]. La publication de cet article marque le début de la deuxième phase du cadrage thématique dans le temps.

B) <u>Deuxième phase</u> : *Le Monde* et les incendies en Amazonie :

L'augmentation de la fréquence, à partir de février 1998, de publications d'articles dont le sujet principal est l'Amazonie et, plus exactement, la déforestation de la région, nous permet de supposer la présence d'un indicateur

---

[5] Intitulée *« BRESIL : deux prêtres français emprisonnés sous la dictature »*, ce dépêche abordait la participation des deux prêtres français dans le question foncière de l'Amazonie.

[6] Il s'agit des six articles, intitulés : *« M. Chirac propose un sommet entre l'Europe et l'Amérique Latine »*, publié le 14 mars 1997 ; *« Le forum écologique de Rio se termine dans le pessimisme et l'indifférence »*, publié le 21 mars 1997 ; *« Le géant minier brésilien Vale do Rio Doce suscite convoitises extérieures et polémiques intérieures »*, publié le 17 avril 1997 ; *« Une étude aux implications mondiales »*, publié le 16 septembre 1997 ; *« La pollution naît aussi de la pauvreté »*, publié le 28-29 septembre 1997 ; *« Les latérites, nouveau filon pour les chercheurs d'or »*, publié le 31 janvier 1998.

[7] Les articles ont été publiés le 10 février 1998, sous les titres *« Le bilan de la déforestation en Amazonie est accablant pour le gouvernement brésilien »* (principal, avec 4.896 caractères) ; et *« Une flore de 56000 espèces »* (le secondaire, avec 1.248 caractères).

d'analyse, car, comme l'explique Laurence BARDIN, *« si l'on part du principe que ce thème a d'autant plus d'importance pour le locuteur qu'il est répété plus souvent (cas de l'analyse thématique quantitative), l'indicateur correspondant sera la fréquence de ce thème, de manière absolue ou relative par rapport à d'autres »*[8]. Et elle précise : *« C'est donc la régularité quantitative d'apparition qui est considérée comme significative »*[9].

Ainsi, pendant cinq mois, de février à juin 1998, *Le Monde* a publié une série de 14 articles, plus une dépêche et un éditorial citant l'Amazonie, dont 13 avaient la région pour sujet principal. Il s'agit de plus de la moitié du total des textes publiés dans ce journal, pendant la période analysée dans notre travail.

Parmi les 13 textes qui présentaient l'Amazonie comme sujet principal, 9 abordaient les incendies qui ont « ravagé » l'Etat de Roraima, à l'extrême nord du Brésil. L'apogée de cette phase a eu lieu dans l'édition de dimanche-lundi du *Monde*, 5-6 avril 1998, quand le journal a publié trois articles sur le sujet, occupant une page entière, et un éditorial.

Nous considérons que le mois de juin indique la fin de cette phase, car à partir du deuxième semestre 1998, la publication des articles sur l'Amazonie comme sujet central se fait de nouveau plus rare.

C) <u>Troisième phase</u> : Le retour aux discours national et mondial, mais un changement d'approche.

Pendant le dernier semestre 1998, *Le Monde* n'a publié que 3 articles évoquant l'Amazonie brésilienne, dont un seul avait la région pour sujet principal. L'écologie est le thème de cet article, de longue taille (7.488 caractères), mais on aperçoit un changement d'approche, car la catégorie peut être classifiée comme Protection/Conservation/Gestion écologique de la forêt.

Nous remarquons cette tendance dans six articles publiés dans le semestre suivant, en 1999. L'Amazonie brésilienne est évoquée dans les 3 d'entre eux concernant les débats internationaux sur la protection de l'environnement.

---

[8] BARDIN (Laurence), *op. cit.*, p. 98.

[9] *Ibid.*, p. 109

L'un des 3 autres articles aborde la question foncière, un thème que nous observons aussi dans trois articles de la deuxième phase.

III. L'analyse thématique de l'Amazonie dans *l'Humanité* :

Pendant les deux années et six mois de publication, de janvier 1997 à juin 1999, qui sont l'objet de notre travail, le journal *l'Humanité* a publié 10 textes évoquant l'Amazonie brésilienne, dans six desquels la région est au centre des débats. Le corpus réduit du journal du Parti Communiste nous permet de faire une analyse thématique plus rapide, en deux étapes :

A) L'Amazonie dans un discours écologique :

Comme *Le Monde*, le journal *l'Humanité* préfère aborder l'Amazonie dans les questions écologiques. Nous sommes arrivés à cette constatation car 8 des articles publiés traitent le sujet sous cet aspect. Pourtant, la différence, c'est que le journal du Parti Communiste traite ce thème de préférence dans les occasions de catastrophes, ce qui est une caractéristique de la presse généraliste, comme l'a déjà observé Thierry LIBAERT[10].

Parmi les 4 textes qui font de l'Amazonie le sujet principal dans une perspective écologique, trois concernent les incendies de mars 1998, dans l'Etat de Roraima. Le quatrième, intitulé *« Déforestation : l'Amazonie est la zone la plus touchée »*, publié le 10 février 1998, traite aussi de la déforestation, à la même époque que quand *Le Monde* a commencé à publier la série d'articles de la catégorie.

---

[10] D'après Thierry LIBAERT (*La Communication Verte,* 1992, p. 74-76), la *« presse généraliste »* est plutôt tragique. Pour défendre ce point de vue, il distingue quatre caractéristiques de cette catégorie : l'amplification des catastrophes, le désir de nouveauté, le désir de menace, le décalage avec la réalité.

B) L'Amazonie et la question foncière :

Les deux autres articles, dont l'Amazonie brésilienne est le sujet principal, traitent de la question foncière. Dans le rapport avec le corpus, la publication de ces deux articles nous permet de supposer que ce thème est le deuxième plus fréquent, quand le journal du Parti Communiste aborde l'Amazonie. Néanmoins, contrairement au thème de l'écologie, la question foncière n'est pas traitée dans les occasions de catastrophes.

2. Dans l'univers de la titraille : un premier regard sur les deux manières de représenter la réalité de l'Amazonie.

Après le parcours thématique, nous sommes prêts pour continuer à repérer les éléments de comparaisons dans les deux types de discours sur l'Amazonie brésilienne, rapportés dans les deux quotidiens étudiés au présent travail. A ce moment de l'étude, nous ne voulons pas encore nous attarder sur l'analyse du discours, ce que nous essaierons de faire dans la partie suivante.

Notre objectif est de présenter des éléments de comparaison qui serviront de base dans l'analyse de la troisième partie. En considérant que notre but n'est pas faire une analyse exhaustive de tous les articles qui constituent le corpus, ces éléments de comparaison seront extraits des exemples qui, à notre avis, représentent les deux modalités de construction du discours sur l'Amazonie brésilienne.

I. L'Amazonie et *Le Monde* : entre l'universalisation du débat et le cas des incendies.

Comme nous l'avons constaté dans l'analyse thématique, la couverture journalistique du *Monde* concernant l'Amazonie brésilienne, pendant les deux dernières années et demie, présente trois moments. Les indices qui caractérisent le traitement des informations par *Le Monde* sont perçus à chacun de ces moments. Cependant, à l'époque des incendies, on observe une valorisation du traitement des informations sur l'Amazonie. Ce sont ces modifications de traitement que nous analyserons ensuite.

A) Rubrique

L'analyse de l'organisation des reportages évoquant l'Amazonie dans les rubriques du *Monde* nous semble une étape importante, car nous pensons qu'il s'agit d'un facteur d'orientation de lecture. Comme l'explique Jean-François TETU, *« la 'mise en rubrique' constitue les 'références' selon lesquelles les contenus peuvent se distribuer ; ces références n'existent que dans la mesure où le journal lui-même les institue, les constitue comme références »*[11].

Dans ce sens, Yves DE LA HAYE ajoute que *« la division du traitement de l'information en rubriques n'est pas seulement le fait d'un classement rationnel établi à partir d'une convention professionnelle pour un plus grand confort de lecture, elle est le produit d'une sédimentation : chaque période de l'histoire moderne enrichit d'un intérêt informatif nouveau l'étendue du champ de communication sociale ; elle modifie la hiérarchie des importances accordées à tel ou tel ordre de faits ; elle peut même reléguer à un statut mineur des catégories d'informations autrefois considérées comme essentielles »*[12].

---

[11] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien,* 1989, page 64.

[12] DE LA HAYE (Yves), *Journalisme Mode d'Emploi,* 1985, p. 63.

Yves DE LA HAYE complète un peut plus loin, *« cette division et ses avatars ne sont pas principalement le fait des organes d'information : ceux-ci reflètent à travers leurs systèmes de rubriques le mouvement social et ses contradictions d'une part, les sensibilités nouvelles des diverses couches de lecteurs d'autre part »*[13].

A partir de cette base théorique, et en suivant le parcours d'analyse thématique, nous observons que la première et la troisième phases ont quelques ressemblances au niveau de l'organisation en rubriques. Durant ces deux époques, nous pouvons supposer la présence d'une tendance à ne pas traiter spécifiquement les informations sur l'Amazonie : plutôt que de lui consacrer des articles exclusifs, ce journal a préféré les insérer dans des reportages concernant des sujets plus globaux, se rattachant en plusieurs endroits de l'actuel *« fil conducteur »* de la série de rubriques du *Monde* qui font *« un passage progressif du public privé, du citoyen à l'individu »*[14].

Par conséquent, dans les première et troisième phases, les textes qui font référence à l'Amazonie s'inscrivent dans la « Dernière » et dans plusieurs rubriques : « International », « Aujourd'hui », « Horizons-Analyses », « Horizons-Entretiens », « Kiosque » et « Culture ». Ainsi, nous remarquons un parcours de l'objet aussi bien dans les sphères interne (les rubriques) qu'externe (« Dernière »)[15], ce qui peut indiquer aussi un changement de traitement. Selon Maurice MOUILLAUD, *« les titres-rubriques sont des énoncés invariants du journal, ils en constituent une région permanente, alors que les énoncés des pages externes sont imprévisibles puisqu'ils dépendent du hasard de l'information »*[16].

---

[13] DE LA HAYE (Yves), *op. cit.*, p. 64.

[14] LAVOINNE (Yves), *Le Langage des Médias*, 1997, p. 110.

[15] Maurice MOUILLAUD détaille, dans *Le Journal Quotidien* (1989, p. 116-117), que les pages intérieures *« sont barrées par un titre-rubrique (sommital) qui couvre la page entière »*, ce qui fait qu'il les classifie comme *« fermées»*. Ces pages, complète l'auteur, *« représentent le cœur du journal où les items ne parviennent qu'après avoir être filtrés par les titres-rubriques »*. Tandis que les pages externes (« Une » et « Dernière »), MOUILLAUD les classifie comme *« ouvertes »*, des *« pages sensibles »*, qui *« constituent, en quelque sorte, une membrane du journal qui est son interface avec le monde extérieur »*.

[16] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, 1989, p. 117.

Ainsi, la publication en plusieurs rubriques – et, si nous voulons aller plus loin, aussi dans les espaces interne et externe du journal – nous permet de supposer la tentative, dans les phases première et troisième, de ne pas réduire le débat sur l'Amazonie à une seule approche, de ne pas le rattacher à une seule rubrique, et parfois, dans le cas de la publication dans la « Dernière »[17], de ne pas même l'associer à une *« région permanente »* du journal.

En revanche, nous notons un changement de traitement dans l'organisation des reportages représentant l'Amazonie pendant la deuxième phase. Simultanément au phénomène d'augmentation de la fréquence de publication des reportages concernant l'Amazonie, comme propos central, il nous paraît qu'il a eu pendant cette phase un essai d'encadrement du débat concernant l'Amazonie. Une des raisons qui nous poussent à faire cette supposition, c'est que 7 des 16 textes sur l'Amazonie publiés à cette époque sont inscrits à la rubrique « International ».

Dans l'ouvrage *Le Langage de Médias*, Yves LAVOINNE rappelle que la création de la rubrique « International » est une conséquence de l'intention du *Monde* de s'insérer dans le procès de mondialisation et, ainsi, de *« ne plus limiter à une approche diplomatique et politique le traitement de l'actualité internationale et d'y intégrer la macro-économie, les questions stratégiques et de défense, l'environnement, la démographie, les religions, les spécialistes concernés ayant rejoint la séquence "International" »*[18]. Cela nous permet de supposer l'inclusion du débat sur l'Amazonie - surtout quand il s'agit du traitement des informations sur les incendies - dans ce contexte.

Toujours dans la deuxième phase, la publication des 3 autres articles et d'un éditorial dans la rubrique « Horizons » (Analyse, Débat, Enquête) nous permet de présumer aussi l'insertion de l'Amazonie dans la liste des sujets de débat, susceptibles d'être confrontés aux critiques et à l'évaluation du journal, puisque il nous semble que c'est dans cette rubrique que *Le Monde* exprime le

---

[17] Yves LAVOINNE, dans l'ouvrage *Le Langage des Médias* (1997, p. 108), fait une remarque sur la valeur de la page « Dernière » dans les journaux. Dans le cas du *Le Monde*, il observe que actuellement la « Dernière » *« accueille régulièrement une chronique, regard distancié et humoristique sur l'actualité, ainsi que les dernières nouvelles que l'on veut valoriser »* (C'est nous que soulignons).

[18] Nous citons le commentaire de Yves LAVOINNE (*Le Langage des Médias*, 1997, p. 109) sur le texte de Plenel Edwy, « la plume dans la plaie », in *Le Débat*, n° 90, mai 1996, p. 174.

plus son point de vue[19]. L'éditorial, publié dans l'édition de dimanche 5 – lundi 6 avril 1998, sous le titre l'*« Amazonie : crime écologique »*, en est une bonne illustration.

B) Les titres :

L'analyse des titres des 35 textes évoquant l'Amazonie et publiés dans *Le Monde* pendant la période étudiée nous permet de supposer la préférence du journal pour les titres informationnels, utilisés dans la plupart des cas, même si parfois il utilise de titres de référence, surtout dans les cas des articles publiés dans la rubrique « Horizons »[20].

Certes, la majorité des titres des reportages de la première et de la troisième phases ne font pas référence à l'Amazonie, car elle n'est pas leur sujet principal. Mais nous croyons intéressant d'analyser aussi ces titres, étant donné que, comme l'observe Patrick CHARAUDEAU, *« les titres, dans l'information, sont d'une importance capitale ; car, non seulement ils annoncent la nouvelle (''épiphanique''), non seulement ils conduisent l'article (fonction ''guide''), mais encore ils résument, ils condensent, voire ils figent la nouvelle au point de devenir l'essentiel de l'information »*[21].

De ce fait, l'observation des titres des 35 textes publiés nous fait noter de nouveau un changement de traitement de l'information. Pendant la première

---

[19] Une autre observation intéressante fait par Yves LAVOINNE, toujours dans *Le Langage des Médias* (1997, p. 120-121), vient dans le sens de notre supposition. Il cite d'abord la déclaration d'un médiateur du *Le Monde* (publié le 31 décembre 1995), où il dit que *« la page Débats de la séquence Horizons publie des textes d'auteurs qui ne sont pas membres de la rédaction du Monde, dont les opinions et les analyses n'engagent pas, rappelons-le, le journal »*. Cependant, comme observe l'auteur ensuite, *« la nécessité même d'effectuer un tel rappel suggère que cette distinction est loin d'être opératoire auprès d'une partie du lectorat qui envisage le journal comme un lieu énonciatif global et, donc, pour qui tout énoncé proféré dans Le Monde est un énoncé du Monde »*. De plus, l'auteur ajoute ensuite une autre déclaration (publié le 30 avril 1994), aussi d'un médiateur du *Monde* qui *«reconnaît l'ambiguïté de la distance supposée »* : *« La publication peut valoir caution ou être interprétée comme telle »*.

[20] Nous suivons la thèse de Maurice MOUILLAUD (*Le Journal Quotidien*, 1989, p. 121), selon laquelle on identifie des titres de référence, qui se rapportent à la totalité de l'article, et le titre informationnel, qu'il s'agit d'une réduction, d'une réduction des informations.

[21] CHARAUDEAU (Patrick), *Langage et Discours*, 1983, p.102.

phase, presque tous les titres informationnels[22] présentent des verbes au présent, tandis que, pendant la deuxième, la majorité des verbes des titres informationnels sont au passé composé. Et pendant la troisième phase, nous remarquons la présence dans les titres informationnels, soit des verbes au présent, soit des verbes au passé composé.

Nous n'en tirerons pas ici de conclusions interprétatives, mais nous nous contenterons de signaler que l'utilisation d'un ou d'un autre temps verbal peut indiquer des changements de focalisation dans l'instance énonciative du titre. D'après Patrick CHARAUDEAU, *« deux stratégies s'offrent au discours d'information : rapporter l'événement dans un cadre temporel passé, l'événement est alors circonscrit dans son instance d'apparition ; rapporter l'événement dans un cadre temporel présent, l'événement déborde alors le cadre de son instance d'apparition, prend pied dans l'instance énonciative du titre, et se charge d'une portée plus universelle »*[23].

En partant de cette analyse, il nous semble que les titres des reportages, où l'Amazonie est évoquée pendant la première phase, ont pour caractéristique de présenter une *« portée plus universelle »*[24], tandis que, dans la deuxième, il nous semble que l'événement – dans ce cas, il s'agit des incendies du nord du Brésil – est *« circonscrit dans son instance d'apparition »*[25]. En revanche, dans la troisième phase, nous percevrons une oscillation entre les deux stratégies.

Dans le cas de l'utilisation par *Le Monde* des titres référentiels dans le traitement de l'information sur l'Amazonie, pendant les trois phases, dans la rubrique « Horizons », nous pouvons supposer qu'il y a une tentative du journal de consolider la mémoire du lecteur. Comme l'avait relevé Maurice

---

[22] Nous parlons des titres *« informationnels »*, mais nous pensons qu'il y a aussi dans cette phase trois titres référentiels, les deux premiers publiés dans la rubrique « Horizons-Analyses » et le troisième dans la rubrique « Aujourd'hui » : *« La pollution naît aussi de la pauvreté »*, publié le 28-29 septembre 1997 ; *« La mission sociale des sectes évangeliques au Brésil »*, publié le 17 janvier 1998 ; et *« Les latérites, nouveau filon pour les chercheurs d'or »*, publié le 31 janvier 1998.

[23] CHARAUDEAU , (Patrick), *op. cit.*, p. 109.

[24] *Ibid.*, p. 109.

[25] *Ibid.*, p. 109.

MOUILLAUD, les titres référentiels *« poinçonnent la collection : c'est avec eux que se sédimente la mémoire paradigmatique alors que l'oubli efface l'information au jour le jour »*[26].

Ces observations peuvent aussi être appliquées aux titres de la « une », mais en considérant son « hyperbolisation »[27]. Yves LAVOINNE ajoute que *« le titre de une apparaît comme le lieu de l'hyperbolisation de l'information, où disparaissent les modalisations qui en atténuent la portée »*[28]. Un exemple est le titre de la « une » de l'avant-dernier reportage de la deuxième phase, publié le 5 juin 1998 : *« Incendies au Brésil »*. Nous notons une différence entre cet énoncé et celui du titre de l'article, à la sphère interne : *« L'Amazonie sous le feu des militaires »*.

La remarque est que l'article ne fait allusion aux incendies que dans le premier paragraphe du texte, tandis que le reste traite de la politique brésilienne de colonisation de l'Amazonie, développée surtout à l'époque de la dictature militaire (1964-1985). Mais le rappel du cas des incendies, dans le titre de la « une », peut être inséré dans la tentative de *« hyperbolisation de l'information »*[29], en considérant que les lecteurs du *Monde* avaient suivi pendant cinq mois une série de reportages sur ce sujet, une « catastrophe » qui a mérité plusieurs pages du quotidien. La référence aux incendies peut avoir rendu l'article *« digne de faire 'la une' »*[30].

Une autre analyse, sémantique, peut se dégager à partir d'une observation préliminaire des titres de notre corpus. Toujours en partant des trois phases identifiées pendant l'analyse thématique, nous pouvons regrouper le sémantisme des mots employés dans la plupart de ces titres autour des idées de :

---

[26] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit. p.* .

[27] LAVOINNE (Yves), *op. cit.*, p. 114.

[28] *Ibid.*, p. 114.

[29] *Ibid.*, p. 114.

[30] CHAMPAGNE (Patrick), La Vision Médiatique, in *La Misère du Monde*, p. 96.

- Actions collectives et débats (première phase) : « sommet », « forum écologique », « convoitises extérieures et polémiques intérieures » ; « mission sociale », « chercheurs » ;
- Destruction de la forêt (deuxième phase): « déforestation », « incendies », « ravager », « menace », « famine », « crime écologique », « tragique destin »
- Préservation (troisième phase): « l'effort de conservation », « protection », « programme de préservation », « réserves naturelles », « sanctuaires », « incroyable biodiversité ».

Plus qu'un simple changement d'approche, l'analyse sémantique des titres nous permet de supposer une transformation séquentielle du traitement de l'information sur l'Amazonie, surtout en ce qui concerne le discours écologique, selon ce schéma :

Le débat sur les problèmes écologiques concernant l'Amazonie – l'événement qui ratifie les questions signalées auparavant – l'indication de solutions.

La supposition de l'existence de cette évolution, à partir de l'analyse des titres, sera plus développée dans l'analyse des textes, dans la deuxième partie de ce travail. Pour l'instant, il nous suffit de remarquer ces deux points d'analyse du titre, parmi ceux qui ont déjà été objets d'étude, dans la littérature concernant l'analyse des médias. Si nous nous arrêtons sur ces deux points de l'analyse, c'est autant en raison du manque de temps, que parce que nous les considérons comme essentiels pour notre étude.

C) Les autres éléments de l'univers de la titraille :

Après l'analyse des rubriques et des titres, nous jugeons important d'observer aussi les autres composants de l' *« univers de la titraille »* : surtitre, sous-titre, chapeau, intertitres et accroche. Un rapide parcours de cet univers nous permettra de vérifier la pertinence du rapport entre ces composants et le texte, dans le domaine de la stratégie d'édition[31].

[31] L'étude de Yves LAVOINNE (*Le Langage des Médias*,1997, p. 103) insère ces composants dans la notion de *« péritexte »*. Nous considérons aussi les remarques de l'auteur qui souligne que

Ainsi, nous avons repéré que l'utilisation par *Le Monde* de ces autres composants de l'univers de la titraille est plus fréquente pendant la deuxième phase, où nous trouvons les articles plus longs. Dans le cas des intertitres, ils introduisent souvent un autre aspect du reportage. Par exemple, l'article publié le 13 mars 1998, sous le titre *« Brésil : des incendies ont ravagé un quart de l'Etat de Roraima »*, a comme intertitre *« Les yanomamis en péril »*. Ce dernier marque le début de l'approche, dans l'article, des conséquences des incendies pour la population de la région, surtout indienne.

Néanmoins, nous notons aussi que la plupart des intertitres ne sont pas extraits de citations, mais plutôt des interprétations du journaliste. Un exemple sont les intertitres de deux des trois articles sur les incendies en Amazonie publiés le 05-06 avril 1998. Un intertitre indiquait *« l'imprudence des colons »*, dans le premier article, et l'autre des *« maladies contagieuses »*, dans le deuxième. Cependant ni dans le premier, ni dans le second article, ces intertitres n'ont été extraits de citations ou informations attribuées à un acteur. Cette pratique nous conduit à nous demander si ces intertitres ont été utilisés pour mettre un relief des évaluations du journaliste.

Toutefois, les accroches utilisées par *Le Monde*, publiées dans de grands reportages des trois phases, sont parfois des extraits de citations, parfois de parties du texte où nous trouvons des traces de la subjectivité du journaliste. Un exemple de ce dernier cas est l'accroche du troisième article publié le 05-06 avril 1998, intitulé *« La moitié des exploitations agricoles sont détenues par 2% des propriétaires »*. Le texte de cette accroche[32] ne fait référence ni a une citation, ni à des informations émanant d'un acteur.

En revanche, dans un autre article également publié dans la deuxième phase, le 25 avril 1998, l'accroche[33], située à la fin du reportage, est une citation

---

« parler de péritexte permet de rendre compte de stratégies éditoriales mais risque de faire adopter implicitement l'image d'un lecteur docile, soumis à l'ordre du périodique ». Pour ne pas vouloir approfondir le débat sur *« l'image d'un lecteur docile »*, nous préférons ne pas utiliser la notion de *« péritexte »*, mais celle de *« univers de titraille »*, aussi utilisé par l'auteur, dans la même ouvrage (pages 95-96).

[32] Le texte de l'accroche dit : *« Attirées par des trompeuses campagnes de propagande, dix-huit mille familles de paysans ont rallié le Roraima durant la dernière décennie »*.

[33] Le texte de l'accroche explicitait : *« Quand le recruteur faisait les comptes, on se retrouvait débiteur, toujours plus débiteur. Aucun de nous ne touchait quoi que ce soit »*.

faite au début, par le « *peon* » Ricardo, un des acteurs cités. Sa situation nous pousse à nous demander s'il ne s'agit pas d'un rappel de la dénonciation faite au début de l'article. Dans l'un ou dans l'autre cas, il nous semble que l'utilisation des accroches peut être insérée dans les stratégies de l'édition, puisqu'elles mettent en évidence une partie de l'article. Comme le précise Yves LAVOINNE, quand il commente le concept de péritexte où les accroches peuvent être insérées, *« les observations empiriques (enquêtes « Vu/Lu ») attestent que le péritexte est souvent le seul élément qui retient effectivement l'attention d'une majorité d'utilisateurs du journal, comportement que les journalistes formalisent sous l'appellation niveau de lecture »*[34].

Une autre considération que nous trouvons importante est la présence de redondances, entre ce qui est dit dans le texte, le titre, et les autres composants de la titraille. Parmi les procédés d'authentification, Jean-François TETU constate que *« le journal en use [de l'hypertrophie de la redondance] d'une façon particulièrement manifeste parce que la redondance est inscrite dans la forme même du journal : la répétition du même, dans le titre, le chapeau, et l'article, sans compter pour certains journaux l'illustration et sa légende »*[35].

Comme dans l'article publié le 10 février 1998, sous le titre *« Le Bilan de la déforestation en Amazonie est accablant pour le gouvernement brésilien »*, les termes répétés peuvent être isolés. Dans une lecture de l'univers de la titraille, nous pouvons déjà noter l'existence d'un rapport entre les termes *« déforestation »* et *« compagnies asiatiques »* à partir des titre, sous-titre et chapeau, où ils sont fréquents. Cette observation est corroborée par l'intertitre : *« compagnies forestières »*. Nous pouvons également trouver dans l'illustration les termes *« défrichement »*, *« détruits »*.

Toujours dans le même article, incluant l'univers de titraille, les termes *« déforestation »* - et ses variantes *« dévastation »* ou les expressions *« forêt amazonienne détruite »* ou encore *« km² de forêt ont disparu »* – apparaissent six fois dans son ensemble, toutes les fois dans la première partie du

---

[34] LAVOINNE (Yves), *op. cit.*, p. 102.

[35] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 156.

texte, alors que le mot *« préservation »*, qui est employé dans la deuxième partie de l'article, dans une phrase négative[36], n'apparaît qu'une fois.

Comme nous le verrons plus tard, l'emploi des ces termes et expressions est répété dans plusieurs articles de la période étudiée, surtout pendant la deuxième phase. Ce qui peut aller dans le sens de ce que Jean-François TETU a désigné comme l'acte de l'énonciateur visant à rétablir *« la performance de son discours, de l'autorité de son dire »*[37] pour *« assurer la cohésion de l'information »*[38]. Cette analyse sera approfondie dans la troisième partie de ce travail.

II. L'Amazonie dans *l'Humanité* : les premières traces de construction d'un discours engagé.

En procédant de la même façon que pour l'analyse du journal *Le Monde*, nous partirons ensuite au repérage des éléments de comparaison dans les textes évoquant l'Amazonie, qui ont été publiés dans le journal *l'Humanité*, de janvier 1997 à juin 1999. Comme nous l'avons souligné, ces éléments serviront de base à l'analyse qui sera faite dans la troisième partie de notre travail. De la même façon que nous avons procédé dans le cas du *Monde*, nous travaillerons sur des articles pris comme exemples de la modalité de construction du discours, utilisé par le Journal du Parti Communiste.

---

[36] La phrase est la suivante, au cinquième paragraphe du article (voir annexes) : : *«... la préservation de la plus grande forêt humide de la planète ne figure pas au nombre des priorités de l'actuel gouvernement »*.

[37] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 157.

[38] *Ibid.*

A) Rubrique :

L'observation de la mise en rubrique par *l'Humanité* des reportages qui évoquent l'Amazonie nous fait remarquer que ce journal n'a pas rattaché ce sujet à un seul *« sous-ensembles informatifs »*[39]. Pendant notre période d'analyse, l'Amazonie apparaît dans les reportages publiés dans les sphères externe et interne du quotidien, en parcourant plusieurs rubriques[40].

Le corpus réduit nous fait supposer que le journal du Parti Communiste aime moins placer les informations sur la région dans des rubriques particulières que les insérer dans les reportages et débats divers - dans les thèmes écologie et question foncière -, et les relier aux *« sous-ensembles informatifs »* que leur conviennent. C'est le cas des six articles qui traitent principalement de l'Amazonie, publiés dans la « Dernière » et dans les rubriques : « Monde » (deux cas), « France », « Clignotants » et « C'est Arrivé Demain »[41].

Au contraire du *Monde*, qui a inscrit la majorité des articles sur les incendies dans la rubrique « International », nous ne notons dans le corpus étudié aucune période de publication où *l'Humanité* ait fait de même. Même pendant l'époque des incendies, qui a mérité la publication des deux articles et une brève, le Journal du Parti Communiste les a placés, chronologiquement, dans la « Dernière » et dans les rubriques « Clignotants » et « Monde »[42].

Ces observations vont dans le sens de ce qu'Yves DE LA HAYE conseille, dans la partie *« Les Rubriques »* de l'ouvrage *Journalisme, mode d'emplois* : *« Au lieu, comme la plupart des approches pédagogiques le*

---

[39] En citant les exemples des rubriques local, pour les quotidiens régionaux, et judiciaire et social, Yves DE LA HAYE (*Journalisme, mode d'emplois*, 1986, p. 26) remarque que les rubriques sont *« autant de sous-emsembles informatifs réglementés par une histoire, une sociologie, un public que ne recouvrent pas entièrement l'histoire, la sociologie et les publics des journaux en général »*.

[40] En faite, les reportages évoquant l'Amazonie ont été publiés dans la sphère interne du journal – dans les rubriques « Monde », « France », « Culture », « Clignotants » et « C'est Arrivé demain » – et dans la sphère externe, un article dans la « Dernière ».

[41] Les textes concernés ont été publiés, chronologiquement le 17 juin 1997, le 10 février 1998, 21, 23 et 27 mars 1998 et 30 avril-02 mai 1999.

[42] Les textes cités sont ceux qui ont été publiés le 21, 23 et 27 mars 1998

recommandent, de faire porter le regard sur les différences existant entre les façons dont les journaux hiérarchisent les événements, mieux vaut faire sentir que, sans rapport direct avec la surface qu'elles occupent, les informations contenues dans un journal sont différentes parce qu'elles procèdent d'intentions multiples : convaincre, démontrer, amuser, narrer mais aussi cacher, dévoiler, "brûler", etc »[43].

En suivant ce conseil, dans une analyse plus détaillée, nous pouvons peut être formuler des hypothèses concernant la raison pour laquelle *l'Humanité*, pendant toute notre période d'analyse, et *Le Monde*, dans la première et troisième partie, n'ont pas relié l'Amazonie à des rubriques répétées. Le chemin probable serait de *« discerner, sous la mince pellicule de l'actualité, les lieux d'où partent l'information et la circulation des intérêts en jeu »*[44].

B) Les titres :

L'analyse des titres des articles qui évoquent l'Amazonie, publiés dans *l'Humanité*, pendant la période étudiée, nous fait remarquer une tendance à pérenniser le fait rapporté. D'une part, nous arrivons à cette supposition quand nous notons qu'une bonne partie des ces titres s'encadrent dans ce que Maurice MOUILLAUD appelle de titres *« référentiels anaphoriques »*[45]. D'autre part, notre supposition se construit aussi à partir de l'observation montrant que les titres informationnels utilisés présentent des références considérables et emploient des verbes au présent.

Dans le premier cas, nous présumons que ces titres *« référentiels anaphoriques »*[46] publiés dans le journal du Parti Communiste peuvent avoir la fonction d'instituer *« un présent intemporel – le présent de l'information – qui est*

---

[43] Yves DE LA HAYE, *op. cit.*, p. 68.

[44] *Ibid.*

[45] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 122-123 et 127.

[46] Les titres concernés sont : *« Les espèces biologiques à la merci de l'activité humaine »*, publié le 10 février 1998, et *« La lente survie des caboclos »*, publié le 30 avril-02 mai 1999.

indépendant de la temporalité historique »[47]. Dans ce sens, Maurice MOUILLAUD avance l'idée que *« ce que les titres anaphoriques déploient, c'est un présent dans lequel il faut voir moins une marque de temporalité qu'un indice de présence. Le lecteur est mis en présence de ce que les titres anaphoriques constituent en actualité. [...] Le présent de l'actualité ne coïncide pas avec le temps du calendrier »*[48].

Dans le deuxième cas, nous estimons qu'il y a des titres informationnels où la référence *« est noyée dans l'énoncé »*[49]. Ce seraient le cas des titres *« Cinq ans après le sommet de Rio, peu de progrès réalisés »*, publié le 24 juin 1997, et *« Déforestation : l'Amazonie est la zone la plus touchée »*, publié le 10 février 1998. Dans le premier titre, il y aurait un rappel du *« sommet de Rio »*, dans le deuxième, de la question de la *« déforestation »*.

D'ailleurs, l'emploi des verbes au présent peut renforcer cette idée de pérennité. Des exemples seraient les titres *« Les sans-terre veulent survivre »*, publié le 17 juin 1997, et *« De gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonésie »*, publié le 27 mars 1998. Cette réflexion peut aussi être appuyée par l'étude de Patrick CHARAUDEAU, sur l'utilisation du verbe au présent, déjà citée dans l'analyse du *Monde*. Dans le même ouvrage, Patrick CHARAUDEAU précise que cette pratique *« produit un effet d'"Actualisation existentielle" qui implique davantage le lecteur puisque aussi bien celui-ci est amené à consommer la nouvelle à travers l'instance de lecture comme si cette instance énonciative était celle de l'événement »*[50].

De même, l'utilisation des adjectifs hyperboliques ou adverbes d'intensité dans plusieurs titres nous faire réfléchir sur les traces de subjectivité qui pourraient exister dans ces énoncés[51]. Ces évaluatifs pourraient suggérer des

---

[47] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, ,p. 123.

[48] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*,p. 123.

[49] *Ibid.*, p. 121.

[50] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 109.

[51] Des exemples pourraient être les titres : *« Cinq ans après la sommet de Rio, peu de progrès réalisé »*, publié le 24 juin 1997 ; *« Gros incendies au Brésil »*, publié le 21 mars 1998 ; *« Des gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonésie »*, publié le 27 mars 1998.

conclusions du journal, présentées par certains titres. Des exemples sont les titres publiés le 21 et le 27 mars 1998, *« Gros Incendies au Brésil »* et *« De gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonésie »*. Plutôt que de préciser la dimension de ces incendies – comme *Le Monde* l'a fait, par exemple, avec le titre publié le 13 mars 1998 : *« Brésil : des incendies ont ravagé un quart de l'Etat de Roraima »*[52] -, *l'Humanité* a préféré utiliser les adjectifs « gros » et « gigantesques ». Néanmoins, l'analyse des textes de ces articles peut approfondir cette hypothèse.

C) Les autres éléments de l'univers de la titraille :

L'utilisation par *l'Humanité* des autres éléments de l'univers de la titraille est aussi fréquente que dans le cas du *Monde*. Cependant, à la différence de ce dernier, nous notons une préférence du Journal du Parti Communiste pour les surtitres, lesquels nous semblent utilisés dans une fonction de contextualisation dans l'espace.[53].

Toutefois, il apparaît que les intertitres[54] ont une application un peu plus subjective. Un exemple est l'intertitre *« Des victimes par milliers »*, publié le 27 mars 1998, dans l'article intitulé *« Des gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonésie »*. Cet intertitre n'a été extrait ni d'une citation, ni d'une autre partie de l'article, mais nous pouvons supposer qu'il fait allusion au passage qui mentionne l'information selon laquelle *« ...des milliers de personnes sont décédées et des milliers d'autres sont menacées... »*. De plus, le journaliste ne précise pas la quantité exacte des victimes concernées. Ces observations nous conduisent à supposer que les intertitres dans *l'Humanité* peuvent être utilisés

---

[52] C'est nous que soulignons.

[53] Par exemple, les surtitres : *« Brésil »*, dans l'article intitulé *« Les sans-terre veulent survivre et produire »*, publié le 17 juin 1997 ; *« Colloque sur la biodiversité »*, dans l'article intitulé *« Les espèces biologiques à la merci de l'activité humaine »*, publié le 10 février 1998 » ; et *« Journée d'action des personnels de la défense »*, dans l'article intitulé *« Rennes avait pourtant diversifié... »*, publié le 26 juin 1998.

[54] En considérant les textes analysés, il nous semble que les intertitres, d'emplois plus rare que dans *Le Monde*, ne sont utilisé par *l'Humanité* que dans les articles les plus longs du journal, qu'occupent au moins la moitié de la page.

pour mettre en relief une partie du texte qui, peut être, est hyperbolisée par le manque de précision du nombre des victimes.

De l'autre côté, les accroches, d'emplois très rares dans le corpus étudié de *l'Humanité*, ne sont pas, non plus, extraites du texte. Il nous semble que ces accroches mettent en relief une conclusion du journaliste, tirée d'une évaluation de l'ensemble de l'article[55]. Nous notons aussi, dans la plupart des chapeaux que nous trouvons dans les articles du corpus étudié, ce type de conclusions faites par les journalistes.

Nous pensons que ces observations des éléments de l'univers de titraille, du *Monde* et de *l'Humanité*, nous permettent de *« rendre compte de stratégies éditoriales »*. Comme le souligne Yves LAVOINNE, *« l'emboîtement énonciatif entre le discours de présentation et le discours des articles est une des caractéristiques de l'espace hiérarchisé du journal. C'est donc ce niveau d'énoncés qui, avec le jeu des espaces et des formes, constitue le "méta-discours" du journal »*[56].

---

[55] Pour illustrer, nous pouvons citer l'accroche de l'article publié le 30 avril-02 mai 1999 : *« Aujourd'hui, la pérennité des communautés indiennes d'Amazonie est menacé et dépend plus que jamais de leur relation avec les Blancs dont la plupart des membres sont issus »*.

[56] LAVOINNE (Yves), *op. cit.*, p. 120.

TITRES DU MONDE	RUBRIQUE	EDITIONN°	DATE	THEME	L'AMAZONIE EST:
M. Chirac propose un sommet entre l'Europe et l'Amerique Latine	International	16215	14/03/97	Politique et économie internationales	évoquée
Le Forum écologique de Rio se termine dans le pessimisme et l'indiferance	Dernière	16221	21/03/97	Ecologie: déforestation	évoquée
Le géant minier brésilien Vale do Rio Doce suscite convoites extérieures et polémiques intérieures	Entreprises	16243	17/04/97	Politique et économie: Privatisation de la CVRD	évoquée
Deux prêtes français emprisionnés sous la dictature	International	16279	30/05/97	Politique	le sujet principal
Le président du Brésil veut un second mandat pour réussir ses réformes économiques	International	16286	07/06/97	Politique	évoquée
Une étude aux implications mondiales	Aujourd'hui	16368	12/09/97	Ecologie	évoquée
La pollution naît aussi de la pauvreté	Horizons	16382	28,29/09/97	Ecologie: déforestation	évoquée
Sentier lumineux reprend son offensive au Pérou	International	16427	20/11/97	Politique	évoquée
La mission sociale des sectes évangeliques au Brésil	Horizons	16477	17/01/98	Religion	évoquée
Les latérites, nouveau filon pour les chercheurs d'or	Aujourd'hui	16489	31/01/98	Science et économie	évoquée
Le bilan de la déflorestation en Amazonie est accablant pour le gouvernement brésilien	International	16497	10/02/98	Ecologie: déforestation	le sujet principal
Une flore de 56 000 espèces	International	16497	10/02/98	Ecologie: déforestation	le sujet principal
Claudio Villas Boas: un ardeur défenseur des indiens d'Amazonie	Carnet	16516	04/03/98	Indiens (Biographie)	évoquée
Encre Salée	Dernière	16518	06/03/98	Chronique (l'Am. Comme un lieu lointain)	évoquée
Brésil: des incendies ont ravagé un quart de l'Etat de Roraima	Dernière	16524	13/03/98	Ecologie: déforestation (incendies)	le sujet principal
Des incendies ravagent le nord du Brésil	International	16532	22,23/03/98	Ecologie: déforestation (incendies)	le sujet principal
La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies	Aujourd'hui	16533	24/03/98	Ecologie: déforestation (incendies)	le sujet principal
Le nord du Brésil a été ravagé par les incendies	International	16544	05,06/04/98	Ecologie: déforestation (incendies)	le sujet principal
La tribu des vingt mille indiens Yanomamis est menace par la famine	International	16544	05,06/04/98	Ecologie: déforestation (incendies et indiens)	le sujet principal
La moitié des exploitations agricoles sont détenues par 2% des proprietaires	International	16544	05,06/04/98	Ecologie: déforestation (incendies et question foncière)	le sujet principal
Amazonie:crime écologique	Horizons	16544	05,06/04/98	Ecologie: déforestation (incendies)	le sujet principal
Le tragique destin des Yanomamis	Horizons	16547	09/04/98	Ecologie: déforestation (incendies et indiens)	le sujet principal
Brésil: menaces de mort contre la fille d'un syndicaliste assassiné	International	16553	16/04/98	Politique: Question Foncière	le sujet principal
Maitres et esclaves sur les terres du Brésil	Horizons	16561	25/04/98	Politique: Question Foncière	le sujet principal
L'Amazonie sous le feu des militaires	Horizons	16595	05/06/98	Politique (et aussi écologie - déforestation)	le sujet principal
Predicateur en Amazonie	La Chronique	?	12/06/98	Chronique litteraire	évoquée
Au Brésil, la gauche resiste mieux qui prevu au président Cardoso	Dernière	16700	06/10/98	Politique	évoquée
L'effort de conservation en Amazonie fait objet d'un bilan nuancé	Aujourd'hui	16762	17/12/98	Ecologie: preservation/deforestation	le sujet principal
Le Chili, un pionnier en matière de protection	Aujourd'hui	16762	17/12/98	Ecologie	évoquée
Une propriété amazonienne de 7 milions d'hectares	Kiosque	16788	16/01/99	Politique: Question Foncière	le sujet principal
L'Afrique centrale veut s'engager dans un programme de préservation des ses massifs forestiers	International	?	23/03/99	Ecologie	évoquée
Un ecossistème generateur d'une incroyable biodiversité	Aujourd'hui	16875	28/04/99	Ecologie	évoquée
La famille éclatée et mal-aimée des photographes voyageurs	Culture	?	29/05/99	La profession du photographe	évoquée
L'Otan, les Balkans et l'Amazonie	Kiosque	?	03/06/99	Politique internationale	le sujet principal
Un cinquième de l'humanité n'a pas accès à l'eau potable	Horizons	?	08/06/99	Ecologie	évoquée

TITRES DE L'HUMANITE	RUBRIQUES	EDITION N°	DATE	THEME	L'AMAZONIE EST:
Les sans-terre veulent survivre et produire	Monde	16435	17/06/97	Question foncière	le sujet principal
Cinq ans après le sommet de Rio, peu de progrès realisés	Monde	16441	24/06/97	Ecologie	évoquée
Les espèces biologiques à la merci de l'activité humaine	France	16637	10/02/98	Ecologie	évoquée
Déforestation: l'Amazonie est la zone la plus touchée	France	16637	10/02/98	Ecologie	le sujet principal
Un appétit d'ogre pour dire le monde	Culture	16655	03/03/98	Ecologie (indiens)	évoquée
Gros incendies au Brésil	Dernière	16671	21/03/98	Ecologie (incendies)	le sujet principal
Ils ont dit: Reinaldo Barbosa	*Clignotants*	*16672*	*23/03/98*	Ecologie (incendies)	le sujet principal
Des gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonesie	Monde	16676	27/03/98	Ecologie (incendies)	le sujet principal
Rennes avait pourtant diversifié	France	16753	26/06/98	Ecologie	évoquée
La lente survie des caboclos	C'est arrivé demain	17016	30/04-02/05/99	Question foncière	le sujet principal

DEUXIÈME PARTIE

LA CONSTRUCTION DE L'« ILLUSION DE RÉALITÉ » ET LA « SUBJECTIVITÉ » DANS LE DISCOURS INFORMATIF SUR L'AMAZONIE.

Dans la partie précédente, nous avons fait une analyse préliminaire, à partir du repérage des éléments que nous considérons importants pour l'étude que nous essayons d'approfondir ensuite. Il nous faut maintenant discerner les traces dans le discours d'information qui nous permettent de percevoir les *« moyens que l'informateur met en œuvre pour prouver la véracité de celle-ci »*[1], pour construire un *« effet de vérité »*[2], pour faire *« croire vrai »*[3].

Nous irons, dans cette deuxième partie, dans le sens de l'hypothèse développée par Patrick CHARAUDEAU, dans l'ouvrage *Le discours d'information médiatique*, qui dit que *« la vérité n'est pas dans le discours mais seulement dans l'« effet » qu'il produit »*[4] . L'auteur ajoute ensuite : *« s'il y a une spécificité du discours d'information médiatique, elle est dans le fait qu'y sont convoqués, de façon variable et avec des fortunes diverses, des effets d'authenticité, de vraisemblance et d'explication, en fonction des imaginaires qui sont prêtés à la cible »*[5].

---

[1] CHARAUDEAU (Patrick), *Le Discours d'information médiatique*, 1997, p. 49.

[2] *Ibid.*.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*, p. 63.

[5] CHARAUDEAU (Patrick), *Le Discours d'information médiatique*, 1997, p. 63. Pour les éclaircissements sur l' « authenticité », la « vraisemblance », et l' « explication », voir l'étude de l'auteur dans le même ouvrage, page 54.

Pour affiner cette analyse, nous considérons important d'examiner d'abord « *la façon dont le journal construit l'illusion de réalité, d'analyser le « réalisme » de ce discours* »[6]. Il s'agit d'essayer de trouver des traces de la construction de « *l'effet de vérité* » ou de « *l'effet de réel* »[7] dans le discours des journaux *Le Monde* et *l'Humanité*.

1. Le discours sur l'Amazonie rapporté par *Le Monde* et *l'Humanité* : les manifestations de l'hétérogénéité énonciative.

L'étude des discours direct et indirect semble être bien utile dans l'analyse des différents usages discursifs dans la presse généraliste. D'après les considérations de Dominique MAINGUENEAU, « *la manière dont un discours découpe ses citations dans les autres discours est très révélatrice du fonctionnement de ce discours* »[8]. L'auteur remarque encore « *l'ambiguïté fondamentale du phénomène de citation si l'on considère le degré d'adhésion du locuteur à ce qu'il dit* »[9]. En allant plus loin, il nous semble nécessaire de considérer aussi « *la manière dont le discours citant assume le discours cité : il y a une « distance » plus ou moins grande imposée par le sujet d'énonciation du*

---

[6] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien,* 1989, p. 153.

[7] A ce propos, voir en particulier les analyses développées par BARTHES (Rolland), dans l'article intitulé « Effet de Réel » (in *Communications*, n° 11, 1968, p. 84-89), et par CHARAUDEAU (Patrick), dans l'ouvrage *Langage et Discours* (1983, p. 97-99).

[8] MAINGUENEAU (Dominique), *L'analyse du Discours*, 1991, p. 135.

[9] *Ibid.*, p. 134.

discours citant. Il n'est d'ailleurs pas toujours aisé de savoir ce que le discours citant ajout de son cru et ce qu'il rapporte »[10].

Pour cette raison, nous relevons l'importance de l'étude des fonctions de la citation dans l'analyse de la presse. En ce qui concerne le cas des discours informatifs sur l'Amazonie, l'utilisation des citations par les journaux peut révéler les caractéristiques et les différences de construction de ces discours.

I. L ' « authenticité » ou l'« effet d'authenticité » dans les citations du *Monde.*

L'examen des articles évoquant l'Amazonie et publiés dans *Le Monde* nous permet de supposer une préférence de ce journal pour l'emploi des citations au discours direct. Même si nous trouvons souvent des citations au discours indirect, nous notons une prédominance d'emploi des citations au discours direct. Cette caractéristique, nous la remarquons pendant les trois phases déjà identifiées de la période étudiée, mais surtout pendant les deuxième et troisième phases.

Avant de passer à l'analyse proprement dite des citations, il nous semble nécessaire de considérer les remarques de Dominique MAINGUENEAU : *« le discours direct insère une situation d'énonciation dans une autre en leur laissant leur indépendance, chacune conservant ses repérages propres ; le discours direct se présente comme reproduisant des propos, les répétant purement et simplement »*[11]. Toutefois, comme l'affirme l'auteur, *« le seul fait d'introduire le discours direct « authentifie » les énoncés rapportés »*[12].

---

[10] MAINGUENEAU (Dominique), *op. cit*, p. 136.

[11] *Ibid.*, p.134.

[12] *Ibid.*, p. 134.

A) La « citation d'autorité » :

En observant les citations au discours direct[13] que nous trouvons dans les articles du *Monde* de toute la période étudiée[14], nous pouvons noter que la plupart des celles-ci proviennent des acteurs *« hors médias institutionnels »*[15]. Pourtant, nous remarquons que parmi ceux-ci, les acteurs[16] qui représentent le gouvernement brésilien ont été pris le plus souvent comme locuteurs des citations du *Monde*, pendant les trois phases. Il s'agit en majorité des représentants des organes de recherche et de vigilance de la forêt amazonienne ou de tutelle des populations indigènes. Néanmoins, nous trouvons aussi des insertions de parole des représentants du pouvoir Exécutif, comme des ministres ou même le président brésilien Fernando Henrique Cardoso.

Un exemple est l'article publié le 21 mars 1997, sous le titre *« Le forum écologique de Rio se termine dans le pessimisme et l'indifférence »*. Une des citations présentes dans l'article est attribuée au *« président brésilien, Fernando Henrique Cardoso »*[17] : « *Nous surveillons chaque semaine les brûlis*

---

[13] Une autre observation fait par Dominique MAINGUENEAU : *« les énoncés rapportés au discours direct sont mis entre guillemets pour marquer leur altérité ; celle-ci est en autre clairement manifestée par la rupture syntaxique entre discours citant et discours cité »* (*L'analyse du discours*, 1991, p. 140).

[14] Nous traitons ici, en majorité, des articles où nous trouvons de citations qu'évoquent l'Amazonie.

[15] Nous suivons à ce moment la thèse de Patrick CHARAUDEAU, dans l'ouvrage *Le Discours d'information médiatique* (1997, p. 147-150), quand il traite de *« l'identification des sources »*. Le point de vue de l'auteur est que les sources peuvent être identifiées selon leur appartenance, d'abord au monde même des médias ("in médias"), puis à l'organe de l'information lui-même ("in org. Info.") ou hors de celui-ci ("hors org. d'info") si elles proviennent du monde des médias ; selon leur caractère institutionnel ("institutionnel") ou non ("hors institutionnel"). Il considère des sources « institutionnels » Etat-Gouvernement, les Administrations, les organes sociaux (partis, syndicats), les hommes politiques et les représentants sociaux.

[16] Le sens d' « acteurs » que nous utilisons ici est emprunté de l'ouvrage *Sémiotique : Dictionnaire Raisonné de la Théorie du Langage* (GREIMAS (Algirdas Julien) et COURTES (Joseph), 1979, page 7-8).

[17] Comme observe Danielle LAROCHE-BOUVY, dans le texte intitulé « Emergence de l'Interaction Verbale dans la presse écrite : fonction de la citation » (in *« La Presse : Produit, Production, Reception », 1988, p. 117)*, *« si l'auteur des paroles citées n'est pas un homme politique de tout premier plan [dans ce cas, en France], donc supposer connu du lecteur, cet auteur est identifié de façon très complète, avec prénom, nom, titres et fonctions »*. Ce type de pratique, nous trouvons dans presque toutes les citations dans les articles évoquant l'Amazonie publiés dans *Le Monde*.

et la déforestation en Amazonie, mais nous n'avons pas les moyens pratiques de freiner leur expansion', a-t-il admis en évoquant ' *ces régions où l'Etat n'existe pratiquement pas* ». La situation de l'Amazonie sort de la parole du « président brésilien », ce qui nous conduit à considérer que nous sommes peut-être en face d'une *« citation d'autorité »*, notion empruntée à Dominique MAINGUENEAU, *« où seule la signature donne du poids au contenu intrinsèque [...], où le "locuteur" s'efface donc devant un "Locuteur" superlatif qui garantit la validité de l'énonciation »*[18]. Dans ce sens, Patrick CHARAUDEAU précise que quand l'informateur a de la *« notoriété »*, il peut avoir un double effet, soit *« cela lui confère une certaine autorité qui fait que s'il informe, ce qu'il dit peut être considéré comme digne de foi »*, soit *« du fait de cette même position, on peut lui prêter des intentions manipulatrices qui font que ce qu'il dira sera au contraire suspect ... »*[19].

Sans vouloir en tirer des conclusions, nous remarquons toutefois qu'il s'agit du président brésilien qui a *« admis »* que le pays n'a pas *« les moyens pratiques de freiner »* l'expansion des *« brûlis »* et de la *« déforestation »* et, encore, qu'il s'agit des *« régions où l'Etat n'existe pratiquement pas »*. Il nous semble que l'utilisation du verbe « admettre » doit aussi être prise en compte, si nous suivons les réflexions de Dominique MAINGUENAU : *« On ne peut donc négliger les verbes destinés à introduire le discours rapporté. En effet, selon le verbe choisi [...], c'est toute une interprétation de la citation qui sera affectée »*[20].

Notre étude a vérifié aussi que ce type de citation - où le locuteur est un représentant du gouvernement brésilien qui a « admis » ou « reconnaît » l'impuissance à gérer les problèmes de la région[21] – est souvent utilisée par *Le Monde* pendant les première et deuxième phases. Nous avons aussi observé un tel

---

[18] MAINGUENEAU (Dominique), *op. cit.*, p. 138.

[19] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 51.

[20] MAINGUENEAU (Dominique), *op. cit.*, p. 137.

[21] Ces verbes ont été employés dans plusieurs citations publiées par *Le Monde*. Par exemple, le verbe « reconnaître » a été utilisé dans la citation dont le locuteur était le ministre de l'environnement Gustavo Krause : « Avec 47 220 km² de forêt amazonienne détruite, il reconnaissait, un peu plus tard, que *"réellement, les chiffres [de l'INPE] ne sont pas confortables »* (*Le Monde*, 10 février 1998).

comportement, surtout pendant la deuxième phase, quand ce journal a donné la parole aux spécialistes.

B) Donner la parole aux spécialistes :

L'analyse des articles de la deuxième phase nous fait supposer que les citations des spécialistes sont utilisées, pendant cette période, surtout pour renforcer la dénonciation des origines et des conséquences des incendies. Pour cela, les journalistes du *Monde* utilisent souvent, pendant cette phase, des citations des spécialistes *« hors institutionnels »*[22]. C'est le cas, par exemple, des quelques citations de l'article publié le 24 mars 1998, sous le titre *« La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies »* :

(1) *«... dans les savanes où vivent 19 000 Indiens Makuxis, Wapiwanas, Taurepangs et Ingarikos, les plantations et les villages ont brûlé, et le bétail meurt de soif »*, souligne Bruce Albert. Selon cet anthropologue de l'Orstom en poste au Brésil, *« la famine menace pour un an et demi au moins »*, du fait du long temps de maturation du manioc ».

(2) *« Si ces feux progressent dans la partie nord et ouest du massif forestier, ce serait (sic) une véritable catastrophe écologique »*, souligne, pour sa part, le botaniste Francis Hallé (université de Montpellier) ».

La présence de ces deux citations – ou d'autres si nous considérons celles utilisées dans plusieurs articles de la même époque – peut constituer un indice de ce que le journaliste a recouru au savoir et à la parole des experts pour décrire la situation ou pour montrer les risques[23]. Dans ce sens, Patrick CHARAUDEAU observe que *« les* experts, *eux, pourraient sembler intouchables. Ils sont censés être les représentants du savoir, s'expriment hors du champ du pouvoir, sans contraintes, sans pressions d'aucune sorte. En réalité, ceux-ci ne parlent pas dans une indépendance totale. Soit ils sont liés au pouvoir parce*

---

[22] Nous suivons toujours l'étude développée par Patrick CHARAUDEAU, in *Le discours de l'information médiatique* (1997, p. 147-150), où il qualifie de « hors institutionnels » les experts, mais aussi les témoins et les représentants de corps professionnels.

[23] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 153-172.

qu'ils ont été commis d'office par un gouvernement et donc, qu'ils le veuillent ou non, même s'ils ont été désignés pour leur esprit d'indépendance, ils se trouvent dans l'appareil de l'Etat ; soit ils sont liés aux médias du fait que, sollicités par eux, ils savent qu'ils doivent parler d'une certaine façon et du même coup s'auto-justifier comme un "bon spécialiste". D'ailleurs, les médias ne convoquent pas n'importe quel spécialiste. Ils font appel à ceux qui sont considérés comme " ayant toujours quelque chose à dire au nom des témoins ", les logocrates »[24].

Toujours en réfléchissant sur les remarques de Patrick CHARAUDEAU, d'autres exemples de l'usage de la citation par *Le Monde* peuvent être tirés de l'article publié le 17 décembre 1998, sous le titre *« L'effort de conservation en Amazonie fait l'objet d'un bilan nuancé »*. Cet article, parut environ huit mois après l'affaire des incendies, est une bonne illustration du changement du traitement de l'information sur l'Amazonie, pendant notre troisième phase d'analyse. Si nous partons aussi des citations, nous pouvons extraire les fragments suivants :

(1) *« Notre rôle n'est pas tant de trouver des coupables que de remédier à ces gigantesques incendies »*, prévient Carmen Figueiredo, de l'Agence brésilienne de l'environnement (Ibama). [...] *« Nous proposons plutôt aux populations de développer, avec elles, des méthodes alternatives ou de contrôle des défrichements par le feu, d'instaurer des droits de licence pour les brûlis, et d'opérer un suivi par avion et satellites »*, ajoute-t-elle.

(2) *« Jusqu'au sommet de Rio, le gouvernement et la société civile brésilienne étaient très mobilisés sur l'Amazonie : le déboisement, qui était d'environ 21 000 kilomètres carrés par an entre 1978 et 1988, est tombé (. à moins de 15 000 kilomètres carrés jusqu'en 1994. Puis l'effort s'est relâché, et les coupes et les brûlis ont repris au rythme d'environ 30 000 kilomètres carrés par an »*, raconte Neli Aparecida de Mello, du ministère brésilien de l'environnement (MMA).

[24] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 253.

(3) *« Nous ne réussirons pas à protéger l'Amazonie sans un meilleur développement de ses populations »*, souligne Carmen Figueredo.

(4) *« On peut, quasiment sans défricher, planter des bois d'œuvre, des fruitiers, des légumes, du manioc, mais aussi parfois des cultures de rente, comme la canne à sucre, le café et le cacao,* note Richard Pasquis du Cirad [Centre français de coopération en recherche agronomique pour le développement]. *A ces cultures peuvent s'ajouter un petit élevage, la chasse, la pêche et la cueillette. »*

(5) *« La centaine d'expériences agro-forestières qui existent demandent à être mieux soutenues et améliorées pour devenir plus rentables sur le marché international et s'étendre en Amazonie »*, précise Neli Aparecida de Mello.

(6) *« Dans la mesure où ces aides du G7 sont conditionnées à un investissement financier du Brésil d'environ 10% et entraînent son engagement sur plusieurs années, le gouvernement a préféré refuser 83,6% des donations pour 1999 »*, dénonce Beto Ricardo de l'Instituto socio-ambiental de São Paulo.

Dans toutes ces citations, qui sont les seules de cet article, le journaliste a donné la parole aux spécialistes, soient des représentants des institutions rattachées au gouvernement brésilien[25], soient des représentants d'autres institutions. Cette observation va dans le sens de l'hypothèse soulevée par Danielle LAROCHE-BOUVY : *« S'agissant de spécialistes consultés sur une question relevant de leur domaine, il convient de montrer au lecteur que le journaliste s'est entouré d'avis autorisés »*. Elle ajoute ensuite : *« La fonction de ce type de citation est donc d'authentifier les propos rapportés et, dans certains cas, de légitimer le droit à la parole de leurs auteurs »*[26].

Néanmoins, en considérant cette dernière réflexion de Danielle LAROCHE-BOUVY, nous pouvons remarquer que, dans les citations (1), (3), (4)

---

[25] Nous reconnaissons que certains acteurs cités dans l'article ont aussi un rôle politique, car ils représentent le gouvernement brésilien, mais cela n'efface pas leur fonction d'experts en environnement, surtout parce qu'ils représentent des organes plutôt techniques que politiques. Une observation qui a été faite aussi par Patrick CHARAUDEAU (Patrick), voir la note 22.

[26] LAROCHE-BOUVY (Danielle) (« Emergence de l'Interaction Verbale dans la presse écrite : fonction de la citation », in *La Presse : Produit, Production, Réception,* 1988, p. 117-118)

et (5), les spécialistes indiquent des actions, des solutions pour concilier la « protection forestière » et le « développement des populations » de la région. En revanche, dans les citations (2) et (6), ils « dénoncent » la politique de l'environnement développé au Brésil. Il nous semble que cette alternance donne à l'article le double rôle de montrer des critiques, mais aussi d'exposer des possibilités pour la « conservation en Amazonie ». Ce type d'emploi de la citation, de l'alternance de critiques et d'indications de solutions pour la question de la préservation de la forêt, nous le notons surtout à partir de la troisième phase d'analyse du corpus étudié.

C) La citation de « témoignage » :

Nous trouvons une trace particulière de l'emploi de la citation pendant la deuxième phase. Cette phase a été la seule où nous observons que *Le Monde* a eu souvent recours au regard de témoins pour décrire ou dénoncer une situation. Ce journal a beaucoup sollicité la parole du témoin tant pour aborder l'événement des incendies que pour traiter de la question foncière au Brésil. Dans le premier cas, nous pouvons donner comme illustrations deux citations du premier[27] d'une série de trois articles publiés le 05-06 avril 1998 concernant les incendies :

(1) *« Les premiers grands feux ont commencé peu avant le Noël. Il y avait beaucoup de vent et tout était sec. On dit que ce sont les* queimadas, *brûlis traditionnellement allumés sur des terres déforestées, qui sont la cause de tout cela »*, raconte-t-il ».

(2) *« Ces bêtes,* explique-t-il, *représentent toutes mes économies. Pendant trois jours et trois nuits, on a combattu le feu avec des sauts (sic) d'eau remplis au puits que j'ai fait creuser le mois dernier. Grâce à Dieu, mes vaches sont sauves. Elles ne sont pas loin d'ici, dans l'un des rares prés où il y a encore de l'herbe ».*

Les deux citations sont attribuées à *« Francisco da Silva, soixante-seize ans »*, un des *« paysans sinistrés »* de la colonie agricole d'Apiau, à 70

[27] L'article en question est intitulé *« Le Nord du Brésil a été ravagé par des les incendies ».*

kilomètres au sud-ouest de Boa Vista, capitale de l'Etat de Roraima, situé à l'extrémité nord de l'Amazonie brésilienne. C'est lui qui raconte comment ont commencé les brûlis, ce que les paysans ont fait pour les combattre et ce que représente pour sa famille la destruction par les incendies. Les citations du *« témoignage »*[28] du paysan sont introduites dans toute la première moitié de l'article, où nous pouvons aussi trouver des descriptions qui ne sont directement attribuées à aucun acteur.

En ce qui concerne les descriptions, nous les traiterons ensuite. Pour l'instant, nous sommes prêts pour ajouter les réflexions de Patrick CHARAUDEAU sur le rôle du témoin comme informateur apte à donner du « crédit » à une information : *« il joue un rôle de "porteur de vérité" dans la mesure où sa parole n'a d'autre enjeu que celui de dire ce qu'il a vu et entendu »*[29].

Un autre exemple peut aussi trouver place dans cette remarque de Patrick CHARAUDEAU. Il s'agit des quelques citations[30] de l'article publié le 25 avril 1998, sous le titre « *« Maîtres et esclaves sur les terres du Brésil »* :

(1) « Paulo se souvient ... *« Devant la porte de la Fazenda Miranda, j'ai vu deux cadavres jetés sur le sol. Un jour, à celle de Pepsi, trois autres cadavres. Puis, devant l'entrée de Sao Pedro, en janvier de cette année, un homme et une femme égorgés »*..

(2) *« Comment fuir ? Nous étions à des kilomètres de toute présence humaine, dans une région que nous ne connaissions pas, environnés d'une nature hostile »*, avoue Ricardo, tordant ses mains au souvenir de l'impuissance passée ».

(3) *« Un soir d'août, un des mes copains, âgé de dix-sept ans, fut battu jusqu'à ce qu'il gise à terre, et laissé à la merci des bêtes sauvages. On ne l'a plus revu. »*. ("Joao, seize ans").

---

[28] Nous nous sommes inspirées de nouveau ici de l'article de Danielle LAROCHE-BOUVY, intitulé « Emergence de l'Interaction Verbale dans la presse écrite : fonction de la citation » (in *« La Presse : Produit, Production, Réception », 1988, p. 120-121).*

[29] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 52.

[30] Cet article présente plusieurs citations de témoins. Pour illustrer, nous ne citons que quelques exemples.

La plupart des témoins dont les déclarations sont citées dans cette enquête ne sont que vaguement identifiés. Il s'agit de « Paulo », le « *gato* » (1), le « *peon* Ricardo » (2) et le « *peon* Joao » (3)[31] (c'est nous que soulignons), entre autres personnages, ainsi identifiés seulement par les prénoms. Comme l'observe Danielle LAROCHE-BOUVY, *« fréquents sont également les témoignages anonymes dans les enquêtes sur un phénomène de la société »*. Pourtant, elle ajoute ensuite : *« Certains des propos rapportés sous cette forme discrète sont sans doute authentiques, le journaliste habitué des coulisses du monde politique ne voulant pas "griller" son informateur, ou le journaliste qui reçoit témoignages et confidences respectant l'anonymat exigé par les témoins. On est cependant en droit de supposer que certaines citations peuvent être fabriquées pour obtenir en* effet d'authenticité *»*[32] (c'est nous que soulignons).

Dans les deux articles, les déclarations des ces acteurs (hors institutionnels) nous font réfléchir sur les analyses de Patrick CHARAUDEAU, quand il commente l'apparition dans les médias du *« citoyen de base »*, essentiellement sous deux figures : « *celle du citoyen* victime *ou* revendicateur, *celle du citoyen* témoin du monde ». Dans le premier cas, *« le citoyen ne devient intéressant que s'il soufre, victime d'une injustice sociale ou d'un malheur que lui envoie le destin, ou s'il clame réparation et va jusqu'à se battre pour obtenir »*. Dans le second cas, *« les témoins ne sont que les représentants archétypiques d'une catégorie, ils sont des êtres sans visage, des individus sans personnalité, sans affectes, sans opinions, sans autre identité que celle de leur rôle de témoin.*

---

[31] L'article en question utilise plusieurs jargons brésiliens pour « identifier » les personnages. Par exemple, le « gato », signifie « chat », mais dans l'article, il s'agit de celui qui est chargé de *« recruter des "peoes" (les "pions", des manœuvres) »*. Nous supposons que nous sommes également en face des citations qui ont la fonction *« d'apporter de la "couleur locale" »*, dans le sens identifié par Danielle LAROCHE-BOUVY (« Emergence de l'Interaction Verbale dans la presse écrite : fonction de la citation », in *La Presse : Produit, Production, Réception*, 1988, p.122). Dans le même ouvrage, elle observe qu' *« a côté de cet effet d'exotisme, la citation* "couleur locale" *peut avoir pour but d'évoquer un langage particulier, propre à un milieu supposé peu connu du lecteur »* (page 123). Ce type de citation nous n'avons pas très souvent trouvé dans le corpus étudié. Cependant, il nous semble être caractéristique du genre « enquête ».

[32] LAROCHE-BOUVY (Danielle), *op. cit.*, p. 119.

Ces témoins sont pure énonciation et jouent un rôle d'alibi pour les médias : authentifier les faits et les commentaires »[33].

D) Emprunts « in médias » :

Il y a encore un quatrième aspect que nous voudrions traiter pour la question des informateurs utilisés par *Le Monde*, pendant la période étudiée. Il s'agit des *« emprunts »*[34] dont les locuteurs sont *« in médias »*, plus précisément *«hors l'organe d'information »*[35]. Nous observons que *Le Monde* a particulièrement fait appel aux informations provenant de la presse brésilienne pendant la troisième phase, quand il a publié deux articles, sous la rubrique « Kiosque », dont les informateurs étaient la revue *Veja* et le journal la *Tribuna da Imprensa*[36]. Ces deux articles du journal français ont été consacrés à la reproduction fragments des reportages publiés dans ces deux périodiques brésiliens. C'est le cas des passages suivants :

(1) *« Ce silence peut s'expliquer,* indique l'hebdomadaire *[Veja], par le fait que la demande serait refusée en raison de l'illégalité des titres de propriété. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de songer à repousser ses frontières. Il a déjà fait savoir qu'il était disposé à acheter une bande de terre reliant les deux domaines en question, pour englober une superficie d'un seul tenant de 15 millions d'hectares, soit à peu près celle de l'Uruguay »* (*Le Monde,* le 16 janvier 1998)

(2) *« Le journal* [Tribuna da Imprensa] *se fait ainsi l'écho de l'angoisse suprême qui taraude les analystes du Centre brésilien d'études stratégiques (Cibres) ; la mise sous tutelle internationale de la région septentrionale du pays,* "la plus importante forêt tropicale de la Terre, qui recèle près de la moitié des espèces

---

[33] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 253-254.

[34] Le terme *« emprunts »* dans le sens proposé par Maurice MOUILLAUD et Jean-François TETU (*Le Journal Quotidien,* 1989, p. 127-149).

[35] Nous suivons toujours la thèse de Patrick CHARAUDEAU, dans *Le Discours d'information mediatique*, (1997, p. 147-150).

[36] Le premier article, dont l'informateur était la revue *Veja*, a été publie le 16 janvier 1999, sous le titre : *« Une propriété amazonienne de 7 millions d'hectares »*. Le deuxième article a été publié le 3 juin 1999, sous le titre : *« L'Otan, les Balkans et l'Amazonie »*.

connues, et éveille l'intérêt des superpuissances mondiales en raison de son potentiel hydrique et minier" ». (*Le Monde*, le 3 juin 1999).

La transformation de la presse brésilienne en source d'« emprunts » est également observable dans quatre autres articles, dans lesquels le journal français a reproduit des fragments de reportages[37]. Ces *« emprunts »* n'ont pas été les seuls publiés dans ces articles, mais ils ont partagé l'espace d'énonciation avec d'autres acteurs cités. Parmi ceux-ci, une bonne illustration est la reproduction publiée le 24 mars 1998, dans l'article intitulé *« La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies »* :

(3) *« **DESASTRE** planétaire... Enfer géant... L'Amazonie en flammes. »* Les superlatifs ne manquent pas aux manchettes des journaux brésiliens et américains pour évoquer ce que pourrait bien être l'incendie le plus grave qu'ait connu l'Amazonie depuis trente ans ».

La source de cet « emprunt », qui commence l'article, sont des journaux brésiliens et américains, non identifiés. Le journaliste utilise aussi le superlatif « le plus grave » et commence l'article avec le mot « ***DESASTRE*** » en gras, italique et capitales. Toutes ces observations extraites de cet « emprunt » nous permettent faire plusieurs réflexions. D'abord, sur le rôle des médias comme locuteurs, sur le *« crédit que l'on peut accorder à une information »*, dont l'informateur cité est un autre média *« hors organe d'information »* qui l'a déjà publiée. Il nous semble que, au moment où le journal reproduit les informations publiées ailleurs, il est évident qu'il peut leur donner sa caution, ou pour *« faire croire »* qu'elles sont « vraies », ou pour faire porter sur elles le *« soupçon »*.

---

[37] Il s'agit d'un article publié pendant la première phase - sous le titre *« La mission sociale des sectes évangéliques au Brésil » (Le Monde*, le 17 janvier 1998), où le journal cité a été la *Folha de Sao Paulo* – et d'autres trois articles, publiés pendant la deuxième phase – sous les titres : *« La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies »*, où un des locuteurs a été les *«journaux brésilien et américain »* (*Le Monde*, le 24 mars 1998) ; *« La moitié des exportations agricoles sont détenues par 2% des propriétaires »*, où nous trouvons une autre citation de la *Folha de Sao Paulo* (*Le Monde*, le 05-06 avril 1998); et *« Maîtres et esclaves sur les terres du Brésil »*, où un des locuteurs était le journal *Estado de Sao Paulo*.

C'est le moment d'introduire d'autres réflexions de Patrick CHARAUDEAU, a propos de la source, réflexions portant d'abord sur *« la* validité *de celle-ci, c'est-à-dire ce qui en constitue la valeur de vérité »* et ensuite sur *« celle de la* sélection *de l'information, sélection qui s'opère parmi un ensemble de faits dont il est à supposer qu'il ne peut jamais être transmis en totalité dans un même temps et dispositif d'énonciation »*[38].

En considérant également la question de l'identification de sources – ce qui, comme nous l'avons vu dans le dernier exemple, n'est pas toujours fait clairement par *Le Monde*, quand il traite de l'Amazonie[39] -, nous pouvons ajouter encore d'autres constatations de Patrick CHARAUDEAU : *« Selon que l'instance de production satisfait ou non à ces contraintes d'identification (sources et signataires), selon le choix qu'elle fait des modes d'identification (nom propre/nom commun, et diverses modalités), l'instance de production joue sa crédibilité en produisant des effets divers. Effet d'appropriation par l'instance médiatique d'une nouvelle et du même coup d'évidence, si celle-ci ne cite pas la source ; mais risque de perdre le crédit si le récepteur veut savoir d'où vient l'information et qu'il ne trouve pas la réponse ; car qu'est-ce qu'une nouvelle si on ne peut en juger la validité du fait de l'absence d'identité du donner d'information ? Effet de vérité et de sérieux professionnel si la source est identifiée avec prudence sur le mode du provisoire, de l'attente de vérification. Mais effet de soupçon, si l'identification est faite de façon floue, anonyme ou indirecte ; car qu'est-ce que veut dire "selon des sources bien informées" ?*

[38] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 35-36.

[39] Dans le même article en question, l'identification d'autres informateurs n'est non plus claire : *« Les incendies auraient déjà dévoré, selon les différentes sources, une surface représentant une à deux fois celle du territoire libanais (1 à 2 millions d'hectares) »* (*Le Monde*, le 24 mars 1998). Encore pour illustrer, nous pouvons également citer d'autres citations du *Monde*, en discours indirect : *« les divers porte-parole du gouvernement s'évertuent désormais à mettre en exergue le ralentissement sensible des défrichements enregistré tant en 1996 (18.161 km²) qu'en 1997 (13.037 km², bilan encore provisoire) »* (*Le Monde*, le 10 février 1998) ; ou *« Pour la communauté internationale, le saccage de l'Amazonie, volontiers présentée en ce temps-là comme le* "poumon de la planète", *met en péril l'humanité tout entière »* (*Le Monde*, le 5 juin 1998). (C'est nous que soulignons). A partir de ces exemples, la question que nous nous posons est, qui sont précisément ces *« différentes sources »*, ces *« divers porte-parole du gouvernement »* ou cette *« communauté internationale » ?*

Comment vérifier la validité de cette information ? »[40]. (C'est nous qui soulignons).

Ces derniers raisonnements peuvent être appliqués à toutes les citations utilisées par *Le Monde* et aussi par *l'Humanité*, sur lesquelles nous travaillerons ensuite.

II. *« L'effet-de-réél »* dans les citations de *l'Humanité.*

Proportionnellement au nombre de textes étudiés dans notre corpus, notre analyse observe que *l'Humanité*, quand il évoque l'Amazonie dans un discours écologique, utilise plus de citations au discours indirect que *Le Monde*. Cependant, nous trouvons aussi dans le Journal du Parti Communiste des citations sur ce sujet au discours direct, mais en nombre plus réduit. Nous trouvons celles-ci dans les articles qui traitent en priorité de l'Amazonie, mais qui présentent également des citations au discours indirect[41].

Si l'on considère toujours les remarques de Dominique MAINGUENEAU, *« le discours indirect ne maintient stable que le contenu du discours cité : c'est une interprétation du discours cité et non sa reproduction ; il n'y a plus qu'une source d'énonciation »*[42]. En plus, l'auteur ajoute : *« dans le discours indirect, la fidélité est au niveau de l'invariance sémantique et il n'est pas pertinent de prétendre retrouver les propos exacts »*[43].

---

[40] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 149.

[41] Parmi les textes de *l'Humanité* de notre corpus d'analyse, il y a trois articles qui traitent de l'Amazonie dans le discours écologique où nous trouvons de citations en discours direct, mais qui présentent aussi des citations en discours indirect, publiés sous les titres *« Les espèces biologiques à la merci de l'activité humaine »* (*l'Humanité*, le 10 février 1998) ; *«Gros Incendies au Brésil »* (*l'Humanité*, le 21 mars 1998) et *« Des gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonésie »* (*l'Humanité*, le 27 mars 1998). Il y en a encore un brève, publié le 23 mars 1998, où il y a une seule citation, en discours direct.

[42] MAINGUENEAU (Dominique), *op. cit.*, p. 134.

[43] MAINGUENEAU (Dominique), *op. cit.*, p. 134.

A) La transformation des énoncés dans les citations de *l'Humanité* :

La préférence de *l'Humanité* pour le discours indirect, quand il reproduit des énoncés des informateurs dans le discours écologique sur l'Amazonie, nous fait réfléchir sur le degré d'assimilation du journal au discours de sa source. Les exemples suivants, extraits de notre corpus d'analyse, peuvent nous aider dans cette réflexion :

(1) *« D'emblée, le professeur François Ramade (université d'Orsay) a attiré l'attention des participants sur quelques clignotants : seulement 3% des terres d'Amazonie sont cultivables, les autres sont perdues quelques années après la destruction du couvert forestier. Or 1,7 million d'hectares de forêt tropicale sont défrichés chaque année. La course à la productivité agricole se révèle également facteur de réduction de la biodiversité »* (*l'Humanité*, le 10 février 1998).

(2) *« Après avoir annoncé il y a dix jours que 25% de l'Etat avaient été détruits par les flammes, le gouverneur de l'Etat de Roraima indiquait jeudi que les dégâts ne touchaient que 3% des 225.116 km² de l'Etat. Hier, il annonçait 21,75% ».* (*l'Humanité*, le 21 mars 1998).

(3) *« Selon le gouverneur, les incendies s'étendent sur un front de 400 km, ce qui, on l'imagine, rend bien difficile le travail des pompiers ».* (*l'Humanité*, le 27 mars 1998).

Nous croyons que ces trois exemples de citations sont de bonnes illustrations sur la manière dont *l'Humanité* reproduit les informations de ses sources dans le discours écologique concernant l'Amazonie. D'abord, l'absence des guillemets dans ces trois citations pose la difficulté de délimitation, entre l'énoncé du journal et celui de la source. Ce que nous fait nous demander si le discours de la source a été reproduit tel quel, ou *« s'il est effacé et remplacé par un énoncé propre du journal »*[44].

[44] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 142.

Ainsi, dans le premier exemple, nous avons du mal à distinguer la limite entre la citation de la source et la suite de l'article. L'expression verbale utilisée, « attirer l'attention sur »[45], au lieu d'être déclarative, est un mixte de « dire et faire ». La conjonction « or » introduit un commentaire, et la phrase suivante, une conclusion : « *La course à la productivité agricole se révèle également facteur de réduction de la biodiversité* ». Toutes ces observations nous font réfléchir à la question de savoir si *l'Humanité* n'utilise pas, à cet instant, la « stratégie de l'amalgame », dans le sens proposé par Maurice MOUILLAUD, quand il précise que *« La stratégie de l'amalgame, elle, soumet le dire primitif à l'interprétation du journal qui le reproduit (mais, en fait, le dire lui-même ne peut pas être retrouvé dans l'énoncé) »*[46]. Et l'auteur remarque encore, sur cette question, que *« Le journal reproducteur tend à assimiler le discours de sa source, puisqu'il ne pose pas de marque sur une partie de l'énoncé qui permette de le reconnaître »*[47].

Toujours à partir du premier exemple, nous pouvons remarquer aussi que les spécialistes, qu'ils soient des représentants des institutions du gouvernement brésilien[48] ou d'autres institutions[49], et les organismes spécialisés[50] sont les sources préférées de *l'Humanité*, quand il traite de la question écologique de l'Amazonie. Ce groupe est aussi le mieux identifié quand il est cité par le

---

[45] D'après Bibliorom Larousse – Trésaurus, « attirer l'attention sur » signifie « alarmer, donner l'alarme, donner l'alerte, signaler à l'attention, alerter, avertir, prévenir ».

[46] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 142.

[47] *Ibid.*

[48] Un exemple de spécialiste représentant d'une institution du gouvernement brésilien est *« M. Reinaldo Barbosa, responsable de l'Institut de Recherches d'Amazonie de Boa Vista (Inpa) »*, cité dans l'article publié le 21 mars 1998, sous le titre *« Gros incendies au Brésil »*.

[49] Par exemple, si nous suivons Patrick CHARAUDEAU, dans *« Le Discours d'information médiatique »* (1997, p. 253), nous pouvons supposer que le « *professeur François Ramade* », cité dans l'exemple que nous utilisons, est un spécialiste d'une institution qui n'est pas reliée au gouvernement brésilien (université d'Orsay).

[50] Nous toujours utilisons *« organisme spécialisé »* dans le sens proposé par Patrick CHARAUDEAU, dans *« Le Discours d'information médiatique »* (1997, p.52). Dans ce sens, un exemple de *« organisme spécialisé »* cité par *l'Humanité*, dans les textes de notre corpus, est l'*«Institut National de Recherches Spatiales »*, cité dans l'article publié le 10 février 1998, sous le titre *« Déforestation : l'Amazonie est la zone la plus touchée »*.

Journal du Parti Communiste, ce qui, dans ce cas, peut produire un *« effet de vérité »*[51].

En revanche, en considérant les exemples (2) et surtout (3), la question devient plus complexe puisqu'il nous semble que l'identification de l'informateur est *« faite de façon floue »*[52]. Le journal ne cite ni le nom ni le prénom du gouverneur et, dans le troisième exemple, ne dit pas même de quel Etat est le gouverneur cité. D'ailleurs, les représentants directs du gouvernement brésilien ne sont presque jamais cités dans les textes de *l'Humanité* de notre corpus, et, quand ils le sont, leur identification est faite sans précision[53]. En suivant la thèse de Patrick CHARAUDEAU, cette pratique peut donner un « effet de soupçon »[54] à l'information.

Cependant, si nous considérons que la faiblesse dans l'identification de la source permet une plus grande introduction de l'instance de production dans le discours, nous pouvons aussi supposer que ces citations peuvent produire un *«effet-de-réel »*, quand le journal *« tend à effacer la citation en donnant au discours reproduit le statut d'un fait, ce qui suppose que le journal prenne la place de l'énonciateur direct. Le journal dit le réel que disait l'énoncé primaire »*[55]. Dans le troisième exemple, nous remarquons que l'expression *« on l'imagine »* peut permettre une approximation (ou peut être une fusion) entre les informations fournies par le *« gouverneur »* et le résultat de *« l'imagination »* du journal.

Avant d'entreprendre la prochaine analyse, nous trouvons prudent d'inclure d'autres réflexions de Maurice MOUILLAUD : *« L'effet-de-réel et l'affirmation du vrai ont la même finalité : accréditer le discours de l'autre. [...]*

---

[51] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 149.

[52] Patrick CHARAUDEAU (*Le Discours d'information mediatique*, 1997, p. 149) explique que une *« dénomination floue »* est utilisé *« lorsqu'il s'agit de préserver l'anonymat de la source ou lorsqu'est ignorée son identité »*.

[53] La seule exception est une citation attribué à *« Sergio Amaral, porte parole du président* [brésilien, Fernando Henrique Cardoso] *»*, publié dans *l'Humanité* le 27 mars 1998.

[54] Patrick CHARAUDEAU, *op. cit.*, p. 149.

[55] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 144.

Produire le réel et produire le vrai sont deux grandes stratégies dont dispose le locuteur pour imposer son discours, mais elles jouent sur des effets qui attribuent au lecteur des places qui ne sont pas les mêmes »[56]. La question que nous nous posons à cet instant de notre analyse est : si *l'Humanité* utilise plutôt la première stratégie, dans le discours écologique concernant l'Amazonie, signifie qu'il ne dispose jamais de la deuxième pour « imposer son discours » ?

B) *« L'élucidation »* de la question foncière à travers l'interview de *l'Humanité* :

Nous insérons dans notre analyse des citations une partie consacrée à l'étude des interviews pour deux raisons. D'abord, parce que ce genre de langage de presse[57] a été utilisé par *l'Humanité* quand il a traité de la question foncière au Brésil. Comme nous l'avons souligné auparavant, parmi les textes de notre corpus d'analyse, un des deux textes qui aborde la question foncière est cette interview[58]. En plus, ce texte, assez long, traite d'une question très liée à l'Amazonie, la question foncière, ce qui est très représentatif, en considérant le corpus d'analyse réduit du Journal du Parti Communiste.

La deuxième raison est liée directement à l'étude de la citation, puisque, comme Danielle LAROCHE-BOUVY l'a observé : *« la limite entre la citation et l'interview n'est pas toujours nettement tranchée »*[59]. C'est pour suivre cette hypothèse que nous choisissons d'aborder la question de l'utilisation de l'interview par *l'Humanité*, quand il traite de l'Amazonie, comme la fonction de la citation *« faire dialoguer les personnages »*[60].

---

[56] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 147.

[57] Nous suivons la thèse développée par Eliséo VERON, dans « Presse Ecrite et Théorie des discours sociaux : production, réception, régulation » (in *« La Presse, Produit, Production, Réception »*, 1988, p. 13-14), quand il identifie « Interview » comme un *« Genre-L », « qui sera caractérisé nécessairement par un certain agencement de la matière langagière »*.

[58] L'autre texte qui traite de la question foncière, publié le 30 avril-02 mai 1999 sous le titre *« la lente survie des caboclos »*, sera examiné quand nous aborderons l'utilisation de la « description » par les deux journaux étudiés.

[59] LAROCHE-BOUVY (Danielle), *op. cit.*, p. 115.

[60] *Ibid.*, p. 125.

Il s'agit de l'interview publiée dans *l'Humanité*, le 17 juin 1997, sous le titre *« Les sans-terre veulent survivre et produire »*. Le locuteur est Carlos Federico Mares, identifié comme *« directeur de l'Institut socio-environnemental du Brésil »*. Comme nous l'avons souligné précédemment, nous croyons que le locuteur peut être identifié comme un spécialiste, bien qu'il soit une source *« hors média institutionnel »*[61].

Dans ce dialogue, avec Françoise Escarpit (identifiée comme *« correspondance particulière »*), l'interviewé aborde, par exemple, le Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST), en disant que le *« MST a une autre perspective, la terre n'est pas seulement pour survivre mais pour produire »*. Ce message a « inspiré » le titre de l'interview qui peut être considérée comme une *« citation-dialogique »*, car *« le discours de l'autre est ici reproduit tel quel mais le journal se place au même niveau que lui et parle dans le même registre. On est à la limite de la citation et au bord du dialogue : deux voix s'interpellent. Le journal ne rapporte pas un discours, il se fait lui-même un actant parmi les actants du jeu politique »*[62].

Dans notre exemple, nous pouvons supposer que le dialogue présenté au lecteur se déroule entre un spécialiste, digne de « crédibilité » et le journal, via son correspondant. Les deux discutent une question, ce qui peut produire, dans son ensemble, un *« effet polémique »*[63]. De plus, nous pouvons classifier notre exemple comme une illustration de l'*« interview d'expertise »*, à partir de la classification de Patrick CHARAUDEAU, surtout quand nous pouvons observer que, dans ce genre, l'expert est celui *« dont la compétence reconnue doit servir à répondre à des questions techniques, clarifier un problème, orienter le débat public sur le thème traité, en sachant qu'il doit simplifier son explication pour la rendre accessible à des non spécialistes. Un interviewer qui joue les rôles de questionneur naïf comme s'il était en lieu et place du citoyen de base, de traducteur (par des reformulations) devant simplifier encore davantage l'explication, d'animateur devant rendre l'interview vivante et attrayante, et qui*

---

[61] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 148.

[62] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 144.

pour ce faire, fragmente l'interview au nom de règles professionnelles. L'interview d'expertise est un genre qui est censé fournir à l'opinion publique un ensemble d'analyses objectives et apporte la preuve de son bien-fondé par le "savoir" et le "savoir dire" »[64].

2. Le recours à la description : les représentations de l'Amazonie selon chaque périodique.

Le travail de repérage de traces dans le discours d'information, nous permettant de percevoir les différentes manières qui sont mises en œuvre pour construire *« effet de vérité »* ou *« effet de réel »*, se poursuit par l'étude de la description. Notre analyse a constaté que la description est aussi bien utilisée par *Le Monde* que par *l'Humanité*, même si ces journaux n'y font pas recours très fréquemment, quand ils évoquent l'Amazonie.

Pourtant, l'analyse de la description présente dans les discours d'information sur l'Amazonie nous permet de mieux entrevoir comment ces journaux font croire qu'ils reproduisent la réalité. Etant donné que, comme l'observe Jean-François TETU, *« la description, en effet, cesse tout aussitôt d'apparaître comme ornement ou remplissage entre les moments décisifs du récit pour devenir un élément proprement constitutif de l'illusion réaliste »*[65].

---

[63] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien,* 1989, p. 146.

[64] Nous empruntons ce classement à Patrick CHARAUDEAU (*Le Discours d'information médiatique*, 1997, p. 203) même en sachant qu'il, dans son analyse, l'applique au support radio. Cependant, nous croyons que ce classement bien s'adapte aussi à la presse écrite.

[65] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 155.

I. La description des faits sur l'Amazonie dans *Le Monde.*

La description est, avec la citation de témoignage, une marque caractéristique de la deuxième phase de notre corpus d'analyse. Nous la trouvons souvent dans les articles les plus longs qui traitent des incendies ou qui abordent la question foncière au Brésil, publiés dans *Le Monde*, surtout pendant cette phase. C'est également dans ces articles que nous observons parfois un changement de la présentation des journalistes qui signent les reportages : de *« notre correspondant »*, ils glissent vers *« notre envoyé spécial »*. Pour mieux construire notre analyse, nous utiliserons comme exemple les fragments des articles suivants :

(1) *« De chaque côté du chemin vicinal n° 7, des troncs d'arbre calcinés jonchent des terrains déboisés, et les flancs des collines ne sont plus que tapis de cendres parsemés d'îlots de broussailles roussies. Mais le gris du ciel a perdu l'odeur âcre de fumée qui, la veille encore, imprégnait le paysage désolé. La pluie, espérée depuis de six mois, est tombée à verse dans la nuit. Ce matin, il bruine encore sur la colonie agricole d'Apiau, à 70 kilomètres au sud-est de Boa Vista, la capitale de l'Etat de Roraima. Située dans l'extrême nord de l'Amazonie brésilienne, cette région portera longtemps les stigmates des incendies qui l'ont ravagée pendant trois mois. »* (*Le Monde*, le 05-06 avril 1998).

(2) *« Le soleil de l'Equateur vient à peine de se lever que déjà retentit la sonnette de la maison paroissiale. Un homme maigre et ridé a glissé comme un chat dans la salle fraîche. Puis il s'est assit, les mains croisées sur une table de bois. Ses traits évoquent l'Indien, sa peau sombre et son poli frisé témoignent du sang noir. Paulo, natif du Nordeste brésilien, situé à des milliers de kilomètres, vit comme un fugitif... »* (*Le Monde*, le 25 avril 1998).

(3) *« Dans la matinée, un crachin poisseux a succédé à l'averse torrentielle qui s'est abattue durant la nuit sur la colonie agricole d'Apiau. Nous sommes au centre de l'Etat de Roraima, dans le nord-est de l'Amazonie brésilienne.*

Attablés sous un abri en feuilles de palmier, des pompiers argentins bavardent en sirotant du café. Leur mission ayant pris fin sous des trombes d'eau bienvenues, ils s'apprêtent à lever le camp de tentes de camping qui les a hébergés pendant une interminable semaine de mobilisation face aux incendies qui ont dévasté la région... » (*Le Monde*, le 5 juin 1998).

Ces trois fragments que nous reproduisons ouvrent les articles, que nous considérons comme de bonnes illustrations de l'utilisation de la description pour *« faire croire »* à la reproduction du « réel ». L'observation sur l'inscription de ces fragments comme incipits des articles nous fait supposer que cette stratégie donne une ambiance au récit, introduit le lecteur dans un espace géographique ou face à des personnages qui lui sont inconnus. Comme le remarque Jean François TETU, *« l'incipit et l'indication du lieu qui précédent la correspondance dans la presse écrite créent un* ***horizon d'attente*** *: d'emblée, on attend quelque chose de particulier, qui est précisément l'illusion du réel »*[66].

Outre le fait que tous les trois ont été publiés pendant la deuxième phase de notre corpus d'analyse, ces articles ont en commun le fait d'avoir comme auteurs des journalistes «envoyés spéciaux »[67]. L'emploi de la première personne du pluriel, dans l'exemple (3) (*«Nous sommes au centre de l'Etat de Roraima...»)*, ratifie cette insertion du journaliste dans le lieu où s'est passé le fait rapporté : *« " j'y étais, je l'ai vu " du journaliste garantit l'énoncé, et permet de comprendre l'effet produit par l'indication liminaire : " de notre correspondant " ou « "de notre envoyé spécial" »*[68]. A ce constat, nous pouvons ajouter que le statut de « nous » est ambigu : un « je » de modestie ou un « je » plus « autres ».

---

[66] C'est l'auteur qui a mis en gras (MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p.162).

[67] Dans l'article publié le 05-06 avril 1998, le journaliste Jean-Jacques SEVILLA est présenté comme *« envoyé spécial »*. Nous reconnaissons que c'est différent quand ce journaliste signe l'enquête de 5 juin 1998, mais nous partons de l'hypothèse qu'il peut être considéré comme tel pour utiliser dans l'enquête des verbes en première personne. En ce qui concerne l'enquête publiée le 25 avril 1998, l'allusion à présence de la journaliste Danielle ROUARD sur le lieu où s'est passé le fait rapporté est faite dans le texte de la « une » : *« ...Danielle ROUARD a rencontré, au Brésil, l'esclavage moderne ... »*.

[68] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit*, p. 162.

En ce qui concerne plus particulièrement l'exemple (2), la description introduit une enquête où nous remarquons plusieurs fois des insertions de la journaliste dans le récit. Cependant, au contraire de l'exemple (3), elle n'utilise pas des verbes en première personne, mais nous pouvons entrevoir ses insertions à travers le recours à la description. Probablement, c'est un cas où *« ...le journaliste lui-même qui effectue un reportage ou une enquête, qui interroge et qui rapporte les propos. Cette transformation est fondamentale dans l'illusion réaliste, elle repose sur le fait que la source de l'information, son garant,* ***s'incarne dans le récit****, sous la forme d'un personnage indiscutable »*[69]. Nous supposons que dans le moment où elle ne se laisse pas voir à partir des descriptions, elle utilise la parole des personnages, décrits eux-mêmes, *« pour "faire croire" à la vérité »* de ce qu'elle raconte – ou mieux, qu'elle dénonce, car il s'agit d'une enquête sur l'esclavagisme au Brésil -, en faisant une *« transformation réaliste »* : *« Le journaliste possède en effet un certain "savoir" qui se manifeste dans le "montage" narratif, par la* ***citation*** *de "personnages"»*[70].

L'ensemble du texte de l'enquête publiée le 25 avril 1998, que nous utilisons comme exemple, est aussi une bonne illustration du recours au *« trois types de procédés »*, où sont regroupés *« divers moyens linguistiques et sémiologiques »*, que l'instance médiatique de production peut utiliser pour donner *« de l'authenticité ou de la vraisemblance des faits qu'elle décrit »*[71]. Selon Patrick CHARAUDEAU, le premier type de procédé serait la *« désignation identificatoire »*, qui consiste à *« apporter les "pièces à conviction" tendant à prouver que le fait a bien existé »* [72] - dans notre illustration, nous pouvons supposer que ce serait, par exemple, les rapports des inspections régionale et

---

[69] C'est l'auteur qui a mis en gras (MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien,* 1989, p. 163).

[70] C'est l'auteur qui a mis en gras (MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien,* 1989, p. 163).

[71] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 170.

[72] *Ibid.*

fédérale du travail[73], qui dénoncent le travail esclave dans les fermes de l'Amazonie.

Toujours d'après Patrick CHARAUDEAU, le deuxième type de procédé serait d'*« analogie »*, qui consiste, *« lorsqu'on ne peut montrer l'existence du fait, à le constituer de la façon la plus " réaliste" possible, à force de détails dans la description, de comparaisons, de reconstitutions par l'image »*[74]. L'exemple (2) est seulement un parmi d'autres dans l'enquête en question où nous trouvons clairement cet effort d'analogie. Le troisième type de procédé, ajoute l'auteur, est la *« visualisation »*, qui consiste à *« faire voir ce qui n'est pas visible à l'œil nu (grâce encore à l'image : cartes, maquettes, vues d'ensemble, gros plans, schémas, etc.), à faire entendre ce qui ne s'entend pas par voie aérienne »*[75]. Sans vouloir approfondir l'analyse des images, c'est important de remarquer que cette enquête, comme d'autres textes publiés pendant les trois phases, publie des cartes géographiques de la région. En plus, l'utilisation de citations, déjà remarquées dans notre étude comme possédant la fonction « d'apporter de la "*couleur locale*" », ne serait-elle pas une manière de produire aussi cette *« visualisation »* ?

Comme l'observe Jean-François TETU, *« **La description est une mise en scène du savoir**. Le discours réaliste est un discours " ostentateur" du savoir contenu dans les notes du journaliste, ou dans sa culture ; il s'agit de le montrer au lecteur, en le faisant circuler par et dans un récit »*[76]. Ainsi, nous pouvons remarquer que dans ces textes que nous utilisons comme illustration – et dans autres, surtout de la deuxième phase -, nous pouvons trouver d'autres traces de ce *« discours ostentateur »*, quand le journaliste montre sa culture en utilisant un *« discours référentiel »* pour rappeler des *« histoires antérieures ou parallèles »* et

---

[73] Dans l'enquête, la journaliste explique que le secrétariat national de l'inspection du travail est à l'origine du groupe Movel (« mobile »), un groupe qui intervient en flagrant délit pour réprimer le travail esclave, qui est le « bras opérationnel du Gertraf (Groupe éxecutif de répression du travail forcé), qu'un décret présidentiel a institué le 27 juin 1995.

[74] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 170.

[75] *Ibid.*

[76] C'est l'auteur qui a mis en gras (MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p.165).

faire « *référence au réel dont le journal a besoin pour fonder son discours "objectif"* »[77].

Une illustration est toujours l'article publié le 5 juin 1998, où le journaliste fait un rappel détaillé de l'histoire de la colonisation de l'Amazonie, en partant de l'événement des incendies. C'est dans cette enquête, par exemple, que nous trouvons l'explication de l'origine de l'expression « *désert vert* » utilisée dans d'autres articles de la deuxième phase et citée dans celle-ci depuis le chapeau: « *Eminence grise du régime militaire, feu le général Golbery de Couto e Silva fut l'idéologue du Plan d'intégration nationale (PIN), ambitieux programme d'occupation du* "désert vert" *septentrional* ». Nous supposons que le journaliste utilise également, dans la même enquête, le « *discours référentiel* » quand il rappelle encore « *deux événements dramatiques à haute résonance médiatique* »[78] pour expliquer la pression internationale pour le changement de la politique sur l'Amazonie : assassinat, par les grands propriétaires de terres, de Chico Mendes, « *leader syndical des* seringueiros *(récolteurs de latex des hévéas) [...] parce qu'il s'opposait à la mise en coupe de la forêt* », appelé depuis « *premier martyr de l'écologie* » ; et l'invasion par les « *garimpeiros* » (chercheurs d'or) du territoire des indiens Yanomamis[79].

C'est important de remarquer encore que les souvenirs concernant l'histoire de Chico Mendes et celle des Yanomamis sont souvent utilisés dans d'autres articles de la deuxième phase. Par exemple, celui publié le 13 mars 1998, sous le titre « *Brésil : des incendies ont ravagé un quart de l'Etat de Roraima* » : « *Dernier peuple amérindien confronté, dans les années 70, à l'avancée du front de colonisation en Amazonie brésilienne, les huit mille Yanomamis de Roraima sont particulièrement vulnérables face à la catastrophe écologique* »[80]. Et encore ce fragment de l'article publié le 10 février 1998, sous le titre « *Le bilan de la déforestation en Amazonie est accablant pour le gouvernement brésilien* » : « *L'assassinat par les propriétaires terriers – en décembre 1998 – de Chico*

---

[77] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 161.

[78] C'est nous que soulignons.

[79] *Le Monde*, le 5 juin 1998.

[80] C'est nous que soulignons.

Mendes, le leader syndical des séringueiros *(récolteurs de latex des hévéas sauvages) d'Amazonie, avait pourtant amené les autorités brésiliennes à reconsidérer, sous la pression internationale, la politique de développement implantée dans le nord du pays durant la dictature militaire (1964-1985) ».*

Nous supposons que le recours répétitif au discours référentiel, surtout à partir des histoires de Chico Mendes et des Yanomamis et de la politique de colonisation de l'Amazonie pendant la dictature militaire, est significatif pour identifier la manière choisie par le journaliste du *Monde* pour faire référence au réel et, ainsi, construire un discours « objectif ».

II. La description de l'Amazonie du point de vue de *l'Humanité.*

Au contraire du *Monde*, le journal *l'Humanité* n'utilise que rarement la description dans le récit, si nous considérons notre corpus d'analyse. Le seul exemple dont nous disposons est l'article publié le 30 avril-02 mai 1999, sous le titre *« La lente survie des caboclos »*, d'où nous extrayons le fragment suivant :

(1) *« Parti le matin de Santarém, le bateau vermoulu cabote péniblement sur le rio Tapajos, s'arrête en chemin pour décharger son fret hétéroclite de vélos, d'humains et de volailles, avant de venir mouiller à quelques encablures de Piquiatuba, en début de soirée, où le vacarme nocturne de la forêt tropicale est couvert par celui d'un groupe électrogène, produisant la lumière de ce lieu perdu qui abrite 400 âmes ».*

Comme nous l'avons remarqué pendant l'analyse de l'emploi de la description dans *Le Monde*, ce fragment est le début de l'article publié dans *l'Humanité*. Une autre ressemblance est qu'il s'agit d'un article signé par Emmanuel Chicon, le seul identifié comme *« notre correspondant au Brésil »*, procédure qui peut donner, comme nous avons vu, un effet d'authenticité. Cependant, les ressemblances s'arrêtent là pour l'instant.

Le journaliste construit son récit à partir de la parole de deux personnages : Raimundo Almeida, leader de la communauté extractiviste de Piquiatuba, en Amazonie, et le responsable du secteur de l'« ONG » chargée d'améliorer la santé de la population, prénommé André[81]. C'est à partir de ces deux personnages que le journaliste introduit la description de la situation du peuple de la région et le discours référentiel, rappelant par exemple la question de la délimitation foncière. Nous remarquons que l'engagement du journaliste dans l'article peut s'entrevoir par le choix des personnages, tous les deux liés directement à la communauté, mais aussi pour son incarnation dans le récit, comme dans le fragment suivant : *« Malheureusement, il arrive parfois que le succès des UD* [unités démonstratives] *pervertisse leur philosophie »*[82].

Ainsi, à partir de ces réflexions nous pouvons supposer qu'il y a dans cet article une préoccupation plus importante de décrire depuis un point de vue particulier, celui des leaders de la communauté, plutôt que de recourir aux trois types de procédés - que nous avons déjà abordés dans l'analyse du *Monde* - pour obtenir *« l'authenticité et la vraisemblance de faits »* décrits[83]. Nous supposons qu'il s'agit d'une *« représentation du réel »* : *« Tel est le pari sur lequel repose l'attitude réaliste : il faut d'abord transformer le réel en objet peint (le cadre du tableau, le calepin sur lequel le journaliste prend des notes) et ensuite, le recopier, car le réalisme ne consiste pas à copier le réel mais à copier une copie (une représentation) du réel »*[84].

---

[81] Dans cet article que nous utilisons comme illustration, l'identification des personnages et entités n'est ni complète, ni nette. Par exemple, nous pouvons déduire, mais cela n'est pas claire dans le texte, que l'ONG (sans identification précise) à laquelle le journaliste fait allusion est celle qui met en place le projet *« Saude e Alegria (PSA) »*. Pareillement, le personnage d'« Andre », « en charge de ce secteur », n'est identifié que par son prénom.

[82] C'est nous que soulignons.

[83] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 170.

[84] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 169.

3. Un parcours sur les traces de subjectivité, dans le discours informatif sur l'Amazonie.

A ce moment de notre analyse, nous pensons être convenable d'ajouter la troisième étape de cette partie consacrée à notre travail d'observation des moyens utilisés par l'informateur, dans *Le Monde* et dans *l'Humanité,* pour *« prouver la vérité »* et construire *« l'illusion du réel »*, quand il s'agit de la représentation de la réalité de l'Amazonie. Dans cette phase, nous essayerons de discerner les traces de *« subjectivité dans le langage »*, laissés par le locuteur dans les textes de notre corpus d'analyse. Notre étude ira dans le sens de l'hypothèse établi par Catherine KERBRAT-ORECCHIONI, quand elle considère, dans le cadre de la *« linguistique de l'énonciation »* comme *« faits énonciatifs les traces linguistiques de la présence du locuteur au sein de son énoncé, les lieux d'inscription et les modalités d'existence de ce qu'avec Benveniste nous appellerons "la subjectivité dans le langage" »*[85].

En optant pour cette direction, nous suivons aussi les remarques de Catherine KERBRAT-ORECCHIONI, afin de *« poursuivre l'exploration des unités signifiantes dont le signifié comporte le trait [subjectif], et dont la définition sémantique exige la mention de leur utilisateur »*[86]. Nous procéderons un repérage de ces indices qui nous semblent les plus évidents, à partir d'exemples extraits des textes de notre corpus d'analyse.

---

[85] KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *Enonciation – de la subjectivité dans le langage*, 1997, p. 31.

[86] *Ibid., op. cit.*, p. 73.

I. Les indices de subjectivité dans le discours du *Monde* sur l'Amazonie.

Notre observation sur les traces du locuteur dans le discours du *Monde* sur l'Amazonie nous fait noter que les hyperboles sont une constante dans la majorité des 30 textes de ce journal qui constituent notre corpus. Les verbes, les substantifs, les adjectifs - affectifs et évaluatifs - et d'autres traits de subjectivité ne manquent pas dans les articles publiés pendant les trois phases que nous avons définies pour mieux développer notre étude. Néanmoins, c'est pendant la deuxième phase que ces traces sont les plus fréquentes. Pour une question méthodologique, nous construirons notre analyse en fractionnant les différentes parties du discours.

A) L'emploi des adjectifs subjectifs :

L'usage des adjectifs subjectifs dans le discours informatif sur l'Amazoni nous semble une des traces les plus évidentes de l'inscription du sujet de l'énonciation, dans *Le Monde*. Même en considérant que *« "tout est relatif", dans l'usage des adjectifs »*, ces adjectifs subjectifs, comme le souligne Catherine KERBRAT-ORECCHIONI, sont révélateurs du *« niveau interprétatif du langage »* [87], que nous essayerons de noter à partir des exemples suivants, extraits de notre corpus d'analyse (C'est nous que soulignons, ensuite) :

(1) *« sans parler de l'Amazonie qui, elle aussi, souffre d'une déforestation massive »*. (*Monde*, 28-29 septembre 1997)

(2) *«... incendies d'une ampleur exceptionnelle... »*. (*Monde*, 13 mars 1998).

(3) *« ...une sérieuse menace pour les 80 000 habitants de Boa Vista, la capitale de l'Etat »* (*Monde*, 13 mars 1998).

---

[87]KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *op. cit.*, p. 83-84.

(4) *Le Monde*, le 24 mars 1998 :

- *« De gigantesques incendies ravagent la savane et la forêt d'Amazonie. »* (Fragment du texte de la « une »).

- *« La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies »*. (Titre).

- *« ... au Brésil, des incendies gigantesques – analogues à ceux qui ont ravagé l'Asie du Sud-Est ... »*. (Fragment du chapeau).

- *« **DESASTRE** planétaire... Enfer géant... L'Amazonie en flammes»*. (Fragment du texte de l'article).

- *« Pluies diluviennes », « sécheresse calamiteuse »*. (Fragments du texte de l'article).

(5) *« Le paysage désolé »*. (*Monde*, le 05-06 avril 1998).

(6) *« Colonisation anarchique », « nationalisme rétrograde »*. (*Monde*, le 05-06 avril 1998).

(7) *« la sécheresse dévastatrice... », « ethnocide insidieux », « coup terrible »*, (*Monde*, 05-06 avril 1998)

(8) *« Attirées par de trompeuses campagnes de propagande, dix-huit mille familles de paysans ont rallié le Roraima durant la dernière décennie »* - (Dans l'article et phrase de l'accroche), *« ... de l'explosive question foncière brésilienne », « ... dans des circonstances pour l'heure mystérieuses, ... », «... formation d'une caste de grands propriétaires omnipotents. »* (*Monde*, 05-06 avril 1998).

(9) *« ... première victime de la tragique série »* (*Monde*, 16 avril 1998).

(10) *« ... au-delà des grands incendies de 1998, les défrichements agricoles sont à la hausse »* (*Monde*, 17 décembre 1998).

Il est important remarquer que notre liste d'exemples pourrait être bien plus vaste, mais si nous l'arrêtons ici, c'est parce nous ne pouvons pas prolonger beaucoup cette analyse. A partir de ces exemples, nous pouvons observer qu'il y a, surtout quand le journal traite de la déforestation, une préférence pour l'utilisation des adjectifs subjectifs évaluatifs, selon la

classification de Catherine KERBRAT-ORECCHIONI, même si nous trouvons parfois des adjectifs affectifs, comme dans l'exemple (5).

Nous notons que, pendant la couverture journalistique des incendies, il y a eu une préférence pour les adjectifs évaluatifs non-axiologiques[88], ce que nous pouvons remarquer dans l'exemple (4) et encore dans l'exemple (10), même si ce fragment a été extrait d'un article publié plus de neuf mois après cette affaire. En prenant les deux dernières séquences de l'exemple (4), nous supposons que la subjectivité des adjectifs évaluatifs non-axiologiques – *« **DESASTRE** planétaire », « Enfer géant », « Pluies diluviennes »* - est renforcer par le recours à des métaphores, à partir de l'idée de châtiment, empruntée de la Bible.

Pour qualifier la déforestation, le journal a aussi utilisé des adjectifs évaluatifs non-axiologiques, comme dans l'exemple (1). Ce type de procédure peut nous amener à réfléchir sur la valeur subjective des évaluatifs, si nous considérons que *« l'usage d'un adjectif évaluatif est relatif à l'idée que le locuteur se fait de la norme d'évaluation pour une catégorie d'objets donnée »*[89], à son expérience personnelle, en tenant en compte de sa *« compétence culturelle, ainsi que de l'univers de discours auquel se réfère la séquence évaluative »*[90].

Notre analyse peut être un peu plus complexe si nous prenons, l'exemple (2), dont la qualification d' *« exceptionnelle »*[91] peut produire un sens d'ambiguïté, au moment où il peut être représentatif de l'ensemble des évaluatifs et encore réunir les catégories d'évaluation quantitative et qualitative[92]. Il s'agit,

---

[88] D'après Catherine KERBRAT-ORECCHIONI, *Enonciation – de la subjectivité dans le langage* (1997, p. 73), les axiologiques sont les termes péjoratifs (dévalorisants)/mélioratifs (laudatifs, valorisants).

[89] KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *op. cit.*, p. 86.

[90] *Ibid.*, p. 88.

[91] Selon le dictionnaire *Le Petit Larousse – noms communs*, « exceptionnel » et ce qui *« forme exception, qui n'est pas ordinaire, qui se distingue par ses mérites, sa valeur »*. Et le *Bibliorom Larousse – Trésaurus* nous donne encore comme quelque synonymes, dans le sens de quantité, intensité: « Intense, dense, immense, profond, incommensurable, insondable, remarquable, indescriptible, inénarrable, ineffable, indicible [litt.], etc. ».

[92] Nous nous sommes inspirées de l'analyse développée par KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), (*Enonciation – de la subjectivité dans le langage*, 1997, p. 90), quand elle traite de l'adjectif « important ». Cependant, nous reconnaissons que nous ne pourrons pas approfondir l'analyse autant que l'a fait cet auteur.

nous le supposons, une ambiguïté qui ne peut qu'élargir la subjectivité de cet adjectif, dans ce contexte.

Les autres exemples de notre échantillon, nous le supposons, peuvent être insérés dans la catégorie des adjectifs évaluatifs axiologiques que, toujours selon Catherine KERBRAT-ORECCHIONI, à la différence des non-axiologiques, *« portent sur l'objet dénoté par le substantif qu'ils déterminent un jugement de valeur, positif ou négatif »*[93]. L'auteur remarque encore que cette catégorie d'adjectifs est doublement subjective, d'une part *« dans la mesure où leur usage varie (et cela de façon beaucoup plus sensible que dans le cas des dimensionnels par exemple) avec la nature particulière du sujet d'énonciation dont ils reflètent la compétence idéologique »*, et d'autre part *« dans la mesure où ils manifestent de la part du L* [locuteur] *une prise de position en faveur, ou à l'encontre, de l'objet dénoté »*[94].

Certes, les *« jugements de valeur supposent des normes qui ne sont pas nécessairement universelles »* et *« pour l'attribution d'une valeur méliorative ou dépréciative on ne doit pas négliger l'importance du contexte »*[95], mais les exemples dont nous disposons au moins nous laissent réfléchir sur l'usage de ces évaluatifs comme un élément pour produire l'*« illusion du réel »*, qui peut être construite à partir de la subjectivité, si nous considérons que *« les adjectifs évaluatifs sont tous subjectifs dans la mesure où ils reflètent certaines particularités de la compétence culturelle et idéologique du sujet parlant,* ou bien qu'ils en soient *« des degrés variables »*[96].

Nous pourrions poursuivre notre analyse à partir d'autres exemples, s'ils en sont également extraits de notre corpus d'étude. Ce que nous étudierons ensuite ce seront les traces de « subjectivité » des substantifs et verbes employés par *Le Monde*, dans le traitement de l'information concernant l'Amazonie.

---

[93] KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *op. cit.*, p. 91. (C'est nous que soulignons).

[94] *Ibid.*, p. 91.

[95] MAINGUENEAU (Dominique), *L'analyse du Discours*, 1991, p. 119-121.

[96] KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *op. cit.*, p. 94.

B) Substantifs et verbes « subjectifs » :

A la différence de l'analyse des adjectifs, l'étude des substantifs et verbes « subjectifs » nous semble bien plus complexe. C'est pour cette raison que nous ne voulons pas ici nous lancer dans une analyse précipitée qui, plus tard et avec plus de temps, pourrait être complétée et donner des résultats significatifs. Néanmoins, nous croyons qu'à ce moment de notre réflexion nous pouvons, au moins, lancer quelques remarques qui pourront être approfondies dans un travail de recherche plus affiné. Nous partirons alors des exemples suivants[97] :

(11) *« ... la catastrophe écologique qui ne cesse de s'aggraver ».* (*Le Monde,* le 13 mars 1998).

(12) *Le Monde*, le 24 mars 1998 :

- *« De gigantesques incendies ravagent la savane et la forêt d'Amazonie. »* (Fragment du texte de la « une »).
- *« La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies »* (titre)
- *«...analogues à ceux qui ont ravagé l'Asie de Sud-Est... »* (Fragment du chapeau)
- *« ...des feux ravagent en effet l'Etat brésilien de Roraima... »* (Fragment du texte de l'article).
- *« Les brûlis traditionnels embrasent des territoires asséchés ... »* (sous-titre).
- *« Les incendies auraient déjà dévoré ... ».* (Fragment du texte de l'article).
- *« Alors qu'une bonne dizaine de villages sont directement menacée par les flammes ».* (Fragment du texte de l'article).
- *« ...ce serait une véritable catastrophe écologique», souligne, pour sa part, le botaniste Francis Hallé (Université de Montpellier).* (Fragment du texte de l'article).

[97] Dans les fragments suivants, c'est nous que soulignons.

(13) *Le Monde,* le 05-06 avril 1998 :

- *« La famine menace les Indiens d'Amazonie après les incendies des forêts brésiliennes ».* (Titre de la « une »).
- *« ...l'imprudence des colons est, elle, directement, responsable des incendies ».* (Fragment du texte du premier article).
- *« La tribu des vingt mille Indiens Yanomamis est menacée par la famine ».* (Titre du deuxième article).
- *« La famine guette... ».* (Fragment du texte du deuxième article).
- *« La pénurie de nourriture... ».* (Fragment du texte du deuxième article).
- *« ...dévastation du milieu naturel... ».* (Fragment du texte du deuxième article).
- *« Un carnage qui avait fait dix-neuf morts et à ce jour resté impuni. Redoutant un nouveau bain de sang, ... ».* (Fragment du texte du troisième article).
- *« ...évaluer les dégâts de la catastrophe écologique... ».* (Fragment du texte du troisième article).
- *« ...une énième vague de violences menace... ».* (Fragment du texte du troisième article).

Le substantif « catastrophe » et les verbes « ravager » et « menacer » se retrouvent plusieurs fois dans les articles de notre corpus d'analyse, surtout pendant la deuxième phase. Occasionnellement, nous les trouvons plusieurs fois dans un même article – exemple (12) – ou dans une série d'articles, publiés dans la même édition. A ce constat, nous pouvons encore ajouter que d'autres substantifs, comme « dévastation » m(.U - exemple (13) -, et d'autres verbes, comme « embraser » et « dévorer » - exemple (12), ont été également utilisés dans ces textes.

La répétition de ces termes et d'autres - qui ne se résume pas aux exemples cités - nous permet de penser sur la valeur de subjectivité qu'ils peuvent avoir. Notre réflexion, qui n'est pas encore affinée, peut considérer les raisons du choix de ces termes, et la triple distinction, démontrée dans l'étude des « subjectifs », proposé par Catherine KERBRAT-ORECCHIONI : *« Qui porte le*

jugement de valeur ? », *« Sur quoi porte l'évaluation ? »*, et *« Quelle est la nature du jugement évaluatif ? »*[98].

En plus de ces questions, nous pouvons aussi considérer le raisonnement sur la répétition d'un même terme, ou des synonymes, pendant diverses éditions ou dans différentes parties d'un même article, ou série d'articles. Cette répétition ne peut-elle pas assurer une évaluation d'une situation, qui peut être construite à partir de marques de subjectivité ? En les répétant, le locuteur ne finit-il pas par ratifier une « représentation du réel », qu'il codifie à partir de ses impressions personnelles ?

II. Les traces de subjectivité dans le discours de *l'Humanité* sur l'Amazonie.

L'analyse du journal *l'Humanité* nous a permis d'entrevoir quelques traces de « subjectivité » laissées par le locuteur dans certains des 10 textes qui font l'objet de notre étude. Au contraire du *Monde*, le corpus réduit du Journal du Parti Communiste dont nous disposons nous empêche de faire une analyse plus détaillée, (4Usur l'inscription dans l'énoncé du sujet de l'énonciation. Cependant, nous essayerons de lancer quelques pistes sur cet aspect, à partir des exemples suivants :

(1) *« Cinq ans après le sommet de Rio, peu de progrès réalisés »*. (Titre). (*l'Humanité*, le 24 juin 1997).

(2) *« L'Amazonie, considérée comme le poumon de la terre, est livrée à un pillage systématique »*. (Fragment de l'article). (*l'Humanité*, le 24 juin 1997).

(3) *« Déforestation : l'Amazonie est la zone la plus touchée »*. (Titre) (*l'Humanité*, le 10 février 1998).

(4) *« Gros incendies au Brésil »*. (Titre). (*l'Humanité*, le 21 mars 1998).

[98] KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *op. cit.*, p. 101.

(5) *« Les autorités locales restaient cependant extrêmement confuses sur les dégâts occasionnés par les incendies épars combattus par des centaines de pompiers arrivés de Brasilia et d'Argentine ».* (Fragment de l'article). (*l'Humanité*, le 21 mars 1998).

(6) *« Désastre. Sous l'effet d'une sécheresse aggravée et d'incendies persistants, des centaines de milliers d'hectares sont partis en fumée... ».* (Chapeau). (*l'Humanité*, le 27 mars 1998).

(7) *« On aurait tort, cependant, d'attribuer ces incendies à la seule imprudence. Propriétaires terriers et exploitants de forêts n'en finissent pas depuis des années de saccager par intérêt ce « poumon vert » du monde ».* (Fragment de l'article). (*l'Humanité*, le 27 mars 1998).

(8) *« De gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonésie ».* (Titre). (*l'Humanité*, le 27 mars 1998).

Ces exemples extraits de notre corpus d'analyse nous paraissent les plus expressifs en ce qui concerne les marques de « subjectivité » du locuteur dans les textes évoquant l'Amazonie publiés dans *l'Humanité*. Etant donné qu'ils ne sont pas très nombreux, nous ferons une analyse plutôt globale sur cet aspect.

Les titres sont, il nous semble, les énoncés où nous trouvons le plus souvent des adjectifs évaluatifs et les superlatifs – exemples (1), (3), (4), (8). Toujours dans l'univers de la titraille, nous remarquons encore l'emploi des substantifs évaluatifs, dans le sens proposé par Catherine KERBRAT-ORECCHIONI[99] – exemple (6). Les verbes - exemple (7) – peuvent également nous amener à réfléchir sur le degré d'engagement dans l'énoncé du sujet d'énonciation.

En ce qui concerne les textes, nous observons que *l'Humanité*, dans le corpus retenu, utilise des évaluatifs – verbes, substantifs, adjectifs ou adverbes – surtout en deux situations. La première serait pour « défendre » les paysans de l'accusation d'être responsables des incendies et, en revanche, en attribuer la faute

[99] KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *op. cit.*, p. 73.

aux propriétaires terriens et aux exploitants de forêts – exemple (7). L'autre situation serait pour critiquer les autorités brésiliennes – exemple (5). En partant de ces remarques, il nous semble que les opinions des journalistes (ou du journal) de *l'Humanité* sont plus faciles à entrevoir, par rapport au *Monde*, ce qui ne veut pas dire que nous ne les apercevons pas dans ce dernier. Toujours dans le cas des incendies, il nous semble que *Le Monde* a donné son l'avis sur la question, quand il dit par exemple : *« ...l'imprudence des colons est, elle, directement, responsable des incendies »* (05-06 avril 1998).

Une autre remarque sur les textes étudiés de *l'Humanité* est que celui-ci utilise encore des stéréotypes, comme *« poumon vert »* et *« poumon de la terre »*, pour désigner l'Amazonie. Actuellement, ce type d'attribution, contestable, est rarement utilisé par la presse brésilienne et, si nous ne sortons pas de notre corpus d'étude, n'est pas employé par *Le Monde*. Cependant, nous pouvons supposer que l'emploi par *l'Humanité* de ces expressions peut avoir l'objectif de faire appel à l'imaginaire du lecteur, pour faciliter la lisibilité, en faisant *« recours au stéréotype, au cliché, ou à la limite à la pure nomenclature tautologique, le principe étant que le thème introducteur soit parfaitement identifiable »*[100]. Certes, c'est en proportionnant une efficiente *« lisibilité »* que le lecteur pourrait avoir *« la possibilité de reconnaître ce qu'il connaît déjà »*[101]. Cependant les questions que nous nous posons sont si le lecteur de Journal du Parti Communiste a encore dans son imaginaire l'Amazonie comme le *« poumon de la terre »* ou si le stéréotype est utilisé pour «rappeler» que la déforestation n'est pas seulement l'affaire des brésiliens, mais un « désastre » produit par la faute de grands propriétaires capitalistes, qui touche le monde entier,

[100] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 168.

[101] *Ibid.*

4. Quelques remarques sur les *« preuves de véracité »* de l'information sur l'Amazonie.

Avant d'entamer la dernière partie de notre analyse, nous avons encore quelques remarques conclusives sur cette étape de notre étude. En retournant aux considérations exposées au début de cette partie, nous pouvons observer, après ce rapide parcours sur l'analyse du discours des deux journaux, qu'ils ont des stratégies bien différentes pour produire l'*« effet de réel »*, l' *« effet de vérité »*, mais toutes transcendent le *« faire savoir »* propre de l'information, pour obtenir un *« "faire croire que ce qu'on dit est vrai", par quoi se définit la persuasion »*[102].

Toujours à partir de l'hypothèse établie par Patrick CHARAUDEAU, nous notons que les deux journaux présentent des preuves de véracité, construits sur l'imaginaire, les *« représentations qu'un groupe social se donne quant à ce qui est susceptible de valider une information en apportant une garantie »*[103], mais des représentations différentes selon chacun des deux quotidiens, si nous considérons qu'ils ont des groupes hétérogènes de lecteurs. Cette validation, en considérant l'hypothèse de l'auteur, nous notons que les deux journaux ont essayé de la constituer, en donnant des preuves *« d'authenticité », « de vraisemblance »* – les citations et les descriptions, respectivement, utilisées par les deux journaux, par exemple -, et *« d'explication »* - les citations des experts, dans le cas du *Monde*, et l'interview, dans le cas de *l'Humanité*, par exemple.

---

[102] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 176.

[103] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 54.

Néanmoins, il nous semble que la démarche des deux journaux pour obtenir la triple qualité de cette garantie n'est pas encore complète. D'après CHARAUDEAU (Patrick), la garantie doit être *« reconnaissable par tous »*, *« appropriable par tous »* et *« objectivable, c'est-à-dire dégagée de la subjectivité du sujet parlant, extérieure à lui et reconnue par d'autres »*[104]. Sans vouloir présenter des conclusions, nous notons que ce dernier aspect, le caractère *« objectivable »* de la garantie, reste encore plutôt un idéal qu'une « réalité », pour les deux journaux dans leur travail de construction d'*« effet de réel »* sur l'Amazonie.

[104] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, 1997, p. 170.

TROISIÈME PARTIE

L'EXAMEN DES MARQUES CARACTERISTIQUES POUR UNE ANALYSE DU DISCOURS INFORMATIF SUR L'AMAZONIE

La troisième partie de notre analyse sera destinée à présenter quelques remarques conclusives, en récapitulant les observations soulignées auparavant. Notre objectif, dans cette phase de notre travail, est reprendre les éléments repérés pour essayer de relever les caractéristiques du traitement des informations concernant l'Amazonie, propres à chaque périodique étudié. A partir du cadre caractéristique, nous tenterons de saisir certains mécanismes de construction de l'information, selon les modèles proposés dans l'hypothèse établie par Pierre LASCOUMES, dans l'ouvrage *« L'éco-pouvoir. Environnements et politiques »*[1].

Notre analyse essayera encore d'élaborer une comparaison entre les deux journaux, en considérant les caractéristiques signalées. Notre réflexion, sur la construction du discours informatif sur l'Amazonie par *Le Monde* et par *l'Humanité*, n'a pas la prétention d'être conclusive, mais d'ouvrir le débat, de signaler quelques indices qui pourront être considérés dans une recherche postérieure plus approfondie.

[1] LASCOUMES (Pierre), L'éco-pouvoir. Environnements et politiques, 1994, pages 34-92.

1. La construction des cadres caractéristiques.

En reprenant les analyses que nous avons faites dans les deux parties précédentes, notre étude peut se poursuivre à travers la réflexion sur l'articulation et l'organisation des éléments détectés au sein de chacun des journaux, objets de notre recherche, quand ils traitent de l'information sur l'Amazonie. L'articulation et l'organisation, il nous semble, sont insérées dans un processus complexe de construction de l'information. Dans cette étape, nous essayerons de discerner l'ensemble de ces relations, insérées dans le processus de construction, dans chaque périodique étudié, de la représentation de l'Amazonie.

Comme nous l'avons déjà remarqué, le journal *Le Monde* a montré une préférence pour le traitement des informations sur la région amazonienne, sous l'approche écologique. La déforestation, et plus particulièrement les incendies, ont été à « l'ordre du jour » de quelques éditions du journal dans une bonne partie de notre période d'étude. C'est pendant l'époque des incendies que nous trouvons les titres les plus évaluatifs, marques que nous observons aussi dans l'univers de la titraille, et la présence fréquente du sujet dans la *« une »*.

Cependant, il nous semble que le traitement de l'information concernant l'Amazonie, même en considérant l'hyperbolisation du débat pendant l'événement des incendies, est inséré dans une tendance du *Monde* à représenter l'enjeu de la conciliation entre la protection de la forêt et le progrès, à partir du développement rationnel des activités économiques et techniques. C'est peut-être pour cette raison que la majorité des articles qui évoquent les questions foncière et indigène sont publiés dans une approche qui met en relief le débat sur l'environnement.

Ces considérations peuvent être soutenues par la remarque que la plupart des articles du *Monde*, dont l'Amazonie est le sujet principal, ont été publiés sous la rubrique *« International »*. Comme nous avons pu le constater, cette observation nous laisse entrevoir une tendance à aborder l'Amazonie, surtout sous l'aspect écologique, dans un procès de mondialisation, en considérant les controverses de la politique, de la macro-économie, des questions stratégiques et de défense, de la protection de l'environnement, de la démographie, entre autres aspects.

Ainsi, au regard de l'ensemble du corpus du *Monde* étudié, nous pouvons percevoir une association de l'Amazonie à la déforestation, du point de vue de la préservation de la forêt, puis aux indiens, et, en dernier lieu, à la question foncière, ces deux derniers dans une perspective des reflets socio-économiques pour la région sujette aux impacts de l'agression sur l'environnement. Néanmoins, cette association est plus ou moins renforcée selon les phases signalées : Le débat sur les problèmes écologiques concernant l'Amazonie – l'événement qui ratifie les questions signalées auparavant – l'indication de solutions.

Le certain équilibre entre les multiples voix auxquelles *Le Monde* fait appel pour construire la représentation de l'Amazonie – les citations d'autorité, des spécialistes, des témoins et, aussi, de la presse brésilienne, comme source d' *« emprunts »* - peut lui donner du « crédit ». Cependant, nous nous pouvons aussi considérer que *« dans la page du journal, qui fréquemment fait appel à des multiples voix, on doit pourtant entendre la voix du journal, si bien que le journaliste est constamment tendu entre deux impératifs qui lui semblent inconciliables : faire entendre mille voix, et faire entendre la sienne ; la sienne seule peut les ordonner, mais elle risque sans cesse de les couvrir »*[2].

L'appel aux citations des divers acteurs – et particulièrement des experts, dans une tentative d'expliquer les faits - est renforcé par le recours à la description et

[2] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien,* 1989, p. 184.

au discours référentiel, utilisés, il nous semble, comme moyens de prouver l' *« authenticité »* et la *« vraisemblance »* des faits et, ainsi, de valider l'information, en lui apportant une garantie. Pourtant, les marques de subjectivité détectées peuvent jeter le doute sur le troisième aspect de la triple qualité de cette garantie : la qualité d'être *« objectivable »*[3], notamment si nous considérons à nouveau que *« le discours du journal, tout en étant reprise d'un discours premier, ou " primaire ", ne consiste jamais en un simple rapport. Il crée une réalité nouvelle, originale. Dès qu'on dit quelque chose, on dit quelque chose d'autre, on dit quelque chose de nouveau »*[4].

De manière bien différente, le journal *l'Humanité* choisit de traiter de l'Amazonie essentiellement à l'occasion de catastrophes, comme pendant l'époque des incendies de 1998, qui a mérité des articles centrés sur cette affaire. La marque la plus événementielle du journal est renforcée par la préférence à ne pas centraliser fréquemment les informations sur l'Amazonie en articles particuliers, mais de les insérer dans des reportages et débats divers qui, dans l'instant de la publication, sont considérés plus importants, et de les placer dans les rubriques (diverses) qui leur conviennent.

L'affaire des incendies a renforcé, il nous semble, l'association de la région à la déforestation, image qui a perduré au-delà du période concernée, si nous observons l'ensemble de textes publiés dans le Journal du Parti Communiste. Néanmoins, contrairement au *Monde*, le traitement de l'information sur la région par *l'Humanité* part d'un point de vue préférablement politique et social, en attirant le regard sur la biodiversité comme un bien collectif qui doit être conservé. C'est probablement pour cette raison que ce journal fait toujours appel à des stéréotypes, comme *« poumon vert »* et *« poumon de la terre »*.

---

[3] Nous suivons toujours la thèse de CHARAUDEAU (Patrick) (*Le Discours d'information médiatique*, 1997, p. 54).

[4] MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *op. cit.*, p. 184.

Parallèlement, il nous semble que le Journal du Parti Communiste associe l'Amazonie à la question foncière brésilienne. En revanche, ce journal n'aborde pas cette question essentiellement à l'occasion de catastrophes, mais en soulignant les mouvements protestataires. C'est pendant le traitement de ce sujet que nous remarquons les plus longues interventions, les plus grands efforts pour doter le texte d'une *« vraisemblance »* - comme l'appel à la description - et d'une *« explication »* des faits – comme dans l'interview avec spécialiste -, dans l'intention de faire *« croire vrai »*, de produire un *« effet de vérité »*. En dépit de cet effort, nous observons une faiblesse à *« prouver l'authenticité »* des informations, étant donné que certaines sources ne sont pas suffisamment identifiées – à l'exception des spécialistes. Cette *« authenticité »* peut être également menacée par la réduction des catégories des acteurs qui ont droit à la parole, dans les articles. C'est dans cette lacune que nous entrevoyons l'opinion du journal, manifestée aussi par les interventions en forme de commentaires laissant entrevoir le locuteur qui est le propre périodique.

Les marques de subjectivité dans *l'Humanité* sont perçues depuis l'univers de la titraille, surtout dans les titres qui, avec une tendance à pérenniser l'information, laissent déjà un premier regard sur l'opinion du journal, en ce qui concerne le sujet en question. Dans le texte, le recours au discours indirect nous laisse réfléchir sur le degré d'assimilation du Journal du Parti Communiste aux discours de ses sources, en produisant un *« effet de réel »*. Ces considérations sont renforcées par l'emploi des évaluatifs, constat qui nous laisse réfléchir sur le degré d'engagement dans l'énoncé du sujet d'énonciation.

Ces remarques nous ont permis de tracer une première ébauche d'un cadre caractéristique de chaque journal étudié, en ce qui concerne le traitement de l'information sur l'Amazonie. A partir de ces cadres caractéristiques, nous essayerons d'examiner ensuite les possibles mécanismes de construction de l'information, qui peuvent exister quand il s'agit de la représentation médiatique de la région étudiée.

2. Le « *transcodage* », dans le discours d'information sur l'Amazonie.

Les cadres caractéristiques que nous venons de décrire nous permettent d'essayer de saisir les mécanismes de construction du discours informatif sur l'Amazonie. A ce moment de notre analyse, nous trouvons propice l'introduction du concept de « *transcodage* », formulé par Pierre LASCOUMES : « *Transcoder, c'est d'une part agréer des informations éparses et les lire comme une totalité ; c'est aussi les traduire dans un autre registre relevant des logiques différentes, afin d'en assurer la diffusion à l'intérieur d'un champ social et à l'extérieur de celui-ci* »[5]. Selon les différents traitements donnés par la presse[6], indique l'auteur, il est possible de saisir certains mécanismes de construction de l'information, dont il formule des modèles, des formes de « *transcodage* »[7].

---

[5] LASCOUMES (Pierre), *op. cit.* , p. 34-92.

[6] En appliquant le concept de « *transcodage* », Pierre LASCOUMES (*L'éco-pouvoir. Environnements et politiques,* 1994, p. 65-67) démontre l'existence de cinq grands types d'approches sur l'environnement dans la presse française, en reformulant des informations brutes en argumentations médiatiques : « *Naturaliste* », où le transcodage est élémentaire, sur des modes soit de la description plate de merveilles et menaces, soit sur celui de la vulgarisation scientifique ; « *politiques* », sur des choix décisionnels publics et privés ; « *critique* », effectué par les récits centrés sur la protestation ou la « *contestation* » ; « *anecdotique* », qui vient du fait divers ; et « *économiques et techniques* ». D'après l'auteur, c'est à travers de ces cinq grandes approches sur l'environnement qui s'opère le « *transcodage médiatique* », « *par la sélection de certains traits événementiels, leur pondération et leur mise en relation avec d'autres questions plus ou moins générales* ».

[7] Pierre LASCOUMES (*L'éco-pouvoir. Environnements et politiques,* 1994, pages 67-87) formule trois modèles de « *transcodage* », dont seulement deux nous considérerons dans ce travail. Le troisième est le « *naturaliste-anecdotique* », qui serait utilisé par la presse populaire, à travers d'articles nombreux mais peu approfondis qui traitent l'information en faits divers ou amplifient le spectaculaire, dans un discours nostalgique et alarmiste.

Notre étude à partir du corpus de presse du *Monde* et de *l'Humanité* va dans le sens de l'hypothèse présentée par Pierre LASCOUMES, d'autant plus que les cadres caractéristiques étudiés dans la partie précédente de notre travail sont adaptables aux marques soulignées dans son ouvrage. En dépit de son caractère limité, notre analyse suppose que *Le Monde* pourrait utiliser le *« transcodage politico-économico-technique »*, quand il aborde les informations sur l'Amazonie. Selon l'auteur, dans ce type de transcodage, l'enjeu est le *« degré de conciliation possible entre, d'un côté, la protection des biens naturels et, de l'autre, la poursuite raisonnée des activités économiques et techniques »*. Dans ce cas, l'environnement serait observé comme la résultante des interactions de l'homme avec son milieu de vie, en soulignant *« les démarches, les projets, les politiques qui témoignent du degré de prise en compte des objectifs environnementaux »*. Ce transcodage induit, remarque l'auteur, un *« écologisme scientifique orienté vers la rationalisation des décisions »*, un *« militantisme savant »*[8].

En revanche, notre étude nous amène à supposer que, en ce qui concerne le traitement de l'information sur l'Amazonie, *l'Humanité* fait appel au *« transcodage politico-événementiel »*, qui montrerait l'environnement comme *« un construit collectif, production de l'activité humaine à partir de biens naturels domestiqués »*, et d'un devenir constant, mais surtout au niveau politique et social, très secondairement du point de vue économique et technique. Pierre LASCOUMES suggère que ce mode de transcodage induit le développement d'un *« écologisme militant qui formule des revendications et organise des répliques face aux atteintes causées à l'environnement »*[9] ;

[8] LASCOUMES (Pierre), *op. cit.*, p. 80-92.

[9] Ibid., p. 74-92.

En définitive, ces constats nous amènent à considérer si les différences (et les ressemblances) entre les deux journaux, de traitement de l'information sur l'Amazonie, que nous observons à partir des textes analysés ne sont pas le résultat des différents mécanismes de construction du discours. Ces mécanismes pourraient être déterminés par des stratégies différentes, développées à partir des intérêts particuliers à chaque instance médiatique. Nous croyons qu'il est probable, à partir de cette hypothèse, d'ouvrir d'autres questionnements sur la mise en scène de l'information sur l'Amazonie ou, dans un sens plus large, le discours écologique médiatisé.

CONCLUSION

L'analyse de la représentation de l'Amazonie dans la presse française nous semble une étude de cas enrichissante pour qui veut comprendre les conditions de mise en scène de l'information et, en particulier, de celles concernant le tiers monde et son rapport avec l'environnement. A partir de notre analyse des 45 textes évoquant l'Amazonie publiés dans *Le Monde* et *l'Humanité*, pendant deux années et demi, nous avons pu constater plusieurs marques caractéristiques du traitement des informations concernant l'Amazonie, particulières à chaque quotidien étudié.

Cette étude nous a permis de tracer une ébauche de deux possibilités différentes de construction du discours écologique, et plus particulièrement de celui sur l'Amazonie. A l'issue de notre recherche, il nous semble que *Le Monde*, à partir d'une couverture systématique, présente un discours plus proche des questions politiques, économiques et techniques sur la préservation de la région, en préconisant une conciliation entre développement raisonné et sauvegarde de l'environnement. En revanche, notre hypothèse est que *l'Humanité*, présentant une couverture événementielle, a un discours plus engagé au niveau politique et social, mettant en relief que la préservation de l'Amazonie n'est pas seulement l'affaire des Brésiliens mais de toute la planète.

Par notre bref parcours à travers cet univers, nous souhaitons avoir apporté une contribution à la poursuite de la recherche sur l'analyse du discours écologique dans la presse, surtout en ce qui concerne les pays émergents : un champ de recherche prometteur, mais au premier regard peu exploré.

A la fin de notre travail, nous admettons toutefois que nous ne sommes pas allé si loin que nous le voulions au début de notre recherche. Dans le cadre limité de cette étude, nous n'avons pas pu suivre certaines pistes, comme l'analyse des éditoriaux (et aussi des chroniques) évoquant l'Amazonie, publiés dans *Le Monde*, et particulièrement dans l'édition des 05-06 avril 1998. Cette analyse, nous le reconnaissons, pourrait apporter une contribution considérable à notre travail.

Une autre partie de l'analyse, à laquelle il nous a fallu renoncer, porte sur la valeur de la signature du journaliste dans les articles publiés, surtout si l'on considère que la plupart des reportages du *Monde étudié ont été i né a le o e ondant du ou nal au é il le ou nali te ean a ue é illa n e an e nou a on noté une été o énéité de i natu e de a ti le dan le a de l'Humanité*. Un troisième exemple de piste qu'il nous a fallu abandonner, c'est l'analyse du traitement donné par les journaux des informations provenant des Agences de Presse, dont les dépêches, en petit nombre par rapport notre corpus, auraient pu faire l'objet d'une vaste étude.

Une recherche plus approfondie pourrait prolonger notre travail : l'écologie, et son rapport avec les pays émergents, est en effet un sujet dont l'importance n'est pas négligée par les différents secteurs de la société et des pouvoirs publics. Le traitement de l'information sur cette question, par la presse, est toujours intéressant à étudier. A la fin de notre analyse, nous pensons également qu'il est important de considérer la complexité, déjà abordée dans notre travail, des conditions de mise en scène de l'information sur l'écologie et les pays émergents, déterminée par un *« contrat de la communication médiatique de l'information »*[1]. Dans le sens proposé par Patrick CHARAUDEAU, la machine médiatique, *« dans l'idéalité du contrat de communication, devrait satisfaire aux deux principes de crédibilité démocratique et de captation médiatique. Malheureusement, la balance n'est pas égale, car le second principe est celui qui tient le haut du pavé, même si c'est de façon fiable selon le support de diffusion. C'est le discours d'information au prix d'un ensemble de verrouillages qui fait que la machine est par avance piégée. Ce n'est donc pas le journaliste qui est*

[1] CHARAUDEAU (Patrick), *Le Discours d'information médiatique*, 1997, p. 67-72.

manipulateur, car lui-même est piégé par une machine manipulatrice. L'instance médiatique est victime de son système de représentation dans lequel, au lieu que l'échange se fasse entre elle et le citoyen, il se fait entre elle et les acteurs de la machine économique, pourvoyant pour ce faire à sa propre promotion »[2].

L'insertion du débat concernant le discours informatif sur l'écologie et les pays émergents, dans ce vaste horizon de recherche, nous semble un riche champ de travail, dans lequel notre étude préliminaire pourrait être insérée.

[2] CHARAUDEAU (Patrick), *op. cit.*, p. 263-264.

BIBLIOGRAPHIE

ALBERT (Pierre), *La presse française*, La documentation française, Paris, 1998, 175 pages.

BARDIN (Laurence), *L'analyse de Contenu*, Presses Universitaires de France, "Le Psychologue", Vendome, 1977, 233 pages.

BARTHES (Rolland), « Effet de Réel », in : *Communications*, n° 11, 1968, pages 84-89.

BECKER (Bertha) et EGLER (Claudio), « Amazonie : Méthodologie et enjeux du zonage écologique et économique », in : *Cahiers des Amériques Latines,* n° 24, 1997, 93-106.

BOURDIEU (Pierre), *Ce que parler veut dire – L'économie des échanges linguistiques*, Fayard, Paris, 1982, 244 pages.

BUCHILLET (Dominique), « De la colonie à la République : images de l'Indien, politique et législation indigénistes au Brésil », in : *Cahiers des Amériques Latines*, n° 23, 1997, pages 73-96.

CARELLI (Mario), *Cultures croisées – Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil, de la découverte aux temps modernes*, Nathan, Condé-sur-Noireau, 1993, 250 pages.

COURTES (Joseph), *Analyse Sémiotique du Discours*, Hachette supérieur, Paris, pages 245-286.

CHAMPAGNE (Patrick), « La Vision Médiatique », in : .12B*La èis re du èonde*, Le Seuil, Paris, 1993, p. 95-124.

CHARAUDEAU (Patrick), *Langage et Discours (Eléments de semiolinguistique, théorie et pratique)*, Hachette, Paris, 1983, 176 pages.

CHARAUDEAU (Patrick), *Le discours d'information médiatique – La construction du miroir social*, NATHAN, Noisy-le-Grand, 1997, 286 pages.

DE LA HAYE (Yves), *Journalisme, mode d'emploi – Des mani res d'écrire l'actualité*, Illug et la Pensée Sauvage, Grenoble, 1985, 216 pages.

EGLIN (Jean) et THERY (Hervé), *Le pillage de l'Amazonie*. F. Maspero, Paris, 1982, 200 pages.

FARAONE (Roque), « A propos du pouvoir et de la communication de masse d'un point de vue marxiste », in : *Communication*, n° 28, 1978, pages 203-217.

FOUCAULT (Michel), *L'ordre du discours*, Gallimard, Mayenne, 1971, 83 pages.

GALLAIS (Jean) et autres auteurs, *Sahel, Nordeste, Amazonie*, L'Harmattan, Paris, 233 pages.

GREIMAS (Algirdas Julien), *Du sens – Essais sémiotiques*, Le Seuil, Paris, 1983, 254 pages.

GREIMAS (Algirdas Julien) et COURTES (Joseph), *Sémiotique : Dictionnaire Raisonné de la Théorie du Langage*, Hachette, Paris, 1979, 424 pages.

GROS (Christian), « L'Indien est-il soluble dans la modernité ? Ou de quelques bonnes raisons de traiter des amazonies indiennes », in : *Cahiers des Amériques Latines*, n° 23, 1997, 61-72.

HOCQ (Philippe), « L'information comme "construit social" », in : *èédiaspouvoirs*, n° 35, 1994, pages 158-163.

KARSENTY (Alain), « Forêts tropicales et mondialisation : les mutations du marché international des bois », in : *Autrepart/Les cahiers des sciences humaines*, Paris, 1999, pages 121-135.

KERBRAT-ORECCHIONI (Catherine), *Enonciation – de la subjectivité dans le langage*, Armand Colin "Linguistique", Paris, 1997, 290 pages.

LAMIZET (Bernard) et SILEM (Ahmed) (sous la direction de), *Dictionnaire encyclopédique des sciences de l'information et de la communication*, Ellipses, Paris, 1997, 590 pages.

LAROCHE-BOUVY (Danielle), « Emergence de l'Interaction Verbale dans la presse écrite : fonction de la citation », in : *La Presse : Produit, Production, Réception,* Didier Erudition, Paris, 1988, pages 113-130.

LASCOUMES (Pierre), *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, éditions La Découverte, Paris, 1994, 321 pages.

LAVOINNE (Yves), *Le Langage des èédias*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1997, 131 pages.

LE BOHEC (Jacques), *Les rapports presse-politique - èise au point d'une typologie « idéale »*, L'Harmattan, Paris-Montréal, 1997, 253 pages.

LENA (Philippe), « La forêt amazonienne : un enjeu politique et social contemporain », in : *Autrepart/Les cahiers des sciences humaines*, Paris, 1999, pages 97-120.

LIBAERT (Thierry), *La Communication Verte. L'écologie au service de l'entreprise*, éditions Liaisons, Paris, 1992, 218 pages.

LIPIETZ (Alain), « Ecologie et Développement : L'Amazonie, Mythe Français», in : *Cahier du Brésil Contemporain*, n° 11, 1990, pages 5-16.

MAINGUENEAU (Dominique), *L'analyse du Discours – Introduction aux lectures de l'archive*, Hachette Supérieur, Paris, 1991, 268 pages.

MAINGUENEAU (Dominique), *Les termes clés de l'analyse du discours*, Le Seuil, Paris, 1996, 93 pages.

MAMOU (Yves), *C'est la faute aux médias - Essai sur la fabrication de l'information*, éditions Payot, Paris, 1991, 242 pages.

MATTELART (Armand), *La mondialisation de la communication,* Presses Universitaires de France, Paris, 1996, 127 pages.

MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien,* Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 204 pages.

ROLLAND (Denis) (sous la direction de), *Le Brésil et le monde – Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes,* L'Harmattan, Paris, 1998, 255 pages.

SEMPRINI (Andrea), *Analyser la communication – Comment analyser les images, les médias, la publicité,* L'Harmattan, Paris, 1996, 270 pages.

THERY (Hervé), « De quelques modèles amazoniens », in : *Cahiers des Amériques Latines,* n° 24, 1997, 75-92.

TUDES (André-Jean) (sous la direction de), *Les médias acteurs de la vie internationale*, éditions Apogée, Rennes, 1997, 181 pages.

UZTARROZ (Ricardo) et SEVILLA (Jean-Jacques), « Amazonie, la foire d'empoigne », *Autrement*, n° 49, octobre 1990, 224 pages.

VERON (Eliséo), « Presse Ecrite et Théorie des discours sociaux : production, réception, régulation », in : *La Presse, Produit, Production, Réception*, Didier Erudition, Paris, 1988, pages 11-25.

ANNEXES

Bonn et Paris réaffirment leur engagement sur l'euro

Les ministres des finances français et allemand se sont mis d'accord sur la nature du futur Conseil de stabilité

AU MILIEU des rumeurs et des supputations quotidiennes sur la capacité des Quinze à tenir les engagements du traité de Maastricht sur le lancement de l'Union monétaire en 1999, la réunion du conseil économique et financier franco-allemand, mercredi 12 mars, à Lyon, tombait à pic pour réaffirmer la détermination politique de Paris et Bonn de s'en tenir aux accords maintes fois énoncés. C'est ce à quoi se sont appliqués les deux ministres des finances, Jean Arthuis et Théo Waigel, et les gouverneurs des deux banques centrales, Jean-Claude Trichet et Hans Tietmeyer. Sous le soleil rhodanien, qui prêtait aux embrassades, les quatre responsables se sont efforcés de faire la démonstration d'une parfaite synchronisation des positions franco-allemandes.

Prenant à témoin Raymond Barre, l'ancien premier ministre, qui les accueillait en sa mairie de Lyon pour marquer son appui à l'Union monétaire, Jean Arthuis a réaffirmé que la France, comme l'Allemagne, est attachée « [illegible] au principe d'indépendance de la Banque centrale européenne » et que le Conseil de stabilité monétaire souhaité par Paris pour coordonner les politiques économiques des Etats membres de la future zone euro « *ne portera en rien atteinte* » ni à cette indépendance ni au principe de subsidiarité.

Rappelant qu'il ne pouvait s'agir que d'une structure « *informelle* », le ministre français a indiqué qu'elle serait là pour assurer la convergence des politiques économiques et le suivi des engagements pris dans le Pacte de stabilité et de croissance, qui doit veiller au respect des disciplines budgétaires. Donnant-donnant : Théo Waigel et Hans Tietmeyer ont confirmé que, sur cette base, ils ne voyaient aucun inconvénient à la création de ce conseil, dont ils avaient déjà auparavant accepté le principe, mais dont beaucoup en Allemagne redoutent que Paris cherche à en faire une instance de contrôle de la Banque centrale. Le ministre allemand s'est efforcé de rassurer ses compatriotes, assurant que les politiques budgétaires resteraient bien évidemment de la responsabilité des gouvernements et que ce Conseil, contrairement au Pacte de stabilité, n'aurait pas d'existence juridique.

OPTIMISME

Fort de ce consensus, les deux ministres des finances ont réaffirmé l'un et l'autre que leurs deux gouvernements avaient fermement l'intention de respecter les critères prévus par le traité de Maastricht pour participer à l'Union monétaire et de tenir le calendrier prévu par le Conseil européen de Madrid, afin d'être prêts pour le 1er janvier 1999. « *Nous n'avons aucun doute là-dessus* », a-t-il dit. Théo Waigel qualifiant d'« *oiseuse* » toute autre spéculation.

Ils ont justifié l'un et l'autre leur optimisme par les signes actuels de reprise, estimant raisonnable de tabler sur une croissance « *d'environ 2,5 %* » pour les deux pays cette année. La liste des pays aptes à adopter l'euro au 1er janvier 1999 sera décidée dans les six premiers mois de 1998 sur la base des résultats définitifs de 1997 et des perpectives financières des années suivantes. Jean Arthuis a confirmé que cette liste ne serait pas arrêtée avant le mois d'avril 1998, c'est à dire après les élections législatives françaises du mois de mars.

Henri de Bresson

M. Chirac propose un sommet entre l'Europe et l'Amérique latine

Le président français souhaite renforcer la coopération économique

Après deux jours au Brésil, M. Chirac devait arriver, jeudi soir 13 mars, à Montevideo capitale de l'Uruguay. A Brasilia, le président français a proposé l'organisation d'un sommet entre l'Europe et l'Amérique latine et insisté sur l'intérêt de celle-ci à sortir d'un tête-à-tête exclusif avec les Etats-Unis.

BRASILIA
de nos envoyés spéciaux

C'est autant en président français qu'en représentant de l'Union européenne que Jacques Chirac s'est adressé au président et aux parlementaires brésiliens qui l'accueillaient, mercredi 12 mars, à Brasilia, première étape de son périple sud-américain. S'il a insisté sur les liens historiques et culturels entre les deux pays, et même évoqué discrètement la « *latinité* » qui les unit pour défendre la place particulière de la France dans ses échanges avec le Brésil, M. Chirac a pris soin d'inscrire sa démarche dans une dimension européenne.

Venu présenter sa « *vision du monde* » devant le Congrès, il a insisté sur le caractère « *inéluctable* » de son organisation « *multipolaire* » d'aujourd'hui, citant en exemple l'existence d'« *ensembles régionaux cohérents, du Mercosur à l'Asean* » et exaltant les « *nouvelles enceintes de coopération* » que, sont l'Alena ou l'Apec. Selon M. Chirac, cette évolution « *est la meilleure réponse à l'effondrement de l'ordre bipolaire. Elle seule peut fonder durablement un nouvel équilibre mondial qui soit juste, pacifique et accepté par tous* ». « *Soyons ambitieux !* » a poursuivi le président français en proposant « *dès la fin de 1998* » un sommet réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et d'Europe. « *Ce sommet répondra à un vrai besoin : créer une structure d'impulsion qui donnera à nos relations politiques, culturelles et économiques, une force, une cohésion et des projets communs* » a-t-il observé.

Cette initiative française souligne que le temps des relations strictement bilatérales est révolu et que les négociations entre les Etats doivent impérativement prendre en compte les engagements souscrits par chacun des pays au sein de leurs zones régionales.

Dans ce nouveau cadre l'Europe, est venu dire M. Chirac à ses hôtes brésiliens, doit tenir toute sa place. A deux mois de la visite de Bill Clinton en Amérique latine, le président français a cependant lancé une mise en garde à l'égard de « *certains des principaux acteurs d'aujourd'hui* » qui pourraient chercher à « *contrarier* » l'évolution vers un monde multipolaire plutôt qu'à « *l'organiser* ». « *Tout doit être fait*, a poursuivi M. Chirac, *pour qu'aucun peuple ne vive l'émergence du nouvel ordre mondial dans la frustration, l'humiliation ou le désir de revanche.* »

EXIGENCES BRÉSILIENNES

M. Cardoso a répondu favorablement à la « *bonne idée* » du sommet, proposant d'en accueillir la première édition. Selon l'entourage de M. Chirac l'initiative française aurait reçu l'approbation des partenaires européens de la France. Lors des entretiens, M. Cardoso avait lui-même souligné la nécessité pour les pays du Mercosur et pour le Brésil « *d'accroître les relations avec l'Europe et la France* », observant que si le continent américain était, pour eux, une « *aire naturelle* » d'échanges, elle ne devait pas être « *unique* ». Evoquant plus explicitement la proposition américaine de zone de libre échange, il avait affirmé qu'elle ne serait pas « *une façon d'établir une forteresse sur le continent américain* ». Jacques Chirac avait pour sa part remarqué que « *l'intégration verticale* » ne pouvait pas suffire à une grande puissance comme le Brésil qui « *a vocation à avoir des relations avec l'ensemble du monde et notamment avec l'Europe élargie* ». Le chef de l'Etat a également renouvelé son soutien à un élargissement du Conseil de sécurité des Nations unies à certains pays du Sud, soulignant que, comme pour le Japon, le poids politique du Brésil ne correspondait pas à sa puissance économique.

Le bon climat des rencontres n'a toutefois pas empêché M. Cardoso d'émettre quelques exigences envers l'Union européenne, invitée à revoir les mesures protectionnistes auxquelles se heurtent les pays latino-américains, en matière de tarifs douaniers comme de réglementations sanitaires qui rendent difficiles ses exportations, notamment de viande et de bananes.

Après avoir, à Brasilia et à Rio, rendu hommage aux efforts conduits par le gouvernement du Brésil pour dynamiser son économie, retrouver la maîtrise de sa monnaie et de ses grands équilibres, M. Chirac devait consacrer sa visite, jeudi 13 mars, à Sao Paulo, aux coopérations industrielles entre ces deux pays. Le président français, qui est venu au Brésil accompagné, notamment, de M. Lagardère, PDG de Matra-Hachette, M. Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux et M. Lescure, PDG de Canal Plus, devait mettre à profit sa visite pour conclure un certain nombre d'accords dans les domaines de la coopération spatiale, du tourisme, de la défense, de la sécurité publique, de l'audiovisuel. Il doit aussi jeter les bases d'un accord concernant l'attribution à un consortium français de radars de surveillance des frontières en Amazonie.

Alain Abellard et Pascale Robert-Diard

Offensive de charme de M. Nétanyahou en visite à Moscou

MOSCOU
de notre correspondant

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a achevé, mercredi 12 mars, une visite de trois jours en Russie par une journée de tourisme à Saint-Pétersbourg, la promesse d'une « *nouvelle ère de coopération* » économique entre les deux pays et de persistants « *malentendus* » sur le fragile processus de paix au Proche-Orient. Précédé il y a près d'un mois par le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui fut accueilli à Moscou avec les honneurs réservés aux chefs d'Etat, M. Nétanyahou a tenté de miner le soutien de la Russie aux Palestiniens, aux pays arabes et à l'Iran en proposant à Moscou de séduisants projets de « *coopération commerciale* ».

Ces projets intéressent aussi Israël, car l'Etat juif compte aujourd'hui une communauté de près d'un million de personnes (un cinquième de la population) récemment émigrées de Russie et des autres républiques de l'ex-URSS. Ces russophones, parfois très qualifiés et souvent sous-employés, pourraient être, selon l'expression de M. Nétanyahou, le « *pont de l'amitié* » nécessaire pour exploiter l'énorme potentiel russe. Dans cet esprit, un contrat de plusieurs centaines de millions de dollars a été conclu, selon la radio israélienne, pour la transformation d'avions Ilioucihne russes en appareils de surveillance électronique par une société israélienne.

HÉSITATIONS RUSSES

Mais il semble que, pour l'essentiel, les tentatives du premier ministre israélien de noyer les désaccords politiques sous les dollars n'aient pas été, immédiatement du moins, couronnées de succès. Ainsi la presse israélienne prêtait à M. Nétanyahou l'intention de proposer aux Russes des achats massifs de gaz en échange d'une promesse de Moscou d'arrêter ses ventes d'armes et de haute technologie aux ennemis d'Israël, notamment la Syrie et l'Iran. Tout en démentant qu'il s'agissait de mettre fin au soutien russe à ses ennemis, le premier ministre israélien a confirmé avoir fait des propositions d'achat.

Face à cette offensive de charme, les autorités russes semblent hésitantes. Alléchés par la perspective de profits, les responsables russes ne semblent cependant pas prêts à sacrifier leurs clients traditionnels dans la région. Ainsi, alors que M. Nétanyahou était à Moscou, une délégation militaire russe se rendait en Syrie pour relancer les ventes d'armes. Par ailleurs, malgré les assurances données par M. Eltsine lui-même, selon lesquelles Moscou ne fournirait à l'Iran ou une « *aide très rudimentaire* » dans le domaine nucléaire, M. Nétanyahou a de nouveau souligné le danger que représentait, le « *régime le plus radical du monde* ».

Jean-Baptiste Naudet

Le « taureau Osborne » a été promu « monument historique andalou »

MADRID
de notre correspondante

Le taureau Osborne, ce gigantesque monstre de metal noir qui, depuis près d'un demi-siècle, domine de son profil puissant les routes espagnoles, vient d'être inscrit au patrimoine historique andalou.

Autant dire que l'animal qui n'était à l'origine qu'un vulgaire support publicitaire pour le brandy Osborne, vieille maison d'alcool et spiritueux de la région de Cadix, est entré en force dans le panthéon taurin. Une consécration gagnée de haute lutte, au terme de huit ans d'une véritable corrida sentimentalo-législative entre aficionados du taureau et fonctionnaires du ministère des transports et des travaux publics, et qui faillit bien s'achever par une mise à mort. En effet, une loi de 1988 stipulait que tout panneau publicitaire devait disparaître du bord des routes, afin, précisaient-elles, de ne pas « [illegible] ».

C'était faire peu de cas de l'énorme cheptel Osborne, dont le premier exemplaire, en bois, de 4 mètres de haut, avait été [illegible] par Manolo Prieto, un artiste andalou devenu par la suite si célèbre qu'une rue porte son nom, à Puerto De Santa Maria, sa ville d'origine. Ce premier taureau expérimental, placé plus tard à Carandilla de la Sierra dans un paysage grandiose entre Madrid et Burgos, connut un tel succès que dès le début des années 60 il fut reproduit dans tout le pays, par [illegible] cents de ses congénères. En fer cette fois et de 15 mètres de haut, comme dressés, « [illegible] » à l'autoroute et sont devenus non seulement la vantaient les mérites du sherry Osborne, mais [illegible] aussi à l'horizon, par leur silhouette familière, le [illegible] du [illegible] de la [illegible] de l'Espagne avant l'Europe et la modernité.

[illegible] mythique animal, devenu dans les sondages un « symbole national » pour 75 % des Espagnols, artistes et intellectuels ont engagé le combat, multipliant les comités de soutien. Le Parti populaire (PP), alors dans l'opposition, s'en prit à l'« *insensibilité* » culturelle des ministres socialistes, et le cinéaste Bigas Luna, dont le film *Jamon, Jamon* avait rendu hommage à la bête, proclama qu'il rachèterait au besoin le troupeau entier, pour « *le laisser paître en paix dans le pâturage de notre inconscient collectif* ».

> Une consécration gagnée de haute lutte, au terme de huit ans d'une véritable corrida sentimentalo-législative

Il y eut même un recours au Tribunal suprême. Allait-on laisser périr le chef-d'œuvre de la création publicitaire, alors même qu'il avait inspiré le pop'art espagnol, suscité force livres et fait la « une » du *New York Times* ? Après tout, les boîtes de soupe Campbell d'Andy Warhol n'étaient-elles pas entrées au musée ?

Finalement, en 1994, les quelques dizaines de taureaux encore debout furent « graciés », mais néanmoins dépouillés de toute référence publicitaire. Ce qui, selon les puristes, rend l'animal plus « *pravo* », plus libre, plus représentatif encore des puissantes racines du pays. Son procès en réhabilitation allait commencer, et durer jusqu'à ces derniers jours où la direction des biens culturels d'Andalousie, non sans avoir testé toute les vingt et un exemplaires qui figurent sur son territoire, a [illegible] le [illegible] du patrimoine [illegible] andalou ».

Marie-Claude Decamps

Les présidents, les musée, les sans-terre et la « drag queen »

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

« *Ladrao* (voleur) ! *Ladrao* ! » Lorsque Jacques Chirac est arrivé, mercredi 12 mars, en début de soirée, au Musée national des beaux-arts de Rio pour inaugurer la somptueuse exposition consacrée au peintre impressionniste Claude Monet, une centaine de manifestants l'ont accueilli avec une avalanche de slogans hostiles. Malgré les coups de matraque distribués par un détachement du bataillon de choc de la police militaire, appelée d'urgence à la rescousse, les protestataires ont tenu bon. Drapeaux du Parti communiste du Brésil, maoïstes et du Mouvement des sans-terre se mêlaient alors à des banderoles dénonçant en français « *le complot libéral de Chirac et de FHC* », ainsi que la presse locale nomme couramment Fernando Henrique Cardoso, le tout sur un air de *Marseillaise* jouée à la trompette. En fait, cette manifestation, égayée par les évolutions carnavalesques d'une *drag queen* peu vêtue, était surtout destinée au président brésilien, qui ne devait rallier les lieux que vingt minutes plus tard.

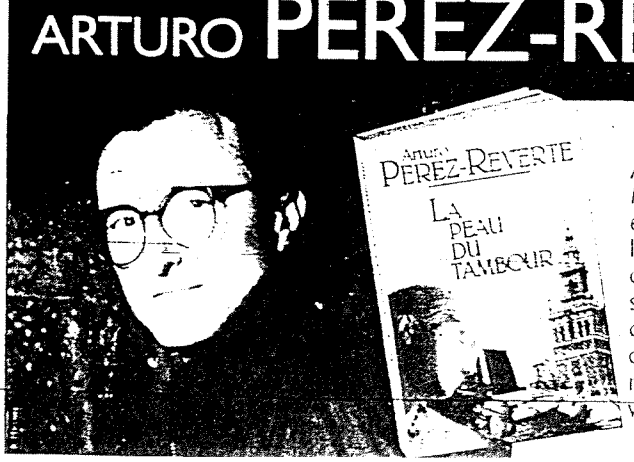
Même si le chef d'Etat brésilien peut se targuer d'une cote de popularité que son homologue français a tout lieu de lui envier, son programme économique néolibéral suscite un mécontentement croissant parmi les employés du secteur public, l'un des plus affectés par les réformes en cours. Médecins en grève de l'hôpital universitaire, fonctionnaires de la surintendance des sports de l'Etat de Rio opposés à la privatisation prochaine du stade de Maracana (le plus grand du monde) et retraités de la banque publique Banerj, sans salaire depuis deux mois, ont provoqué un joli chahut en bouclant la Rio Branco, principale avenue du centre de la ville que devaient emprunter les cortèges présidentiels.

« DESPOTE ÉCLAIRÉ »

Dans tous ses périples à travers le Brésil, M. Cardoso doit désormais affronter de pareils comités de réception, qu'il assimile invariablement à des « *manipulations politiques* » ourdies par une opposition de gauche par ailleurs totalement muselée au Congrès. En froid avec la très influente Conférence épiscopale, indéfectible alliée du Mouvement des sans-terre, le président brésilien, brillant professeur qui a enseigné la sociologie à Nanterre peu avant mai 1968 avant d'être porté au pouvoir avec l'aide de la droite la plus conservatrice, passe désormais, aux yeux de son ami le philosophe José Artur Giannotti, pour un « *despote éclairé* ». Les laissés-pour-compte de la « *modernisation* » de l'économie brésilienne ne sont pas près, eux, de percevoir la lumière au bout du tunnel.

Jean-Jacques Sévilla

ARTURO PÉREZ-REVERTE



Après *Le Tableau du maître flamand*, *Club Dumas* et *Le Maître d'escrime*, l'imagination flamboyante d'Arturo Pérez-Reverte, son habileté à tisser des énigmes où l'histoire croise le mystère et le crime nous offrent un fascinant voyage au cœur de Séville.

Le Monde
VENDREDI 21 MARS 1997

Révolution agri-culturelle

par Pierre Georges

C'EST une excellente surprise : la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), en congrès à Toulouse, tient un discours tout à fait novateur. Cap désormais, disent les dirigeants de la principale organisation syndicale française, sur une agriculture « *citoyenne* » ; sucoieuse autant des hommes et des territoires que des productions.

Comment définir une agriculture « *citoyenne* » ? D'abord par ce qu'elle ne doit plus être : le triomphe du tout-productivisme, par tous les moyens et tous les artifices, la fin de cet art dangereux de faire pleurer la terre comme l'on fait parfois pisser la vigne. Toujours plus, de quintaux, de rendements, d'engrais, de pesticides, dans une course sans fin à la performance et à la concurrence.

Ensuite par ce qu'elle pourrait devenir : un modèle d'agriculture européenne qui, dira Dominique Chardon, numéro deux de la FNSEA, « *privilégie le paysan plutôt que le kilofranc* » et « *préfère l'harmonie des champs et des prés aux déserts d'Australie et d'Arkansas* ». « *Nous voulons*, explique ce dirigeant, *croiser les attentes du consommateur – qualité et sécurité des produits, respect de l'environnement – et celle des agriculteurs.* »

Autrement dit, une véritable révolution agri-culturelle ! Reste à savoir si ce discours qui n'était tenu jusqu'à là que par des organisations minoritaires, a quelque chance d'être suivi d'effets et de faits. Ou s'il ne s'agit là encore que de paroles verbales motivées par des craintes circonstancielles.

Car le problème n'est pas simple. L'agriculture française contemporaine a été formée et encouragée à l'école de la rentabilité et de la compétitivité. Elle y a tenu sa place, et plutôt bien, faisant de ce secteur de l'économie nationale, un des principaux exportateurs et pourvoyeurs en devises du pays. Il serait, sur ce plan, parfaitement mal venu de reprocher à l'agriculture et aux agriculteurs d'avoir rempli les deux missions qui leur étaient assignées : nourrir le pays et produire, à l'exportation, de l'or vert.

Simplement cette course aux armements agricoles, s'est faite, en France comme ailleurs, sans pouvoir toujours assumer les contradictions qu'impliquait un tel choix : quantité et qualité des produits, performances et préservation de l'environnement, rendements industriels et naturels, etc.

Au nom de la nécessaire compétitivité, le balancier est allé sans doute trop loin, trop longtemps, aboutissant parfois à des excès productivistes, à un saccage du patrimoine, à des trop sévères atteintes à l'écologie. Et à une sorte de méfiance, de défiance même du consommateur.

Les alertes sur ce point se sont multipliées ces derniers temps. Crise de la vache folle, pollutions sévères des eaux et des terres, débat sur les plantes transgéniques ou sur le clonage, autant de signes annonciateurs d'une nécessaire réflexion sur le tout-modernité de l'agriculture trop vécu comme une simple fuite en avant. Le discours de la FNSEA ne veut évidemment pas dire le retour à l'agriculture de grand-papa, des rendements misérieux, du labourage et pâturage façon La Fontaine. Mais il annonce plutôt la bonne nouvelle : recherche d'une rentable et humaine modernité.

Les syndicats de Renault menacent de durcir leur action après l'échec de la rencontre de Beauvais

M. Schweitzer a déclaré « irrévocable » la fermeture de l'usine de Vilvorde

BEAUVAIS
de notre envoyé spécial

C'est dans une chambre de commerce et d'industrie de Beauvais (Oise) transformée en un véritable bunker que Louis Schweitzer, président de Renault, a rencontré pour la première fois, mercredi 19 mars, une délégation de dix syndicalistes belges accompagnés du secrétaire du comité de groupe européen, le Français Michel Batt (CFDT). Pas moins de douze voitures et cars de CRS avaient été mobilisés. C'est par dizaines que l'on comptait les policiers en civil ou les vigiles, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment, choisi par la direction de Renault en raison des multiples possibilités de sorties qu'il offrait. Pourtant, voulant prouver leur esprit constructif, les syndicats belges s'étaient déplacés sans « accompagnateurs » qui auraient pu troubler la rencontre. A l'issue d'une réunion qui a duré 2 heures 20, le président de Renault a même pu se féliciter de « *l'atmosphère de sérieux* » qui a régné durant les échanges. Pourtant, ceux-ci ne semblent pas avoir été fructueux. Deux sujets figuraient à l'ordre du jour : l'avenir de l'usine de Vilvorde, qui emploie aujourd'hui 3 300 salariés, et le contenu du plan social. Dans ce cadre, les syndicats voulaient lui soumettre une proposition alternative proche de celle mise en place avec succès par Volkswagen en Allemagne : réduire de 10 % le temps de travail dans le groupe pour préserver l'avenir du site belge. Mais, d'entrée de jeu, le président de Renault a rappelé que la décision de fermer Vilvorde était « *irrévocable* ». Contrairement à ce qu'espéraient les syndicats, Louis Schweitzer n'a même pas envisagé de reporter au-delà du 31 juillet la cessation de la production de voitures. Tout juste a-t-il laissé entendre que certains salariés pourraient rester employés de Renault jusqu'en 1998.

PAS DE REPORT DU DÉLAI

A l'issue de la rencontre, Louis Schweitzer a affirmé vouloir mener « *une concertation ou une négociation sans délai sur la reprise ou la reconversion de l'usine et sur les mesures d'accompagnement et de reclassement* ». S'il a qualifié l'atmosphère de « *sérieuse* », les syndicats belges et le secrétaire du comité de groupe européen n'ont pas caché leur déception. Pour Jean-Paul Verbeke, délégué de la CFC, le syndicat chrétien, « *M. Schweitzer refuse de différer sa décision, de discuter de propositions alternatives comme la réduction du temps de travail et d'étudier avec les syndicats français, belges et espagnols les éléments économiques qui ont présidé à sa décision* ». Un responsable de la FGTB, le syndicat socialiste, a estimé que M. Schweitzer « *reporte le débat dans la rue* ».

Dans ce contexte, les syndicats ont maintenu les actions prévues le jeudi 20 mars, jour du conseil d'administration. Une centaine de salariés belges devaient à cette occasion « descendre » sur Paris et mener une action spectaculaire dans le centre de la capitale, peut-être au Pub Renault sur les Champs-Elysées. D'autre part, des actions moins médiatiques mais affectant davantage le système de production du constructeur automobile, devaient être menées jeudi dans le nord de la France. Par la suite, une assemblée générale du personnel de Vilvorde se tiendra le lundi 24 mars. Une reprise partielle du travail les jours suivants, comme certains syndicats l'envisageaient en privé, semble désormais difficilement concevable. Aucune nouvelle rencontre n'a été programmée entre Louis Schweitzer et les syndicats belges.

Frédéric Lemaître

■ **VALÉRY GISCARD D'ESTAING**, dans l'hebdomadaire *l'Express* du jeudi 20 mars, plaide pour un « *rapprochement* » entre les deux constructeurs automobiles français, Renault et Peugeot-Citroën, solution qui lui paraît « *la plus avantageuse* ». Si les deux entreprises se rapprochaient, « *le groupe automobile français serait premier en Europe* » et « *occuperait le cinquième rang mondial* » explique l'ancien président de la République qui rappelle que nombre d'analystes estiment qu'il y a un constructeur généraliste de trop en Europe.

Le gouvernement belge voudrait un renforcement des pouvoirs de la Commission européenne en matière sociale

BRUXELLES
de notre correspondant

L'inflexibilité de Louis Schweitzer sur la fermeture de Renault-Vilvorde a amené les dirigeants belges à réfléchir aux moyens leur permettant d'éviter à l'avenir de telles mésaventures. Le ministre des finances, Philippe Maystadt (social-chrétien), a laissé entendre que la Belgique allait demander, dans le cadre de la conférence intergouvernementale, le renforcement des pouvoir du commissaire européen aux affaires sociales. Le gouvernement belge souhaiterait que ce dernier dispose du droit d'initiative, d'enquête et de sanction, comme son collègue chargé de la concurrence.

D'autre part, Elio Di Rupo et Miet Smet, ministre de l'économie et ministre des affaires sociales, ont déposé au Parlement un projet de loi intégrant plus complètement à la législation belge la directive européenne de décembre 1994 sur les comités d'entreprise européens, s'appliquant à des multinationales employant plus de 1 000 personnes et comptant deux entités de plus de 150 personnes sur le territoire d'au moins deux Etats membres. L'affaire Renault a en outre suscité des interrogations chez les responsables économiques et politiques belges sur la compétitivité de la Belgique comme site de production. Cette prise de conscience a été particulièrement douloureuse chez les dirigeants flamands qui étaient persuadés que la qualité du travail fourni dans leur région compensait des coûts salariaux plus élevés que dans d'autres pays. Des inquiétudes s'étaient manifestées sur l'avenir de l'usine Ford de Genk, qui emploie 13 000 salariés. L'ambassadeur des Etats-unis en Belgique, Alan Blinken, s'est voulu rassurant : « *J'affirme très clairement que les entreprises américaines ne quittent pas la Belgique* », a-t-il déclaré lors d'une conférence consacrée à la promotion des investissements américains dans le pays.

Luc Rosenzweig

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE
cours relevés le jeudi 20 mars, à 10 h 16 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Nikkei	18493,70	+0,26	−4,48
Hong Kong Index	12651,40	−0,76	−5,94

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 19/03	Var. en % 18/03	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2596,77	+0,89	+12,14
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+15,09
Milan MIB 30	—	—	−3,71
Francfort Dax 30	3303,53	+0,37	+14,56
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	—	—	+11,61
Madrid Ibex 35	473,15	−0,26	+6,38
Amsterdam CBS	—	—	+14,20

Tirage du Monde daté jeudi 20 mars 1997 : 466 515 exemplaires.

Le forum écologique de Rio se termine dans le pessimisme et l'indifférence

RIO DE JANEIRO
Correspondance

La Charte de la Terre a été paraphée, mercredi 19 mars à Rio, au Brésil, par les chefs des délégations des cinq continents (Asie, Europe, Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes) réunis durant une semaine dans le cadre de la conférence internationale Rio +5. Chargé de dresser le bilan du Sommet de la Terre tenu à Rio, sous l'égide de l'ONU, en juin 1992 – d'où le nom Rio +5 donné à la réunion – le forum a redéfini les axes du « *développement durable* » prôné dans l'Agenda 21, ensemble de directives écologiquement correctes mises en chantier il y a cinq ans. Seule véritable vedette internationale de Rio +5, Mikhaïl Gorbatchev, ex-président de l'ex-URS et actuel président de la Fondation Croix verte internationale, présentera, en avril, cet « *avant-projet de référence* » à l'assemblée générale des Nations unies qui l'examinera en vue de son approbation.

Rédigé sous la coordination de Maurice Strong, et avec l'appui des ONG, le document est bâti sur vingt-huit principes directeurs, dont l'application permettrait, en substance, de « *réinventer une civilisation industrielle et technologique et de chercher les voies d'un nouvel équilibre entre l'individu et la communauté* ». Appelant à un « *changement fondamental* », ses signataires affirment que « *la matière de la vie et les fondations de la sécurité locale et globale sont menacées par le manque de prévisions et l'abus du savoir et du pouvoir* ».

« RASSEMBLEMENT DE RUINES »

Ils défendent par ailleurs « *la pratique de la non-violence* » et les « *droits à la santé sexuelle et reproductive, en accordant une attention spéciale aux femmes et aux jeunes filles* ».

De Rio 92 à Rio +5, le contraste est saisissant. Alors que, dans la bousculade des médias, le précédent Sommet de la Terre avait attiré pas moins de cent soixante chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que deux mille représentants d'ONG venus du monde entier, la conférence qui vient de prendre fin n'a mobilisé qu'environ six cents participants appartenant à quatre-vingts délégations. Les porte-parole des ONG ont imputé leur discrète présence à la crise financière qui touche la plupart d'entre elles. « *Nous formons un rassemblement de ruines* », a souligné le sociologue brésilien Hérbert de Souza, alias Betinho, engagé sans moyens et sans argent, depuis trois ans, dans une campagne contre la faim au Brésil.

En s'adressant, mardi 18 mars, aux participants de Rio +5, le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a tenu des propos dont le pessimisme transparaît largement dans la Charte de la Terre : « *Nous surveillons chaque semaine les brûlis et la déforestation en Amazonie, mais nous n'avons pas les moyens pratiques de freiner leur expansion* », a-t-il admis en évoquant « *ces régions où l'Etat n'existe pratiquement pas* ». Un même constat d'impuissance nourrit les craintes exprimées la veille par M. Gorbatchev pour qui « *dans quarante ans au maximum, les changements intervenus dans la biosphère deviendront irréversibles* ». « *Sans vouloir inciter à la panique*, a-t-il précisé, *de la façon dont les choses se passent, la Nature devra bientôt se débrouiller sans nous* ».

Longtemps clouée au pilori pour avoir financé, notamment en Amazonie brésilienne, des projets de développement qui se sont révélés désastreux pour l'environnement, la Banque mondiale (BIRD) a fait à nouveau amende honorable. « *A l'avenir*, a promis son président James Wolfensohn, *nous consulterons davantage la société civile avant de libérer les crédits* ». A l'issue d'un dîner en compagnie d'une quinzaine de représentants d'ONG, il a en outre annoncé la formation prochaine d'un corps de contrôleurs auxquels incombera la mission de superviser sur place l'exécution des projets financés par la Banque mondiale.

Jean-Jacques Sévilla

L'OMS lance un programme ambitieux de lutte contre la tuberculose

L'ORGANISATION mondiale de la santé (OMS) a lancé, mercredi 19 mars, à Berlin le coup d'envoi d'un vaste programme international de lutte contre la tuberculose. Ce programme vise à prévenir la mort prématurée de 10 millions de personnes infectées par le bacille de Koch dans les dix prochaines années. « *Il s'agit de l'épisode le plus important dans la lutte contre la maladie la plus ancienne et la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité depuis la découverte du bacille de la tuberculose par Robert Koch en 1882*, a déclaré à Berlin le docteur Arata Kochi, responsable de ce programme à l'OMS. *Pour la première fois, nous avons la possibilité de réduire l'épidémie non seulement dans les pays riches, mais aussi dans les pays les plus pauvres de la planète.* »

On assiste aujourd'hui en différentes régions du monde à une recrudescence marquée de cette maladie infectieuse. L'an dernier, la tuberculose a tué près de trois millions de personnes, soit davantage qu'au paroxysme de l'épidémie tuberculeuse en Europe et en Amérique du Nord dans la première partie du XX siècle. L'extension de l'épidémie de sida est l'un des principaux facteurs expliquant la résurgence de ce fléau. La maladie frappe fréquemment les personnes infectées par le VIH dans le tiers-monde qui ne bénéficient pas du traitement préventif, le bacille de Koch pouvant ensuite aisément contaminer l'entourage de ces malades. D'autre part, des flambées de cas de tuberculose résistante à toutes les associations connues de médicaments – et à ce titre mortelles – ont été récemment observées à New York, Milan, Bangkok ou Johannesburg.

Compte tenu de cette inquiétante évolution de la maladie, l'OMS avait, il y a deux ans, estimé que cette maladie pourrait rapidement, en l'absence de toute mesure de lutte coordonnée, tuer chaque année quatre millions de personnes (*Le Monde* daté 26-27 mars 1995).

ÉTROITE SURVEILLANCE

Le programme, dont le coup d'envoi a été donné depuis l'Institut Robert-Koch de Berlin, se fonde sur une nouvelle stratégie thérapeutique caractérisée par un suivi, une « surveillance », beaucoup plus étroite des patients.

L'objectif est, clairement, de vérifier que ces derniers prennent effectivement les associations de quatre médicaments antituberculeux et ce, même après la disparition des symptômes, l'efficacité de la thérapeutique résidant dans des traitements de longue durée. Or on a observé que très souvent, les malades tuberculeux des pays pauvres avaient, pour diverses raisons, tendance à cesser la prise de leurs médicaments après la disparition des symptômes, ce qui conduit à l'émergence rapide de bacilles chimiorésistants et complique un peu plus encore l'approche thérapeutique.

Baptisée DTOS (acronyme anglo-saxon pour « traitement de brève durée sous surveillance directe »), la nouvelle stratégie permettrait, selon l'OMS, de soigner chaque cas de tuberculose dans les pays du tiers-monde pour environ 100 dollars. Ces dernières années, le DOTS a été expérimenté en Tanzanie, à New York, en Indonésie et au Pérou, et les premiers résultats sont, selon l'OMS, « *impressionnants* ». Le plus vaste projet DOTS réalisé en Chine avec l'appui de la Banque mondiale a permis d'atteindre des taux de guérison de 94 %.

Jean-Yves Nau

La Lyonnaise des eaux remporte le contrat de Casablanca

LA LYONNAISE DES EAUX a obtenu, mardi 15 avril, l'accord définitif de la communauté urbaine de Casablanca (4 millions d'habitants) pour la concession de l'eau, de l'assainissement et d'électricité de la ville. Ce contrat, d'une durée de trente ans, qui devrait être signé à la fin du mois, représente un investissement d'environ 30 milliards de dirhams (18 milliards de francs).

Le consortium, qui réunit autour de la Lyonnaise des eaux et ses filiales, EDF électricité et Enestar, devrait financer le tiers de ces investissements. De nombreuses personnalités marocaines ont dénoncé *« la privatisation rampante »* des principaux services publics de la ville.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILE : les immatriculations de voitures neuves en Europe ont reculé de 3 %** en mars par rapport au même mois de 1996, selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Sur le premier trimestre 1997, le marché automobile européen a régressé de 2,2 % à 3,42 millions de voitures. Le groupe Volkswagen est toujours en tête avec une part de marché de 17,3 % sur les trois premiers mois de l'année, devant Fiat (12,7 %) et General Motors Europe (12,2 %). Les constructeurs japonais ont gagné un point de part de marché (11,6 %) sur ce début d'année.

■ **ERAP : Rémy Chardon devait être nommé en conseil des ministres**, mercredi 16 avril, président de la holding publique. Cet énarque, directeur de cabinet de Jacques Chirac à la Ville de Paris entre 1993 et 1995, puis chargé de mission auprès du premier ministre, Alain Juppé, aura pour mission de gérer la difficile situation d'Eramet – seule participation de l'Erap désormais – *en Nouvelle-Calédonie*.

■ **EUROTUNNEL : selon le quotidien britannique *Financial Times*** du 16 avril, le comité de pilotage des banques créancières d'Eurotunnel est parvenu à un accord sur le schéma de restructuration de la dette d'Eurotunnel, qui atteint 73 milliards de francs. Eurotunnel bénéficie encore jusqu'au 14 décembre d'un moratoire suspendant le paiement des intérêts. *Afin qu'il puisse être approuvé par les 225 banques créancières*, ce schéma de restructuration prévoit, selon le quotidien, la mise en place officielle d'un marché secondaire de la dette Eurotunnel.

■ **UNITED AIRLINES : les hôtesses de l'air et stewards travaillant à Paris** pour la compagnie aérienne américaine menacent de se mettre en grève si des négociations sur les salaires et conditions de travail *n'aboutissent pas rapidement, a annoncé leur syndicat mardi 15 avril*. Une manifestation est prévue le 25 avril devant les bureaux de vente à Paris.

■ **TOTAL : le groupe pétrolier français va fusionner ses activités** nord-américaines avec celle de son concurrent Ultramar Diamond Shamrock, dans une transaction évaluée à 811 millions de dollars (environ *4,7 milliards de francs*), a annoncé l'entreprise française.

■ **BT : les actionnaires de la compagnie britannique de télécommunications** ont approuvé, mardi 15 avril, le projet de fusion avec l'entreprise américaine MCI. Cette fusion, qui sera la plus importante jamais réalisée au Royaume-Uni, doit donner le jour à une nouvelle compagnie, Concert. Les actionnaires de MCI ont déjà approuvé ce projet annoncé fin 1996. Le rapprochement devrait être réalisé effectivement à partir de l'automne 1997, après approbation par les autorités de régulation américaine et européenne.

■ **TELEFONICA : la compagnie espagnole de télécommunications** a annoncé la signature, mercredi 16 avril, d'un accord avec Portugal Telecom pour poursuivre une stratégie de développement conjointe. Ce rapprochement sera conduit, selon un communiqué, *« avec un intérêt spécial pour le marché brésilien »*. Des investissements pourront également être réalisés à l'avenir au Maghreb.

■ **ALCATEL-ALSTHOM : le groupe dirigé par Serge Tchuruk** devrait vendre, jeudi 17 avril, le cru bordelais Gruaud-Larose au groupe Taillan pour une valeur d'environ 400 millions de francs.

■ **GÉNÉRALE DES EAUX : le groupe de services** a annoncé, mardi 15 avril, qu'il accordait *« l'exclusivité de négociation »* à la société d'investissement britannique Cinven, en vue de lui céder sa filiale Générale de santé. La Générale des eaux souhaite vendre son pôle santé (7 milliards de francs de chiffre d'affaires) avant la fin du premier semestre et espère en retirer plus de 8,5 milliards de francs.

■ **EMPLOI : selon le ministère du travail**, 500 000 établissements du secteur marchand ont, en 1995, conclu 940 000 contrats aidés correspondant aux dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi, soit une progression de 4 % par rapport à 1994.

La vigueur du dollar et la hausse de Wall Street dopent les Bourses européennes

A New York, l'indice Dow Jones a gagné 2,1 %, mardi 15 avril

L'annonce d'une hausse modeste des prix à la consommation (+ 0,1 %) aux Etats-Unis en mars a soulagé, mardi 15 avril, les marchés. Elle a éloigné la perspective d'un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine et permis à la Bourse de New York de se redresser. Les places européennes ont, elles aussi, fortement progressé. Paris a gagné 2,12 % mardi et était en hausse de 0,16 % mercredi à l'ouverture.

DEPUIS quelques jours, tous les motifs sont bons aux investisseurs pour acheter des dollars. Vendredi 11 avril, l'annonce d'une progression plus forte que prévu de l'indice central des prix à la production en mars et d'une révision à la hausse des ventes au détail en février avaient profité au billet vert. Elle avait augmenté la probabilité d'un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine et d'une hausse prochaine de la rémunération du dollar.

Dans cette logique, l'annonce, mardi 15 avril, d'une hausse modeste de 0,1 % des prix à la consommation en mars, en apaisant en partie les craintes inflationnistes des marchés, aurait dû pénaliser le billet vert. Il n'en a rien été : le dollar a poursuivi son ascension, dopé cette fois, principalement, par la hausse des actifs financiers américains. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 135,26 points (2,1 %), mardi, tandis que le rendement de l'obligation à 30 ans se détendait sensiblement – les taux baissent quand les cours des titres s'apprécient –, passant de 7,17 % à 7,08 %.

Le dollar est monté jusqu'à 1,7365 mark et 5,8570 francs, ses cours les plus élevés depuis trente-neuf mois. Mercredi matin, malgré des prises de bénéfice, il restait très ferme, à 1,7290 mark et 5,81 francs. Le billet vert a aussi bénéficié, mardi, des déclarations du chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, selon qui la *phase de lancement de la monnaie* unique pourrait provoquer, *« jusqu'à ce que la réputation de l'euro soit établie »*, un afflux de capitaux aux Etats-Unis et une vague d'achats de dollars. Cet avertissement a surpris les opérateurs dans la mesure où la banque centrale allemande avait récemment manifesté son hostilité à une poursuite de la hausse du billet vert. Les marchés ont interprété – peut-être hâtivement – les propos de M. Issing comme une légère inflexion de la politique de change de la Bundesbank, dans le sens d'une plus grande souplesse, qui s'expliquerait par les difficultés économiques persistantes de l'Allemagne et par la nécessité d'utiliser la dépréciation du deutschemark comme stimulant monétaire. Le ministre des finances, Theo Waigel, a avoué mardi que les recettes fiscales pourraient être inférieures de 8 milliards de marks (27 milliards de francs) aux prévisions établies à l'automne dernier.

Dopées par la hausse du dollar, favorable aux exportations des entreprises du Vieux Continent, rassurées par le redressement de Wall Street, les Bourses européennes ont fortement progressé mardi. Francfort a gagné 1,46 % et Amsterdam 2,81 %. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris s'est pour sa part adjugé 2,12 %, à 2 620,63 points. Les investisseurs restent totalement insensibles à l'agitation politique entourant une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale. Le franc demeure très ferme, à 3,3625 francs pour 1 deutschemark.

La sérénité affichée par les opérateurs tant à l'égard de la situation politique intérieure française, de la conjoncture économique, qui reste incertaine, que de la construction monétaire européenne étonne certains analystes. Evoquant le dernier point, le président de l'Institut monétaire européen, Alexandre Lamfalussy lui-même, a estimé mardi que *« les turbulences sur les marchés financiers risquent d'augmenter à l'approche du lancement de la monnaie unique »*. Il a exhorté les gouvernements européens à *« clarifier »* rapidement les mesures qu'ils comptent prendre afin de réduire durablement leurs déficits publics. Enfin, l'opposition réaffirmée de la France à la nomination de Wim Duisenberg à la tête de la future Banque centrale européenne constitue une menace pour les relations monétaires franco-allemandes.

Pierre-Antoine Delhommais

Baisse des taux en Espagne

La Banque d'Espagne a annoncé, mardi 15 avril, une baisse d'un quart de point de son principal taux directeur, ramené de 5,75 % à 5,50 %, son plus bas niveau historique. Il s'agit de la troisième réduction de ce taux depuis le début de l'année. Le ralentissement du rythme d'inflation au mois de mars, tombé à 2,2 % sur un an, et la fermeté de la peseta face au deutschemark, à son cours le plus élevé depuis la fin du mois de janvier, expliquent la décision de l'institut d'émission espagnol.

La conjoncture économique et monétaire favorable en Espagne – le taux de croissance s'est établi à 2,2 % en 1996, contre 1,8 % en moyenne dans l'Union – augmente les chances de Madrid d'adhérer dès le 1er janvier 1999 à la zone monétaire commune.

Le géant minier brésilien Vale do Rio Doce suscite convoitises extérieures et polémiques intérieures

RIO DE JANEIRO
correspondance

Les candidats se multiplient à la reprise de la Compagnie minière brésilienne Vale do Rio Doce (CVRD), grande exportatrice de minerai de fer notamment. En mars, le gouvernement a annoncé sa privatisation pour un prix plancher de 57,5 milliards de francs. Sont sur les rangs : le géant sud-africain Anglo-American en association avec le groupe industriel brésilien Votorantim, Siderurgica Nacional (privatisée) épaulée (selon la presse) par l'autre sud-africain Gencor et la banque américaine Nations Bank, et un consortium de sidérurgistes japonais qui désirent prendre 10 % du capital.

L'opération risque de connaître quelques turbulences. Un mouvement alliant, entre autres, des généraux ultranationalistes et « progressistes » et les leaders de l'opposition de gauche s'efforce par tous les moyens judiciaires de *« torpiller »* ce qu'ils assimilent à un *« bradage du patrimoine national »* (*Le Monde* du 15 octobre 1996).

ENCHÈRES

L'adjudication des 76 % des actions ordinaires – donnant droit de vote au conseil d'administration – détenues par l'Union fédérale, qui contrôle 51 % du capital total, se fera en trois étapes. Dans un premier temps, 45 % de ces titres seront mis aux enchères, le 29 avril, en vue de dégager un « *noyau stratégique* » d'actionnaires appelés à prendre la relève de l'Etat. D'ici six mois, le solde sera vendu entre les 15 500 employés de la compagnie, auxquels sont réservés 4,40 % des actions ordinaires à 50 % de leur valeur, et les marchés boursiers. Cette privatisation cristallise l'hostilité de groupes réfractaires au néolibéralisme. *« Cela reviendrait à offrir de l'or aux bandits »*, proclame une propagande télévisée du Parti des travailleurs (gauche).

Fondé en 1942, le géant est le premier exportateur brésilien. Il assure 18,5 % des exportations mondiales de minerai de fer. Conglomérat tentaculaire englobant mines, filières de bois, lignes de chemin de fer et installations portuaires, la CVRD a réalisé en 1996 un bénéfice de 2,87 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 37,7 milliards de francs. Ses actions, négociées au Brésil, ont gagné plus de 30 % en six mois à la suite de la découverte, coup sur coup, de deux filons aurifères en Amazonie, dont les réserves cumulées sont estimées, à l'aune des premiers sondages, à 650 tonnes de métal. Quant à la mine de fer de Carajas, dans le sud du Para, elle ne sera épuisée, au rythme d'exploitation actuel, que dans quatre cents ans.

Les appâts de la CVRD intéressent tous les groupes mondiaux, miniers ou sidérurgistes. Les intenses tractations en cours avec de possibles partenaires brésiliens passent par le fonds de pension des grandes sociétés publiques, qui détiennent environ 15 % des actions ordinaires de la CVRD. C'est au nom de l'*« intérêt stratégique »* de la compagnie qu'un amiral à la retraite, Gama e Silva, a préconisé, au cours d'un séminaire sur l'Amazonie organisé à la fin de l'année 1996 à Rio, le peloton d'exécution pour les *« traîtres à la patrie »* favorables à la privatisation.

Jean-Jacques Sévilla

Daimler s'interroge toujours sur sa participation dans Cap Gemini

STUTTGART
de notre correspondant

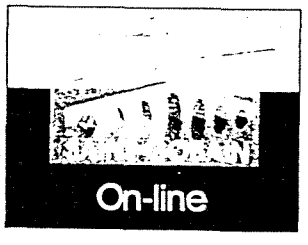
Klaus Mangold, le président du directoire de Daimler-Benz services financiers et informatiques, filiale de Daimler Benz, a indiqué, mercredi 16 avril, à Stuttgart, que sa société déciderait cette année, dans quelle mesure elle compte augmenter sa part du capital du groupe français Cap Gemini Sogeti (CGS). Pour l'instant, le groupe allemand [illegible] ne négocie pas le rachat [illegible] des autres actionnaires de l'entreprise française, dont le président, Serge Kampf, et la CGIP, qui souhaite vendre sa part [illegible].

Sans [illegible] M. Mangold est [illegible] de CGS [illegible] être, selon M. Mangold, modifiée en mai prochain.

« Pour l'instant, nous réfléchissons à ce que nous voulons faire avec CGS », indique M. Mangold, sans préciser s'il entend prendre la majorité de la société française ou si une augmentation de capital sera mise en place.

D'autre part, la maison mère Daimler Benz a détaillé, mercredi, ses résultats pour l'exercice 1996. Le groupe a réalisé un bénéfice net de 2,7 milliard de deutschemarks contre une perte de 5,7 milliards l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 106,3 milliards. Comme d'habitude, Mercedes Benz constitue la part la plus importante de ces bons résultats, avec un bénéfice de 1,5 milliard (pour un chiffre d'affaires de 72,6 milliards). Dasa, la filiale aéronautique et spatiale, améliore son chiffre d'affaires à [illegible] milliards mais reste déficitaire avec un résultat opérationnel net de [illegible] millions de deutschemarks [illegible] millions de marks pour un chiffre d'affaires de [illegible] milliards.

Philippe Ricard



Saint-Gobain
sur Internet

http://www.saint-gobain.com

Cinquecento

34 900F
si votre voiture
a plus de 8 ans.

Elle est
bien aussi en
bleu.

[illegible] Cinquecento S [illegible] Prix Net [illegible] Quality Fiat de [illegible] pour la reprise de votre voiture de plus de 8 ans [illegible]

CONTRAT FIAT

Le sommet américano-européen de La Haye a éludé les contentieux commerciaux

Le président des Etats-Unis a réaffirmé son soutien à la construction européenne

Le « sommet » biannuel entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) a réuni mercredi 28 mai à La Haye, en marge de la commémoration du 50e anniversaire du plan Marshall, le président Bill Clinton, Wim Kok, premier ministre des Pays-Bas et président en exercice du Conseil européen, ainsi que Jacques Santer, président de la Commission européenne. Les contentieux commerciaux n'ont pas été évoqués.

LA HAYE
de notre envoyé spécial

Le côté « sommet » apparaît ultra convenu, entre le Café du commerce et le patronage. En moins de deux heures, les protagonistes ont effectué un tour du monde politique et économique : l'Iran, la Turquie, Cuba et la loi Helms-Burton, l'état du processus de paix au Proche-Orient, la lutte contre la drogue, le terrorisme, le travail des enfants, etc. Faute de temps, deux sujets inscrits à l'ordre du jour – la monnaie unique et l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale – sont passés à la trappe ! Les vrais problèmes euro-américains ne sont pas abordés, comme si les Etats-Unis n'étaient pas sûrs de la représentativité des envoyés des institutions communautaires. Bill Clinton a réaffirmé, mardi, le soutien de son pays à la construction européenne, à l'élargissement de l'Union, mais c'est en bilatéral, avec Helmut Kohl, Jacques Chirac ou Tony Blair, qu'il parle de la Palestine et de la Bosnie, c'est à l'OTAN que l'on débat du « *pôle européen de défense* ».

Même les contentieux commerciaux, existants ou potentiels, n'ont pas ou peu été traités. « *Il n'y a pas eu un mot, pas le moindre chuchotement sur le dossier Boeing* », a indiqué Klaus van der Pas, le porte-parole de la Commission. Celle-ci enquête sur la compatibilité de la fusion entre Boeing et McDonnell Douglas et les règles de concurrence communautaires. Stuart Eizenstadt, le sous-secrétaire américain au commerce, insistait pour que cette affaire soit examinée d'un point de vue strictement juridique. Soit. Mais on aurait pu imaginer que les Européens indiquent à leur interlocuteur leur détermination à ne pas laisser étouffer Airbus. Ou l'alertent sur le mauvais effet sur l'opinion des efforts des lobbies pour imposer aux Européens leur viande aux hormones. Cela ne s'est pas passé, car aborder l'essentiel n'est définitivement pas le style de ces sommets où le dialogue politique est absent.

Exception à la règle, quelques instants ont été consacrés au conflit portant sur la banane : l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a récemment condamné le régime préférentiel dont bénéficient les producteurs de l'UE (notamment les DOM français) ainsi que ceux des pays associés des Caraïbes. M. Santer a insisté sur la nécessité de trouver un compromis prenant en compte l'aspect politique et social du dossier : ces pays ont des économies fragiles qui seraient mises en péril s'ils étaient privés du débouché européen.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Le sommet transatlantique n'est en fait que la face visible du processus de coopération politique et économique revitalisé en 1995 à Madrid (dénommé New Transatlantic Agenda ou NTA) et apparemment fécond. A La Haye, Américains et Européens ont signé deux accords concernant la lutte contre la drogue : l'un vise l'échange d'informations sur les matières premières utilisées pour la fabrication de drogues de synthèse ; l'autre, la coopération douanière aux Caraïbes.

Un troisième accord portant sur la reconnaissance mutuelle des normes industrielles (dit MRA) est pratiquement prêt. Il a été négocié jusqu'à la dernière minute par les experts du groupe à haut niveau (Senior Level Group). Celui-ci, qui constitue l'élément opérationnel de la coopération euro-américaine, est animé, du côté européen, par Sir Leon Brittan, le vice-président de la commission chargée de la politique commerciale.

L'accord sur les normes, qui sera prochainement soumis à l'approbation des Quinze, porte sur cinq secteurs : les produits pharmaceutiques, les technologies de l'information, les équipements médicaux, les télécommunications, certains équipements de loisirs, soit au total un marché d'approximativement 50 milliards de dollars (280 milliards de francs). Il devrait permettre aux entreprises exportatrices des deux côtés de l'Atlantique de limiter les tests d'homologation, et donc de réduire leurs coûts.

Philippe Lemaître

Bill Clinton subit une offensive de la minorité de son parti

WASHINGTON
de notre correspondant

Richard Gephardt, le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, a pris ouvertement le contrepied des positions défendues par la Maison Blanche sur deux questions essentielles : l'accord avec les républicains sur l'équilibre budgétaire et le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée (MFN) accordée à la Chine. Ces réticences très anciennes laissent à penser qu'il ne s'agit pas d'une simple manifestation d'opportunisme politique. Mais le calcul n'est pas absent des démarches de M. Gephardt : affirmant ses distances avec Bill Clinton, il prend date avec le vice-président Al Gore, candidat officieux du Parti démocrate pour le scrutin de 2000.

En appelant le Congrès à s'opposer à la décision du chef de la Maison Blanche de renouveler pour un an à la Chine les facilités de la MFN (loin d'être un traitement de faveur, celle-ci est une pratique commune en matière de tarifs douaniers), M. Gephardt complique sérieusement la tâche de l'administration. Si la Chambre des représentants et le Sénat adoptent une résolution refusant à la Chine les avantages de la MFN, le président opposera son veto.

Pour passer outre, les parlementaires doivent réunir une majorité des deux tiers. Sachant que l'hostilité à l'égard de la Chine s'est renforcée au Congrès, la Maison Blanche n'a pas pris à la légère les critiques de « Dick » Gephardt. Refuser à la Chine des « *relations commerciales normales* », a souligné le porte-parole de la présidence, Mike McCurry, reviendrait à lancer à Pékin une « *déclaration de guerre économique* » et aboutirait à accroître son isolement au sein de la communauté internationale. Pour sa part, M. Gephardt estime que la politique de l'administration « *a échoué sur le plan moral comme sur le plan économique* ». Cette condamnation vise indirectement Al Gore, dont l'attitude plus qu'accommodante envers les dirigeants chinois, à l'occasion d'un voyage à Pékin, avait été vertement critiquée.

PRÉCOCE PRÉ-CAMPAGNE

La fronde de M. Gephardt est d'autant plus significative qu'elle concerne tous les sujets. La semaine dernière, le leader du parti présidentiel à la Chambre des représentants avait pris la tête des opposants au projet de loi formalisant le compromis sur l'équilibre budgétaire. L'accord est foncièrement injuste, avait-il expliqué, dans la mesure où il demande des sacrifices aux catégories les plus défavorisées, tout en offrant des « *cadeaux fiscaux* » aux plus riches. Le représentant démocrate se déclare également hostile à l'adoption du *fast track* (procédure qui permet au président de conclure des accords commerciaux sans que le Congrès puisse les amender), tant que les dispositions « *anti-syndicales* » de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) n'auront pas été corrigées.

Se posant volontiers en avocat des retraités, M. Gephardt était également opposé à une modification de l'indice des prix à la consommation (CPI), et il s'est élevé contre la « certification », le 1er mars, du Mexique en matière de lutte contre la drogue. Jusqu'où cette démarche d'opposant de plus en plus solitaire le conduira-t-elle ? S'il entend être le champion de la base traditionnelle du Parti démocrate, qui regroupe les syndicats, les personnes âgées, les minorités et les petits salariés, il souhaite surtout couper l'herbe sous le pied d'Al Gore, et lui faire endosser la responsabilité du virage conservateur effectué par M. Clinton en 1996.

Le vice-président traverse, pour la première fois de sa carrière politique, une mauvaise passe. La presse l'a mis directement en cause dans le scandale sur les douteux financements électoraux du Parti démocrate, et sa prestation à Pékin n'a pas convaincu. Cette vulnérabilité a brouillé l'image si lisse du « successeur naturel » de Bill Clinton. Mais, à l'inverse de Richard Gephardt, Al Gore ne veut pas prendre le risque de s'user trop vite dans une pré-campagne présidentielle qui commence... plus de trois ans avant l'échéance.

Laurent Zecchini

Le premier ministre tchèque justifie la dévaluation et promet de réparer ses erreurs

PRAGUE
de notre correspondant

« La dévaluation du cours surévalué de la couronne, qui ne correspondait pas à la compétitivité réelle de notre économie, est la facture des nombreuses erreurs de la politique gouvernementale. Face à la crise monétaire actuelle, nous sommes obligés d'agir [illegible] clairement les causes et les conséquences des solutions. Le chemin de la transformation sera plus long [illegible] douloureux. » Le premier ministre tchèque Vaclav Klaus a [illegible] mercredi 28 mai, le parti de [illegible] sur la situation actuelle » pour sortir le pays d'une crise [illegible]-financière.

Après une semaine de négociations avec les partenaires de la coalition de centre droit, et au lendemain d'une dévaluation de 10 % de la couronne tchèque, M. Klaus a annoncé de nouvelles mesures d'austérité. Elles s'ajoutent à celles qui avaient précédemment été votées [illegible]. Le premier ministre est aussi parvenu à colmater les brèches [illegible] dans son équipe par le départ de trois ministres très proches responsables des principaux [illegible] du moment : le ministre du commerce extérieur, le chef du budgétaire et la criminalité économique.

Mais contrairement au souhait [illegible] dont Vaclav Havel de voir [illegible] « [illegible] » et des [illegible] » un seul remplaçant [illegible] de cette inconnu du [illegible] l'Alliance démocrate-[illegible] (ODA), dirigée par [illegible], ex-ambassadeur [illegible] portefeuille de l'industrie et du commerce un autre diplomate, Karel Kuhnl, actuel représentant de Prague à Bonn, néophyte dans la politique pragoise.

DES EFFETS « DOULOUREUX »

Le ministère de l'intérieur devrait revenir à Petr Nezas, jeune loup du Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus, qui présidait jusqu'à présent la commission de défense et sécurité à la Chambre des députés. Le troisième nouveau venu est Ivan Grusa, écrivain tchèque exilé sous le communisme en Allemagne, où il est, depuis 1992, officiellement ambassadeur de son pays natal. Il devrait remplacer au ministère de l'éducation Ivan Pilip, un fidèle de M. Klaus, qui prendrait le ministère des finances. Le chef de l'Etat devrait très rapidement confirmer les attributions. Il moins qu'il ne considère comme relevant d'un « [illegible] » [illegible], il ne comptait pas [illegible] son soutien.

Mais les [illegible] ont été rares pour [illegible] constituer le nouveau « programme de stabilisation » et [illegible] du gouvernement [illegible] effets seront [illegible] prévenu M. Klaus [illegible] dans le budget [illegible] administration, les [illegible] transferts [illegible] tiendrait la [illegible] de la banque [illegible] dans la fonction publique sera gelée au niveau de 1996 ; des négociations avec les partenaires sociaux seront engagées pour revoir à la baisse les augmentations de salaires prévues en 1997.

Les conséquences de ces mesures devraient être tout aussi radicales : une croissance négative cette année, une baisse des salaires réels et une hausse du chômage. « *Il est désormais évident que le gouvernement nous a menti. Mais qui nous dit qu'il nous dira la vérité demain ?* », a aussitôt déclaré le chef de la puissante confédération syndicale de Bohême-Moravie, Richard Falbr, traduisant un sentiment partagé par de nombreux Tchèques.

Martin Plichta

Afghanistan : sérieux revers militaire pour les talibans

MAZAR-I-CHARIF. De nombreux cadavres de combattants talibans jonchaient les rues de Mazar-i-Charif, mercredi 28 mai, après une nuit de violents combats. L'alliance entre milices intégristes et soldats de l'ancien gouvernement qui avait rallié en fin de semaine la cause taleb n'aura pas duré plus de quelques jours. L'affrontement entre talibans et combattants du parti chiite wahadate appuyés par des guerriers d'un général félon de l'ex-pouvoir du seigneur de guerre ouzbek, le général Dostom, a tourné à l'avantage de ces derniers et les « étudiants en religion » ont dû évacuer la ville. C'est le revers militaire le plus sérieux que les hommes de ce mouvement intégriste aient jamais essuyé depuis le début de leur irrésistible ascension sur la scène afghane, il y a presque trois ans. – *(AFP, Reuter, AP.)*

L'avortement a été déclaré « inconstitutionnel » en Pologne

VARSOVIE. Le tribunal constitutionnel a jugé, mercredi 28 mai à Varsovie, que la législation relative à l'avortement, justifié pour des « *raisons de difficultés matérielles ou personnelles* », était inconstitutionnelle. Cette décision a été favorablement accueillie dans les milieux catholiques, à trois jours de l'arrivée du pape pour sa sixième visite en Pologne (31 mai-10 juin). Mais le parti social-démocrate (ex-communiste) au pouvoir a répliqué en souhaitant l'organisation d'un référendum, qui pourrait avoir lieu en même temps que les élections législatives en septembre. Les sondages montrent que la majorité des Polonais (environ 55 %) sont favorables à l'IVG. – *(AFP.)*

Les otages occidentaux du Cachemire auraient été exécutés

SRINAGAR. Les otages occidentaux enlevés au Cachemire, il y a près de deux ans, auraient été tués par leurs ravisseurs en janvier 1996, selon un « *commandant* » de l'organisation séparatiste musulmane Harkat-ul-Ansar arrêté la semaine dernière. C'est la première fois qu'une version précise de la thèse de l'assassinat de ces otages est donnée. Deux Britanniques, un Américain et un Allemand ont été capturés en juillet 1995. Les enlèvements ont été revendiqués par le groupe séparatiste Al Faran, prête-nom du Harkat-ul-Ansar selon les autorités, mais cette organisation a toujours nié toute implication dans cette affaire. Depuis près de huit ans, l'insurrection séparatiste musulmane au Cachemire a fait quelque 20 000 morts. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **BRÉSIL : deux prêtres français emprisonnés sous la dictature,** Aristide Camio et François Gouriou, viennent d'exiger une réparation morale du gouvernement. En 1981, ils avaient été condamnés à quinze et dix ans de détention pour avoir incité des « *sans terre* » à envahir des terres dans le sud du Para (Amazonie). Ils avaient été libérés après deux ans et trois mois de prison. – *(AFP.)*

■ **COLOMBIE : l'ex-ministre de l'intérieur** colombien, Horacio Serpa Uribe, a annoncé officiellement, mercredi 28 mai, sa candidature à la présidence de la République. Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 31 mai 1998. – *(Corresp.)*

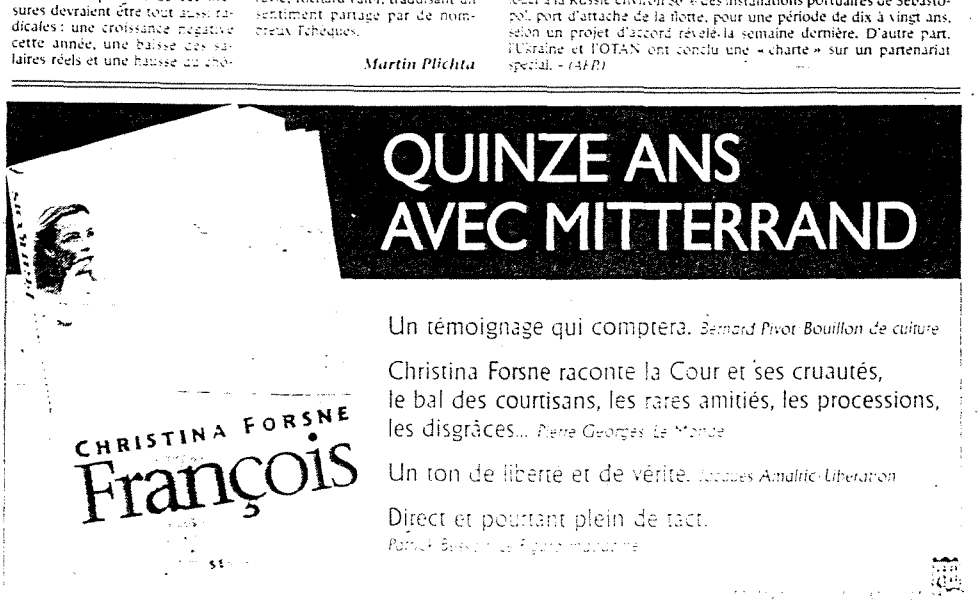
■ **CAMBODGE : le coprémier ministre cambodgien Hun Sen** a échappé, *mercredi 28 mai au soir, à un attentat, a annoncé l'un de ses* proches à Phnom Penh. Des inconnus auraient fait feu sur sa voiture sans le toucher mais en faisant un blessé parmi ses gardes du corps. Cet attentat a eu lieu à un moment où règne une grande tension entre le parti de M. Hun Sen et celui de son homologue, fils du roi Sihanouk. – *(AFP.)*

■ **SUISSE : le président du Congrès juif mondial,** Edgar M. Bronfman, a été nommé septième membre de la direction du Fonds suisse en faveur des victimes de l'Holocauste, a annoncé, mercredi 28 mai à Berne, le ministère suisse des affaires étrangères. – *(AFP.)*

■ **YÉMEN : l'organisation de défense de la liberté de la presse,** Reporters sans frontières (RSF), a « *protesté* », mercredi 28 mai, auprès du président yéménite, Ali Abdallah Saleh, après la condamnation pour diffamation à quatre-vingts coups de fouet de deux journalistes. – *(AFP.)*

Accords sur le partage de la flotte de la mer Noire

MOSCOU. Les premiers ministres de la Russie et de l'Ukraine ont signé, mercredi 28 mai à Kiev, trois accords sur les modalités de partage des bâtiments et des installations de l'ancienne flotte soviétique de la Mer noire. Ces documents doivent permettre la signature d'un accord général de coopération et d'amitié entre les deux pays, à l'occasion de la prochaine visite du président russe Boris Eltsine à Kiev. Kiev devrait louer à la Russie environ 50 % des installations portuaires de Sébastopol, port d'attache de la flotte, pour une période de dix à vingt ans, selon un projet d'accord révélé la semaine dernière. D'autre part, l'Ukraine et l'OTAN ont conclu une « charte » sur un partenariat spécial. – *(AFP.)*



LE COURRIER DES LECTEURS Depuis que le ministère de l'emploi et de la solidarité a confirmé, mercredi 17 septembre, la mise sous condition de ressources des allocations familiales, annoncée par M. Jospin dans sa déclaration de politique générale du 19 juin, de nombreux lecteurs nous font part de leur opposition à une mesure qui, expliquent-ils, va porter atteinte à leur pouvoir d'achat. Nous publions quelques-uns de ces témoignages, reçus avant que le premier ministre n'indique son intention de relever les plafonds initialement envisagés, et nous rappelons les positions du *Monde* sur cette question, qui a fait l'objet d'un éditorial et de plusieurs analyses.

Querelles de familles

par Thomas Ferenczi

LE PROJET de mise sous condition de ressources des allocations familiales, qui s'ajoutera à la réduction de l'allocation de garde d'enfant (AGED) et à la baisse de la réduction d'impôt pour emplois familiaux, va pénaliser environ 350 000 foyers, dont le pouvoir d'achat diminuera. Les calculs de l'Union nationale des associations familiales ont montré, avant les ultimes corrections apportées par M. Jospin au dispositif prévu, que cette baisse pourrait atteindre, pour certaines familles, près de 6 000 francs par mois (*Le Monde* du 20 septembre). On comprend que les futures victimes de ces décisions protestent avec énergie.

L'AVIS DU MÉDIATEUR

Nos correspondants évaluent eux-mêmes, chiffres à l'appui, la perte de pouvoir d'achat qu'ils s'apprêtent à subir. Elle va de 4 000 à 5 500 francs par mois. Ce n'est pas rien. Cette ponction modifiera sérieusement leurs conditions de vie. Il est normal qu'ils expriment leur désaccord. Ils le font avec mesure, reconnaissant qu'ils appartiennent à des catégories privilégiées de la population, mais jugent la pilule un peu amère.

« Nous trouvons équitable que notre couple, plus aisé que la moyenne des autres couples à structure familiale comparable, soit à l'avenir moins aidé par la collectivité, nous dit Delphine Schatz, de Mulhouse, à la fin de sa lettre, dont nous publions cidessous de larges extraits. *Mais l'équité demande que le débat n'occulte ni les charges des couples aisés, ni leur apport à la collectivité en tant qu'employeurs de salariés déclarés à domicile. »* Quant à Michel et Marie-Noëlle Echelard, de Paris, également cités ci-dessous, ils jugent la méthode *« pour le moins brutale »*.

Laurent Delarbre, de Boulogne, a sorti également sa calculette avant d'écrire à Lionel Jospin. Il va perdre chaque mois 673 francs au titre de l'allocation familiale, 1 166 francs au titre de l'amputation de la réduction d'impôt, 2 200 francs au titre de l'AGED, soit un total de 4 039 francs. Il estime injuste d'être désigné comme *« cible privilégiée »*, pour quatre raisons : parce qu'il est jeune, qu'il habite en région parisienne, qu'il est salarié et qu'il a des enfants.

Pour sa part, *Le Monde* a soutenu le projet gouvernemental en affirmant, dans un éditorial publié au lendemain de la déclaration de politique générale de Lionel Jospin (*Le Monde* du 24 juin), que *« le principe d'une redistribution en faveur des revenus modestes doit être défendu »*, même si l'on peut discuter du plafond fixé par le gouvernement. *« Les aides*, écrivait notre journal, *doivent aller en priorité à ceux qui en ont le plus besoin. » « Du strict point de vue de la distribution*, estime notre collaborateur Jean-Michel Bezat, *M. Jospin est fondé à dire que sa réforme touchera essentiellement des revenus élevés »* (*Le Monde* du 20 septembre).

Plus critique, Alain Lebaube, éditorialiste, considère que *« les allocations familiales devraient être intégrées dans le calcul de tous les revenus imposables »* et que *« devrait être révisé le mode d'attribution du quotient familial »*. Selon lui, *« l'une et l'autre mesures seraient plus justes que l'actuelle proposition qui met à l'écart la question de la réforme de la fiscalité »*.

Il n'appartient pas au médiateur de se prononcer sur le fond, mais il lui revient de s'assurer que l'information donnée a été aussi complète, aussi exacte, aussi « objective » que possible et que les divers points de vue ont pu se faire entendre, notamment dans les pages Débats. De ce point de vue, *Le Monde* a fait, nous semble-t-il, honnêtement son travail.

UN TRAIN DE VIE SPARTIATE

Le débat actuel est bavard sur le tertiaire des ressources mais je le trouve peu disert sur le chapitre des charges de ces mêmes familles. Avec des revenus nets avant impôt de l'ordre de 40 000 francs mensuels (revenus professionnels cumulés des deux conjoints), nous sommes des citoyens privilégiés ; mais nos charges sont sans doute plus lourdes qu'elles ne le seront à aucun autre moment de notre vie de couple. Parents de trois jeunes enfants (bientôt quatre), nous avons trente-trois et quarante-trois ans. On ne s'étonnera pas que ce soit un stade de notre vie où nous remboursons les prêts immobiliers de notre résidence principale, soit une ponction de 15 000 francs mensuels sur nos revenus. Si nos revenus sont de l'ordre de 40 000 francs mensuels, c'est que nous sommes non pas employés ou ouvriers mais, en l'occurrence, cadre et profession libérale. Notre durée hebdomadaire de travail est supérieure à la durée légale de travail des salariés. Ce qui fait que les deux employées de maison recrutées il y a un an, chacune à temps partiel, pour s'occuper de nos enfants effectuent en cumulé 49 heures par semaine (et non 39 comme dans la plupart des simulations publiées). Nous réglons à ces deux salariées une somme (cumulée) d'en moyenne 6 500 francs mensuels. L'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) étant plafonnée à 2 800 francs trimestriels, notre volume d'heures d'employées de maison fait qu'une partie des charges patronales nous incombe : en moyenne 3 400 francs trimestriels, soit environ 1 100 francs mensuels, ces 22 600 francs de ponction mensuelle « automatique » sur nos revenus s'ajoute, comme il se doit, le montant des impôts. Si nous avons bien compris les réformes projetées, notre revenu mensuel disponible devrait diminuer d'environ 5 500 francs : 1 500 francs d'allocations familiales que nous cesserons de percevoir + 2 100 francs de charges patronales que nous paierons en plus (l'AGED passant de 12 800 francs à 6 400 francs trimestriels) + 1 875 francs d'impôt sur le revenu que nous paierons également en plus chaque mois (la déduction pour emploi familial passant de 45 000 à 22 500 francs). D'austère ces années-ci, notre train de vie familial va devenir spartiate !

Delphine Schatz,
Mulhouse (Haut-Rhin)

UNE MÉTHODE BRUTALE

Avec sept enfants, et deux salaires de professeurs agrégés, nous n'avons pas vraiment le sentiment de mener une vie de « riches ». Une fois que nous avons fait face aux dépenses de logement, de nourriture, de vêtements, de scolarité, il nous reste une capacité d'épargne limitée. Difficile, dans ces conditions, d'affronter sans frémir la perspective de perdre 5 000 francs de ressources par mois, ce qui va nous arriver quand les allocations familiales que nous touchons seront supprimées. Cinq mille francs par mois (non imposables) qui disparaissent du jour au lendemain dans le budget d'une famille de sept enfants : qu'on y songe bien avant de s'étonner de nos protestations et de montrer du doigt notre « égoïsme de riches ». Quand, il y a quelques années, un organisme de crédit nous a consenti un prêt pour l'acquisition d'un logement (loger neuf personnes, à Paris, ce n'est pas une mince affaire !), il a pris en compte, dans le calcul de nos ressources et de nos capacités d'endettement, ces 5 000 francs d'allocations familiales qui disparaissent aujourd'hui ; les échéances, elles, demeurent et nous nous retrouvons, bien malgré nous, sérieusement surendettés. Sans doute constituons-nous un cas minoritaire. L'argument est souvent repris par les défenseurs de cette réforme. Il nous paraît quelque peu cynique. Et la méthode, pour le moins brutale.

Michel
et Marie-Noëlle Echelard,
Paris

AMORTIR L'EFFET DE SEUIL

Le projet de mise sous conditions de ressources des allocations familiales a déjà suscité de nombreuses réactions, favorables ou défavorables, le plus souvent selon que la personne est ou non concernée par cette mesure. C'est bien sûr l'effet de seuil qui pose le plus de problèmes (...). Beaucoup ont relevé que l'impôt sur le revenu est le mécanisme adéquat pour amortir cet effet de seuil et proposent donc l'intégration des allocations familiales dans le revenu imposable. Je voudrais suggérer une technique proche mais qui a l'avantage de renoncer dans ses limites le souci du gouvernement de supprimer totalement ces prestations pour les plus hauts revenus. On commence par augmenter uniformément ces allocations de 20 %. Puis on les fait entrer dans le revenu imposable avec un coefficient 2 (...). Le résultat est que les foyers non imposables voient leurs prestations effectivement augmenter de 20 %. Ceux qui sont imposés dans la tranche marginale de 10 % ne gagnent ni ne perdent rien. Dans la tranche marginale de 20 %, ils verront le montant effectif des prestations réduits d'un peu plus de 20 % et ainsi de suite jusqu'à la tranche supérieure d'imposition, proche ou égale à 50 %, qui fera que le montant des allocations familiales sera, pour les plus fortunés, intégralement reversé par les ayants droit sous forme d'impôt direct.

Gérard Deville,
Bures-sur-Yvette (Essonne)

SUR UN COIN DE TABLE

Le gouvernement projette de ne plus verser les allocations familiales aux familles dont le plafond de ressources salariales est 25 000 francs. Ces allocations sont de 650 francs. Or 650 francs représentent 2,6 % de 25 000 francs. Donc, suspendre les versements de ces allocations, c'est créer, *ipso facto*, pour le budget familial, une dette supplémentaire de 2,6 %. Le gouvernement, qui ne parvient pas facilement à diminuer la dette publique de quelques dixièmes de point, impose à certaines familles une dette de 2,6 %. Cette mesure semble avoir été prise trop rapidement, peut-être même sur un coin de table. N'aurait-il pas été plus juste d'intégrer dans les conditions de ressources tous les revenus (en particulier ceux des valeurs mobilières) et, dans un premier temps, de fixer un plafond qui soit un vrai seuil de richesse (de l'ordre de 600 000 francs annuels), indiscutable celui-là, quitte, ensuite, à abaisser ce seuil avec le temps, de manière que les familles puissent s'organiser en connaissance de cause ?

André Sauvageon,
Seignosse (Landes)

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

La pollution naît aussi de la pauvreté

LE gigantesque incendie qui dévaste l'Indonésie et menace l'Asie du Sud-Est est dramatique. Il ne l'est pas seulement par la pollution atmosphérique qu'il provoque et qui a peut-être indirectement causé la chute d'un Airbus. Car cette pollution-là ne tient guère aux dégâts du progrès, comme celle qui empoisonne l'air des grandes villes, un peu partout dans le monde. Les métropoles étouffent au rythme du développement économique, qui se traduit par l'augmentation du trafic automobile, donc des gaz d'échappement, et de rejets polluants multiples toujours plus intenses. Dans le cas de l'incendie en Asie du Sud-Est, il s'agit d'une pollution liée non à la richesse, mais à la pauvreté, et aussi à la surexploitation effrénée des ressources naturelles par quelques grandes compagnies souvent sans scrupules.

La catastrophe de l'Indonésie en rappelle d'autres qui se sont déjà produites, parfois étalées sur plusieurs décennies, dans différentes régions sous-développées du globe. Dans le Sahel, on a vu les populations aggraver elles-mêmes la désertification en consommant un bois de chauffage de plus en plus rare, parce qu'elles ne pouvaient pas faire autrement, ou intensifier le surpâturage sur des terres déjà desséchées, parce qu'un cheptel nombreux constituait la seule forme de richesse des pasteurs africains. Les paysans d'Amérique du Sud empoisonnent à distance les jeunesses occidentales parce que seule la culture des plantes utilisées dans la fabrication de la drogue leur fournit des moyens de subsistance ; sans parler de l'Amazonie qui, elle aussi, souffre d'une déforestation massive.

D'une certaine façon, la catastrophe écologique de l'Asie du Sud-Est donne raison à René Dumont, longtemps accusé d'être catastrophiste. Ce désastre montre combien il est impératif que l'idée de *« développement durable »* officiellement adoptée par la communauté mondiale depuis la conférence de Rio, en 1992, entre enfin dans les faits. Dure leçon : à l'heure où les élites des Etats-Unis et d'Europe sont fascinées par les profits colossaux et le développement d'Internet, d'autres hommes font brûler des forêts pour manger.

Dans un monde désormais régi par les lois du libéralisme, on a trop tendance à oublier que la fin du tiers-mondisme n'a pas fait disparaître le tiers-monde. Et que, faute d'un minimum de solidarité, les pays développés toucheront un jour les dividendes de leur indifférence : qu'il s'agisse de flux migratoires incontrôlés – car rien n'empêchera jamais la misère du monde de chercher à forcer les portes du monde riche – ou de nouvelles catastrophes écologiques, plus graves encore peut-être que celle à laquelle nous assistons.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aidey, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Kahan ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 641 306 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investissement,
Le Monde Presse, Jeune Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le déficit de l'assurance-maladie

L'ASSURANCE-MALADIE se trouvera cette année devant un déficit de l'ordre de 6 à 7 milliards de francs en raison de l'augmentation massive et rapide du volume des prestations. Si l'on rapporte la somme des dépenses faites en mai dernier à la moyenne des dépenses mensuelles du premier semestre de 1946, on constate que les frais médicaux et pharmaceutiques sont passés de 1 à 2,2 ; les frais d'hospitalisation à 2,6 ; les dépenses de chirurgie à 2,7. Les indemnités journalières de maladie sont à 1,5 seulement, mais le remboursement des frais de prothèse dentaire a fait un bond impressionnant : de 1 à 5,2.

Au total, les dépenses de l'assurance-maladie ont à peu près doublé d'une année à l'autre, et la statistique de juin, qui n'est pas tout à fait terminée, accentuera cette progression.

A quoi tient cette augmentation ? D'une part, à l'incorporation, depuis le début de l'année, de nouvelles catégories de salariés au régime de l'assurance obligatoire ; les ressources se sont naturellement accrues de ce fait, mais l'accroissement des dépenses a été proportionnellement plus important. Il faut encore faire intervenir le relèvement des tarifs médicaux. Mais, selon l'administration, on assiste également à un développement de la consommation médicale. Les assurés se font soigner davantage, et ceux des catégories aisées, nous dit-on, ne sont pas les derniers à utiliser les facilités légales. Cela n'irait pas sans certains abus, d'ailleurs difficiles à déceler, contre lesquels on se préoccupe de réagir.

M. C.

(28-29 septembre 1947.)

De Vitrolles à Toulon, le FN ne s'assagit pas

suite de la première page

Bruno Megret s'en accommode. Il considère que l'élargissement de l'audience de son parti et la mise au point d'une stratégie d'alliances ne pourront opérer qu'à partir du moment où la droite classique aura volé en éclats.

Cette attitude ne convient pas à Jean-Pierre Stirbois, par ailleurs maire de Dreux, qui a vu son électorat glisser, au grand dam du délégué général du Front national, les élections régionales n'ont pas confirmé le succès municipal : à Toulon même, Bruno Megret a réalisé près de 1 000 voix par rapport aux 5 000 obtenues par sa femme, candidate de droite à la dernière élection. Sa mobilisation et sa présence ne sont probablement étrangères à cet échec partiel. La gestion municipale de Jean-Marie Le Chevallier est du point de vue du contenu, diverse : [illegible] de la préfecture [illegible] avantageant leurs idées et réalisent ce qu'ils peuvent de leur programme municipal. Les départs dans l'administration municipale ont été, depuis deux ans, contrôlés et discrets.

A Toulon, on a tranquillement rebaptisé une rue *« d'Estienne-d'Orves »*, à l'unanimité des voix du conseil municipal : l'homme, issu de la droite catholique, était surtout un grand résistant. On a fêté Raimu. Toulonnais déguisé en Marseillais par la légende, ce qui a gêné l'opposition mais flatté les habitants. On a chaussé les bottes de la gestion précédente en reprenant la direction de la plus grosse société d'économie mixte (la Semtad, Société d'économie mixte Toulon aménagement développement), ce qui a rassuré les banquiers, inquiète la gauche, tandis que la droite était anesthésiée par ses turpitudes passées sur ce dossier.

Peu spectaculaire, ce travail paraît à fini par payer en termes électoraux : le maire de Toulon est le seul élu FN de l'Assemblée nationale ; les quelques points de bonus qu'il a rassemblés sur son nom sont indéniablement dus à son statut de maire. Cela ne l'empêche d'ailleurs pas de connaître les premiers balbutiements publics de sa majorité : [illegible] contre le maire adjoint, Eliane de la Brosse, conseiller général, qui s'était abstenue lors d'un vote du conseil municipal sur le rachat d'un bâtiment destiné à l'installation d'une colonie de vacances de la ville !

GESTION SECTAIRE

Pourtant, la différence dans les styles, les résultats électoraux, voire dans l'inspiration, ne peut pas masquer la similitude des politiques mises en place : dans les deux cas, une gestion sectaire, qui vise prioritairement quelques cibles facilement identifiables. Sur le plan culturel, tout ce qui relève de la création contemporaine est banni au profit du retour à un passé folklorisé.

L'outrance des déclarations sur ces sujets (qui visent surtout à couper des suventions) offre l'avantage de marquer le terrain sur le thème identitaire, fort sensible dans toute la région. De ce point de vue, la longue patience de Jean-Marie Le Chevallier pour éliminer [illegible] du Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauvallon, Gérard Paquet, n'a rien à envier à celle de Bruno Megret quand il cherche à « entraîner » en quelques semaines le reste de la droite. Marin.

Actions des [illegible] pour M. Megret, guerre de positions pour M. Le Chevallier : ces élus du Front national appliquent bien l'un et l'autre leur programme, qui a pour effet majeur d'attiser les conflits, réels ou symboliques, entre les différents groupes d'habitants, et qui aggrave toutes les divergences sociales, culturelles et politiques en conflits irréductibles.

Vitrollais et Toulonnais partagent donc bien le même sort : la gestion n'affadit pas le programme FN. Loin d'évoluer vers le compromis, elle radicalise ce programme.

Michel Samson

PRÉCISION

JUSTICE

A la suite de notre article publié dans nos éditions du 10 septembre, en page 8, Bernard Monchère nous a demandé d'apporter les précisions suivantes :

« 1. Il n'a pas été contesté lors des débats que l'un des experts commis par le juge d'instruction a confondu mon écriture avec celle d'une autre personne : 2. La recherche d'empreintes digitales effectuée au laboratoire de police scientifique a permis d'établir que la trace papillaire présente sur l'une des cartes nominées n'avait pas été produite par moi. »

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télémaxine : 3615 code LEMONDE

Documentation par Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le Monde

21 BIS, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Argentine et sa « sale guerre »

LES déclarations sans regrets ni états d'âme de l'ancien capitaine Astiz sur la réalité et la brutalité de la répression, qui a frappé les opposants pendant les années de la dictature, de 1976 à 1983, conduisent une fois encore l'Argentine à s'interroger sur la manière d'en finir avec sa « *sale guerre* ». Il y a trois ans, déjà, les militaires avaient rompu le pacte du silence en reconnaissant publiquement des atrocités dont ils s'étaient défendus pendant le procès de 1985 qui était censé en finir avec cette période noire de leur histoire. Les aveux, à l'époque, de l'ancien capitaine de frégate Adolfo Scilingo – aujourd'hui inculpé et écroué en Espagne – reconnaissant l'existence des « vols de la mort », au cours desquels les prisonniers étaient largués en mer depuis des avions, avaient enclenché ce mouvement.

Ces aveux et ceux, aujourd'hui, de celui qui symbolisa le terrorisme des forces armées ont cependant quelque chose d'indécent puisqu'ils s'effectuent sous le couvert de l'impunité dont jouissent les militaires, à la suite des lois adoptées par l'ancien président Raul Alfonsin, après le retour à la démocratie. Les rares responsables directs de la répression jugés et condamnés furent graciés en 1990, ainsi que le chef des guérilleros Monteneros, par l'actuel président Carlos Menem après sa première élection, au nom de la pacification et de la réconciliation nationale.

Aussi, après quatorze années de retour à la démocratie, l'Argentine continue à souffrir d'une violence qui n'est en fait qu'un héritage direct de la dernière dictature. Aujourd'hui, cette violence provient principalement de la police qui est impliquée dans de nombreux assassinats, dont celui du reporter photographe José-Luis Caberas, ou encore dans l'attentat antisémite de 1994 contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA). Des affaires qui n'ont toujours pas été résolues, comme si l'impunité avait été érigée en principe pour l'armée et la police. C'est cette amnésie qui explique, en partie, la multiplication des scandales de corruption et des délits commis dans les sphères du pouvoir.

Pourtant, l'alternance imposée par la population lors des élections législatives – défaite cuisante du Parti justicialiste de M. Menem, victoire de l'opposition regroupée dans une large alliance (Frepaso) – est le signe d'une bonne santé démocratique. En Amérique latine, l'Argentine est l'un des rares pays où les forces armées n'ont pas conservé une part de pouvoir institutionnel. A la différence du Chili, où les dernières gesticulations de l'ancien dictateur, Augusto Pinochet, soulignent la fragilité du processus démocratique, l'Argentine est un pays où les forces armées sont subordonnées au pouvoir civil. Un triste paradoxe veut cependant que leur affaiblissement ne soit pas la conséquence des graves violations des droits de l'homme dont elles se sont rendues coupables, mais de leur défaite pendant la guerre des Malouines.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
André-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur délégué : Eric Fottorino ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 90 249 [illegible] Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Sofi Presse, Le Monde Provinces, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La nouvelle alliance anglo-irakienne

HIER, à Portsmouth, l'Irak et la Grande-Bretagne ont signé l'accord qui avait été paraphé au début de la semaine par Saïd Saleh Jaber, premier ministre irakien, et par M. Bevin, ministre britannique des affaires étrangères. Se substituant au traité de 1930, la nouvelle alliance marque une étape capitale, non seulement dans la collaboration entre les deux pays, mais aussi dans les relations de la Grande-Bretagne avec l'ensemble du monde arabe.

Tout en renonçant formellement à ses deux bases aériennes en Irak, la Grande-Bretagne conserve néanmoins le droit de les utiliser tant que dureront les occupations de l'Allemagne et du Japon et, au-delà, comme bases de transit. Comme dans le précédent traité, la Grande-Bretagne s'engage à fournir à l'Irak toutes les fournitures nécessaires d'armes et d'équipements. Enfin, la clause la plus importante prévoit la création d'un conseil commun de défense.

Il appartiendra à ce conseil d'élaborer une stratégie commune, de diriger l'instruction et l'armement des forces irakiennes et d'établir des projets d'action commune au cas où l'un ou l'autre des signataires serait impliqué dans une guerre.

Si l'on ajoute que les deux gouvernements ont décidé de s'abstenir en matière de politique étrangère de toute action incompatible avec l'esprit de l'alliance, on ne peut manquer de penser que la Grande-Bretagne retire du nouvel instrument de bien plus grands bénéfices que de l'ancien. Car, en traitant d'égal à égal avec son partenaire irakien, elle gagnera d'autant l'adhésion sincère des dirigeants et d'une partie de l'opinion publique au principe de la collaboration anglo-irakienne.

(17 janvier 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone : 01-44-68-15-40
Index et mots-clés du Monde : renseignements par téléphone : 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Serveur Internet : http://www.lemonde.fr
Vente au numéro : 08-36-05-04-75

La mission sociale des sectes évangéliques au Brésil

COMMENT financer une campagne électorale sur des bases politiquement correctes quand on passe pour un pourfendeur irréductible du pouvoir de l'argent ? Echaudé par les ricanements de la droite à propos des fonds électoraux qu'il a perçus *jadis* du secteur privé, Luiz Inacio « Lula » da Silva, candidat – pour la 3e fois consécutive – du Parti des travailleurs (PT, gauche) à l'élection présidentielle d'octobre prochain au Brésil, propose le lancement d'une souscription nationale.

Son argumentation se fonde sur un exemple dont « Lula » admet s'inspirer : l'Eglise universelle du royaume de Dieu, une secte évangélique brésilienne qui a essaimé aux quatre coins du monde, a amassé une immense fortune grâce aux dons versés par ses adeptes majoritairement issus, à l'instar de l'électorat du PT, des milieux pauvres...

« Lula » prend des risques. Les lendemains qui chantent promis par les politiciens – de tous bords – en campagne rencontrent, en effet, chez les Brésiliens les plus humbles un écho de plus en plus modeste, inversement proportionnel à celui provoqué par la « *théologie de la prospérité* » chère aux prédicateurs de l'Eglise universelle et des multiples chapelles appartenant à la mouvance évangélique. Le pays, qui compte officiellement le plus de catholiques au monde (environ 120 millions), est aussi aujourd'hui l'un des plus peuplés en *crentes* (« croyants »), désignation générique des protestants au Brésil. En proie à une influence américaine qui confine dorénavant à l'impérialisme culturel, le Brésil du carnaval et des « motels » (hôtels de passe) est devenu une terre promise pour les credos puritains importés des Etats-Unis.

RIGORISME IMPLACABLE

Les 16 millions de protestants brésiliens représentent actuellement 10 % de la population (contre 6,7 % en 1980). Ces dernières années, le rythme des conversions s'est même accéléré en dépit de la croisade médiatique dont les sectes évangéliques sont la cible en raison de certaines pratiques fleurant l'extorsion de fonds ou le fanatisme religieux. Brièvement emprisonné il y a quelques années pour « *charlatanisme* », Edir Macedo, « évêque » autoproclamé et fondateur de l'Eglise universelle, commande ainsi une véritable « multinationale de la foi », établie dans une cinquantaine de pays, et dont le patrimoine est estimé à plus de 500 millions de dollars (environ 3 milliards de francs). La « *théologie de la prospérité* », celle qui promet la réussite matérielle en même temps que le salut éternel, consolide rapidement son implantation dans les anciens fiefs de la théologie de la libération, c'est-à-dire les couches sociales négligées de tous temps des pouvoirs publics.

Propagandistes d'un rigorisme implacable en matière de mœurs (la danse est interdite, l'homosexualité est perçue comme une « maladie » guérissable par la prière), les sectes évangéliques ont toutefois pris soin d'adapter leur prosélytisme agressif à certaines contingences locales : l'exorcisme emprunté aux cultes syncrétiques afro-brésiliens reste très populaire dans les temples, tandis que le recours à l'avortement, condamné tant par Rome que par la loi (qui ne l'autorise qu'en cas de viol ou de grossesse à risque), est laissé au libre arbitre de chacun. Associant les « *expulsions du démon* » par pasteur interposé et la rédemption financière par le sacrifice des deniers du fidèle, la vague évangélique est en train de submerger des territoires inattendus.

La *Folha* de Sao Paulo a consacré récemment un reportage à l'effet culturel produit par l'installation d'une mission évangélique dans deux communautés d'Indiens vivant en Amazonie méridionale. « *Précairement assistés par le gouvernement, les Indiens tombent*, explique le quotidien, *sous le joug des missions et des biens matériels offerts par les religieux. Ils promettent d'adorer un seul dieu en échange de nourriture, de vêtements et de médicaments.* » Cette relation de dépendance s'accompagne de l'abandon progressif des coutumes ancestrales, jugées chrétiennement indignes, tels le port du pagne, la chasse à la tortue ou la consultation chez le pajé (chaman).

MARKETING SOCIAL

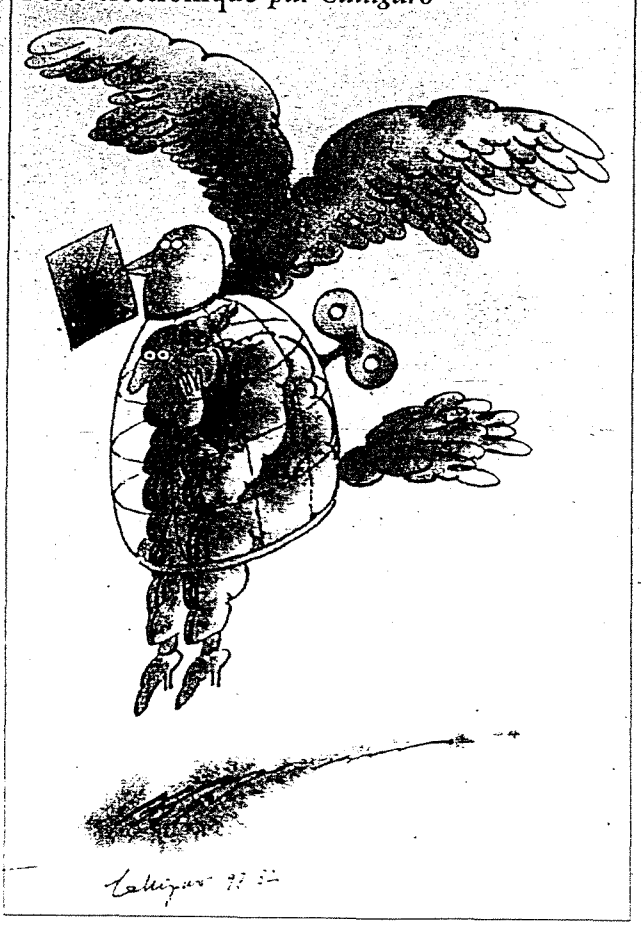
Sommé de procéder à l'expulsion des pasteurs, dont la présence est légalement interdite dans les réserves, le représentant local de la Fondation nationale de l'Indien (Funai), organe de tutelle des populations indigènes, Jorge Luiz de Paula, se refuse à exécuter l'ordre du procureur régional de la République. « *Les Eglises* [évangéliques], allègue-t-il, *agissent dans la brèche laissée par le manque d'assistance des autorités. Par quoi allons-nous remplacer les missions si nous ne disposons pas de ressources ?* » « *Nous n'avons pas l'autorité morale nécessaire*, poursuit-il, *pour exiger leur départ* »...

L'épisode illustre un aspect important de la stratégie de conquête des âmes appliquée depuis une quinzaine d'années par l'Eglise universelle et ses émules, celui du « marketing social ». Dans un dossier publié en juillet 1997 sur « *les soldats de la foi et de la prospérité* », l'hebdomadaire *Veja* révèle à ce sujet que 270 cliniques, gérées par des organisations évangéliques, prodiguent gratuitement des soins à quelque 12 000 alcooliques et toxicomanes. Accoutumé à tirer à boulets rouges sur Edir Macedo et ses méthodes, l'hebdomadaire analyse, pour la première fois, le phénomène de la multiplication des *crentes*. *Veja* met notamment l'accent – la lecture obligatoire de la Bible étant la base de leur vie religieuse – sur « *le monumental travail d'alphabétisation des adultes réalisé par les Eglises évangéliques* », lesquelles concurrencent désormais l'Eglise catholique dans les activités humanitaires, pour lesquelles celle-ci disposait jusqu'à ces dernières années d'un monopole de fait.

« *Argent, santé et bonheur représentent, selon Edir Macedo, des preuves de la bénédiction divine* (...). *Si Dieu croit à la sincérité des offrandes qui lui sont faites (généralement en espèces), disent les pasteurs, il concédera la grâce espérée. Ce marché peut paraître répugnant aux adeptes d'autres religions, mais il a réussi à mobiliser une légion de misérables* (...). *600 000 catholiques brésiliens quittent chaque année le giron du Vatican pour se lancer dans l'aventure* », conclut *Veja*.

Jean-Jacques Sevilla

Poste électronique *par Calligaro*



Des Etats-Unis obsédés par Bagdad et intéressés par Téhéran

Suite de la première page

Rien n'aurait été possible sans l'élection surprise de M. Khatami qui, s'il vient du sérail, n'en est pas moins parvenu à incarner une alternative politique modérée au pouvoir du Guide Ali Khamenei, lequel demeure la clef de voûte de l'édifice institutionnel iranien. Cette élection a ainsi légitimé le choix du dialogue critique entretenu, avec des succès mitigés, par l'Union européenne, mais qui n'en partait pas moins du postulat de la complexité et de la diversité du pouvoir iranien.

D'alternance politique, il n'est en revanche pas question en Irak. En dépit des soutiens logistiques militaires ou à tout le moins financiers octroyés par la CIA aux [illegible] de l'opposition irakienne dans ce pays exténué par presque vingt ans de guerres et maintenu dans une effroyable situation humanitaire.

CHUTE HYPOTHÉTIQUE

Bien au contraire. La disette, les humiliations et les bombardements épisodiques ont comme amorti la machine baasiste dévouée au culte de la personnalité du président Saddam Hussein. C'est encore la CIA qui notait, dans un rapport publié au début de l'année par le *Washington Post*, que la dernière escalade entre les Etats-Unis et l'Irak avait surtout profité au dictateur arrimé au pouvoir à Bagdad.

Le cynisme du président irakien, au demeurant assez piètre stratège, justifie la vigilance des Nations unies. Mais à moins de tenir indéfiniment le pays, comme actuellement, sous tutelle, comment être jamais assuré que l'Irak se détournera à jamais de la tentation de se doter d'armements dont les matériaux – même s'il est sans doute difficile d'apprécier aujourd'hui le savoir-faire irakien – restent d'un accès très facile ?

En 1991, au grand dam d'une partie de la classe politique américaine, Bill Clinton avait assuré qu'il croyait à une évolution du « cas » irakien, avant de revenir sur ses propos. Six ans plus tard, le président américain, bien qu'il s'en défende, lie en fait la levée de l'embargo à la chute, hypothétique, de Saddam Hussein, et c'est vers l'Iran, longtemps présenté comme le soutier et le soutien de tous les terrorismes, que les attentes encore timorées de l'administration américaine semblent se tourner.

Gilles Paris

PRÉCISIONS

SCIENTOLOGIE

Dans un article portant sur « [illegible] de la législation sur les sectes » (*Le Monde* du 25 septembre 1997), nous écrivions que l'Eglise de scientologie s'était réjouie d'un récent jugement de la cour d'appel de Lyon qui constituait, pour elle, « une reconnaissance officielle ». L'Eglise de scientologie précise que « ce sont les [illegible] qui qualifie la décision [illegible] "victoire" pour la scientologie [illegible] sont [illegible] de l'affirmation claire faite par les juges du droit de la scientologie à exister sous le titre de religion ».

FRONT NATIONAL

Une relecture fautive de l'article consacré au favoritisme dans le recrutement des municipalités Front national (*Le Monde* du 10 janvier) nous a fait écrire que Martine Dumont-Maillorg, ex-secrétaire administrative du groupe FN du conseil municipal de Toulon, est « retraitée et [illegible] de mission au [illegible] alors qu'il s'agit

PANDORA

Le dessin de Ronald Searle, intitulé *Pandora*, paru en page Horizons-Analyses de nos éditions du mercredi 14 janvier, a suscité de vives réactions de la part de certains de nos lecteurs en raison d'un malentendu. Aussi son auteur tient à en préciser le sens sans équivoque : « [illegible] la boîte de Pandore, [illegible] par le ministre Papon, et un de ses comparses, [illegible] la regrettable [illegible] Paris [illegible] de Paris est une [illegible] la guerre de l'information [illegible]

SCIENCES Les latérites, ces sols rouges familiers des habitants des tropiques, recèlent des richesses insoupçonnées. Résultant de la décomposition chimique de très vieux sols pendant des millions d'années, elles ont perdu leurs éléments nutritifs solubles et sont de ce fait souvent impropres à la culture. ● PAR CONTRE, elles ont concentré des métaux courants comme le fer, l'aluminium et le manganèse, plus stratégiques comme le nickel, le platine, ou le cobalt, et précieux comme l'or. ● UN VÉRITABLE *« RUSH »* minier a commencé depuis sept ou huit ans. Les gisements d'or latéritiques font l'objet de recherches intenses en raison de leur faible coût d'exploitation. ● LES GRANDES COMPAGNIES minières, par ces gisements tropicaux alléchées, ont d'ailleurs investi dans leurs opérations de prospection en Afrique de l'Ouest plus de 400 millions de dollars en 1996.

Les latérites, nouveau filon pour les chercheurs d'or

Les grandes compagnies minières investissent massivement dans la prospection et l'exploitation des vieux sols des régions tropicales, impropres à la culture. Certains abritent de riches dépôts métallifères, fruits d'un processus ayant duré plusieurs millions d'années

LES VIEUX sols recèlent parfois des trésors inespérés. Bien qu'usées par les millénaires et bien qu'impropres à une culture intensive parce que pauvres en éléments nutritifs (calcium, potassium, etc.), les latérites rouges, familières aux habitants des tropiques, cachent de grandes richesses minières aujourd'hui convoitées. Fruits de la lente dégradation chimique sur plusieurs millions d'années de très vieux socles géologiques, les « cratons », âgés de 2 à 2,7 milliards d'années, elles s'étalent en couches plus ou moins épaisses tout au long de la ceinture tropicale et représentent le tiers des terres émergées.

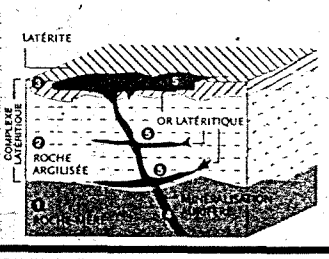
Présents en Australie, en Amérique latine et en Afrique, ces sols sont le terrain de jeu favori des prospecteurs miniers, qui y ont déjà découvert de « véritables réservoirs à métaux » : des gisements de nickel (Nouvelle-Calédonie), de fer (Brésil), de manganèse (Gabon), de bauxite (Guinée, Venezuela, Suriname, Brésil) et de cobalt (Zaïre, Gabon). Mais aussi de l'or en quantités, comme en Australie, où un très gros gisement assure 70 % de la production de métal précieux du pays. Le pays des kangourous n'est pas le seul à intéresser les compagnies minières. L'Amazonie et l'Afrique de l'Ouest sont l'objet de toutes les attentions de la part de ces puissants groupes, souvent canadiens ou sud-africains, qui, face à un marché de l'or au plus bas, *cherchent* à réduire leurs coûts d'exploitation.

Or l'once d'or flotte actuellement aux environs de 280 dollars (environ 1 675 francs) et, dans les grandes mines sud-africaines, par exemple, *« l'extraction du minerai tourne autour de 250 à 300 dollars de l'once »*, explique Philippe Freyssinet, spécialiste des gisements latéritiques au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). *« Elles sont donc contraintes de se redéployer »* vers une nouvelle source : du fait de leur faible profondeur et des progrès de la chimie d'extraction, l'or de ces gisements latéritiques offre des prix de revient de 130 dollars l'once. On comprend donc mieux ce « rush vers l'or » auquel on assiste aujourd'hui, cette « fringale » pour des merveilles géologiques que la Nature a mis des millions d'années à former.

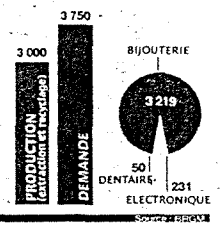
De gigantesques réservoirs de métaux précieux

ZONES D'ALTÉRATIONS ACTUELLES ET ANCIENNES DE LA LATÉRITE

COUPE D'UN GISEMENT D'OR LATÉRITIQUE



PRODUCTION ET UTILISATION DE L'OR (1997)



Source : GFMS

Pour qu'il y ait de l'or dans les latérites, l'or doit être présent (4) dans la roche-mère (1), dès l'origine. La chaleur et des pluies diluviennes ont alors deux actions. Elles dégradent chimiquement cette roche. Il se forme alors une couche d'argile (2) et un couvercle de latérite (3). Elles dissolvent également l'or de la roche-mère qui reprécipite dans la latérite et dans les zones de fragilité de l'argile. Il se forme ainsi des sortes de halos aurifères (5) où se concentre le métal précieux.

ALCHIMIE DIFFICILE

La recette est simple : de vieilles roches, de préférence des granites et des gneiss, et de grandes quantités d'acides organiques d'origine végétale. Attaquée par les acides, la roche-mère se transforme lentement en produisant une croûte latéritique – dont l'épaisseur, généralement comprise entre 15 et 80 mètres, peut atteindre 200 mètres –, mais aussi une couche sous-jacente de nature argileuse. Pour que cette *« digestion »* se fasse dans de bonnes conditions, la température doit dépasser les 22 °C et la pluviosité être supérieure à 900 mm par an. Enfin, l'érosion mécanique des sols doit être faible. Si les conditions de cette difficile alchimie sont réunies, alors, ces latérites s'accumulent au rythme de 10 à 20 mètres par million d'années; d'où leur grand âge.

Bien sûr, l'or, comme les autres métaux, ne se concentrera dans ces sols que s'il était déjà présent dans la roche-mère. Dans ce cas, au moment de la dissolution de ce socle par les acides, les particules métalliques sont également dissoutes. Mais elles précipitent ensuite dans les latérites et dans les zones de fragilité de la couche argileuse où elles se concentrent. Ces processus, les géologues et les géochimistes les ont bien décortiqués au cours des dix années écoulées, au point d'être capables de faire des différences entre le comportement des latérites de la forêt équatoriale humide et des zones de savane sèche subsahélienne. Différences dont toute campagne de prospection doit tenir compte.

En octobre dernier, le BRGM a présenté des travaux sur ce thème à l'occasion de la Conférence décennale sur l'exploration minière, qui se tenait à Toronto (Canada). Ses chercheurs ont montré que, dans les savanes, l'or était très fortement érodé et avait tendance à partir dans les rivières. D'où des gisements moins économiques dont la partie utile est située à plus grande profondeur, plutôt dans les argiles sous-jacentes. En revanche, *« dans les zones plus humides*, explique Philippe Freyssinet, *l'or se concentre dans la partie supérieure de la latérite, et il est donc plus facile d'accès »*.

Le constat de chercheurs de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom), de l'Institut national des sciences de l'univers du CNRS, du Centre de recherche et d'enseignement en géosciences de l'environnement (Cerege), ainsi que celui de plusieurs spécialistes de pays du Sud (Brésil, Burkina Faso, Gabon, République du Congo) et d'universités américaines, est identique. Après avoir analysé dix mille particules d'or prélevées à Dondo Mobi Hill, au Gabon, en pleine forêt équatoriale, et à Mormossol, au nord du Burkina Faso, dans la zone sèche subsahélienne, ils ont mis en évidence deux choses.

RÉSULTATS CONCLUANTS

Sur le premier site, explique Fabrice Colin, géochimiste à l'Orstom, les particules d'or sont très émoussées, *« parsemées de minuscules cavités indiquant qu'il y a eu, sur place, une puissante dissolution chimique de la roche-mère, mais que la dispersion mécanique a été très faible en surface »*. A Mormossol, en revanche, où il y a cinq grands systèmes latéritiques qui s'emboîtent les uns dans les autres, les particules d'or, *« marquées de stries »*, révèlent *« un processus de transport mécanique de forte énergie »* et une dispersion de l'or, par le jeu des alluvions, parfois sur de longues distances.

Ces travaux ont permis aux chercheurs de décrire le comportement physique et chimique de l'or dans les latérites et de tester leur modèle entre 1993 et 1998 en Afrique, au Brésil et en Australie. Les résultats ont été si concluants qu'ils peuvent aujourd'hui, affirment-ils, calculer pour les compagnies minières la forme du « champignon » de dispersion de ce métal, et indiquer la présence d'or perpendiculairement au prélèvement. Bref un sous-sol désormais sans mystère. A ceci près que les études menées au Burkina Faso ont aussi permis de démontrer que les latérites de cette région sont passées au cours des siècles de conditions équatoriales à des conditions tropicales sèches. A défaut d'or, on peut toujours rêver d'un meilleur climat.

Christiane Galus

Quatre « crises » métallifères

L'or est un élément rare. Sa concentration moyenne dans la croûte terrestre ne dépasse pas 0,005 partie par million, soit 2 milligrammes par tonne. La formation de gisements exploitables (2 à 20 grammes d'or par tonne de roche extraite) s'est faite au prix de conditions tectoniques particulières et d'un volcanisme accru. L'or présent en traces infimes dans les couches profondes de la planète a alors été dissous par des processus physico-chimiques dans des solutions hydro-thermales. Il a pu alors migrer près de la surface de la Terre, reprécipiter et former dans la roche des gisements aurifères primaires. Lorsque l'or se retrouve dans des alluvions ou des latérites, il s'agit de gisements secondaires.

Quatre grandes « crises » métallifères sont à l'origine de ces gisements primaires. Elles ont eu lieu il y a 2,7 milliards d'années, 2 milliards d'années, 300 millions d'années, et il y a de 50 à 2 millions d'années. Les plus vieilles latérites contenant de l'or sont âgées de 50 à 60 millions d'années.

Accord final sur la station spatiale internationale

L'« ACTE DE NAISSANCE » de la future station spatiale internationale (ISS) a été signé, jeudi 29 janvier à Washington, par les représentants des différents gouvernements impliqués dans ce programme (États-Unis, Russie, Canada, Japon et dix pays européens). Les agences spatiales américaine, russe, canadienne, japonaise et européenne (ESA) ont d'autre part signé quatre protocoles d'accord (MOU) concernant l'organisation de la coopération, le développement et l'exploitation de ce complexe de 470 tonnes.

La France était représentée par le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, qui a tenu à rappeler ses réticences vis-à-vis des vols habités *« en premier lieu »*. A des milliers de kilomètres de là, sur le cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan), Paul Quilès, ancien ministre socialiste chargé de l'espace, a profité du départ du Français Léopold Eyharts vers la station russe Mir pour défendre les vols humains. A l'époque où Christophe Colomb est parti, *« pas mal de problèmes »* exigeaient, comme aujourd'hui, des solutions urgentes, a-t-il déclaré au micro de France-Info. Mais le découvreur de l'Amérique *« a été soutenu par tous ceux qui voyaient plus loin que le bout de leur nez »*, a-t-il ajouté, en se félicitant de la signature de l'accord à Washington.

Antonio Rodota, directeur général de l'ESA, a retorqué qu'il *« respectait les prises de position »* de Claude Allègre, mais que d'autres pays européens étaient prêts à s'investir dans l'ISS et qu'*« il y aura une continuité dans ce programme »*. Il a rappelé que l'ESA examinait l'éventualité d'une coopération avec les Américains pour le développement d'une véhicule de secours (CRV ou Crew Rescue Vehicle), auquel la France a renoncé à participer. Dans ce but, une vingtaine de techniciens européens participent aux côtés des Américains, à Houston (Texas), au projet de futur vaisseau spatial X-38, a-t-il souligné.

L'ISS est née de la décision américaine – lancée par le vice-président Spiro Agnew en 1969 – de construire une station spatiale. En 1988, les États-Unis signaient avec l'Europe, le Japon et le Canada un premier accord de coopération pour la construction de cette station devenue « internationale » sous le nom de Freedom.

Quarante-cinq vols seront nécessaires pour assurer l'assemblage

L'ESA s'est engagée pour 2 631 millions d'unité de compte (environ 18 milliards de francs) sur la période 1998-2004, dont 41 % seront payés par l'Allemagne et 27,6 % par la France. La Russie fut invitée à se rendre au projet en septembre 1993, permettant ainsi à la NASA de mener à bien un programme sérieusement revu à la baisse et qui la sauvait régulièrement l'objet de vives critiques du Congrès américain en raison de la dérive de son coût. Moscou obtint, pour cette participation, une aide de 400 millions de dollars.

L'ISS comportera, à achèvement, seize éléments (six modèles américains, sept russes, un japonais, un européen et un bras télécommande canadien). Quarante-cinq vols seront nécessaires pour assurer son assemblage. Le premier module devrait être lancé en juin par une fusée russe Proton. Si le calendrier est respecté, un premier équipage de trois astronautes devrait emménager au début de l'[illegible] à bord de la station, qui devrait [illegible] 2000 hommes à partir d'[illegible] formable ensemble [illegible] devrait être opérationnelle [illegible] en 2012.

Jean-Paul Dufour

Un « locataire » français à bord de Mir

QUAND le lanceur russe Soyouz s'est arraché, jeudi 29 janvier, à 17 h 33 (heure française), des steppes kazakhes de Baïkonour, Léopold Eyharts a probablement poussé un énorme soupir de soulagement. Problème au décollage ? Non. En bon pilote d'essai, le lieutenant-colonel Eyharts sait maîtriser ses nerfs. Mais, jusqu'au dernier moment, il a craint que le séjour de trois semaines qu'il entreprend à bord de la station Mir soit reporté une seconde fois.

Le Français aurait dû partir le 5 août 1996. Manque de chance, le 25 juin, un cargo de ravitaillement automatique Progress heurtait un des modules de la station et y provoquait une fuite. Léopold Eyharts dut donc céder la place à une équipe de cosmonautes-[illegible]eurs russes. Une énorme déception pour ce quadragénaire tranquille, qui rêvait à ce jour depuis son entrée dans le corps des astronautes du Centre national d'études spatiales, à la fin de 1990. Un rêve fragile : la station vieillissante, son premier élément fut lancé le 20 février 1986) donne de sérieux signes de fatigue.

Dans le laboratoire européen Colombus qui devrait être attaché en 2002 à sa remplaçante, la future station internationale, les pays membres de l'Agence spatiale européenne se disputeront des places qui risquent d'être d'autant plus rares pour les Français que Claude Allègre, le ministre chargé de l'espace, est notoirement hostile aux vols habités. *« Une mission ? quelle mission ? »* a ironiquement répondu le ministre de l'éducation nationale et de la recherche au quotidien *Le Figaro*, qui l'interrogeait récemment sur le vol de Léopold Eyharts.

SAMEDI À 19 H 13

Pour ce dernier, l'espoir est revenu en octobre, avec la reprise de l'entraînement à la Cité des étoiles, près de Moscou. Pendant quatre mois, en compagnie de ses deux coequipiers – le Kazakh Talgat Moussabaïev et le Russe Nikolai Boudarine –, il a « révisé » l'ensemble du programme scientifique qu'il effectuera à bord de Mir : deux expériences de physiologie humaine (menées sur lui-même et ses coequipiers), une de physique (comportement des fluides critiques *en apesanteur*), une de technologie (comportement des structures spatiales) et une de biologie animale (développement d'embryons de salamandres en apesanteur). Rien de vraiment nouveau pour lui. Elles étaient déjà au programme de Claudie André-Deshays, qui l'a précédé dans la station russe du 17 août au 2 septembre 1996. Comme il était la « doublure » de la première française de l'espace, il a déjà appris le maniement des appareils.

Le vaisseau Soyouz amenant les trois hommes devrait s'amarrer à la station samedi à 19 h 13 (heure française), après le départ, jeudi 29 janvier, de la navette américaine Endeavour. Un fois à bord, Léopold Eyharts sera, en principe, dispensé des travaux de réparation qui occuperont une bonne partie du temps de ses compagnons. Il pourra donc se consacrer totalement aux expériences, sur l'intérêt desquelles il semble, néanmoins ne pas trop se faire d'illusions.

« La science, à elle seule, ne justifie pas les dépenses que l'on fait pour les vols habités, déclarait-il hier dernier (*Le Monde* du 26 janvier 1998). *La justification principale, c'est l'exploration, le développement de l'humanité. On apprend à travailler dans l'espace.* » Hélas ! si le coût de cet apprentissage est encore raisonnable pour Mir (80 millions de francs, soit moins d'un [illegible] du prix d'une fusée [illegible]), il augmentera considérablement sur la station internationale.

J.-P. D.

Le sixième vol habité francorusse

Depuis 1982, la France a de participer à cinq missions de vols habités avec l'URSS puis la Russie.

● **PVH**. Du 2 mai au 10 mai 1982, Jean-Loup Chrétien devient le premier spationaute français à bord de la station Saliout 7.

● **Aragatz**. Du 26 novembre au 21 décembre 1988, Jean-Loup Chrétien participe à une deuxième mission à caractère scientifique sur Mir, et effectue une sortie dans l'espace de près de [illegible] heures.

● **Antares**. Du 27 [illegible] 1992, Michel Tognini effectue à son tour un séjour de quatre mois d'un autre Français en [illegible]. Mir survit jusqu'à cette date.

l'adaptation de l'homme à l'environnement spatial.

● **Altair**. Du 1er au 22 juillet 1993, Jean-Pierre Haigneré lui succède, pour des expériences sur la mécanique des structures.

● **Cassiopée**. Du 17 août au 2 septembre 1996, Claudie André-Deshays devient la première spationaute française. Sa mission comporte des expériences de biologie, médecine, physique et technologie.

● **Pégase**, la mission à laquelle participe Léopold Eyharts devrait être suivie par un séjour de quatre mois d'un autre Français en 1999.

Les spectacles à réserver dès maintenant c'est dans aden en vente, chaque mercredi en Ile-de-France avec Le Monde et chaque semaine avec Inrockuptibles

aden Attendez qu'il sorte avant de sortir

Le bilan de la déforestation en Amazonie est accablant pour le gouvernement brésilien

L'arrivée de compagnies asiatiques renforce les exportations de bois exotiques

Au cours des trois dernières années, 47 220 km² de forêt amazonienne – une superficie supérieure à celle de la Suisse – ont été détruits au Brésil, selon le rapport sur la déforestation en Amazonie (qui couvre 5,1 millions de km², soit près de 60 % du territoire national) rendu public, lundi 26 janvier, par l'Institut national de recherches spatiales (INPE) de Sao José dos Campos, dans l'Etat de Sao Paulo.

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

« *Ce serait pour moi une profonde déception si les écologistes internationaux se mettaient à "papillonner"* (sic) *autour de ces données* », a déclaré, à l'occasion d'un point de presse, le ministre de l'environnement, Gustavo Krause, en commentant les chiffres sur la déforestation en Amazonie. Avec 47 220 km² de forêt amazonienne détruite, il reconnaissait, un peu plus tard, que, « *réellement, les chiffres* [de l'INPE] *ne sont pas confortables* »... Ils sont en fait accablants pour le gouvernement du président social-démocrate, Fernando Henrique Cardoso, en poste depuis le 1er janvier 1995.

Le décryptage des photos transmises par le satellite Landsat révèle que la dévastation de l'Amazonie brésilienne a battu tous les records en 1995 avec 29 059 km² déboisés, davantage que pendant toute la décennie 1978-1988 (21 130 km²). Pressentant un déluge de critiques de la part des organisations de défense de l'environnement, les divers porte-parole du gouvernement s'évertuent désormais à mettre en exergue le ralentissement sensible des défrichements enregistré tant en 1996 (18 161 km²) qu'en 1997 (13 037 km², bilan encore provisoire). Selon l'INPE, 517 069 km² de forêt ont disparu en moins d'un demi-siècle du fait de la colonisation anarchique de la région.

L'assassinat par des propriétaires terriens – en décembre 1988 – de Chico Mendes, le leader syndical des *seringueiros* (récolteurs de latex des hévéas sauvages) d'Amazonie, avait pourtant amené les autorités brésiliennes à reconsidérer, sous la pression internationale, la politique de développement implantée dans le nord du pays durant la dictature militaire (1964-1985). La colonisation « *dans le sillage du bœuf* » a longtemps privilégié l'élevage extensif avide d'espace au détriment de l'exploitation artisanale des produits naturels.

COMPAGNIES FORESTIÈRES

Soucieux de redorer le blason national avant la tenue, en juin 1992 à Rio, du Sommet de la Terre, l'ancien président Fernando Collor, qui allait être destitué pour corruption trois mois plus tard, était pourtant parvenu à freiner le saccage en supprimant certaines exonérations fiscales jusque-là accordées aux fermiers. Le répit aura été de courte durée.

Un autre rapport, divulgué en décembre 1997, par une commission spéciale de la Chambre fédérale des députés, démontre, si besoin en était, que la préservation de la plus grande forêt humide de la planète ne figure pas au nombre des priorités de l'actuel gouvernement. Le document souligne que 58 % des projets fédéraux de réforme agraire, lancés au cours des trente dernières années, ont eu pour cadre la frange méridionale de l'Amazonie où près de 400 000 familles de paysans ont hérité d'un lopin de terre, d'ailleurs souvent impropre à l'agriculture. Résultat de cette pratique toujours en vigueur : les colons abandonnés à leur sort s'empressent de vendre à vil prix aux scieries ou aux fabricants de charbon de bois les arbres leur appartenant.

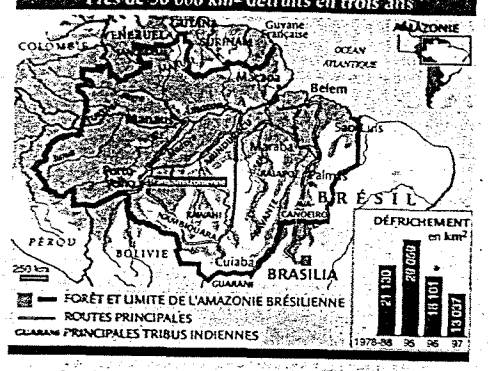
Un nouveau péril, encore plus inquiétant, pointe à l'horizon : l'arrivée en force, ces dernières années, des compagnies forestières asiatiques qui contrôlent 70 % du commerce mondial des bois tropicaux. La japonaise Eidai (groupe Mitsubishi) et les firmes malaises WTK et Ribunan Hijau se sont déjà approprié, avec la bénédiction des politiciens locaux, d'immenses territoires, aussitôt surexploités au mépris de la législation brésilienne.

La commission de la Chambre fédérale dénonce, par ailleurs, l'invasion par des bûcherons au service des sociétés étrangères de 72 réserves indiennes. Après avoir pris pied en Amérique du Sud, via le Surinam et le Guyana, les compagnies asiatiques entendent, de toute évidence, tirer profit des carences de l'Etat brésilien : 275 agents de l'Ibama (l'institut de l'environnement) sont chargés de surveiller une étendue de forêt grande comme dix fois la France.

En six ans, les exportations brésiliennes de bois tropicaux ont quadruplé, passant de 2 % à 8 % des échanges mondiaux. En juin 1997, lors de la convention internationale sur les espèces menacées, organisée à Harare, au Zimbabwe, Brasilia a fait, sans états d'âme, cause commune avec les pays qui ont rejeté la proposition d'instituer un certificat garantissant l'origine écologiquement correcte des importations d'acajou, dont le Brésil est le principal producteur mondial.

Jean-Jacques Sévilla

Près de 50 000 km² détruits en trois ans



Une flore de 56 000 espèces

Avec une flore englobant quelque 56 000 espèces (dont 3 850 n'existent que sur son territoire) et une faune toute aussi riche (premier rang mondial pour les mammifères, les poissons d'eau douce et les insectes, deuxième pour les amphibies, troisième pour les oiseaux et cinquième pour les reptiles), le Brésil recèle, selon une enquête récente de l'organisation non gouvernementale Conservation International, une biodiversité incomparable, qui n'en finit pas de surprendre les spécialistes.

En avril 1997, le Hollandais Marc Van Roosmalen, de l'Institut national de recherches d'Amazonie, a ainsi reçu des mains d'un paysan un singe adulte, jusqu'alors inconnu, ressemblant à un tamarin et ne pesant que 170 grammes. Le minuscule animal appartiendrait, selon les premières analyses, non pas à une nouvelle espèce, mais à un nouveau genre. Une découverte sans précédent au Brésil – si elle venait à être confirmée – depuis la fin du siècle dernier. L'Amazonie subit de plein fouet les activités prédatrices de l'homme. Entre 1958 et 1989, le nombre d'espèces vertébrées menacées d'extinction est passé de 58 à 80.

La surprenante « love story » de James et Margaret

LONDRES
de notre correspondant

Margaret Scargill épousera James Logan dans le courant de l'année. Le couple s'est rencontré dans le cabinet médical de Barnsley, dans le Yorkshire, où elle exerce la profession de docteur généraliste et lui est responsable de l'administration. A première vue, une banale « love story » de bureau dans une petite ville désertée du nord de l'Angleterre. Sauf que Margaret, trente-six ans, est la fille unique d'Arthur Scargill, le bouillant président du NUM (National Union of Mineworkers), le syndicat des mineurs. Et que son futur mari, âgé de quarante-deux ans, est l'ancien sous-directeur de la mine de Grimethorpe, fermée en 1992, malgré la campagne musclée du « *Roi Arthur* », comme les Britanniques appellent leur plus célèbre syndicaliste, contre cette décision. Au cours de ce conflit, une caméra de surveillance avait filmé Anne Scargill, épouse d'Arthur et mère de Margaret, en train de recouvrir de colle forte la serrure de la porte du bureau de James Logan.

Pour ajouter du piment, dans cette histoire, la réalité rejoint aussi la fiction. C'est en effet dans les installations désaffectées de Grimethorpe qu'a été tourné le film *Brassed Off* (*Les Virtuoses* d'après le titre français) qui raconte l'histoire d'amour dans une ville minière condamnée de deux membres d'une fanfare, un mineur de fond et une géomètre envoyée par British Coal pour fermer le site. Elle finit par démissionner de la direction pour épouser son joueur de contrebasse.

A l'instar de la grande grève de 1984-1985, cette mobilisation contre la fermeture de Grimethorpe s'était soldée par un échec cuisant du NUM. Grâce à son pétrole, à son gaz et au charbon importé moins cher, la Grande-Bretagne n'a plus besoin de ses « gueules noires ». Privatisée, l'industrie charbonnière n'emploie plus actuellement que 17 000 mineurs dans 24 mines. Relevant « *l'ironie morbide* » de cette union dans pareil contexte, un porte-parole du NUM a déclaré avec un surprenant art de la litote : « *Je suis sûr que ce n'est pas le genre de premier emploi dont rêvait Arthur pour son beau-fils* ». Pour sa part, oubliant sa rancune, Mme Scargill a confié : « *Quand Margaret nous a présenté James, le souvenir de l'incident de la colle a permis de briser la glace.* »

« La fille de Scargill va épouser l'ennemi » : comme l'indique le titre accrocheur du très conservateur *Daily Telegraph*, cette idylle revêt un aspect hautement symbolique dans ce pays où les divisions de classe, voire de caste, restent plus fortes qu'ailleurs sur le Vieux Continent. L'émergence au cours de la décennie 80 d'une classe moyenne, à laquelle appartient désormais Margaret Scargill de par son métier, a toutefois brisé la domination du couple « classes supérieures-syndicats » sur la vie politique et sociale. Fut produit de ce partage du pouvoir avec un establishment dont il était pourtant la bête noire, Arthur Scargill dirige aujourd'hui un syndicat qui compte moins de 10 000 adhérents. Rien n'illustre davantage sa marginalisation que le piètre score réalisé lors des dernières élections par son Socialist Labour Party, une formation dont l'objectif est de rassembler les déçus à gauche du « blairisme ».

Mais n'en déplaise au réalisateur de *Brassed Off*, le futur beau-père de James Logan n'est pas tout à fait typique de cette culture « fish and chips » anglaise. Lors de la grande grève des mineurs, un journal avait découvert dans l'arbre généalogique d'Arthur-le-Rouge plus d'un personnages illustres, dont un roi perse...

Marc Roche

Election présidentielle disputée à Chypre

LE PRÉSIDENT de la République de Chypre, Glafcos Clerides, a été devancé d'une courte tête, dimanche 8 février, au premier tour des élections présidentielles chypriotes, par son principal adversaire, George Iacovou, ancien ministre des affaires étrangères, soutenu par le Parti progressiste ex-communiste et le Parti démocratique. Les deux responsables, qui ont obtenu respectivement 41,1 et 40,6 % des voix, s'affronteront le 15 février pour un second tour.

Cette élection concerne les 450 000 Chypriotes de la partie grecque de l'île. Elle est dominée par la question de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne et les discussions entre les deux communautés grecque et turque de l'île pour parvenir à un règlement politique qui mette fin à la division imposée depuis l'occupation de l'armée turque en 1974. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont tenté ces derniers mois de relancer ces discussions, sans parvenir à des résultats tangibles. En décembre dernier, lors du Sommet de Luxembourg, les Européens ont cependant clairement fait comprendre aux parties concernées, la République de Chypre, mais aussi la Grèce et la Turquie, qu'il ne saurait y avoir d'adhésion de l'île à l'Union sans qu'une solution soit trouvée pour sortir de la crise.

Elu président en 1993, Glafcos Clerides, qui a toujours été [illegible] dominé ces dernières années la vie politique de l'île, est soutenu par le Rassemblement démocratique, qui a gagné des élections législatives de 1996 devant le Parti progressiste (AKEL). Vieux routier des négociations intercommunautaires, il est accusé par son adversaire, de dix-sept ans son cadet, d'être prêt à faire trop de concessions aux Chypriotes turcs, du reclamant la création d'une fédération bicommunautaire et des garanties de sécurité pour assurer la sortie de la crise. MM. Clerides et Iacovou, tout nettement devancés par les autres candidats, dont celui du Parti socialiste (EDEK), qui a remporté 16 % des voix.

H. de B.

Syrie : Hafez El Assad destitue son frère Rifaat El Assad

DAMAS. Le président syrien Hafez El Assad a destitué son frère Rifaat El Assad, qui était un des trois vices-présidents syriens nommés en 1984, a-t-on appris lundi de source officielle syrienne. Rifaat El Assad a profité de la trajectoire politique de son frère, à la tête de l'Etat syrien depuis 1971, pour atteindre les sommets de l'Etat. Il a été désavoué une première fois en 1984, accusé d'avoir tenté de profiter de l'absence de Hafez El Assad, souffrant de problèmes de santé, pour s'emparer du pouvoir. Privé du contrôle des forces paramilitaires des Détachements de la défense, il a alors quitté la Syrie où il n'est durablement retourné qu'en 1992, et où il est resté engagé dans de lucratives affaires. – *(AFP.)*

Un dissident revenu secrètement en Chine a été arrêté

PÉKIN. Revenu secrètement en Chine former un parti politique, Wang Bingzhang, un des dirigeants du mouvement dissident chinois aux Etats-Unis, a été arrêté, vendredi 6 février, selon ses proches. De nationalité américaine, Wang Bingzhang, cinquante ans, a été interpellé après une chasse à l'homme dans la province d'Anhui, dans le centre de la Chine, avec un autre dissident, Wang Tingjin, quelques jours avant une réunion secrète consacrée à la création d'une formation politique d'opposition. Cette organisation devait prendre le nom de « Parti de la Justice », selon un dissident vivant aux Etats-Unis. Wang Bingzhang, qui avait participé au mouvement du Mur de la démocratie (1979), était rentré en Chine en janvier en empruntant une autre identité. Deux autres dissidents chinois, Zhang Rujuan et Yang Qinheng, ont été arrêtés, dimanche 8 et lundi 9 février, à Shanghai, a annoncé le Centre du mouvement démocratique en Chine, une association basée à Hongkong. – *(Reuters, AFP.)*

Peine de mort confirmée pour un journaliste iranien

TÉHÉRAN. La Cour suprême iranienne a confirmé, dimanche 8 février, la condamnation à la peine de mort prononcée contre le journaliste Morteza Firouzi, rédacteur en chef du journal *Iran News*, accusé d'« *espionnage* ». Cette condamnation pourrait être appliquée dans les prochains jours. Arrêté en mai 1997, le journaliste avait été condamné à mort en janvier. Professionnel réputé, proche des milieux conservateurs, Morteza Firouzi est à l'origine de la création du journal *Iran News*, de langue anglaise, particulièrement lu dans les milieux diplomatiques de Téhéran. Amnesty International, la Ligue française des droits de l'homme et Reporters sans frontières ont protesté contre cette condamnation. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **ALLEMAGNE : dans une démarche sans précédent, cent-cinquante-cinq professeurs d'économie allemands – liste incluant certains des plus grands noms de la profession – publient un appel réclamant un report de deux ans de l'entrée en vigueur de l'euro du fait de conditions économiques qu'ils jugent aujourd'hui « *les plus inappropriées* ».** L'information figurait, lundi 9 février, à la « Une » du *Financial Times* ; l'appel est aussi publié par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. La liste des professeurs est accessible sur Internet.

■ **ALGÉRIE : Human Rights Watch, l'organisation américaine de défense des droits de l'homme, a accusé, dans un rapport publié dimanche 8 février, les autorités algériennes d'être responsables de plusieurs centaines de disparitions en Algérie.** Le rapport cite des noms et des témoignages de familles ayant tenté de localiser un parent disparu, souvent arrêté la nuit par des hommes ne présentant en général aucune identification. – *(AFP.)*

■ **JAPON : un maire favorable à la construction d'un héliport militaire américain, en échange de la fermeture de la base de Futenna, a été élu dimanche 8 février à Nago, dans la préfecture d'Okinawa.** Tateo Kishimoto, cinquante-quatre ans, était soutenu par le Parti libéral démocrate au pouvoir. Le projet d'héliport est la contre-partie offerte aux Etats-Unis par Tokyo à la fermeture de la base de Futenna dans le cadre de l'accord de révision de l'alliance militaire américano-nippone conclu en avril 1996. – *(Reuters.)*

■ **AFGHANISTAN : deux répliques du séisme qui a frappé le nord de l'Afghanistan ont fait, samedi 7 et dimanche 8 février, au moins 250 morts supplémentaires, a déclaré un porte-parole de l'ambassade d'Afghanistan au Tadjikistan.** Le tremblement de terre, qui avait secoué mercredi 4 février la province de Takhar, au nord-est du pays, a tué au moins 3 330 personnes, dénombrées par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – *(AFP.)*

Un plan de sauvetage du secteur financier japonais a été adopté

TOKYO. La Chambre basse de la Diète (Parlement) a adopté, samedi 7 février, un plan massif de soutien du secteur financier japonais. L'effort que l'Etat est prêt à consentir en faveur des banques de l'Archipel pourra atteindre un chiffre sans précédent de 30 000 milliards de yen, soit environ 1 450 milliards de francs. L'opposition n'a pas su faire entendre son hostilité à ce plan, destiné à accélérer la restructuration du secteur bancaire et à augmenter les capacités de prêt des banques. Il tombe pourtant à point nommé, compte tenu de l'état alarmant de l'économie nippone. Les instances dirigeantes du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir s'inquiètent de la gravité de la situation et réclament un changement plus net dans la politique économique du gouvernement de Ryutaro Hashimoto. – *(Bloomberg.)*

REUSSIR

HEC-ESSEC-ESCP
Classes préparatoires "pilotes" 1re et 2e années, voies S et E
admis sur dossier + entretien HEC-ESSEC-ESCP 1997 voie S : 100 % admis

SCIENCES-PO
Classes préparatoires annuelles "pilotes"
Stage intensif d'été Bac-0 et bac+1.
admis sur dossier + test de 35 à 47 % admis à l'IEP de Paris, puis de 60 % admis à l'IEP de Paris-Province+CUEP

IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame 75004
01 43 25 63 30
3615 IPESUP 2,23 F/mn
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Une sélection de plusieurs centaines d'événements culturels et tous les films en Ile-de-France
c'est dans aden
en vente, chaque mercredi en Ile-de-France avec Le Monde
et chaque semaine avec Les Inrockuptibles
aden *Attendez qu'il sorte avant de sortir*

DISPARITIONS

Alice Rivaz

Une œuvre littéraire marquée par l'autobiographie et le féminisme

ALICE RIVAZ, romancière suisse de langue française, est morte vendredi 27 février, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, dans une résidence pour personnes âgées, près de Genève.

De son véritable nom Alice Golay, l'écrivain, née le 14 août 1901, avait été parrainée par Ramuz lorsqu'elle publia, en 1940, c'est-à-dire relativement tard, son premier roman, *Nuages dans la main* (La Guilde du livre, repris en 1943 chez Julliard), auquel succédera en 1946, toujours chez Julliard, *Comme le sable* (repris aux éditions de l'Aire, 1995). Le travail aliénant, la dépossession de soi, la pesanteur du quotidien, l'oppression sous toutes ses formes seront les thèmes de prédilection de l'écrivain socialiste, qui fit paraître, par ailleurs, deux recueils de nouvelles (*Sans akool en 1961*, après quatorze ans de silence, et *De mémoire et d'oubli* en 1973), et son journal (*Traces de vie*, en 1983).

SINCÉRITÉ ET HARDIESSE

Curieusement, la carrière de cette romancière discrète connut de régulières redécouvertes, et plus particulièrement ces dernières années, où les éditions de l'Aire entreprirent la republication systématique de ses romans. Traduite tardivement en allemand par le poète zurichois Markus Hediger (auquel on doit une très intéressante analyse de son œuvre dans la revue italienne *Idra*, VI, 12, 1995), elle devait susciter un regain d'intérêt, notamment pour son roman pamphlétaire *La Paix des ruches*, paru pour la première fois en 1947, c'est-à-dire deux ans avant *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir qu'il semble préfigurer. Elle devait expliquer à la fin de sa vie comment cet essai, sous forme romanesque, était une réponse polémique aux *Jeunes Filles* de Montherlant, dont la lecture l'avait scandalisée. Elle y décrivait la vie ordinaire d'une femme mariée qui se rend compte qu'elle a cessé d'aimer son mari. Elle-même, en dépit de sa grande beauté, avait toujours préféré la vie solitaire... ou en compagnie de sa mère, vie commune, qui lui inspira *Jette ton pain* (paru d'abord chez Gallimard, en 1979, et récemment repris aux éditions de L'Aire).

Ce règlement de comptes, qui n'est pas sans rappeler certains livres de Dominique Rolin, manifestait une extraordinaire liberté de pensée et de style. En longues phrases élégantes, Alice Rivaz traquait la vérité jusque dans les sinuosités de la conscience, avec une sincérité et une hardiesse étonnantes. Elle exprimait également son amour de la musique. Après des études au conservatoire de Lausanne, Alice Rivaz s'était en effet consacrée au piano et à la musicologie, avant de devenir journaliste, puis fonctionnaire au Bureau international du travail. Professions qu'elle abandonna pour pouvoir poursuivre son œuvre. Un ton désabusé, sec, analytique, caractérise ses livres, qui s'enchaînent et se répondent comme un seul et long monologue sur la solitude et la faiblesse humaines au jour le jour. Estimant qu'elle avait vieilli prématurément, elle avait publié en 1966 *Comptez vos jours* (José Corti), récit autobiographique où elle envisageait froidement l'approche d'une mort qui, en réalité, devait tarder à l'enlever. Dans *L'Alphabet du matin* (L'Aire, 1968), elle revenait sur son enfance, dominée par la figure de son père, leader et journaliste socialiste. A partir des années 80, la France devait négliger Alice Rivaz, qui avait été couronnée des plus grands prix helvétiques (Schiller et Ramuz), tandis qu'elle élargissait son lectorat dans son pays et en Allemagne.

René de Ceccatty

George Hitchings

Prix Nobel de médecine en 1988

LE DOCTEUR GEORGE H. HITCHINGS, biologiste américain, est mort à son domicile de Chapel Hill (Caroline du Nord), vendredi 27 février, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Il était, depuis plusieurs années, atteint de maladie d'Alzheimer.

Né en 1905 à Hoquiam (Etat de Washington), George Hitchings s'était spécialisé en biochimie et en pharmacologie. Il était entré en 1942 chez Wellcome où il devait être nommé directeur de recherche, responsabilité qu'il occupa jusqu'en 1975. Membre de l'Académie américaine des sciences et de la Chemical Society de Londres, le docteur Hitchings devait recevoir en 1988 le prix Nobel – en compagnie de Sir James Black et Gertrude Belle Elion – pour ses travaux importants et novateurs dans le champ de la pharmacologie. En compagnie de Gertrude Elion, biochimiste chez Wellcome, il avait participé à la mise au point de quelques grandes molécules pharmaceutiques parmi lesquelles l'azathioprine (actif contre les réactions de rejet lors des transplantations d'organes), l'allopurinol (actif dans le traitement de la goutte), l'acyclovir (antiviral actif contre l'infection herpétique), la pyriméthamine (antipaludéen), le triméthoprime (actif dans certaines *infections urinaires et pulmonaires*) ou encore la mercaptopurine (anticancéreux utilisé contre certaines leucémies aiguës). La mise au point de toutes ces substances a pu être effectuée grâce à la mise en évidence des mécanismes de synthèse des acides nucléiques. Elle caractérisa une époque où l'innovation thérapeutique était, à la différence d'aujourd'hui, véritablement florissante, permettant de réels progrès médicaux. La consécration par le Nobel de ces travaux avait permis de rompre avec une tradition qui voulait alors que ce prix ne soit décerné qu'aux auteurs de découverte fondamentale et non aux chercheurs spécialisés dans l'application de ces découvertes.

Jean-Yves Nau

Marc Sautet

L'initiateur des « cafés philo »

MARC SAUTET, promoteur des « cafés de philosophie », est mort dans la nuit du 1er au 2 mars à l'âge de cinquante et un ans, des suites d'un cancer foudroyant. Docteur en philosophie, maître de conférences à l'Institut d'études politiques, connaisseur de Nietzsche, dont il a préparé l'édition de certaines œuvres au Livre de poche et à qui il a consacré un essai de vulgarisation (*Nietzsche pour débutants*, La Découverte, 1996), cet ancien trotskiste (tendance lambertiste) a accédé à une relative notoriété par la publicité qu'il a su donner à son activité philosophique. Du cabinet privé (payant) de philosophie qu'il avait fondé à Paris, rue de Sévigné, pour recevoir des élèves en consultation, au réseau de Cafés pour Socrate qu'il a parrainés ou inspirés dans toute la France, il a tiré parti du mouvement populaire de désarroi existentiel et de l'engouement qui en procède pour le « prêt-à-penser » et la sagesse sous toutes ses formes. L'auteur d'*Un café pour Socrate* (Laffont, 1993) aura ainsi été l'instigateur d'un phénomène de société, l'entichement français pour la philosophie de comptoir incarnée dans ces « cafés philo » (une trentaine à Paris et en banlieue, autant en province) où le public est invité par un animateur à prendre la parole sur un sujet choisi.

Dédaigné par les philosophes ou ceux qu'il appelait les *« puristes »*, Marc Sautet entendait revenir aux origines de la maïeutique socratique : encourager, sur la place publique, le travail de l'esprit, indépendamment de tout savoir, rendre la philosophie *« accessible à tous »*, faire en sorte que les disciples *« reprennent possession de leur pensée »*. Lui-même se trouvait chaque dimanche, à 11 heures, au Café des Phares de la place de la Bastille, réunissant autour de lui près de deux cents personnes. L'évidence de son charisme et de son influence a commencé à susciter l'inquiétude lorsque le « philosophe professionnel » a exprimé une position ambiguë sur l'existence des chambres à gaz (*Le Monde* du 14 juin 1996). Marc Sautet avait par ailleurs publié chez Lattès le premier titre d'une collection où il dialoguait avec les maîtres de la philosophie classique sur un thème particulier. Après *Les Femmes ?*, il venait d'achever un *Dieu*.

Marion Van Renterghem

Claudio Villas Boas

Un ardent défenseur des Indiens d'Amazonie

EXPLORATEUR, anthropologue sans titre académique mais formé sur le tas, défenseur intransigeant des Amérindiens d'Amazonie, qu'il côtoya durant un demi-siècle, Claudio Villas Boas s'est éteint, dimanche 1er mars, à Sao Paulo, des *suites d'une attaque cardiaque*. Il avait quatre-vingt-deux ans.

Né le 8 décembre 1996 à Botucatu, dans l'Etat de Sao Paulo, Claudio Villas Boas appartenait, en compagnie de ses frères, Orlando, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans, et Leonardo, décédé en 1961 à l'âge de quarante-trois ans, à une espèce en voie d'extinction, celle des *sertanistas*, les spécialistes du contact avec les groupes indigènes isolés.

Longtemps inséparable, le trio trouve sa vocation en participant, dans les années 40, à l'expédition Rancador-Xingu, dans une région du centre du Brésil à l'époque *terra incognita*. C'est au fil des rencontres, pas toujours pacifiques, avec des tribus jusqu'alors inconnues, que les frères Villas Boas saisissent le danger qui guette ces rescapés de l'ère précolombienne qu'ils ont appris à respecter. Ils adoptent la devise – *« Mourir s'il le faut, tuer, jamais »* – chère au maréchal Candido Rondon, autre explorateur fameux et fondateur du Service de protection des Indiens, dont les velléités humanistes seront bien vite étouffées au nom de la conquête du « désert vert ».

Convaincus que seuls des territoires protégés sont susceptibles de stopper le génocide en cours, Claudio et ses frères participent, à partir de 1961, à la création, dans le nord de l'Etat du Mato Grosso, du Parc national du Xingu, première réserve indigène du pays. Ayant acquis entre-temps un renom international, Claudio et Orlando figureront par deux fois, dans les années 70, sur la liste des postulants au prix Nobel de la paix. Claudio Villas Boas travaillait avec son frère Orlando à la rédaction d'un livre consacré à *L'Art des pajés* (chamans).

Jean-Jacques Sévilla

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marc SAYAG
et
Anne SAYAG DEPARIS
ainsi que
Cécile et Jeremy
sont heureux d'annoncer la naissance de

Benjamin, Caroline et Laurent.

le 24 janvier 1998.

26, impasse du Clos-Gloriosa
92170 Vanves.

Roman, Naïma
et Sophia BEREZA
ont la joie d'annoncer la naissance de

Nadia Jessie.

le 12 février 1998, à Meaux (Seine-et-Marne).

Décès

– Marie-Claude Benzacar,
Hélène et Frédéric Villaracierna,
Arthur, Lou et Hugo,
sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Maxime BENZACAR,

survenu le 24 février 1998.

L'inhumation a eu lieu au cimetière israélite de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le docteur Rose Bruno-Mamann,
sa fille,
Mme Eve Halse,
son gendre,
M. Egon Bruno,
ses petits-fils,
Juan-Ta De Jong,
Guy Halse,
Le docteur Max Bruno,
Le docteur Tomi Bruno,
ses petites-filles,
Elisabeth,
ses arrière-petits-fils,
Tom,
ont la douleur de faire part du décès du

M. Max BRUSTO,

survenu le 25 février 1998, à l'âge de quatre-vingt-douze ans, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le mardi 3 mars, au cimetière israélite de Montparnasse.

– Louise Hatchan,
son épouse,
Jacques et Bruno Hatchan,
ses enfants,
Yann, Tess et Kim,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Abraham HABBAH,

survenu le 1er mars.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Léon CLÉMENT,
née Annette PIERNÉ,

survenu, à Chantilly, le 26 février 1998, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

De la part des familles Pierné, Clément, Amanieux.

La cérémonie religieuse a eu lieu, dans l'intimité, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, le lundi 2 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Vaneau,
75007 Paris.
7, rue Garancière,
75006 Paris.

– Mme Cécile Gottel, née Saldacci,
son épouse,
Toute sa famille,
ont l'infinie douleur de faire part du décès, survenu le 22 février 1998, de

M. René GOTTEL,
commissaire divisionnaire honoraire de la Sûreté nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945.

De Tunisie à rejoint le général Leclerc en Libye, avec la 1re DFL, a participé à la campagne d'Italie, a débarqué le 15 août 1944 à La Croix-Valmer pour participer à la libération de la France.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux, le 27 février 1998, suivies de l'inhumation, le même jour, au cimetière de Sceaux.

12, boulevard des Granges,
92330 Sceaux.

– Mme Hélène Prioux,
son épouse,
Claude Prioux,
Marie-Hélène
et Bernard Meyre-Prioux,
Jean-Louis
et Maïté Prioux,
Cécile et Gilbert Lisi,
ses enfants,
Frédérique
et Dylan Wren-Soulaire,
Nathalie, Xuan-Lan, Elisabeth,
Aurore et Elodie,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PRIOU,
ancien secrétaire général
de la questure de l'Assemblée nationale,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 mars 1998, à 10 h, en l'église Saint-Charles de Montrouge, 22 bis, rue Lecourbe, Paris-15e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

[illegible]

– Martine Sautet,
son épouse,
Hélène Gouchant,
sa nièce,
Toute sa famille,
Ses proches,
font part du décès de

Marc SAUTET,
philosophe,
initiateur des « cafés philo »
en France et à l'étranger,

survenu le 2 mars 1998, à l'âge de cinquante et un ans, des suites d'une brutale maladie.

Vous pourrez venir lui rendre hommage au salon funéraire de la Maison médicale Jeanne-d'Arc, 206, avenue Emile-Zola, Paris-15e, le mercredi 4 mars, de 15 h 30 à 17 heures.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés à l'Association Philos, qui va poursuivre son projet de développement des « cafés philo », 15, rue de Lévis, Paris-17e.

« Il n'est [illegible] la voix de Socrate n'est [illegible] pour éveiller les citoyens à [illegible] pour la philosophie, [illegible] pas maintenant de retrouver [illegible] place dans la Cité ? »
Marc Sautet.

[illegible] rue Lacépède,
75005 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Claude Sliwa,
M. et Mme Jean-Pierre Leclocq,
M. et Mme Gérard Sliwa,
M. Thomas Sliwa,
ses enfants,
Mme Jean-Pierre Leclocq,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa [illegible] année, de

Mme Catherine SLIWA,
née LECOCQ,

La cérémonie religieuse sera célébrée [illegible] à la paroisse [illegible], en l'église Notre-Dame de Montrouge-Plaisance, [illegible].

[illegible] sera [illegible] ultérieurement [illegible].

CARNET DU MONDE
TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT
TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 50 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
Nous consulter
☎ 01 42 17 29 80 - 01 42 17 29 42

Anniversaires de décès

– Il y a un an,

Paul BERNOT

disparaissait.

Son compagnon,
Sa famille,
Et tous ceux qui l'aimaient
ont une pensée pour lui.

Alain Bessaha.

– Les 3 et 11 mars 1990,

Hélène et Anne-Marie
BLOCHE-JALOUNEIX

nous quittaient.

Elles sont si présentes dans la quotidienneté de nos vies.

– Il y a six ans, le 4 mars 1992, disparaissait

Jeanne FORTIER,
née BERTIN.

Que tous ceux qui l'ont connue, que tous ceux qui l'ont aimée, aient une pensée à son intention.

– Il y a un an, le 4 mars 1997,

Sylvain MONGAUZE

n'en est plus.

Il nous manque.

Forums

– « L'étranger » : un forum de réflexion, 28 et 29 mars, à Strasbourg.

« Quelle politique vis-à-vis de l'étranger, quel statut pour l'étranger », P. Weil et M. Miaille. « A quoi nous renvoie l'étrangeté de l'étranger ? », J. Hassoun. « Quelle place pour l'étranger en notre sein ?», C. Lanzmann, Comade, Michel Weckel, 03-[illegible]

Soutenances de thèse

– Le lieutenant-colonel François Chauvancy a soutenu une thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication : « L'information, arme stratégique des démocraties : nécessité et légitimité d'une stratégie de communication », le 11 février 1998, à l'Université Paris-IV-Celsa.

Le jury composé des professeurs J.-B. Carpentier (directeur de thèse et directeur du Celsa), F. Bourdon, Paris-IV-Celsa, [illegible], M. Manchuelle, Montpellier-III, et du colonel Rueff, chef du Service de terre [illegible] a décerné la mention très honorable avec félicitations du jury.

– Pascal Pineau a soutenu sa thèse de doctorat en sciences politiques, Paris-I, intitulée : « Leviers économiques au service de l'Europe [illegible] ».

Colloques

– Colloque franco-brésilien : « Le Brésil, l'Europe et les équilibres internationaux, XVIe-XXe siècles ». Sorbonne, salle des Actes, Paris-IV, mardi 3, 9 heures-18 h 30, et mercredi 4 mars 1998, 9 heures-18 heures.

– L'Association des anciens élèves de l'ENSAE organise, sous le haut patronage de Martine Aubry, un colloque sur le thème : « Santé et protection sociale des salariés : quels enjeux pour l'entreprise ? » le 31 mars 1998, au Sénat. Renseignements : 01-41-17-61-95.

Conférences

Conférences de l'Etoile :
« Qu'est-ce que le protestantisme ? »
avec Alain Houziaux
et Louis Pernot, pasteurs.
Mercredi 11 mars 1998, à 20 h 30.
Temple protestant de l'Etoile,
54, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris.
Libre participation aux frais.

– Le mercredi 4 mars, à 18 h 30, Centre national de la photographie, 11, rue Berryer, Paris-8e, dialogue entre Georges Didi-Huberman et Alain Fleischer autour du livre *Phasmes* (recueil de textes de Georges Didi-Huberman, dont plusieurs concernent l'image et la photographie). Entrée libre.

Communications diverses

– L'hébreu, clé de la Bible, de la Kabbale et d'Israël. Stages express individuels du professeur Jacques Benusiglio : 01-47-97-30-22.

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 5 mars, à 20 h 30 : M. Daniel Lindenberg : « Figures d'Israël » (éd. Hachette). Tél. : 01-42-71-88-19, pour inscriptions au « Prix de Pourim ».

Les 10 000 de Persan
course à pied, nouveau parcours de 10 710 mètres
dimanche 8 mars 1998,
départ à 10 heures.
Inscription : hôtel de ville, service des sports, 95340 Persan, 2e édition, [illegible] Persan et ou par téléphone au 01-34-17-44-30, puis le JJS course ouverte aux licenciés.

Depuis 1894
DU BEAU VETEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Très grand choix de tissus et de prix
Nouvelles collections

Le Monde
A LA TÉLÉVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

De l'actualité à l'Histoire
La chaîne *Histoire*
Les mardi à 9 h et 23 h,
mercredi à 11 h et 17 h,
jeudi à 13 h et 19 h,
vendredi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3e et 4e lundis de chaque mois à 21 heures

A la « une » du *Monde*
RFI
Du lundi au vendredi

Le Monde
VENDREDI 13 MARS 1998

Brésil : des incendies ont ravagé un quart de l'Etat de Roraima

RIO DE JANEIRO
correspondance

Plusieurs incendies d'une ampleur exceptionnelle ravagent, depuis trois semaines, l'Etat de Roraima, dans l'extrême nord de l'Amazonie brésilienne. Selon la dernière estimation officielle, 56 000 kilomètres carrés de forêt et de savane (près de 25 % de la superficie de l'Etat) ont déjà été la proie des flammes. Conséquence du phénomène climatique dénommé *El Niño*, la sécheresse prolongée, qui accable la région, favorise la propagation incontrôlable du fléau dont tout porte à croire qu'il a pris naissance à partir des brûlis traditionnellement pratiqués dans les *lavrados*, des savanes propices à l'agriculture.

Dès la mi-janvier, le gouverneur de Roraima, Neudo Campos, avait décrété l'état de « *calamité publique* ». Pour l'heure, les dégâts sont évalués à 30 millions de reals (226 millions de francs). Quelque 12 000 têtes de bétail sont mortes de soif. Avant le retour des pluies, espérées pour le mois d'avril par le ministère de l'agriculture, 40 000 bêtes, soit 10 % du cheptel de l'Etat, devraient connaître le même sort.

LES YANOMAMIS EN PÉRIL

Le rio Branco, l'un des principaux affluents de l'Amazone, est franchissable à gué à certains endroits. Dans les bourgades proches de la frontière vénézuélienne, l'approvisionnement en eau est encore précairement assuré par des camions-citernes. D'autre part, l'incendie qui s'est récemment déclaré dans le massif forestier de Serra Grande risque de représenter, d'ici peu, une sérieuse menace pour les 80 000 habitants de Boa Vista, la capitale de l'Etat. « *La situation est d'autant plus grave que diverses études laissent penser que c'est l'eau d'Amazonie qui régule les cycles hydrologiques de toute l'Amérique du Sud et d'une partie de l'océan Atlantique* », souligne Reinaldo Barbosa, de l'Institut national de recherches d'Amazonie.

Dernier peuple amérindien confronté, dans les années 70, à l'avancée du front de colonisation en Amazonie brésilienne, les huit mille Yanomamis de Roraima sont particulièrement vulnérables face à la catastrophe écologique qui ne cesse de s'aggraver. Walter Ilos, l'un des représentants dans le Roraima de la Fondation nationale de l'Indien (organe de tutelle des populations indigènes), a confirmé, lundi 9 mars, qu'un foyer s'était étendu, la veille, à l'une de leurs réserves en y détruisant 15 kilomètres carrés de forêt.

Associée à la raréfaction du gibier décimé par la sécheresse, la destruction éventuelle des jardins potagers rudimentaires dont les Indiens tirent l'essentiel de leur nourriture entraînerait une disette qui serait fatalement synonyme d'hécatombe : encore peu acculturés dans leur écrasante majorité, les Yanomamis sont affaiblis par les maladies contagieuses disséminées par les garimpeiros (chercheurs d'or et de diamants).

« *Nous affrontons une tragédie, mais l'information que les gens ne comprennent pas comptent* », a déclaré Carlos Zacquini, directeur d'une organisation non gouvernementale, en faisant allusion à l'inertie du pouvoir fédéral.

Jean-Jacques Sevilla

La Suisse justifie son refus d'extrader l'ancien président d'Elf International

Alfred Sirven est en fuite à Genève depuis deux ans

CONSIDÉRÉ comme le personnage-clef de l'affaire Elf, Alfred Sirven, ancien président d'Elf Aquitaine International, actuellement réfugié en Suisse, n'a toujours pas été inquiété. Bien qu'il soit l'objet d'un mandat d'arrêt international, délivré par la juge d'instruction Eva Joly en mai 1997, la Suisse ne l'a pas interpellé. Les autorités helvétiques, qui viennent d'accorder le statut de résident à cet ancien directeur des « affaires générales » d'Elf en fuite depuis deux ans, ont récemment clarifié leur position sur ce dossier. Répondant à l'interpellation de 24 députés suisses, elles estiment avoir besoin d'un « *complément d'informations* » pour « *déterminer si les conditions* [leur] *permettant de délivrer un mandat d'arrêt aux fins d'extradition sont réalisées* ».

Le 11 décembre 1997, s'inquiétant de l'absence de réponse de la police de leur pays au mandat d'arrêt international visant Alfred Sirven, vingt-quatre députés suisses, dont Jean Ziegler, interpellaient leurs autorités devant le Conseil fédéral. « *Alfred Sirven (...) est accusé par la justice française d'avoir détourné plusieurs dizaines de millions de francs*, indique leur texte. *Il est recherché (...) par un mandat d'arrêt international diffusé par Interpol. Or, le délinquant recherché vient de recevoir à Genève, un permis C. Le gouvernement peut-il nous dire pourquoi la police n'exécute pas les mandats d'arrêts internationaux alors que la Suisse fait partie d'Interpol ?* »

Dans sa réponse aux députés, le Conseil fédéral précise que « *l'état de fait mis à la charge de la personne réclamée ne* [remplit] *pas la condition de la double incrimination* ». L'entraide judiciaire entre certains pays est, en effet, soumise à une obligation : il faut que les faits reprochés dans le pays requérant concordent avec les infractions existantes dans le pays dépositaire de la demande. Dans le cas présent, la Suisse estime ne pas être en mesure d'apprécier si les faits reprochés par la justice française à Alfred Sirven remplissent bien cette condition.

« COMPLÉMENT D'INFORMATIONS »

C'est pourquoi, poursuit le Conseil fédéral, « *en date du 13 janvier 1998, l'Office fédéral de la police a demandé à l'Etat requérant* [la France] *de lui faire parvenir un complément d'informations. Dès réception de celui-ci, un nouvel examen approfondi des circonstances sera effectué par cet office, dans le but de déterminer si les conditions lui permettant de délivrer un mandat d'arrêt aux fins d'extradition sont réalisées* ». En attendant, les autorités helvétiques confirment, qu'« *ayant séjourné en Suisse pendant cinq ans, Alfred Sirven a obtenu régulièrement une autorisation d'établissement en vertu de l'Accord d'établissement avec la France. Toutefois, son statut actuel n'a pas d'incidence sur la possibilité d'extrader* ».

Ainsi que le dénonçait l'Appel de Genève lancé par plusieurs magistrats européens, la législation helvétique comprend de multiples recours, susceptibles de retarder efficacement les demandes d'entraide judiciaire.

Cécile Prieur

L'interrogatoire de M. Dumas devrait être reporté

Le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, opéré mardi 10 mars à la clinique du Tondu, à Bordeaux, devra rester hospitalisé une dizaine de jours, sur décision des médecins de cet établissement privé. L'ancien ministre des affaires étrangères ne pourra donc se rendre, le 18 mars, à la convocation des juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky, chargées du dossier Elf. Sur le plan juridique, le procureur général de la cour d'appel de Paris, Alexandre Benmakhlouf, a accusé réception de la demande adressée par les avocats de M. Dumas de saisir la Cour de justice de la République, juridiction compétente pour juger un ancien ministre. Le parquet général a, cependant, indiqué qu'il est « *en l'état impossible de se prononcer sur ce point, puisque les faits précis qu'entendent notifier les juges à M. Dumas ne sont pas encore connus* ». M. Benmakhlouf a adressé copie au parquet de Paris, « *seul habilité à apprécier les suites à donner à cette demande* ».

L'ancien ministre de l'intérieur Charles Pasqua (RPR) a estimé, jeudi 12 mars sur France 2, qu'« *on a assisté à un pré-procès médiatique, une sorte de lynchage* » à l'occasion de la mise en cause de Roland Dumas. Observant que la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, avait déploré le non-respect de la présomption d'innocence, M. Pasqua a déclaré : « *Qu'attend-elle pour intervenir ? Il y a un Conseil supérieur de la magistrature, il y a des mesures à prendre.* »

Lugubre – *par Pierre Georges*

REQUIESCAT in pace. Et ils firent comme des voleurs de gènes au Père-Lachaise. Déterrèrent le corps au soir tombant. L'emportèrent à l'Institut médico-légal. Prélevèrent ce qu'ils avaient à prélever pour chercher ce qu'ils avaient à chercher. Refermèrent le cercueil. Et retournèrent au Père-Lachaise, par nuit noire, pour un cérémonial lunaire, et qu'on imagine lugubre comme un clip de Michael Jackson.

Quand la justice organise ainsi ses transports, nuitamment, dans les grands cimetières sous la lune, quand on entend ainsi imposer au mort ce que le vivant avait refusé, quand on ordonne ainsi que science sans trop de conscience jette à bas le dernier et le plus partagé des tabous, le respect dû aux défunts, comment ne pas frémir ?

Cette danse macabre et génétique, cette exhumation ordonnée par la loi au nom de la loi font absolument horreur. Une obscène quête de la vérité au fond du tombeau. On le dit d'autant plus tranquillement que lorsque la décision de justice fut prise, il y a quelques mois, d'une exhumation, ici même, sur le plan théorique, on avait été plus nuancé. Ou plus troublé par cette autre quête, celle du père manifestée par la jeune Aurore qui veut tant savoir si Yves Montand fut ou non...

Cela, c'était la théorie, le cas d'école, loin de toute considération vulgaire sur une bataille d'héritage. Et puis est venu le temps de la réalité, de la réalisation, de l'expertise, du passage à l'acte. Et tout indique, y compris cette exhumation comme honteuse, qu'il ne fallait tout simplement pas faire cela. Que si c'était judiciairement correct, scientifiquement possible, cela restait moralement intenable.

Les restes d'Yves Montand parleront ou ne parleront pas, génétiquement, à celle qui veut tant savoir. A supposer que les tests ADN soient valables scientifiquement, ils diront ou infirmeront cette paternité. Et il ne restera à cette jeune femme, dans un cas, que le tourment constant de s'être trouvé un père malgré lui, arraché à la tombe. Et dans l'autre que cette honte durable d'une profanation à découvrir que ce père n'était qu'imaginaire.

Changeons de sujet. L'actualité offre, ce jour, un autre possible retour sur chronique, à propos des pitbulls et molosses civers. On avait dit ici, et on n'en démord pas, quel danger représentent ces bêtes, ces possibles armes à pattes, à crocs et avec quelle urgence il fallait traiter du sujet. A l'époque, ils n'étaient que quelques milliers. Aujourd'hui, ils sont des dizaines de milliers.

Et voici qu'une loi, dure, répressive, visant à totalement réglementer la détention, le dressage, la circulation en public de ces animaux et même, concernant les pitbulls, visant à l'extinction de la race par stérilisation obligatoire, voici donc qu'une loi est édictée. Ou va l'être. On ne pleurera pas sur cette atteinte aux libertés de nos amies les bêtes féroces.

Bien sûr, le pitbull sert de molosse émissaire. Bien sûr, il est d'autres races dangereuses si mal éduquées. Mais il n'empêche. Entendant, ce matin, certains vétérinaires plaindre les pauvres bêtes, au motif que c'était l'homme qui rendait féroces ces bêtes si naturellement bonnes, on s'est pris à sursauter. Sont-ils si mal placés, eux, les hommes de l'art, pour savoir que ces molossoïdes sont génétiquement croisés pour être d'abord de parfaits chiens de combat ?

Divergences patronales sur la réforme des cotisations sociales

LA RÉFORME des cotisations patronales de Sécurité sociale envisagée par le gouvernement (*Le Monde* du 12 mars) va-t-elle raviver la fracture entre les « *petits* » et les « *grands* » au sein du patronat ? Quand le CNPF, par la voix de son président, Ernest-Antoine Seillière, dénonce « *un élément de déstabilisation profonde* », l'Union professionnelle artisanale (UPA) se déclare « *satisfaite* » d'une modification de l'assiette des prélèvements. L'organisation artisanale, dont la réforme des cotisations est une vieille revendication, reconnaît notamment qu'« *une cotisation sur la valeur ajoutée peut présenter un certain nombre d'avantages par rapport à l'assiette actuelle* », en prenant quelques précautions.

Pour l'UPA, les petites entreprises pourraient globalement être gagnantes au changement d'assiette, les grands groupes contribuant davantage. Une récente étude réalisée par Gilbert Cette et Elisabeth Kremp pour le ministère du travail conclut en ce sens. Pour les auteurs, qui avertissent toutefois que leurs travaux ne sont qu'« *un éclairage partiel et limité* », ce sont les petites entreprises de 20 à 49 salariés qui « *gagneraient le plus* » au changement d'assiette. Les très grandes sociétés – plus de 2 000 salariés – s'en sortiraient également favorablement. L'effet serait plus pénalisant pour les entreprises « *grosses-moyennes* » de 200 à 500 salariés.

Le sujet est d'autant plus délicat à gérer pour le CNPF qu'Ernest-Antoine Seillière, à la faveur de sa campagne contre les 35 heures, a affiché son souci de défendre l'entreprise petite et moyenne, dont les dirigeants, a-t-il insisté à plusieurs reprises, sont les « *vrais entrepreneurs* ». Comment parvenir à cet objectif en dénonçant d'emblée la réforme des cotisations patronales, si pour un grand nombre d'entre eux cette modification s'avère plutôt bénéfique ?

La tâche se complique encore lorsque l'on sait que, lors des auditions menées sur ce thème en 1997, les deux grandes commissions du CNPF – l'économique d'une part, la sociale de l'autre – avaient fait entendre des avis sensiblement différents. La première était hostile au principe, quand la seconde l'acceptait plus volontiers. Visiblement soucieuse de ne pas trancher trop hâtivement, la Confédération générale des PME n'a pas encore émis d'avis catégorique sur le changement de l'assiette des cotisations.

Caroline Monnot

La qualité de l'air s'est légèrement améliorée de 1990 à 1996

LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT a rendu public, mercredi 11 mars, un rapport sur la qualité de l'air en France, de 1991 à 1996, qui conclut à une légère amélioration. La situation est cependant contrastée selon le polluant étudié. Le rapport constate une baisse significative de 20 % des émissions de dioxyde de soufre (SO_2) d'origine industrielle et une forte réduction des concentrations en plomb, consécutives au renforcement de la réglementation sur les installations industrielles et à la généralisation progressive de l'essence sans plomb depuis 1993.

En revanche, la situation est moins brillante pour le dioxyde de carbone (CO_2), gaz à effet de serre, et le dioxyde d'azote (NO_2), l'un des composants de la pollution à l'ozone (O_3) en été. Le premier enregistre une hausse de 2 %. La progression des émissions de dioxyde d'azote est due, pour sa part, à l'augmentation continue du trafic automobile en ville.

DÉPÊCHES

■ **GRÈVE : les arrêts de travail des pompiers à Aéroports de Paris** ont pris fin. La direction et tous les syndicats – sauf la CFE-CGC – ont signé, jeudi 12 mars au matin, un accord mettant un terme au conflit. Les syndicats ont obtenu des « *réajustements catégoriels* » facilitant leur progression de carrière.

■ **JUSTICE : le corps d'Yves Montand a été exhumé**, mercredi 11 mars en début de soirée, du cimetière du Père-Lachaise, à Paris, où il reposait depuis plus de six ans, et transporté à l'Institut médico-légal aux fins de prélèvements pour une expertise génétique de recherche de paternité. Cet examen, décidé en novembre 1997 par la cour d'appel de Paris, doit permettre de déterminer si Yves Montand est le père d'Aurore Drossard. Les experts ont jusqu'au 30 juin pour communiquer les résultats de leurs analyses à la justice. Le corps du comédien a été réinhumé dans la nuit.

■ **ASTRONOMIE : le 26 octobre 2028, la Terre sera frôlée par un astéroïde** de 2 kilomètres de diamètre, a annoncé, mercredi 11 mars, l'Union astronomique internationale. 1997 XF11 devrait passer assez loin de notre planète (entre 60 000 et 1 million de kilomètres), mais le risque d'une collision n'est pas entièrement exclu.

Bill Clinton félicite le secrétaire général de l'ONU

LE PRÉSIDENT américain Bill Clinton a donné, mercredi 11 mars, un satisfecit au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, quant à sa démarche la crise irakienne sur les inspections, mais il a aussi averti que les Etats-Unis resteront vigilants face à Saddam Hussein.

Kofi Annan « *mérite beaucoup de gratitude de la part des Etats-Unis et des Américains pour le travail qui a été fait* », a déclaré à la presse le président Clinton, au début d'un entretien de plus d'une heure à la Maison Blanche avec le secrétaire général de l'ONU. Se disant « *satisfait de l'accord* » conclu par M. Annan avec le président irakien Saddam Hussein, pour permettre l'inspection, selon des modalités spéciales, de huit sites présidentiels par des experts en désarmement de l'ONU, M. Clinton a ajouté : « *Tout ça est encourageant.* » Si Bagdad respecte ses engagements, « *nous serons capables de faire ce que les Etats-Unis ont toujours voulu faire, à savoir achever le processus d'inspection* ».

M. Clinton a aussi réaffirmé que les résolutions de l'ONU donnent déjà aux Etats-Unis « *l'autorité de prendre les actions nécessaires* » si l'Irak violait ses engagements. Mais il a aussitôt concédé que Washington consulterait « *tout le monde* » à ce sujet ses partenaires au sein du Conseil de sécurité. La majorité des membres du Conseil sont opposés à toute frappe automatique.

M. Annan et M. Clinton ont aussi évoqué la tournée que le premier effectuera au Proche-Orient, du 14 au 26 mars, et qui le conduira en Egypte, en Israël, au Liban, en Syrie et dans les territoires palestiniens. M. Clinton et la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, qui assistait à l'entrevue, ont souligné la nécessité de progrès dans le processus de paix israélo-palestinien. Ils ont estimé « *qu'il incombe aux dirigeants d'Israël et de l'Autorité palestinienne de prendre les décisions difficiles nécessaires pour faire avancer* » ce processus, a affirmé le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry.

LA DETTE AUX NATIONS UNIES

D'autre part, M. Clinton a eu l'occasion d'appeler le Congrès à autoriser le paiement des arriérés à l'ONU. « *Si les Etats-Unis veulent continuer à exercer un rôle dirigeant au XXI siècle pour le bénéfice de leur peuple, nous devons payer nos arriérés à l'ONU et assumer nos responsabilités* », a-t-il dit. Les Etats-Unis doivent 1,7 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs) à l'ONU.

Plus tard, après une rencontre avec des dirigeants du Congrès, notamment l'influent sénateur républicain Jesse Helms, M. Annan s'est déclaré « *raisonnablement confiant* ». Selon lui, les Etats-Unis sont désormais déterminés à payer leur dette aux Nations unies. – (AFP)

Fête de l'Internet

Devenez cyber-reporter pour le site Web du Monde

www.lemonde.fr

« Le Monde de l'éducation » de mars

J.M.G. LE CLÉZIO a accepté d'être, pour un mois, le rédacteur en chef invité du *Monde de l'éducation* pour son édition de mars, dont le dossier central est consacré à la littérature. Sous sa direction, Philippe Delerm, Michel Tournier, Philippe Roger, Nicolas Truong, Salman Rushdie, Micheline Sommant, Danièle Sallenave, en débat avec Jean Bessière, Pascale Casanova, Patrick Kechichian, Jean-Luc Douin, Jacques Meunier traitent le sujet. Cinq écrivains (François Bon, Jean Echenoz, Jean Grosjean, Paul Nizon et Zoé Valdés) répondent aux questions : pourquoi écrit-on, pourquoi lit-on ?

Également au sommaire : un entretien avec Marcelino Oreja sur la culture en Europe, un débat autour de la techno entre Jacques Denis, Patrick Mignon et Jean-Christophe Selvant. Et les chroniques de Jean-Michel Gaillard, Hervé Hamon et Michel Serres.

* En vente chez votre marchand de journaux, 30 francs.

Tirage du Monde daté jeudi 12 mars : 493 303 exemplaires

Calme précaire au Kosovo, où les Albanais organisent des élections non reconnues par Belgrade

Il s'agit d'un test de popularité pour le leader de la Ligue démocratique, Ibrahim Rugova

La tension demeure vive au Kosovo où la communauté albanaise devait procéder, dimanche 22 mars, à des élections convoquées par Ibrahim Rugova, l'actuel « *président* », et non reconnues par Belgrade. L'ouverture d'un dialogue avec Belgrade sur le statut de la province bute toujours sur la question de la participation d'un médiateur international réclamée par les Albanais et refusée par Belgrade.

PRISTINA
de notre envoyé spécial

Aux abords de Pristina, la capitale de la province serbe à majorité albanaise, d'inhabituels contrôles de police organisés autour de véhicules blindés à chenilles illustrent la montée de la tension au Kosovo. Dans la ville, des engins blindés aux couleurs bleues de la police sillonnent par moment les rues, presque désertes à la tombée de la nuit. Au lendemain des manifestations croisées d'Albanais et de Serbes, et des quelques jets de pierre qui ont fait craindre de plus violentes échauffourées, un calme précaire semblait s'être installé vendredi. Les jours qui viennent s'annoncent cependant extrêmement difficiles avec l'ouverture, dimanche, des élections présidentielle et législatives organisées par la communauté albanaise.

Ces scrutins devaient se dérouler dans toute la province du Kosovo à l'appel du principal parti albanais, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK). L'actuel président du parti, Ibrahim Rugova, est l'unique candidat à la « magistrature suprême ». Il avait déjà été plébiscité lors du précédent scrutin, organisé en mai 1992, et bien évidemment qualifié d'illégal par les autorités serbes. Une nouvelle assemblée de cent trente députés doit aussi être élue, alors que la précédente chambre, issue du même scrutin de 1992, n'a jamais siégé. Le vote, auquel doivent participer, selon la LDK, environ un million d'électeurs albanais âgés de plus de dix-huit ans, devait se dérouler « *dans des écoles et des maisons particulières* », explique Afush A. Gashi, conseiller d'Ibrahim Rugova. « *Nous avons aussi prévu des sites alternatifs au cas où la police serbe interviendrait dans les bureaux de vote*, ajoute-t-il, *car il s'agit pour nous de poursuivre le processus démocratique mis en place au Kosovo, en réponse à la violence perpétrée par la police serbe, et d'effectuer, par ce biais, un référendum sur la solution pacifique et indépendante que nous préconisons.* »

Adem Demaqi, qui préside le rival Parti parlementaire du Kosovo (PPK), juge pour sa part ce scrutin avec une certaine virulence : « *Il s'agit d'une farce, et nous pensons que le moment est mal choisi pour organiser des élections dont la préparation, dans un contexte aussi difficile, a été bâclée. Ibrahim Rugova semble chercher une légitimité que personne ne lui conteste, et c'est pourquoi nous avons appelé la population à ne pas participer à ce scrutin* », assure-t-il, dans la salle de conférence de ses locaux où trône, en évidence, un drapeau albanais.

« FRAGILES LUEURS D'ESPOIR »

« *La participation à ces élections constituera en fait un test pour juger de l'importance du soutien que la population apporte à Ibrahim Rugova, pour autant que les chiffres présentent une certaine crédibilité* », résume un diplomate de passage, qui souligne que « *les dissensions entre l'aile modérée d'Ibrahim Rugova et celle, plus radicale, d'Adem Demaqi s'ajoutent à la tension grandissante provoquée par les interventions violentes de la police serbe* ». Cette situation, ajoute-t-il, aggrave « *un climat qui peut à tout moment devenir explosif* ».

Au lendemain des élections au Kosovo, des négociations pourraient toutefois s'ouvrir entre la communauté albanaise et les autorités serbes. En premier lieu, dans cette province où un apartheid de fait régit le système éducatif entre les deux communautés, l'accord sur l'éducation signé en septembre 1996 par le président de la RFY, Slobodan Milosevic, et Ibrahim Rugova devrait connaître un début de concrétisation selon l'engagement formel pris par les deux parties.

Le chef de la communauté albanaise devrait aussi annoncer, toujours au début de la semaine, la composition de la délégation chargée d'entamer le dialogue sur le futur statut de la province avec les autorités serbes. « *Ce sont les seules fragiles lueurs d'espoir qu'il est possible d'entrevoir dans ce noir contexte* », conclut le diplomate.

Denis Hautin-Guiraut

Des gestes insuffisants

Après le refus opposé par le président yougoslave Slobodan Milosevic à une médiation de Felipe Gonzalez dans la crise, Ibrahim Rugova a réaffirmé vendredi 20 mars qu'aux yeux des Albanais du Kosovo un médiateur international est « *indispensable* ». Il a indiqué cependant qu'il allait annoncer prochainement la composition de son équipe pour d'éventuelles négociations.

A Bruxelles, les représentants des pays du Groupe de contact (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) ont *jugé insuffisants les « faibles gestes »* en faveur d'un dialogue. Toutefois, aucune décision concrète sur d'éventuelles sanctions contre Belgrade ne devrait être prise avant la réunion au niveau ministériel du Groupe de contact, mercredi à Bonn.

50 000 personnes dans les rues de Naples contre le chômage

ROME
de notre correspondant

Au moins cinquante mille personnes ont défilé dans les rues de Naples, vendredi 20 mars, pour protester contre le chômage et la Camorra (Mafia). Des manifestations ont également eu lieu dans les quatre autres grands centres urbains de la Campanie, la région d'Italie la plus touchée par le chômage qui y frappe 25,5 % de la population, soit 1 135 000 personnes ; 160 000 chômeurs sont officiellement recensés à Naples.

Au cours des dix dernières années, 100 000 postes de travail ont été perdus dans cette région. Ce phénomène nourrit indéniablement la mainmise de la Camorra. Depuis le mois de janvier, près de trente personnes ont été exécutées dans une série de règlements de comptes entre différents clans pour le contrôle de trafics de toutes sortes, notamment de la drogue. Les vendettas ont transformé la zone de Naples en champ de bataille dans lequel les passants sont quelquefois les victimes lors d'échanges de coups de feu. Le maire, Antonio Bassolino, a réclamé au gouvernement un plan « Maastricht pour le Sud ». Il estime que le développement de cette région doit être une priorité au même titre que « *la priorité est donnée [actuellement] aux critères économiques pour l'entrée dans l'euro* ».

AFFRONTEMENTS À PALERME

Cette inquiétude face à la montée du chômage concerne tout le Mezzogiorno, et en particulier la Sicile où des manifestations se déroulent depuis plusieurs jours à Palerme. Des affrontements violents se sont produits, le 18 mars, avec les forces de l'ordre. Les habitants demandent que les emplois précaires fournis par les 269 coopératives sociales soient transformés en postes fixes. Cela concerne un peu plus de 16 000 personnes. On recense 800 000 demandeurs d'emploi dans toute la Sicile, soit 24,3 % de la population.

Ces deux régions sont les plus touchées par la progression du chômage qui affecte tout le sud de la péninsule. Les syndicats qui avaient organisé la manifestation de Naples souhaitent qu'un plan d'urgence soit mis en place pour faire face à ce problème grandissant. Le gouvernement a projeté de transformer l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) en une agence pour le développement industriel et l'occupation (ASIO) dont l'objectif serait de créer des emplois dans le Sud. Cette initiative s'est heurtée à certaines réticences au sein de la majorité, et Romano Prodi, président du conseil, s'est proposé de soumettre le texte au Parlement, ce qui entraînerait des délais jugés trop longs vu l'urgence des remèdes à apporter. *Aucune décision n'a été prise pour le moment.*

Michel Bôle-Richard

Les russophones de Lettonie sont mécontents de leur sort

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

« *Aux yeux de la Russie, les Lettons ont remplacé les Estoniens dans le rôle des mauvais garçons.* » Les derniers avatars en date dans les relations entre Riga et Moscou sont de nature à aviver le dépit de ce diplomate letton. Depuis le début du mois de mars, le ton a monté entre ces deux capitales, remettant en cause une difficile normalisation bilatérale. De cette dernière dépendra en partie l'ancrage à l'Ouest de la République baltes, candidate à l'Union européenne et à l'OTAN. Héritage d'un demi-siècle d'annexion soviétique, la présence d'une forte minorité russophone en Lettonie (environ 40 % de la population) ne facilite pas ce processus. Une série de manifestations dans les rues de la capitale viennent une nouvelle fois de le démontrer.

Le 3 mars, la police donna de la matraque en caoutchouc pour dégager une artère du centre-ville que occupaient un millier de retraités, en majorité russophones, ils avaient venus, toques de fourrure sur le crâne, exprimer leur frustration face à la cherté de la vie, en particulier des loyers et du téléphone. « *Nous avons l'indépendance, il est temps maintenant d'avoir un repas !* », pouvait-on lire sur une pancarte. Le rassemblement n'avait pas été autorisé par les autorités, selon la police. D'où son intervention pour « *rétablir l'ordre* » qui, si elle ne fit officiellement pas de blessés, scandalisa Moscou. Au concert de protestations nationalistes, le premier ministre russe, Victor Tchernomyrdine, joignit sa voix, dénonçant « *une violation des droits de l'homme* » et menaçant d'imposer, en guise de représailles, des sanctions économiques à l'égard du petit voisin, indépendant depuis 1991. « *Les Russes ont réagi hors de toutes proportions* », déplore-t-on à Riga.

LES « NON-CITOYENS »

Deux semaines plus tard, le 17 mars, c'était au tour de trois mille personnes d'origine russe de descendre dans la rue, dans le calme cette fois. Outre les conditions de vie difficiles, elles entendaient dénoncer la politique gouvernementale en matière de passeports pour les « non-citoyens ». Un terme officiel employé pour désigner tous ceux qui n'ont pas encore été naturalisés lettons, soit environ 675 000 personnes pour une population totale de 2,5 millions d'habitants. Aux termes de la loi, la citoyenneté ne fut essentiellement attribuée d'emblée qu'à ceux qui étaient déjà citoyens lettons en juin 1940, date de l'invasion soviétique de la République balte, ainsi qu'à leurs descendants. Pour les autres – ouvriers et soldats arrivés du reste de l'URSS après la seconde guerre mondiale –, la citoyenneté n'est accordée que sur demande, et après avoir satisfait à des examens de langue et d'histoire lettones.

Les autorités de Riga instaurèrent en outre un système de classes d'âge. Ainsi seuls les « non-citoyens » de moins de trente ans peuvent-ils actuellement postuler ; *puis viendra le tour des trentenaires, etc.* Un dispositif qui représente l'avantage de ralentir un processus qui fait peur à plus d'un Letton de souche, inquiets d'être un jour absorbés par des « migrants » dotés de droits identiques aux leurs, même s'ils les côtoient quotidiennement dans une relative harmonie.

Ce régime particulier, Moscou n'a eu de cesse de le vilipender au nom de la « *défense des droits des minorités* ». C'est d'autant plus le cas depuis la décision de Riga, il y a un an, de supprimer les vieux passeports rouges de l'époque soviétique. Car leur remplacement par de nouveaux documents, violets pour les « non-citoyens », ne se fait pas assez vite, pour cause de manque de personnel administratif. Seuls environ 150 000 d'entre eux l'ont obtenu jusqu'à présent, alors que les passeports « soviétiques » ne seront plus valables à partir du 31 mars.

VÉTÉRANS SS

« *Comment voulez-vous, dans ces conditions, pour aller rendre visite à ma famille en Russie ?* », s'interrogeait un des manifestants du 17 mars. Le gouvernement envisagerait de reporter l'échéance. Les critiques russes sont alimentées par certaines restrictions frappant les « *citoyens de deuxième zone* ». Ne sont-ils pas interdits d'exercer une demi-douzaine de professions, dont celles de juge et d'avocat ? Les autorités lettones s'emploient à en réduire le nombre. Ainsi le Parlement a-t-il autorisé, jeudi 19 mars, les « non-citoyens » à tenir une pharmacie, après avoir satisfait les pompiers et les membres d'équipage d'avion. Ils n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Russie, avec laquelle les échanges économiques sont en plein « boom ». Quant aux autres Lettons de souche, ils idolâtrent leurs camarades, dispensés de passer un an sous les drapeaux.

C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les jeunes « non-citoyens » – les seuls habilités actuellement à se faire naturaliser – se montrent que peu d'enthousiasme : 6 % seulement d'entre eux en ont fait la demande, selon l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui surveille ce processus. Financée par l'ONU et la Fondation Soros, une étude publiée le 18 mars explique cette « *passivité* » essentiellement par la peur d'échouer aux examens de langue et d'histoire. Neuf « non-citoyens » sur dix ont néanmoins décidé de rester en Lettonie. La forte proportion de Russes dans le pays est considérée comme un facteur apaisant pour cette catégorie de la population, majoritaire dans six des huit plus grandes villes lettones, principalement à Riga.

Hasard du calendrier, les manifestations russophones ont coïncidé avec le défilé annuel, les 15 et 16 mars dans la capitale, de plus de quatre cents vétérans de la Légion SS lettone. La commémoration de la création de leur unité, en 1943, qui combattit l'Armée rouge aux côtés des Allemands, fut perçue comme « *une provocation* » supplémentaire par Moscou. Le gouvernement letton n'était pas représenté, plusieurs députés et officiers baltes prirent part à l'événement, sous les slogans antifascistes de russophones en colère.

Benoît Peltier

Lionel Jospin a rencontré Wei Jingsheng au Salon du livre

PARIS. Lionel Jospin a eu, vendredi 20 mars, un bref entretien avec Wei Jingsheng, au Salon du livre, à Paris, où le dissident chinois se trouvait à l'occasion de la publication en français de son ouvrage, *Lettres de prison* (Plon). Selon M. Wei, le premier ministre a expliqué que son gouvernement était à la recherche d'une nouvelle approche de la question des droits de l'homme en Chine. Le dissident a exposé son point de vue, réclamant une pression constante des Etats étrangers en vue de provoquer des progrès dans ce domaine. Le chef du gouvernement a ensuite reçu des mains de l'éditeur Christian Bourgois un autre de ses livres, *La Cinquième modernisation*.

Le roi du Cambodge n'accorde pas de pardon à son fils

BANGKOK. Faute de l'approbation de Hun Sen et Ung Huot, les deux premiers ministres cambodgiens, Norodom Sihanouk a déclaré, samedi 21 mars, qu'il n'accorderait pas de pardon au prince Norodom Ranariddh, condamné par un tribunal de Phnom-Penh à trente-cinq ans de prison et 330 millions de francs d'amende. « *Je ne déciderai rien du tout* », a déclaré le roi après réception d'une lettre de Hun Sen et Ung Huot le laissant libre de son choix, formule rejetée d'avance par Sihanouk. Le monarque, qui vit à Pékin, a également dit qu'il n'abdiquerait pas. Cette impasse gêle un plan japonais de règlement qui prévoyait, après l'octroi d'un pardon royal, le retour de Ranariddh, déposé par Hun Sen en juillet 1997, pour y participer à des élections. – *(Corresp.)*

Le Parlement thaïlandais a rejeté une motion de censure

BANGKOK. Par 208 voix contre 177, le Parlement de Bangkok a rejeté, samedi 21 mars, une motion de censure contre le gouvernement de Chuan Leekpai. Intervenant quatre mois seulement après la formation de ce cabinet, qui avait hérité d'une situation catastrophique, cette motion était d'autant plus inopportune que le premier ministre, considéré comme un bon élève du FMI, a marqué plusieurs points : amorce de la restructuration du secteur financier, redressement de la monnaie, assouplissement du plan d'austérité du Fonds monétaire (17,2 milliards de crédits). En outre, Chuan vient d'effectuer une fructueuse visite aux Etats-Unis, où il a obtenu 1,7 milliard de crédits supplémentaires. Une relance de l'économie n'est, toutefois, pas prévue avant la fin de l'année. – *(Corresp.)*

Cuba : divergences sur l'assouplissement de l'embargo américain

LA HAVANE. Fidel Castro a qualifié, vendredi 20 mars, lors d'un entretien avec la chaîne de télévision CNN, de « *réellement positives et constructives* » les mesures d'assouplissement de l'embargo contre Cuba annoncées par le président américain Bill Clinton (*Le Monde* du 21 mars). Le président a estimé que ces mesures – rétablissement des vols charters humanitaires directs, autorisation d'envoi d'argent et procédures pour faciliter et accélérer l'envoi de médicaments – allaient aider « *à un meilleur climat* » entre Cuba et les Etats-Unis. Interrogé à Genève alors qu'il venait de s'exprimer devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Roberto Robaina, ministre cubain des relations extérieures, a en revanche qualifié cette initiative « *d'opération cosmétique* ». – *(AFP)*

Selon son avocat, Marc Dutroux « n'est pas pédophile »

BRUXELLES. Les experts en psychiatrie qui se sont occupés de Marc Dutroux ont conclu dans un rapport que ce dernier n'était pas pédophile, a affirmé, jeudi 19 mars, aux médias belges son avocat Julien Pierre. « *Les experts considèrent que Marc Dutroux ne fait pas partie des pédophiles* » et qu'il « *n'est pas pédophile* », a indiqué l'avocat à la télévision privée belge RTL-TVI. Selon le rapport des experts cité par les médias, Dutroux serait considéré comme pleinement responsable de ses actes, manipulateur, mais ne pourrait pas être qualifié de pédophile. Le prisonnier le plus célèbre de Belgique avait été condamné à la fin des années 80 pour viols et séquestration d'enfants. Il avait été libéré de manière anticipée en 1992. Arrêté à nouveau en août 1996, Marc Dutroux est accusé de la séquestration de six fillettes belges et de la mort de quatre d'entre elles entre juin 1995 et août 1996. – *(AFP)*

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : à l'initiative de Paris et Bonn**, la présidence britannique de l'Union européenne a apporté, vendredi 20 mars, son appui à la visite effectuée par le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, sur le chantier du nouveau quartier juif de Har Homa, à Jérusalem-Est, qui avait suscité les foudres du gouvernement israélien. Les Quinze soulignent, dans un communiqué publié à Londres, que la visite de Robin Cook à Har Homa « *avait reçu le soutien de tous les ministres des affaires étrangères* » de l'UE et confirment qu'ils considèrent que « *la colonisation par Israël des territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, est contraire au droit* ». – *(AFP)*

■ **LIBYE : cinquante-deux pays** ont participé, vendredi 20 mars, à un débat au Conseil de sécurité de l'ONU sur les sanctions internationales imposées contre la Libye depuis l'attentat de Lockerbie, en Ecosse, en 1992. Ce débat a été l'occasion pour les pays arabes et africains, ainsi que pour les non-alignés, d'emboîter le pas de la Libye pour réclamer la levée de l'embargo aérien et sur les armes qui frappe ce pays. Ces sanctions ont été imposées par l'ONU en 1992 pour forcer la Libye à remettre aux justices américaine et britannique deux Libyens accusés d'avoir organisé l'attentat contre un Boeing 747 de la compagnie américaine Pan Am. – *(AFP)*

Des incendies ravagent le nord du Brésil

RIO DE JANEIRO. Le feu qui ravage une partie de l'Etat amazonien du Roraima, au nord du Brésil, depuis début mars continuent de se propager en raison des vents violents. Les autorités locales restent cependant extrêmement confuses sur les dégâts occasionnés à la forêt et à la savane par les incendies épars combattus par des centaines de pompiers arrivés de Brasilia et d'Argentine. Selon les projections de l'Institut de recherches d'Amazonie de Boa Vista (INPA), ces feux pourraient dévaster une superficie équivalente à celle de la Belgique. Les Etats voisins du Venezuela et du Guyana sont touchés. L'absence de pluies sur l'Etat depuis plus de trois mois (alors qu'il pleut à verse en pleine Amazonie à quelque 700 km plus au sud) continuait à favoriser la progression des centaines de petits foyers. – *(AFP)*

La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies

Les brûlis traditionnels embrasent des territoires asséchés par le phénomène climatique El Niño

Les perturbations climatiques provoquées par le phénomène El Niño produisent, au Brésil, des incendies gigantesques – analogues à ceux qui ont ravagé l'Asie du Sud-Est à l'automne 1997 – dans la savane et les forêts de l'Etat brésilien du Roraima, au nord-ouest de l'Amazonie, ainsi qu'au Venezuela, en Guyana et au Surinam. Les météorologues ne prévoient pas de précipitations importantes avant cinq semaines.

« DÉSASTRE planétaire... Enfer géant... L'Amazonie en flammes. » Les superlatifs ne manquent pas aux manchettes des journaux brésiliens et américains pour évoquer ce qui pourrait bien être l'incendie le plus grave qu'ait connu l'Amazonie depuis trente ans. Depuis la fin janvier, des feux ravagent en effet l'Etat brésilien du Roraima, au nord-ouest du pays (*Le Monde* du 13 mars). Une région dominée, au sud et à l'est, par la savane et, à l'ouest et au nord, par la forêt.

Les incendies auraient déjà dévoré, selon les différentes sources, une surface représentant une à deux fois celle du territoire libanais (1 à 2 millions d'hectares) ! Et l'inquiétude des habitants grandit : dans la capitale Boa Vista, ils sont enfumés depuis quarante jours.

Officiellement, on ne dénombrait jusqu'à la semaine dernière qu'un mort. Mais, *« dans les savanes où vivent 19 000 Indiens Makuxis, Wapixunas, Taurepangs et Ingarikos, les plantations et les villages ont brûlé, et le bétail meurt de soif »*, souligne Bruce Albert. Selon cet anthropologue de l'Orstom en poste au Brésil, *« la famine menace pour un an et demi au moins »*, du fait du long temps de maturation du manioc.

En forêt, où subsistent 9 700 Indiens Yanomamis, une mission de médecins indigénistes du Roraima a dressé, en fin de semaine dernière, un bilan tout aussi alarmant. Alors qu'une bonne dizaine de villages sont directement menacés par les flammes (dans les régions d'Ajarani et Mucajai-Apiau), les cultures traditionnelles de maïs, canne à sucre, manioc et banane, sont ruinées par les feux ou la sécheresse, les rivières se tarissent et les poissons meurent, le gibier est en fuite, et un gigantesque nuage de fumée paralyse tout ravitaillement et secours aéroportés.

Ajoutés à une épidémie de paludisme galopante, les risques sanitaires et de famine sont explosifs. La panique gagne d'autant plus les Yanomamis que *« traditionnellement, ils associent la propagation de la fumée à celle des épidémies... »*, rappelle Bruce Albert.

AIDE D'URGENCE DEMANDÉE

Une demande d'aide d'urgence a été adressée à l'Union européenne par le Conseil indigène du Roraima. *« Si ces feux progressent dans la partie nord et ouest du massif forestier, ce serait une véritable catastrophe écologique ;* souligne, pour sa part, le botaniste Francis Hallé (université de Montpellier). *Ce massif s'est développé sur une formation géologique très ancienne – environ 2 milliards d'années – du bouclier guyanais. Il possède une structure et une diversité en espèces végétales et animales exceptionnelles, bien plus riches et intéressantes que celles d'Amazonie centrale. »*

Après l'Indonésie, l'Amazonie... Le parallèle avec les terribles incendies de l'automne 1997 en Asie du Sud-Est est saisissant. L'origine est la même : les brûlis. Dans le Roraima, ces mises à feu habituelles visent à replanter des cultures vivrières et à défricher de grands pâturages. En Indonésie, en plus des paysans, d'importantes compagnies ont joué les incendiaires pour replanter des arbres à croissance rapide (pour le bois) et des palmiers à huile. Mais, quels qu'en soient leurs auteurs, ces défrichements forestiers se sont transformés, à chaque fois, en efficaces couloirs de pénétration pour le feu.

Le contexte climatique est le même, lui aussi. On retrouve El Niño, cette puissante perturbation qui a déplacé vers le centre de l'océan le gigantesque réservoir d'eau chaude habituellement stationné autour de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Résultat, tandis que la côte ouest de l'Amérique essuie des pluies diluviennes et des inondations depuis près d'un an, une sécheresse calamiteuse ronge le Brésil tout autant que l'Asie du Sud-Est. Si bien que les brûlis ont pu prospérer, alors qu'ils sont habituellement douchés par les pluies de décembre dans le Roraima.

Les conséquences sont également du même ordre. En Indonésie, entre 300 000 et 2 millions d'hectares de forêt équatoriale, selon les estimations, sont partis en fumée dans l'archipel. Les feux ont d'ailleurs repris à Bornéo, où les autorités locales *affirmaient*, vendredi 20 mars, avoir recensé plus d'un millier de foyers d'incendie.

Au Brésil, d'après l'Agence fédérale de l'environnement (Ibama), 607 500 hectares de savane auraient déjà brûlé et près de 5 millions d'hectares de savane et de forêt clairsemée seraient menacés dans le Roraima. L'agence avance, par ailleurs, que 1,4 million d'hectares seraient déjà consumés dans les zones purement forestières !

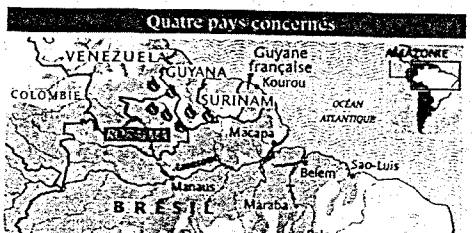
Dernier parallèle mis en avant par les journaux brésiliens, l'impuissance, voire l'incurie, des autorités. *« Nous avons perdu le contrôle de la situation »*, reconnaissait, dès lundi 16 mars, le chef de la défense civile fédérale, Kleber Gomes Cerquinho. Et les autorités de Brasilia, qui viennent de débloquer une quinzaine de millions de francs pour tenter de combattre le fléau, ont été accusées de réagir tardivement.

Des actions préventives d'urgence sont nécessaires dans certaines localités habitées et des zones de forte biodiversité. Mais, la semaine dernière, moins de 350 pompiers étaient sur la brèche. De toute façon, des dizaines d'avions et d'hélicoptères antifeux ne parviendraient sans doute pas à éteindre un tel brasier et le matériel dont disposent les Brésiliens est *dérisoire, comparé à l'immensité* de leur territoire forestier.

« Seule la pluie peut stopper ce fléau », estime Fernando Catao, secrétaire de la police régionale du Brésil, chargé de diriger l'aide fédérale dans le Roraima. Mais aucune précipitation majeure n'est prévue par les météorologistes avant cinq semaines.

Vincent Tardieu

Quatre pays concernés



Une zone peu peuplée

Si l'on en croit les estimations avancées, les incendies du Roraima et des territoires environnants sont plus vastes que ceux qui ont dévasté Sumatra et le Kalimantan indonésien. Ils semblent pourtant, jusqu'à présent, provoquer moins l'inquiétude chez les responsables politiques brésiliens, voire dans les instances internationales. Ces incendies, éloignés des grands centres économiques, affectent des régions où subsistent quelques centaines de milliers d'indigènes et de petits colons, ou encore des chercheurs d'or ou de diamants (*garimpeiros*). Boa Vista, la capitale de l'Etat, ne compte que 70 000 habitants... Rien à voir avec les dizaines de millions d'Indonésiens qui peuplent l'île relativement prospère de Sumatra.

Les foyers s'étendent au Venezuela

Une photo prise par satellite de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), et diffusée sur Internet, montre que les feux de savane et de forêt touchent de manière égale le Venezuela, le Guyana et le Surinam. Sur ce document, réalisé mercredi 18 mars, on distingue nettement les concentrations de chaleur émanant de nombreux foyers d'incendies de chaque côté de la frontière entre le Guyana et le Surinam, ainsi que dans l'est du Venezuela.

Un responsable de l'Institut de recherches d'Amazonie (INPA) a déclaré, vendredi 20 mars, que le Venezuela *« devrait commencer à s'inquiéter de ce qui se passe »* chez lui. Les autorités de ce pays ont annoncé pour leur part, par l'intermédiaire de leur ambassade au Brésil, qu'elles envoyaient une *« équipe multidisciplinaire de spécialistes »* sur place pour *« identifier, avec le gouverneur du Roraima »*, l'action concrète qu'elles peuvent mener *« dans la lutte contre les incendies dans le Roraima »*.

Alerte rouge planétaire face à la nouvelle virulence du bacille de Koch

Trois millions de décès par an sont dus à la tuberculose

LES TEMPS changent. Jusqu'au milieu de ce siècle, la tuberculose pouvait encore être décrite avec les mots de Dickens, maladie incurable, fruit pathologique de la pauvreté, de la promiscuité et du mépris chronique des règles de l'hygiène. L'avènement des antibiotiques, l'amélioration du niveau de vie et le respect grandissant de la santé publique ont ensuite rapidement modifié le paysage et fait reculer ce fléau.

Mais, aujourd'hui, tout est remis en question. Après la dramatique progression de la pandémie de sida et son cortège grandissant de maladies « opportunistes » – au premier rang desquelles la tuberculose – qui sévissent comme jamais dans le tiers-monde, après la multiplication des phénomènes de résistance du bacille de Koch aux antibiotiques habituellement efficaces, voilà l'espèce humaine confrontée à de nouvelles souches bactériennes d'une virulence jamais observée et hautement inquiétante.

L'affaire est révélée par le menu dans un numéro (daté du 5 mars) du *New England Journal of Medicine*. Une équipe médicale américaine des Centers for Diseases Control d'Atlanta y rapporte les données de bactériologie moléculaire qu'elle a pu établir à partir d'une large flambée tuberculeuse observée dans une communauté rurale (deux petites villes du Tennessee et du Kentucky), a priori à très faible risque vis-à-vis de cette infection.

Les spécialistes américains ont noté la très grande contagiosité du germe, capable de provoquer une tuberculose active après une seule exposition occasionnelle de courte durée, les patients pouvant aisément transmettre la maladie à leurs proches et à leur environnement immédiat. Sur plus de quatre cents personnes ayant été en contact avec des sujets contaminés, près des trois quarts devaient présenter les stigmates immunologiques de l'infection tuberculeuse.

NOUVELLES PROPRIÉTÉS

Les expériences de laboratoire ont amplement confirmé les observations cliniques. La nouvelle bactérie tuberculeuse isolée à cette occasion dans la campagne américaine est en effet d'une étonnante virulence. Alors que l'une des souches habituelles connues pour sa dangerosité induit dans chaque poumon des souris de laboratoire inoculées environ 1 000 bactéries après dix jours et environ 10 000 après vingt jours, les spécialistes américains *ont observé cette fois* 10 000 bacilles après dix jours et environ 10 millions après vingt jours.

En d'autres termes, tout indique que le bacille de Koch sait trouver en son sein les possibilités évolutives lui permettant d'acquérir de nouvelles et très inquiétantes propriétés infectieuses. Cette plasticité pathogène semble, contrairement à ce que l'on imaginait jusqu'à présent, indépendante de facteurs environnementaux.

Ce constat se double d'un autre, nullement rassurant, également publié dans le *New England Journal of Medicine*. Il s'agit de la démonstration, faite en Gambie par des spécialistes londoniens, que les hommes ne sont pas génétiquement égaux face au risque de l'infection tuberculeuse. Comme on vient de l'établir pour la contamination par le virus du sida, certaines personnes sont, du fait de leur patrimoine héréditaire, plus que d'autres exposées à la maladie.

Tout, en définitive, se conjugue pour démontrer que le *Mycobacterium tuberculosis* est l'un des germes les plus dangereux parmi ceux qui menacent l'homme, un germe d'autant plus redoutable que la contagion s'effectue par voie aérienne et que les médicaments habituellement actifs sont – quand ils peuvent être utilisés – de moins en moins efficaces. On compte désormais chaque année à travers le monde 8 millions de nouveaux cas de tuberculose et 3 millions de décès dus au bacille de Koch.

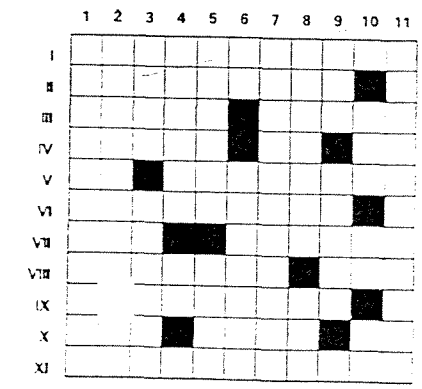
Jean-Yves Nau

■ **MÉNINGITE : la maladie a tué 298 personnes au Burkina Faso** sur un total de 1 760 cas enregistrés depuis le début de l'année, selon un quotidien national. Ces chiffres, qui portent sur les neuf premières semaines de l'année, ont été communiqués au journal par les services de surveillance épidémiologique. La méningite sévit quasiment chaque année pendant la saison de l'harmattan, vent sec du désert qui provoque régulièrement des épidémies au Burkina. En 1997, cette maladie avait tué 2 533 personnes pour 22 293 cas enregistrés. *« Nous ne sommes qu'au début de la période épidémique, qui va du mois de février à mai. La vigilance est donc à renforcer jusqu'aux premières pluies »*, prévient le journal.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98071

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min)



HORIZONTALEMENT

I. Réduction à tout propos. – II. Somme pour récupérer. – III. Signes du temps. Change de peau. – IV. Arrose le sillon alpin. Inutile en répétition. Cité antique. – V. Pour le licencié. Faire étage de son savoir et de sa marchandise. – VI. Que l'on ne sera plongé de conserver. – VII. Élément vital. Sont en bonne place au feu et à la cour. – VIII. Passage étroit pour l'égoïne. Vont être acquittés. – IX. Donne une dimension interplanétaire. – X. Vont avec les autres. Fit du tort. Le manganèse. – XI. Fonds liquides.

VERTICALEMENT

1. Laisse une trace après passage. – 2. Assure une bonne conduite. Lettres de Nerval. – 3. Frustre dans ses manières. Généreuse quand elle est légère. – 4. Victime d'une grande émotion. Apprentissage culturel. – 5. Buts que l'on voudrait atteindre. Effet lumineux. – 6. Personnel. Faire l'éléphant. – 7. Devenu sur le tard homme de lettres. – 8. Compositeur et violoniste italien. Coule en Suisse. – 9. A moitié inondé. Un des grands de la terre battue. – 10. Mouvement dans les cordes. Attrapé. Personnel. – 11. Prennent le relais des nouveau-nés.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98070

HORIZONTALEMENT

I. Réincarnées. – II. Ennuis. Elsa. – III. Atomes. Goal. – IV. Cree. Illico. – V. Tairas. Ig. – VI. Ui. Artagnan. – VII. Antidatée. – VIII. Le. Rente. Ar. – IX. Pente. Cid. – X. Sem. Tellure – XI. Exégèse. Les.

VERTICALEMENT

1. Réactualisé. – 2. Entraîne. Ex. – 3. Inouï. PME. – 4. Numéraire. – 5. Cie. Ardente. – 6. Assistantes. – 7. Attelé. – 8. Négligée. – 9. Éloigné. Cul. – 10. Esac (case). Aire. – 11. Salonnardes.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 62

Les clés de « l'énigme »

DANS L'AGENCE « L'énigme, filatures en tous genres », la confiance règne, mais sans excès. Aussi le coffre qui contient les pièces à conviction est fermé par plusieurs serrures. Le directeur et chacun des cinq détectives disposent d'un certain nombre de clés, de telle sorte que :

- trois quelconques d'entre eux puissent toujours ouvrir le coffre en unissant leurs clés ;
- le directeur puisse toujours ouvrir le coffre quand un de ses détectives est présent ;
- mais deux quelconques des détectives ou le directeur seul ne puissent jamais obtenir l'ouverture.

Combien de serrures, au minimum, seront nécessaires ? Quel sera alors le nombre de clés attribué à chacun ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1998

Solution dans *Le Monde* daté 31 mars.

Solution du problème n° 61 paru dans Le Monde du 17 mars

1/41 = 0,02439 02439 02439... Si la période de la suite décimale de 1/z est 5, c'est qu'on a 1/z = N,NNN... où N est un groupe de 5 chiffres. En multipliant par 100 000, cela donne : 100 000/z = N, NNN... On soustrait les deux égalités et on multiplie par z. Cela devient : 99 999 = z × N (z est à prendre parmi les diviseurs de 99 999). Or 99 999 = 3 × 3 × 41 × 271. Ni 3 ni 9 ne conviennent. Le plus petit diviseur restant de 99 999 est 41, et une vérification sur calculatrice achève la question.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème de logique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde, 12, rue M.-Gunsbourg, 94852 Ivry cedex
Le Monde Imprimerie
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Moras
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218, 75226 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
IMPRIMÉ EN FRANCE

Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du *Monde*

... également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16544 – 7,50 F

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 AVRIL 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

MULTIMÉDIA

- La controverse « Corpus Christi »
- Skyrock, génération rap

■ **Danger, dioxines !**

Sur 71 incinérateurs de déchets ménagers, seuls 6 d'entre eux respectent les normes européennes d'émission. p. 9

■ **Ville de Paris : l'immobilier épinglé**

La Mission interministérielle d'inspection du logement social dénonce des irrégularités de gestion à la Page immobilière de la Ville de Paris. p. 10

■ **Bourse américaine au sommet**

L'indice Dow Jones dépasse les 9 000 points, se repoussant du ralentissement de l'économie américaine. p. 15 et 19

■ **Retour sur les cantonales**

Selon l'analyse de Jérôme Jaffre, la droite n'est pas contrainte à une alliance avec le FN pour reconquérir son électorat. p. 8

■ **L'assassinat d'un juste**

MAGNUM

La communauté noire américaine n'a jamais retrouvé un leader de la dimension de Martin Luther King, assassiné à Memphis le 4 avril 1968. p. 12

■ **Les juges de la finance**

Craintes et redoutées, elles sont nombreuses, informent les investisseurs sur les risques financiers. Enquête au lendemain du ministère sur les marchés financiers provoqué par l'affaire de la Société générale. p. 14 et aussi p. 4

■ **PEP, a bonne affaire**

[illegible] p. 17

■ **Un « petit Louvre » à Lyon**

[illegible] p. 24

■ **Des motos de ville**

[illegible] p. 22

■ **« Grand Jury »**

[illegible]

M 0146 – 7,50 F

La famine menace les Indiens d'Amazonie après les incendies des forêts brésiliennes

Enquête sur les racines politiques et sociales d'une catastrophe écologique

PLUS DE trente mille kilomètres carrés, soit l'équivalent de la superficie de la Belgique, ont été dévastés dans l'état du Roraima, à l'extrême nord du Brésil. Après trois mois de sécheresse, les fortes pluies qui sont tombées, depuis mardi 31 mars, ont permis de venir à bout de la plupart des foyers. Les dernières images satellites indiquaient cependant la persistance de quelques feux à l'extrême nord, à la frontière du Venezuela, et à l'est, près de la réserve indigène, Raposa do Sol.

Si « El Niño » est responsable de la sécheresse, le comportement des agriculteurs et des colons expliquent l'étendue de la catastrophe. Une responsabilité partagée par les autorités brésiliennes, en raison de leur gestion de la question foncière au Brésil. Les incendies dans le Roraima et les affrontements meurtriers entre grands propriétaires et paysans sans terre dans l'Etat voisin du Para, montrent en effet que l'Amazonie sert d'exutoire à la réforme agraire du pays. Elle concentre plus de 77 % des projets de réforme, alors que les gouvernements successifs se révèlent toujours incapables de modifier une répartition de terres : 2 % des propriétaires détiennent plus de la moitié des exploitations agricoles.

Les petits agriculteurs et les Indiens Yanomamis de l'Etat du Roraima sont, eux, menacés par la famine. Les uns parce que leurs ressources ont été détruites et les autres parce que l'interdiction des brûlis, prolongée par les autorités, les empêchent de préparer leurs terres. Cette interdiction de pratiquer des brûlis, prise en janvier dernier en raison de la sécheresse exceptionnelle provoquée par le Niño, a en effet été reconduite, mercredi, par l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama). Cernés par la colonisation croissante, les quelque 20 000 indiens Yanomamis du Brésil sont aussi menacés par les maladies, favorisées par la détérioration de la situation sanitaire.

Lire page 2 et notre éditorial page 13

M. Jospin maintient les grands programmes militaires

DEVANT deux cents officiers de marine, à Saint-Mandrier (Var), le premier ministre a rassuré les armées : le gouvernement s'est engagé à « *stabiliser* », entre 1999 et 2002, les dépenses d'équipement militaire à hauteur de 85 milliards de francs par an (les crédits de fonctionnement s'élèvent à 100 milliards en 1998). C'est une décision qui est censée interrompre le processus de dégradation budgétaire observé dès 1997, et maintenu pour 1998. Elle permet de conserver l'essentiel des grands programmes d'armement. Lionel Jospin a tenu à indiquer que cette initiative a été prise en conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, et donc en accord avec lui. Jacques Chirac devrait évoquer, mardi 7 avril, la politique de défense durant son déplacement en Bosnie, où il rencontrera le contingent français.

Lire page 28

Les rebelles du skate défendent leur droit au hors-piste urbain

« *A PARIS, le vendredi soir, des motards de la police ouvrent la voie lors des concentrations de rollers. Nous, les skaters, on nous pourchasse. C'est scandaleux ! Il y a deux poids, deux mesures.* » Exhibant le caractéristique papier blanc d'une contravention reçue l'avant-veille « *pour jeux dangereux sur la voie publique* », cet adepte trentenaire du skateboard s'étranglerait presque d'indignation.

Comme lui, la plupart des pratiquants de ce qui apparut dans les années 70 sous le terme aujourd'hui suranné de « planche à roulettes » ne vivent pas très bien la nouvelle déferlante du roller, avatar moderne de l'ancestral patin à roulettes, et la compréhension qu'il rencontre parfois auprès des pouvoirs publics. Ces deux spécialités, dont on ne sait plus très bien s'il s'agit d'un loisir, d'un sport ou d'un mode de locomotion urbain, reflètent deux attitudes bien différentes.

En regain lui aussi après quelques années de passage à vide, le skate se veut plutôt « rebelle ». Spectaculaire, encore moins apprécié par les piétons que le roller, plus bruyant et parfois synonyme de dégradations sur le mobilier urbain, ce fait social à part entière est examiné à la loupe depuis plus de trois ans par Claire Calogirou, Marie Cipriani et Marc Touché, chercheurs au Centre d'ethnologie française.

Ces trois ethnologues du quotidien viennent de réaliser l'exposition « *Skater la ville* », ouverte depuis le 1er avril et jusqu'au 5 octobre au Musée national des arts et traditions populaires de Paris (renseignements au 01-44-17-60-28). « Planches » de fabrication artisanales, bricolées ou tragsformées en œuvres d'art, photographies et panoplies vestimentaires reconstituent de manière très vivante, mais avec suffisamment de recul, l'univers des skaters. « *Contrairement aux apparences,* souligne Claire Calogirou, *le skate est pratiqué par des garçons issus des classes moyennes et supérieures, socialement plutôt intégrés. Aujourd'hui, il tend à s'étendre à des filles, aux plus âgés mais aussi aux jeunes des cités.* »

Cette activité se pratique surtout en petit groupe et impose que l'on effectue des figures acrobatiques sur les obstacles improvisés que sont les bancs ou les rampes. Aussi peut-elle transformer ses passionnés en agents perturbateurs de l'organisation convenue de l'espace urbain, entre ses protagonistes ordinaires que sont les piétons et les véhicules motorisés.

Prenant acte de ce phénomène, nombre de municipalités (Marseille, Lyon, Rennes, Nantes, Châteauroux, Bourges, Saint-Quentin-en-Yvelines ou Limoges) ont aménagé des lieux réservés aux skaters. Or, lorsqu'ils existent, ces espaces ne constituent qu'une réponse partielle pour les réfractaires qui considèrent que le skate est, par nature, une pratique « *de rue* », une sorte de hors-piste urbain. En attendant que soit adopté un *modus vivendi*, les « *boarders* » ont eux aussi décidé d'organiser des rassemblements. Le « *long board* » est une sorte de planche fallongée. A Paris, tous les jeudi, ses passionnés se retrouvent au Trocadéro avant de s'élancer vers quelques rues en pente de la capitale. Sans attendre que la maréchaussée ouvre la danse.

Jean-Michel Normand

La République et les esclaves

LA FRANCE s'apprête à célébrer le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage décrétée par la IIe République, le 27 avril 1848. La ministre de la culture, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le président de l'Assemblée nationale présenteront, mardi 7 avril, les manifestations qui seront organisées. Le président de la République prononcera un discours, le 23 avril, devant des personnalités d'outre-mer et des jeunes métropolitains. Mais ces célébrations risquent d'être trop discrètes, faute de crédits. En Martinique, nouveau président du conseil régional, l'indépendantiste Alfred Marie-Jeanne se veut le porte-parole de « *ces nègres que la France a tant méprisés* ». *Portrait et entretien.*

Lire page 6

Après le succès de « En toutes libertés »

L'ÉVÉNEMENT MITTERRAND

DANIELLE MITTERRAND

Le printemps des insoumis

129,00 F

306 pages

Ramsay

Clinton l'Africain

L'AFRIQUE, largement ignorée par Bill Clinton pendant son premier mandat, est désormais l'objet de toute son attention. Le long périple de dix jours d'achever sur le continent entre jours et six pays [illegible] jusqu'à présent, à l'exception de brèves périodes marquées par la vague de décolonisation, principalement dans les années 60, les paroxysmes de la guerre froide ou les crises humanitaires majeures, Washington n'a [illegible] tant grand cas d'une [illegible] qui se sont communiqués [illegible] les malheurs du monde.

Depuis [illegible] du président du Nigeria [illegible] chef d'Etat [illegible] en de Gaulle [illegible] une brève [illegible] tout [illegible] l'Afrique. L'Afrique [illegible] pays [illegible] par [illegible] pays [illegible] Le président Clinton avait annoncé de longue date sa tournée africaine. Il a fait de chacune des étapes un symbole. Il a salué les poussées démocratiques et la libéralisation économique au Ghana et en Ouganda, il a fait un mea culpa humanitaire au Rwanda, traumatisé par le génocide de 1994. En Afrique du Sud, officiellement classée « pays d'Etat », Nelson Mandela [illegible] a montré la cellule de Robben Island où il a passé dix-huit des vingt-sept années de détention dans les prisons de l'apartheid.

Le Botswana, pays démocratique, stable politiquement et économiquement, depuis son indépendance en 1966, est considéré par Washington comme un modèle pour l'Afrique. Bill Clinton a rendu un hommage appuyé au président Nelson le Masire, un [illegible] qui a quitté le pouvoir, mardi 31 mars, avant la fin de son mandat, [illegible] la destinée du pays au vice-président en attendant les élections de 1999. Au cours de cette ultime étape, le Sénégal, [illegible] président américain a visité l'île de Gorée, au large de Dakar, [illegible] avec les africains [illegible] d'une embarcation [illegible] Atlantique.

Frédéric Fritscher

Lire la suite page 14

Quarante ans de chansons

ANNE SYLVESTRE

ELLE N'A PAS toujours la place qu'elle mérite dans la chanson française. Il est vrai qu'Anne Sylvestre refuse les paillettes et le show-business. L'ancienne scout accompagne pourtant, depuis quarante ans, les bouleversements de son époque et a vendu des millions d'albums. Elle admet une étiquette, une seule : « féministe ». Et chante avec joie pour les enfants. Une semaine à l'Olympia pour cet anniversaire.

Lire page 11

Informations	2	Carnet	32
France	6	Aujourd'hui	33
Société	8	Météorologie	33
Horizons	9	Jeux	33
Entreprises	14	Culture	33
Placements	17	Guide du week-end	33
Abonnements	32	Radio-télévision	37

CATASTROPHE Après trois mois de sécheresse, les fortes pluies qui sont tombées, depuis mardi 31 mars, sur l'Etat du Roraima, dévasté depuis plus de deux mois par les incendies, ont permis de venir à bout de la plupart des foyers. Selon les estimations, plus de 30 000 km² ont été dévastés. ● LA SÉCHERESSE est due à El Niño, mais la responsabilité des colons et des autorités dans cette catastrophe est entière. Les affrontements meurtriers entre grands propriétaires et paysans sans terre, dans l'Etat voisin du Para, font apparaître l'Amazonie comme un exutoire au problème de la question foncière au Brésil, où 2 % des propriétaires possèdent plus de 50 % des terres. ● LES INDIENS YANOMAMIS, cernés par la colonisation croissante et victimes des incendies qui ont ravagé leur territoire, sont menacés par la famine. *(Lire aussi notre éditorial page 13.)*

Le nord du Brésil a été ravagé par les incendies

Plus de 30 000 kilomètres carrés, soit l'équivalent de la Belgique, ont été détruits dans l'Etat du Roraima. Si El Niño et ses dérèglements climatiques sont à l'origine de la sécheresse, l'imprudence des colons est directement responsable des incendies

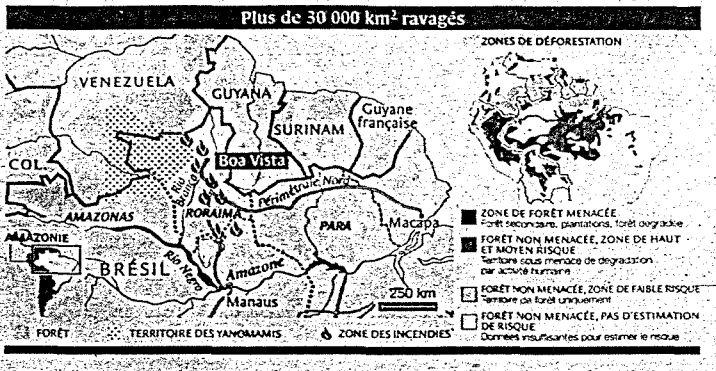
BOA VISTA
de notre envoyé spécial

De chaque côté du chemin vicinal n° 7, des troncs d'arbre calcinés jonchent des terrains déboisés, et les flancs des collines ne sont plus que tapis de cendres parsemés d'îlots de broussailles rousses. Mais le gris du ciel a perdu l'odeur âcre de fumée qui, la veille encore, imprégnait le paysage désolé. La pluie, espérée depuis plus de six mois, est tombée à verse dans la nuit. Ce matin, il bruine encore sur la colonie agricole d'Apiau, à 70 kilomètres au sud-ouest de Boa Vista, la capitale de l'Etat de Roraima. Située dans l'extrême nord de l'Amazonie brésilienne, cette région portera longtemps les stigmates des incendies qui l'ont ravagée pendant trois mois.

La pluie s'étant providentiellement chargée, ces derniers jours, d'éteindre la plupart des foyers disséminés aux quatre coins du Roraima, les 1 700 pompiers – dont 130 Argentins et 150 Vénézuéliens – mobilisés face au sinistre regagnent progressivement leurs cantonnements d'origine. Un avion de l'armée de l'air brésilienne, équipé de télédétecteurs, devrait bientôt livrer son verdict à propos de la controverse qui fait toujours rage quant à l'étendue réelle du désastre.

Pour l'heure, la plus fiable est l'estimation de l'Institut national de recherche spatiale, oscillant entre 27 000 et 37 000 km² de forêt et de savane détruits. Quoi qu'il en soit, l'Amazonie n'a jamais autant souffert en si peu de temps.

Natif de Jaguaratema, dans le Ceara, Etat nordestin cycliquement affligé par la sécheresse, Francisco da Silva, soixante-seize ans, vit avec sa femme, Mariana, soixante-huit ans, dans une cabane en torchis de la colonie d'Apiau. *« Les premiers grands feux ont commencé peu avant Noël. Il y avait beaucoup de vent et tout était sec. On dit que ce sont les queimadas, brûlis traditionnellement allumés sur des terres déforestées, qui sont la cause de tout cela »*, raconte-t-il. Quand, il y a dix jours, son lot de 60 hectares à peine exploités a été la proie des flammes, il a fait appel à l'un de ses fils, à sa fille et à son gendre pour tenter de sauver ses six vaches efflanquées. *« Ces bêtes*, explique-t-il, *représentent toutes mes économies. Pendant trois jours et trois nuits, on a combattu le feu avec des sauts d'eau remplis au puits que j'ai fait creuser le mois dernier. Grâce à Dieu, mes vaches sont sauves. Elles ne sont pas loin d'ici, dans l'un des rares prés où il y a encore de l'herbe. »*



L'IMPRUDENCE DES COLONS

Disposant d'une unique retraite de 120 reals (700 francs), les da Silva, installés à Apiau depuis cinq ans, se remettent tout juste du cauchemar, sans savoir comment organiser leur existence rendue encore plus précaire par la perte de leurs récoltes de manioc et de maïs ainsi que par la destruction totale des arbres fruitiers. Totalement éliminés, les tatous et les tortues, qui amélioraient leur ordinaire, fie réapparaîtront pas de sitôt. Quant au panier de victuailles distribué l'avant-veille aux paysans sinistrés de la colonie, il ne suffira à les nourrir que pendant une seule semaine. En dépit des jours difficiles qui l'attendent et après avoir successivement tenté sa chance dans le Maranhao (Nordeste), puis au Tocantins (centre du Brésil), le couple est décidé à s'accrocher à son lopin de terre durement gagné sur la forêt : *« Partir d'ici, pour aller où ? »* se demande, résigné, le vieil homme.

Si le Niño et ses dérèglements climatiques sont bien à l'origine de la sécheresse prolongée qui a sévi dans le Roraima, l'imprudence des colons est, elle, directement responsable des incendies. *« Si la forêt a brûlé, c'est parce qu'on y a mis le feu »*, affirme Reinaldo Barbosa, représentant à Boa Vista de l'Institut national de recherche d'Amazonie. Il condamne avec virulence la *« culture de migration »*, toujours à l'honneur à Brasilia, qui pousse les journaliers miséreux du Nordeste et les petits agriculteurs ruinés du Sud à se lancer dans l'aventure amazonienne. *« Les projets de l'Incra* [l'Institut de colonisation et de réforme agraire], précise-t-il, *ne contribuent qu'à disséminer la misère tout en incitant les colons à détruire la forêt. Pour preuve : la valeur hypothécaire d'un hectare déboisé dans le Roraima est dix fois supérieure à celle d'un hectare de forêt. »* Et de conclure : *« La catastrophe écologique qui vient de se produire est la démonstration de ce qu'il ne faut pas faire en Amazonie. »*

Pré carré des forces armées, l'Amazonie brésilienne est depuis le début des années 70 le théâtre d'une colonisation anarchique qui répond à un intérêt stratégique déclaré : forcer, par tous les moyens, le peuplement du nord du pays, autrefois *« désert vert »*, afin de l'*« intégrer »* au territoire national. Ce faisant, les états-majors pensent s'opposer à une prétendue menace d'*« internationalisation »* qui planerait sur la région. En déclarant, au moment où les incendies échappaient à tout contrôle, que *« l'aide internationale était parfaitement inutile »*, le général Luis Edmundo de Carvalho, coordinateur des opérations de lutte contre le sinistre, s'est fait le porte-parole de l'obsession de la « grande muette » locale.

Le tollé soulevé dans la presse brésilienne par ses déclarations empreintes de *« nationalisme rétrograde »* a toutefois conduit le gouvernement fédéral à accepter la venue d'une mission des Nations unies. Composée de six experts latino-américains, celle-ci est arrivée dans le Roraima après les premières pluies.

J.-J. S.

La tribu des vingt mille Indiens Yanomamis est menacée par la famine

BOA VISTA
de notre envoyé spécial

La famine guette désormais l'une des dernières grandes tribus amérindiennes à avoir conservé – pour l'essentiel – son mode de vie ancestral. Disséminés sur un territoire de 200 000 km², à cheval sur le sud du Venezuela et les Etats brésiliens du Roraima et d'Amazonas, quelque 20 000 Yanomamis, des chasseurs-agriculteurs vivant dans des huttes collectives appelées *malocas*, s'apprêtent à affronter une nouvelle épreuve : la pénurie de nourriture. Cette situation résulte de la sécheresse dévastatrice qui a affecté, six mois durant, le nord-est de l'Amazonie.

« Les deux prochaines années s'annoncent dramatiques car à la perte des récoltes de manioc et de bananes qui composent une bonne part de leur alimentation s'ajoute celle des semences indispensables au renouvellement des jardins potagers », témoigne Matthieu Léna, responsable du poste de santé géré depuis 1991 par Médecins du monde dans la communauté indienne de Paapiu, à 285 km à l'ouest de Boa Vista.

Autre facteur aggravant : le tarissement du lit des rivières a entraîné la formation de flaques d'eau stagnantes, vivers idéaux pour les larves de moustiques. Endémique dans ces parages, le paludisme, *fléau majeur chez les Yanomamis*, risque de se propager très prochainement dans les villages isolés, surtout dans le nord-ouest de l'Etat de Roraima, région vallonnée et difficile d'accès. *« Dans ce cas, sans une mobilisation exceptionnelle des services sanitaires, une hécatombe est à craindre, d'autant que le manque d'eau potable est responsable des infections intestinales qui affligent les communautés les plus touchées par la sécheresse »*, souligne le prêtre Carlos Zacquini, directeur de la commission pro-yanomamie, une organisation non gouvernementale.

Il dénonce, d'autre part, les massacres d'animaux sauvages perpétrés par des chasseurs blancs aux abords des rares points d'eau où le gibier vient s'abreuver. *« Sans manioc, sans gibier, comment les Yanomamis vont-ils survivre ? »*, s'indigne-t-il. *« Les sauvegarder, ajoute-t-il, c'est également préserver la biodiversité de la réserve dont l'humanité ignore les richesses qui peuvent lui être utiles. »*

MALADIES CONTAGIEUSES

Longtemps protégés des contacts malsains du fait de l'enclavement de leur territoire, les 9 600 Yanomamis du Brésil subissent depuis un quart de siècle un ethnocide insidieux. Leur calvaire a débuté en 1973, lors de la mise en chantier de la route Périmétrale Nord, qui traverse aujourd'hui le sud du Roraima. Un millier d'entre eux ont succombé en quelques mois aux maladies contagieuses apportées par les ouvriers. Pour leur plus grand malheur, les Yanomamis vivent dans un véritable Eldorado minier, bourré, entre autres, d'or et de cassitérite (minerai d'étain).

La ruée vers l'or qui, dans le Roraima, a démarré en 1987, leur a porté un coup terrible dont ils se relevaient à peine avant de subir les conséquences d'El Niño. En trois ans, 30 000 à 40 000 *garimpeiros* (orpailleurs) ont envahi leur territoire par le biais d'une centaine de pistes d'atterrissage ouvertes en pleine jungle. Les conséquences : tueries, épidémies, raréfaction du gibier, dévastation du milieu naturel, pollution des cours d'eau par le rejet du mercure utilisé dans l'amalgame de la poudre. Ce n'est que sous la pression de la communauté internationale que Brasilia a décrété, en 1990, l'expulsion des chercheurs d'or puis a officialisé, deux ans plus tard, la démarcation de la réserve des Yanomamis, qui s'étend sur 96 000 km².

En dépit des opérations de répression régulièrement menées par la police fédérale, un millier de *garimpeiros* y prospectent toujours clandestinement. Les ONG de défense des Indiens appréhendent par-dessus tout l'éventuelle réglementation de l'exploitation minière dans les réserves indigènes, prévue par la Constitution de 1988 et toujours en souffrance au Congrès.

J.-J. S.

Jean-Jacques Sévilla

La moitié des exploitations agricoles sont détenues par 2 % des propriétaires

BOA VISTA
de notre envoyé spécial

Incendies dans le Roraima, risques d'embrasement généralisé dans le Para : l'Amazonie se retrouve au cœur de l'explosive question foncière brésilienne, caractérisée par une répartition des terres de type féodal (2 % des propriétaires accaparent près de la moitié des exploitations agricoles). Alors que diverses missions d'experts commencent à évaluer les dégâts de la catastrophe écologique déclenchée par des brûlis dans l'extrême nord du pays, une énième vague de violences menace, en effet, de déferler dans le sud de l'Etat du Para, à la suite de l'assassinat jeudi 26 mars de deux dirigeants du Mouvement des sans-terre (MST).

Onalicio Barros et Valentim Serra ont été exécutés, dans des circonstances pour l'heure mystérieuses, au cours de leur expulsion sur mandat judiciaire d'une fazenda (grande propriété) proche de la ville de Paraua pebas, qu'ils occupaient en compagnie de quatre cent quatre-vingts familles membres de leur organisation. Sans en avoir reçu l'ordre de leur commandant, onze policiers militaires, mis aux arrêts le lendemain pour indiscipline, ont participé à l'opération. Dix d'entre eux faisaient partie du détachement de cent cinquante-trois hommes qui avaient ouvert le feu, le 17 avril 1996, sur une manifestation de paysans sans terre, dans la localité voisine d'Eldorado dos Carajas. Un carnage qui avait fait dix-neuf morts et à ce jour resté impuni. Redoutant un nouveau bain de sang, le gouvernement a aussitôt dépêché quelque cinq cents soldats d'une brigade d'infanterie de jungle dans la région de Paraua pebas.

Le MST a réagi en réoccupant la propriété où a eu lieu le double meurtre. L'un de ses leaders, Jose Rainha, a promis une imminente « action de masse ». Depuis le début de l'année, plus de cent trente fazendas ont été envahies par des militants du MST dans treize des vingt-sept Etats brésiliens. De son côté, l'Association nationale des producteurs ruraux (Anpr) vient de rendre publique la création d'une milice armée de cinq cents hommes immédiatement mobilisables à la demande de ses adhérents. « Ce cent mille suffit à faire [illegible] les premières [illegible] Nous augmenterons nos effectifs en fonction de la demande », a déclaré le président de l'Anpr, Nelson Ulerat, au quotidien *La Folha de Sao Paulo*.

Face à l'effervescence croissante régnant dans les campagnes, le gouvernement du président social-démocrate Fernando Henrique Cardoso n'est jusqu'à présent confronté qu'à une violence [illegible] durant la dictature militaire (1964-1985), celle de l'exutoire amazonien. De la mise en place d'une coalition dominée par les partis de droite jusqu'à l'Etat ne peut se permettre de contrarier les intérêts des latifundistes du Sud et du Nordeste, surreprésentés au Parlement. Aussi, au cours des dix dernières années, 77 % des projets de réforme agraire ont eu pour cadre le nord du pays, où les terres sont notoirement peu propices à l'agriculture. Cette politique, toujours en vigueur, a montré ses limites dans le sud du Para, où la concentration foncière s'est accélérée avec l'aide de *pistoleiros* (tueurs à gages), lorsque la région a commencé, à partir du début des années 60, à être désenclavée grâce à l'ouverture de la route Brasilia-Belem.

> Attirées par de trompeuses campagnes de propagande, dix-huit mille familles de paysans ont rallié le Roraima durant la dernière décennie

Dans le Roraima, « dernière frontière » du front de colonisation, les « sans-terre » servent actuellement de masse de manœuvre aux clans politiques qui se partagent le pouvoir. Attirées par de trompeuses campagnes de propagande, dix-huit mille familles de paysans ont rallié le Roraima durant la dernière décennie. Les arpents de forêt distribués par l'Incra (Institut de colonisation et de réforme agraire) font office de miroir aux alouettes : le revenu mensuel moyen ne dépasse pas, aujourd'hui, 135 reals (800 francs) par famille.

« Les colons qui échouent dans le Roraima sont généralement les survivants d'au moins trois flux migratoires en Amazonie. Isolés et sans assistance sanitaire, 70 % à 80 % d'entre eux repondent cet [illegible] pour une bouchée de pain, au bout de deux ou trois ans, puis vont s'installer dans les quartiers des pentes de Boa Vista. Pour les politiciens, l'essentiel, c'est que la population de l'Etat augmente (elle est passée de 50 000 à 260 000 habitants entre 1970 et 1995). Ce qui implique un accroissement de l'aide finale [illegible] par Brasilia, donc davantage d'argent à détourner », explique Renato Lang, technicien agricole et consultant de la Commission pastorale de la terre (organe sous tutelle de la Conférence épiscopale).

Malgré l'échec de la montagne de projets mis en place sous son égide, l'Incra perpétue le système, qui tâtalement, comme dans le sud du Para, aboutira à la formation d'une caste de grands propriétaires omnipotents. Dans le Roraima, les 36 des *assentamentos* (installations de colons) s'échelonnent le long de la réserve des Indiens Yanomamis. Un véritable encerclement qui n'a qu'un seul but : le grignotage progressif du territoire [illegible] qui échappe à la mainmise des [illegible] politiques locaux.

J.-J. S.

INTENSYS

Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10

Sicav obligations et autres titres de créances français

DIVIDENDE EXERCICE 1997 : le conseil d'administration de la Sicav INTENSYS a arrêté les comptes de l'exercice 1997 et a constaté que le dividende net par action «D» mis en distribution s'élève à 2,40 francs.

Décomposition du dividende net, en francs :

Obligations françaises non indexées	0,77
Titres de créances négociables	1,63
Total	2,40

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 15 avril 1998 et mis en paiement le 17 avril 1998 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 17 juillet 1998).

Valeur de l'action «D» au 31/03/1998 : 113,61 francs.

Gestion : SOGEPOSTE S.A. filiale de la Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

LA POSTE

LE COURRIER DES LECTEURS La question de l'extrême droite demeure au centre des préoccupations de nos lecteurs. Certains reprochent à la droite ses alliances avec le FN dans plusieurs conseils régionaux, d'autres s'en prennent à la gauche, d'autres encore renvoient dos à dos les deux camps. Plusieurs d'entre eux expriment leur désaccord avec les textes d'écrivains publiés par *Le Monde* du 20 mars sous le titre « Où la folie rôde » et avec le dernier avis du médiateur, qui établissait une différence entre les accords passés par la droite avec le FN et ceux que le PS a conclus avec le PC.

Haine et démocratie

par Thomas Ferenczi

LES DERNIÈRES prises de position du *Monde* à l'égard du Front national ont déclenché de vives réactions de la part de plusieurs lecteurs. Nos correspondants protestent notamment contre les textes des trente et un écrivains *« face à la haine »* publiés dans un cahier spécial du *Monde* du 28 mars et contre l'avis du médiateur paru le lendemain sous le titre « Alliances controversées ».

L'AVIS DU MÉDIATEUR

Aux écrivains, il est reproché d'adopter le ton même de ceux qu'ils attaquent. *« Ces braves gens combattent la haine par la haine »*, déplore Bernard Delaplanche, de Paris. A deux ou trois exceptions près, estime Gérard Delannoy, de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), *« ces écrivains, quand ils ne tombent pas dans le charabia le galimatias, voire le pissat, utilisent, pour prétendument combattre la haine, le mépris haineux ». « Face à la haine, les écrivains répondent par la haine et l'insulte »*, note Guy Marti, de Toulouse.

« L'écriture-crachat au goût fielleux, prompte pourtant à fustiger le mauvais goût, est-elle jamais traduit autre chose que l'obscène mépris d'autrui qu'elle est, précisément, censée condamner ? demande Claudine Chevallier, de Neuilly-sur-Seine. *Venin contre aboiement ? Céline dé-ja... » « N'est pas Bernanos qui veut ! »*, soutient Bernard Jeandidier, d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), pour qui *« la morale de l'indignation ne suffit pas ». « Ce n'est pas par l'invective, l'insulte et la scatologie que l'on pourra résoudre la question »*, conclut Philippe Massot, de Rennes.

Le texte de Stéphane Zagdanski est particulièrement critiqué. *« En publiant les propos ordu-riers de Zagdanski*, nous écrit le docteur Michel Ouzilleau, de Paris, *je ne suis pas certain que vous serviez la cause que vous défendez. »* Lucien Kieffer, du Mans, dénonce *« ces immondes vomissures »*. Gabriel Dimammo, d'Echirolles (Isère), condamne les lignes *« haineuses »* de cet auteur, que Jean Dessens, de Fontainebleau, juge *« grossier, vulgaire, stupide »*.

Quant à l'avis du médiateur, qui tentait d'expliquer pourquoi *Le Monde* s'élève contre l'alliance d'une partie de la droite avec l'extrême droite mais non contre celle du PS avec le PC, il est considéré comme *« plutôt écœurant »* par Claude Jeanne, de Paris, qui ne croit pas que l'idéologie du Parti communiste repose sur *« un idéal démocratique ». « Voir qualifier de démocratique la doctrine d'un parti héritier d'un système responsable de massacres, famines, déportations et goulag dans une mesure plusieurs fois supérieure à ce dont furent coupables Hitler et ses sbires*, affirme-t-il, *non, ça ne passe pas ! ».*

« Je vous rappelle que le communisme prônait la Révolution, la lutte des classes et la dictature du prolétariat », et qu'il *« opprime encore une bonne part de l'humanité »*, nous dit François Jourdier, de Toulon. *« Si toute compromission doit bien entendu être refusée avec la bête immonde au nom des principes moraux dont vous vous prévalez à juste titre*, écrit François Szylowicz, de L'Etang-la-Ville (Yvelines), *pourquoi ces mêmes principes pourraient-ils être transgressés s'agissant de l'autre bête non moins immonde ? »*

A ceux qu'ont indignés les textes des écrivains, rappelons que, à partir du moment où ceux-ci étaient invités à s'exprimer sur *« l'air du temps »*, il était hors de question d'exercer sur leurs écrits la moindre censure. A ceux qu'a révoltés l'avis du médiateur, que répondre, sinon que la discussion ne supprime pas les désaccords et que, une fois les arguments échangés, reste le noyau dur des convictions personnelles ?

LE FASCISME À VISAGE HUMAIN

Puisque, de nos jours, même les marchands de soupe pensent à coups de « concepts », il faut bien admettre qu'un nouveau concept, hautement assumé par certains, vient de naître en France : celui d'une extrême droite républicaine, composante respectable de la droite de demain. Après le fascisme allemand à mèche et à moustache, le fascisme italien chauve et à effets de menton, le fascisme espagnol bedonnant et porteur de calot, voici notre toute récente spécialité française : le fascisme à visage humain. Dangereux, M. Le Pen ? Dangereux, M. Mégret ? *Allons donc, « si tel est le cas, qu'on interdise leur parti »*, argumentait l'autre soir un brave candidat de la région PACA. On ne le fera pas : par conséquent... Et vous, écoutez ces bons apôtres se réclamer, la main sur le cœur, du suffrage universel : plus légaliste que moi, tu meurs ! En outre, l'avantage du fascisme à visage humain, c'est que ça marche tout seul, sans avoir besoin de se salir les mains. Ceux qui autrefois scandaient haut et fort : *« Plutôt M. Hitler que le Front populaire ! »* se sont, avec le temps, déconsidérés. Tandis que ceux qui, aujourd'hui, pensent tout bas *« plutôt M. Le Pen que la gauche "plurielle" ! »* pourront conserver leur bonne conscience : jamais, au grand jamais, il n'ont passé d'accord avec le FN. Dont acte...

Louis Soler
Paris

CONSENSUS MOU

Je ne suis pas allé manifester contre le FN. Observer la droite dénoncer la gauche et la gauche dénoncer la droite ne m'amuse plus. Ce consensus mou me donne la nausée. Mais je serais bien allé manifester avec la droite ou/et la gauche si elles allaient chercher leur solution, ailleurs que dans le mode de scrutin, dans une vraie démarche politique de reconquête des électeurs populaires (et pauvres) oubliés dans l'insécurité et le chômage. Cette droite obscène qui, ne pouvant pas ne pas voir que la montée du libéralisme économique coïncide avec la montée du chômage et de la pauvreté, l'enrichissement de la Bourse et des actionnaires propose dans une ultime provocation encore plus de liberté pour les « entrepreneurs ». Cette gauche trop libérale, qui a laissé s'épanouir la « nouvelle pauvreté », sans jamais avouer qu'il n'y a pas de crise économique mais une crise du politique : l'Etat ne joue plus son rôle d'équilibre entre les classes sociales et laisse les plus forts et les plus influents (patronat, « économistes libéraux » saturant les médias, technocrates maastrichtiens) détruire le socle du « contrat social » de notre démocratie. Attaquer de front cette question-là, c'est attaquer de front le FN.

François Chauvière
Paris

QUELLE DROITE « PLURIELLE » ?

Un FN « light » a séduit une partie de la droite modérée. Le message de certains élus locaux UDF-RPR est le suivant : « Tout en refusant les idées xénophobes du FN, nous adhérons aux thèses les moins inacceptables de Le Pen. » Si le calcul arithmétique est glacial, 30 % + 15 % = 45 %. Pour les élus locaux RPR et UDF, la droite est majoritaire face à la gauche « plurielle » : une gauche « plurielle » qui pactise avec le Parti communiste français ! Cet argument est décisif pour les militants d'une alliance RPR-UDF-FN afin d'emporter les présidences des exécutifs régionaux. Mais il n'est pas plus légitime qu'il n'est démocratique. En effet, la gauche « plurielle » s'est présentée unie devant le suffrage. Ainsi, les électeurs ont pu se prononcer sur le caractère moral de cette union. En revanche, la majorité arithmétique RPR-UDF-FN résulte d'une cuisine politicienne entreprise au mépris de la démocratie (...). Mais le plus inquiétant reste à venir car, au-delà d'un accord de circonstance, certains envisagent l'arrivée du FN dans les rangs de la droite républicaine. Pour ces politiciens, le FN c'est la droite : la droite « plurielle » doit être dressée contre la gauche « plurielle ». Mais cette hypothèse républicaine n'existe plus ! Dès lors, comment la droite pourrait-elle échapper à une recomposition ? Elle doit écarter ses éléments dissidents pour s'unir autour des valeurs de la République.

Christophe Gomez
Cabriès (Bouches-du-Rhône)

LA DÉMOCRATIE MALMENÉE

Il faut bien sûr endiguer et réduire le Front national. Quel démocrate vrai ne l'admet-il pas ? Mais ce que nous venons de vivre va à l'encontre de ce désir, car la démocratie a été malmenée et le vote des électeurs bafoué ! Comment est-il possible, en démocratie, qu'une région où la majorité absolue des votes a été en faveur de l'ensemble des droites, FN inclus, se trouve dirigée par la gauche qui ne représente qu'un tiers des suffrages exprimés ? Que vont penser ceux qui ont voté pour le FN ? Et ceux qui ont voté pour la droite ? S'imagine-t-on qu'ils se seront pas persuadés que, du vote de ceux qui parlent de « démocratie », de « pacte républicain », de « nos valeurs », il n'y a que des comédiens qui veulent préserver leur fromage. Ils se vengeront ! La bonne solution aurait été que partout où les voix de la droite « plurielle » (FN inclus) ont été majoritaires, les élus de la « gauche plurielle » aient offert de soutenir le candidat RPR ou UDF le mieux placé, ceci afin de couper l'herbe sous le pied du FN (...). Cela aurait été la véritable alliance républicaine contre le totalitarisme, et ainsi il n'aurait pas été imposé des choix cornéliens à certains élus de la droite démocratique. Il n'était pas nécessaire pour cela de faire preuve de charité chrétienne, mais de simple clairvoyance : une fois la droite détruite, se sera le tour de la gauche.

Abraham de Voogd
Grenoble

LE BÉNÉFICE DE L'ÂGE

Les élections régionales ont fourni l'occasion de rappeler que lorsque deux candidats à la présidence ont obtenu le même nombre de voix, c'est le plus âgé qui est proclamé élu « au bénéfice de l'âge ». Cette règle n'est-elle pas désuète ? N'est-il pas plus raisonnable de parier sur le potentiel de perfectionnement d'un candidat de 40 ans, plutôt que de miser sur l'expérience et la maturité d'un candidat de 80 ans, quand le scrutin a montré que, malgré son jeune âge, le premier a réussi à faire jeu égal avec son aîné, quand le second, malgré son expérience et sa maturité, n'a pas fait mieux que son benjamin ? (...) Je propose que le bénéfice de l'âge attribue la présidence au plus jeune, quitte à décerner un titre honorifique, par exemple « président d'honneur », au plus âgé, s'il a recueilli le même nombre de suffrages.

Robert Cravenne
Boulogne (Hauts-de-Seine)

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Amazonie : crime écologique

LE feu couvait depuis presque trente ans ! Emis par un membre de l'Institut national de recherche d'Amazonie, ce diagnostic en forme de boutade se réfère aux incendies, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de la région, qui viennent de dévaster l'Etat brésilien de Roraima (nord-ouest du pays). Loin d'être un simple épiphénomène imputable à El Niño ou à une quelconque fatalité naturelle, cette catastrophe écologique – car c'en est une, immense – est, avant tout, la résultante d'une politique.

Si la sécheresse due aux dérèglements climatiques a préparé le terrain aux incendies qui détruisent la forêt amazonienne, ceux-ci sont aussi le « fruit » d'un choix des hommes. Loin d'être inévitables, ils sont la conséquence de la politique de colonisation mise en place au tout début des années 70, durant la dictature militaire (1964-1985). Dans le Roraima, les feux se sont propagés à partir des brûlis pratiqués par les colons, au mépris de la prudence la plus élémentaire, sur des terrains récemment déboisés. Sous prétexte d'offrir *« une terre sans hommes à des hommes sans terre »*, ce qui suppose un mépris certain pour les tribus indigènes qui y vivent depuis des temps immémoriaux, les généraux-présidents qui se sont succédé au pouvoir à Brasilia pensaient faire l'économie d'une véritable réforme agraire en transplantant les populations misérables du Nordeste semi-aride et féodal vers une Amazonie mythique, transformée par la propagande officielle en Terre promise. Le peuplement des territoires du Nord obéissait, d'autre part, à une priorité géopolitique majeure du régime : le « Plan d'intégration national », destiné à faire échec à de prétendues convoitises étrangères sur la région.

L'envoi massif, et dans des conditions précaires, de migrants sur des terres dont la fertilité n'est pas la vertu première a, en fait, abouti à une dissémination de la misère dans les zones de colonisation. Condamnés à détruire la forêt, parce qu'une surface déboisée ne permet, dans le meilleur des cas, que deux années de récolte, les *« défricheurs »* sont les premières victimes d'une politique perverse qui n'a malheureusement pas varié d'un iota depuis le rétablissement de la démocratie : l'Amazonie continue de faire office de *« soupape de sécurité »* aux tensions sociales générées par la répartition inique des terres dans le reste du pays.

Autrefois *« homme de gauche »* et sociologue de renom international, Fernando Henrique Cardoso, le président social-démocrate en poste depuis trois ans, n'évoque l'Amazonie que pour exprimer son impuissance face aux saccages en cours. Durant son mandat, 47 220 km² de forêt – une superficie supérieure à celle de la Suisse – ont été rayés de la carte. Malgré les activités illégales – dont l'exploitation de bois tropicaux dans des réserves indiennes théoriquement protégées – dénoncées par toutes les ONG, les compagnies forestières asiatiques s'installent en masse en Amazonie, avec la bénédiction du pouvoir.

Alors, la forêt va continuer à être saccagée. Et à brûler.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : SA civile « Les rédacteurs du Monde » ; Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Jena Presse, Le Monde Provence, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Benoît Frachon et les « exploiteurs »

ACCLAMÉS par plus de huit mille cinq cents délégués de comités d'entreprise réunis hier matin sous la verrière du Vélodrome d'Hiver, les leaders de la CGT ont formulé les mots d'ordre pour l'action de demain.

Travailler au profit de l'étranger la reconstruction de la France, exercer le contrôle financier de ses exploiteurs, abaisser et assujettir sa classe ouvrière dans la régression de la démocratie afin d'installer dans notre pays les bases d'une guerre contre l'URSS, tels sont, au dire de M. Pierre Le Brun, les objectifs de l'expansionnisme américain, servi par la politique de M. Robert Schuman, président du conseil. Pour lui faire échec, comités d'entreprise et comités mixtes vont donc réclamer l'amélioration des salaires, s'opposer aux licenciements, réagir contre l'emprise croissante sur les entreprises d'un Etat dévoué aux capitalistes et appuyé par les syndicats non cégétistes.

M. Benoît Frachon, après avoir montré le patronat en passe de rétablir sa domination sur l'économie et les pouvoirs publics, a invité les délégués à se dresser contre les « exploiteurs » capitalistes, qui définiront leurs tâches. Ils demanderont que les bénéfices servent simultanément à abaisser les prix de vente et à augmenter les salaires de 20 %.

Le secrétaire général de la CGT dressé son auditoire contre les groupes d'entreprise du RPF. « Si le général de Gaulle, s'écrie-t-il, tentait de reprendre le pouvoir, il trouverait devant lui le partage impitoyable de la classe ouvrière. » Et d'inviter les délégués à constituer partout contre ce péril des « comités de défense de la République ».

(Du 6 avril 1948.)

Clinton l'Africain

Suite de la première page

Pour être récent, l'intérêt du président américain et de son administration pour l'Afrique n'est pas une foucade. Il ne laisse pas place à l'improvisation. Les Etats-Unis ont joué un rôle majeur dans le renversement par la force du président Mobutu Sese Seko, ancien allié au temps de la guerre froide – et l'avènement de Laurent-Désiré Kabila au Zaïre devenu République démocratique du Congo (RDC). Ils jouent un rôle essentiel dans la déstabilisation du régime islamiste de Khartoum, en entretenant des rebellions armées en Ouganda, en Erythrée et en Ethiopie. Ils se disent concernés par la stabilité en Afrique centrale. Tout l'éloge de quelques chefs d'Etat appartenant à ce que les diplomates américains appellent la « génération montante » et dont le président ougandais Yoweri Museveni, leur ami africain de toujours, [illegible]

[illegible] Clinton a été précédé [illegible] visite notre par son épouse, Hillary, qui avait effectué, en mars 1997, une tournée de deux semaines dans six pays, en compagnie de sa fille Chelsea. Deux secrétaires d'Etat, Warren Christopher en octobre 1996, et Madeleine Albright, en décembre 1997, étaient également rendus en Afrique. Mme Albright avait visité sept pays et s'était adressée aux ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à Addis-Abeba, en Ethiopie. Dans son discours, elle avait estimé qu'il était [illegible] « le peuple des Etats-Unis [illegible] un nouveau chapitre [illegible] avec le peuple africain [illegible]. Elle avait aussi [illegible] « nouveau partenariat [illegible] des Africains et des [illegible] monde sur la démocratie et la coopération économique [illegible] » [illegible] quelques jours avant le voyage de Mme Albright, le président Clinton avait d'ailleurs [illegible] Howard Wolpe, un africaniste, [illegible] émissaire spécial [illegible] des Grands Lacs et [illegible] affaires africaines pendant [illegible] pour un plus [illegible] dement des Etats-Unis [illegible] cette « passion [illegible] rienne, les responsables américains font valoir que sur quarante-huit pays, vingt-trois ont tenu des élections démocratiques et qu'une trentaine se sont résolument engagés sur la voie de la libéralisation de leur économie. Le président Clinton a nommé en octobre 1997, le révérend Jesse Jackson envoyé spécial pour la promotion de la démocratie sur le continent avec mission d'[illegible] les [illegible] démocratiques et [illegible] ponts entre l'Afrique et [illegible] pour [illegible] ».

« TRADE, NOT AID »

Mais, surtout, les Américains ont pris conscience de l'importance économique de l'Afrique subsaharienne, qui vient derrière 700 millions d'habitants soit 10 % des habitants de la planète. Ils veulent y faire leur marché. Ron Brown, secrétaire d'Etat au commerce, vient de partir tragiquement dans un accident d'avion en Croatie. Il avait récemment annoncé la prochaine tenue d'une tournée en Afrique de l'Ouest. Et Bill Clinton a pris soin de serrer les mains [illegible] présentés à ses interlocuteurs [illegible] Etats-Unis [illegible] tée par [illegible] tinée à fouetter les échanges commerciaux et à donner de la substance à son slogan : « Trade, not aid », du commerce, pas d'assistance.

En gestation depuis le sommet du G 8 à Denver, en juin 1997, le texte doit ouvrir le marché américain à certains produits fabriqués dans des pays africains ayant été pour la démocratie et la libre marche. Les échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique sont modestes, bien inférieurs à ceux de l'Union européenne avec l'Afrique, voire du Japon avec l'Afrique. Mais ils sont en pleine expansion, avec une croissance moyenne supérieure à 4 % depuis deux ans. L'Afrique offre un potentiel que les Etats-Unis ont décidé de ne plus négliger.

Susan Rice, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines, estime qu'« au fur et à mesure [illegible] marché africain, partie [illegible] non exploité, s'accroît, [illegible] fait qu'à mesure augmente [illegible] milliers d'emplois sont créés aux Etats-Unis ». Reste maintenant à l'administration du président Clinton à convaincre les investisseurs américains de mettre, eux aussi, le cap sur l'Afrique.

Frédéric Fritz

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

[illegible] sur CD-ROM : renseignements par le téléphone : 01-44-08-75-10

[illegible] microfilms du Monde : renseignements par téléphone : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : www.lemonde.fr

Hôtel à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le tragique destin des Yanomamis

par Jacques Lizot

LES incendies catastrophiques qui ont ravagé l'Etat de Roraima, au Brésil, sont une conséquence d'El Niño, ce processus océanique récurrent qui déclenche une série de perturbations climatiques à l'échelle planétaire. Depuis le second semestre de l'année dernière, et jusqu'à maintenant, le Brésil a été perturbé par une météorologie inhabituelle, pluies diluviennes et inondations dans le Sud, sécheresse persistante dans le Nord-Ouest. *Normalement, même en* saison sèche, il pleut toujours un peu en Amazonie où il n'est pas rare que des orages locaux, souvent violents, se développent en fin de journée, maintenant ainsi une humidité suffisante pour mettre la savane et la forêt à l'abri des incendies généralisés. Or il n'a pas plu dans l'Etat de Roraima depuis août 1997.

A un moindre degré, la sécheresse touche aussi les régions voisines : la forêt a brûlé en Guyana Esequiba ; au Venezuela, des feux ont été signalés dans l'Etat de Bolivar (au nord de Roraima) et les plantations yanomamies ont été la proie des flammes dans le Haut-Orénoque. Les *incendies* ont été provoqués par des fermiers brûlant la savane pour renouveler la végétation dont se nourrit le bétail et, sans nul doute, par des Indiens *travaillant* sur leurs brûlis pour planter. En période normale, ces feux sont contrôlés et ne se propagent pas, l'anormale aridité de cette année a provoqué un désastre. Un pilote survolant la région a pu parler de milliers de foyers distincts et d'une épaisse fumée s'élevant jusqu'à près de deux mille mètres.

Pour imaginer l'ampleur de la catastrophe, il faut savoir que les feux sont dispersés sur une superficie deux fois plus grande que le Portugal, *loin de tout centre* urbain réellement important, dans une région où la population est à la fois peu nombreuse et très dispersée. La plupart des pistes d'atterrissage *qui existent dans la* région sont trop petites pour les avions lourds spécialisés dans la lutte contre le feu ; la fumée rend d'ailleurs la visibilité nulle et l'approvisionnement en eau est problématique. A Boa Vista, capitale de Roraima, les pompiers sont dépourvus de l'équipement spécialisé pour lutter contre les incendies forestiers, ils n'ont d'ailleurs ni l'entraînement, ni l'expérience nécessaires ; ils sont peu nombreux.

De très graves dysfonctions sont apparues dans les institutions gouvernementales. Dès la fin du mois de janvier, le gouverneur de Roraima donna l'alarme, *sans réussir à susciter la moindre* réaction des autorités fédérales. Il semble que, dans un premier temps, le gouvernement de F. Henrique Cardoso ait négligé les offres d'aide internationale, puisque, sous la pression des événements, les premières mesures furent enfin prises, des généraux opposèrent leur veto, arguant que les forces armées pouvaient faire seules face au sinistre et qu'ils ne souhaitaient pas une ingérence étrangère dans la région. Les événements dévoilaient ainsi une fracture entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. Pendant ce temps, la savane et la forêt continuaient de se réduire en cendres, avec d'immenses conséquences écologiques et humaines.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'étendue exacte des dévastations. Le Roraima s'étend sur 221 millions d'hectares. Selon les informations actuellement disponibles, *entre 16 %* et 25 % du territoire seraient partis en fumée. Le gouvernement brésilien, qui veut sans doute minimiser ses responsabilités, parle de 3 % seulement. *Déjà les chiffres* sont manipulés et même les estimations les plus honnêtes ne sont en fait que de grossières approximations provisoires. Seul l'examen des photos des satellites donnera une idée exacte du désastre.

Sans plantations, (...) de quoi vont donc s'alimenter les Yanomamis du Brésil ?

Certains pays d'Amérique latine ont envoyé une aide et les institutions internationales ont fini par réagir ; la Banque mondiale a octroyé un prêt de 5 millions de dollars. Grâce à l'intervention de la section française de Survival International et du CCPY au Brésil, la Communauté européenne vient de débloquer une aide de 1 million d'écus. Mais la pluie peut seule éteindre définitivement les feux.

Au moment où *j'écris ces* lignes, les premières averses sont tombées et la situation commence à être maîtrisée. Mais d'énormes superficies ont été *calcinées, une partie du bétail est* mort de soif et de faim, les populations d'animaux sauvages ont été décimées et les poissons exterminés, les plantations des Indiens se sont volatilisées, la biodiversité de la région a été réduite et l'équilibre des écosystèmes gravement affecté. La forêt subsistante est durablement fragilisée. Il faudra un siècle au moins pour que la forêt se reconstitue... si on lui laisse le temps. On peut craindre en effet que les fermiers locaux ne s'approprient les terres ainsi libérées ou que les orpailleurs n'envahissent encore la région.

Cette nouvelle calamité dont *sont victimes les Yanomamis* s'ajoute à une longue série d'infortunes : épidémies et maladies, agressions, meurtres, perte d'identité culturelle, déclin démographique, manipulations ignobles par des politiciens et des sectes fondamentalistes, attitude colonialiste des Etats, erreurs des missions catholiques, incompétence et irresponsabilité de la communauté internationale. Faute de pouvoir nous étendre sur les dégradations culturelles subies, évoquons brièvement la situation épidémiologique et démographique, la seconde étant le reflet de la première. Jusqu'à la fin des années 60, les Yanomamis ont pu conserver intacte leur vigueur culturelle. Ils formaient une société à la fois turbulente, guerrière, conquérante, bariolée, riche et complexe, dotée d'un univers intellectuel raffiné et subtil. Cette vitalité s'accompagnait d'une vigoureuse *croissance démographique* : environ le tiers de la population était composé de jeunes de moins de quinze ans.

Depuis leur contact permanent avec notre *monde*, les effectifs ont été divisés par deux ; certaines communautés ont disparu ; d'autres n'ont presque plus d'enfants ; les vieillards sont devenus très rares ; le taux de mortalité infantile est effroyablement élevé et, sur les cinq à sept enfants qu'ont les femmes dans leur vie (lorsqu'elles parviennent jusqu'à la ménopause), un ou deux seulement survivent encore quelques années après leur naissance.

En 1968, une épidémie de rougeole détruisit 15 % de la population dans le Haut-Orénoque. Le paludisme *(Vivax* et *Falciparum)* est endémique et résistant aux médications habituelles. Seuls les nouveaux traitements, hors de prix, sont efficaces. Les leptospiroses sont de plus en plus fréquentes. Dans certaines régions, 85 % de la population est infectée par l'hépatite A, 35 % par l'hépatite B et 15 % par l'hépatite C, ce qui signifie qu'une même personne peut être infectée par plusieurs virus hépatiques. Les Yanomamis sont très vulnérables aux grippes. L'onchocercose, les parasites intestinaux et la leishmaniose en certains endroits assombrissent encore le tableau clinique. Les parasites intestinaux, relativement bénins dans un contexte traditionnel (un certain équilibre s'établit généralement *entre le parasite et son hôte*), aggravent la malnutrition lorsqu'ils sont accompagnés de paludisme.

En fait, c'est d'une polypathologie très grave dont souffrent beaucoup d'Indiens. Souvent malades, affaiblis par les fièvres paludiques ou par d'autres pathologies, ceux-ci n'ont pas toujours la force de travailler dans leurs plantations. La nourriture est alors insuffisante et les organismes, mal nourris, sont encore plus vulnérables aux maladies. Sans les soins appropriés et une bonne alimentation, il est pratiquement impossible de sortir de cette spirale délétère. Sans plantations, disposant dorénavant de ressources *sauvages (gibier, poissons, fruits sauvages)* rendues plus rares par le feu, de quoi vont donc s'alimenter les Yanomamis du Brésil ? Ils ont besoin de toute urgence d'une aide alimentaire et sanitaire massive.

Jacques Lizot [illegible] au CNRS.

L'exception culturelle, voie sans issue

par Serge Regourd

UN philosophe aujourd'hui quelque peu déconsidéré a écrit que l'Histoire ne se répète pas... sauf à l'état de farce. Après la revendication d'une *« exception culturelle »*, dans le cadre des négociations du GATT – à laquelle le signataire de ces lignes prit une part active –, le projet d'AMI a fait renaître, dans les mêmes termes, ce mot d'ordre, repris en France par les sociétés d'auteurs et les professions du spectacle.

On doit savoir gré à ces dernières d'avoir été le fer de lance d'une contestation qui a pu ainsi être largement médiatisée et permettre à l'opinion publique de prendre conscience de la gravité des dangers en cause. Mais, par-delà cette vertu éminemment pédagogique, propre aux avant-gardes, la revendication même d'une exception culturelle paraît aujourd'hui aussi regrettable au plan éthique qu'illusoire en termes stratégiques.

Au plan éthique : réclamer une *« exception »* pour la culture peut revêtir deux significations alternatives. Soit on considère que les dispositifs prévus par l'AMI présentent un effet positif ou *bienheureux pour l'ensemble des* autres domaines de la vie sociale et qu'il suffit donc d'aménager une exception pour le seul domaine – la culture – à l'égard duquel *l'AMI présenterait des effets néfastes*. Soit on admet que les dispositifs prévus par l'AMI présentent des effets tout aussi néfastes à l'égard de la protection sociale, de l'emploi, de l'environnement, de la place des services publics, de la citoyenneté... Dans ce cas, on s'accommoderait de la mise en pièces de ces diverses régulations, sociales et politiques, pourvu qu'on puisse sauver la culture.

Hélas, les analyses et com*mentaires publiés au cours des* dernières semaines, notamment dans les colonnes du *Monde*, ont abondamment montré que, des deux hypothèses précitées, c'est *bien la seconde qui correspond au* contenu de l'AMI. Dans ce cas, il faudrait admettre que les professionnels de la culture ne s'estiment pas concernés par les menaces qui dépassent leur strict domaine d'activité. L'exception culturelle ne pourrait alors avoir d'autre légitimité que celle d'une revendication étroitement corporatiste. Or, en l'espèce, celle-ci serait proprement irrecevable car – faut-il le rappeler ? – les protections et privilèges juridiques en matière culturelle ne trouvent pas leur fondement dans la seule personne des créateurs mais dans la diffusion des œuvres au profit de la société tout entière. *Le propre de la culture ne réside-t-il pas dans les processus – effectifs* ou potentiels – d'appropriation culturelle au profit de tous ?

Mais, outre que la revendication d'une exception culturelle peut apparaître ainsi comme une coupable capitation sur le plan de l'éthique, elle apparaît conjointement comme illusoire en termes d'opportunité stratégique. Le sort de la culture n'est pas dissociable de l'état général d'une société. De *même que les libertés intellectuelles* ne sauraient s'épuiser dans les seules libertés des intellectuels, la culture ne saurait s'épuiser dans le seul maintien des prérogatives des auteurs ou des fonds de soutien à l'audiovisuel.

Au sens où on l'entend en France, en y intégrant d'une part ce que les Américains qualifient de distraction (*« entertainment »*) et, d'autre part, les mécanismes réglementaires et financiers qui lui confèrent son statut dans la société, la culture ne peut se sauver seule. Elle est, précisément, indissociable des valeurs globales et des rites institutifs d'une société déterminée.

S'agissant des droits d'auteurs, imagine-t-on que la conception du *« copyright »* américain ne soit pas en exacte corrélation avec les modes d'organisation générale et de fonctionnement de la société américaine ? Ne perçoit-on pas qu'à l'inverse, en France, nombre des financements publics au bénéfice de la culture sont dépendants d'une certaine conception de l'Etat et des logiques de service public ?

Les professionnels qui la revendiquent ne perçoivent-ils pas que l'hégémonie américaine dans l'ordre culturel a partie liée avec l'hégémonie de ce même pays dans l'ordre politique ?

Il semble que depuis la réunion du Théâtre de l'Odéon convoquée le 16 février sur la base de la seule *exception culturelle*, la prise de conscience d'un certain nombre d'artistes et de professionnels de la culture ait, heureusement, évolué en ce sens, comme en témoigne, par exemple, le remarquable texte lu par Brigitte Fossey lors de la récente cérémonie des Césars. Ce qu'il convient de revendiquer, ce n'est pas une exception culturelle, postulant l'acceptation des principes de l'AMI, mais la récusation même de ces principes.

Il convient cependant de pousser plus loin les interpellations relatives à la cohérence des analyses et des comportements. Par-delà les quasi-évidences précédemment évoquées, les professionnels re*vendiquant l'exception culturelle* ne perçoivent-ils pas que l'hégémonie américaine dans l'ordre culturel (puisque, au fond, chacun sait bien que c'est de cela qu'il s'agit), pour les raisons déjà dites, partie liée avec l'hégémonie de ce même pays dans l'ordre politique – ou géopolitique – économique, ou militaire ? Par quelle mystérieuse alchimie pourrait-on consentir à la domination politique *ou militaire, tout en récusant la domination culturelle* ? La lecture ou la relecture à ce sujet des analyses de Gramsci ne peut être que vivement recommandée aux hésitants.

Or, de ce point de vue, nombre des pétitionnaires de l'identité culturelle seraient bien avisés de s'interroger sur leurs éventuelles contradictions lorsqu'ils s'engagent dans le soutien explicite et parfois hautement revendiqué en faveur de l'emprise politique et militaire des Etats-Unis, depuis le Golfe jusqu'aux Balkans. N'y a-t-il pas, par exemple, quelque cruelle contradiction à présenter les Etats-Unis comme un grand méchant loup dans le domaine de la culture et à *réclamer conjointement* leur intervention sous forme des bombardements de l'OTAN en Bosnie ? *« Confusionnisme »* ne manqueront pas d'objecter les tenants d'une *« pensée aveugle »*, n'apercevant pas l'interdépendance entre données politiques et culturelles.

Cette incapacité – ou ce refus – à percevoir que les facteurs culturels, économiques, politiques et militaires relèvent d'un même système se manifeste aussi, au regard de ce l'on pourrait appeler les exigences les plus élémentaires d'une certaine *« praxis »*. Nombre d'artistes et de cinéastes français ont, à juste titre, souvent stigmatisé les stéréotypes narratifs hollywoo*diens fondés sur le manichéisme* le plus simpliste, en vertu duquel Sylvester Stallone et autres Arnold Schwarzenegger, représentants du Bien, affrontent de manière sérielle et syncopée les représentants du Mal.

Mais lorsque ces mêmes grilles de lecture hollywoodiennes, inspirées des mêmes ateliers de scénario, sont transposées dans le domaine des informations pour prétendre rendre compte d'un conflit comme la guerre du Golfe ou des événements de Bosnie, nombre de nos artistes et cinéastes engagés, perdant tout sens critique, adhèrent à une telle représentation symbolique simplifica*trice substituée à la complexité du* réel, et pétitionnent en faveur du Bon face au Méchant.

Qu'ils soient eux-mêmes victimes de ces *« simulacres »* brillamment analysés par *Jean Baudrillard* ou qu'ils ne décèlent pas les ruses de l'*« infotainment »* mises à jour par des auteurs aussi différents que Paul Virilio ou Armand Mattelart, ne constitue que l'une des illustrations des impasses inhérentes à l'exception culturelle. Lorsque l'ineffable Alain Finkielkraut, propagandiste zélé de l'intervention américaine dans le Golfe et dans les Balkans, se retrouve sur la tribune du Théâtre de l'Odéon parmi les grands témoins de *l'exception culturelle*, les contradictions ici évoquées acquièrent bien le caractère de farce que j'évoquais au début de ces propos.

Serge Regourd est professeur à l'université des sciences sociales de Toulouse et directeur de l'Institut du droit de la communication.

Abonnez-vous et voyagez en Club Azur avec 30 % de réduction. Jusqu'au 15 avril 1998,

au lieu de 1500 F.

AOM, vous n'êtes pas qu'un passager.

Contactez votre agence de voyages ou
Tél. 0 803 00 1234 (1,09 F/mn)

AOM partenaire de swissair

Un Paraguayen exécuté aux Etats-Unis contre l'avis de la Cour de La Haye

Le département d'Etat avait demandé un sursis

Contre l'avis de la Cour internationale de justice (la CIJ) et celui de la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, enfin en violation de certaines pratiques diplomatico-judiciaires, un ressortissant paraguayen, vivant aux Etats-Unis depuis six ans, reconnu coupable de meurtre, a été exécuté mardi soir 14 avril dans l'Etat de Virginie.

ANGEL FRANCISCO BREARD a été prononcé mort par injection à la prison de Greensville à Jarratt, peu après que le gouverneur de Virginie, James Gilmore, eut refusé de surseoir à son exécution. Le Paraguay a indiqué qu'il regrettait profondément cette exécution, soulignant *« le droit sacré à la vie, établi par* [sa] *Constitution nationale »*.

Deux heures plus tôt, la Cour suprême des Etats-Unis avait refusé de reconsidérer le cas de Breard. Les autorités paraguayennes ont protesté contre le fait que Breard n'avait pu bénéficier, lors de son procès, de l'assistance des autorités consulaires de son pays ainsi que le prévoit la convention de Vienne. La Cour internationale de justice de La Haye avait réclamé, le 9 avril aux Etats-Unis, de surseoir à l'exécution. La veille de celle-ci, Mme Albright avait demandé au gouverneur de Virginie d'accorder un sursis pour donner à la CIJ davantage de temps pour étudier le dossier.

Par six voix contre trois, les neuf juges de la Cour suprême ont estimé que le condamné n'avait jamais invoqué devant un tribunal de Virginie la violation de ses droits garantis par la convention de Vienne, ratifiée par les Etats-Unis, et avait donc perdu, en vertu des lois américaines, le droit d'invoquer cette violation au niveau fédéral.

Soucieuse des conséquences diplomatiques de cette exécution, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright avait lundi, dans une démarche très inhabituelle, demandé au gouverneur Gilmore de repousser l'exécution. Elle invoquait le principe de réciprocité et la situation de ressortissants américains pouvant se trouver dans une situation similaire à celle de Breard à l'étranger. *« Je pense qu'il est important de faire en sorte que, lorsque les Américains sont à l'étranger, nous ayons la possibilité de les protéger s'ils ont un problème quelconque*, a observé Mme Albright. *Cela nécessite que nous puissions avoir accès à eux par nos consuls »*.

Breard, trente-deux ans, avait été condamné à mort pour le meurtre, qu'il avait reconnu, d'une voisine, Ruth Dickie, en 1992. Le Paraguay a accusé les Etats-Unis, qui l'ont reconnu et s'en sont excusés, de ne pas avoir respecté la convention de Vienne de 1963, qui prévoit qu'un étranger a le droit, lorsqu'il est arrêté, de consulter un agent consulaire de son pays.

Comme la plupart des condamnés à mort étrangers aux Etats-Unis, Breard n'avait pas été informé de ce droit. L'ambassade du Paraguay n'avait pas davantage été informée de son arrestation. Asuncion, la capitale, avait donc demandé l'annulation de l'ensemble de la procédure judiciaire concernant Breard. Le Paraguay avait fait valoir que, conseillé par des agents consulaires, Breard aurait peut-être plaidé coupable, évitant la peine capitale. Le département de la justice avait rejeté ces arguments, faisant valoir que Breard, qui vivait aux Etats-Unis depuis six ans, avait eu de bons avocats dont il avait refusé de suivre les conseils. – *(AFP, Reuters.)*

Brésil : menaces de mort contre la fille d'un syndicaliste assassiné

Luzia Canuto préside le Comité Rio Maria des droits de l'homme qui réclame le jugement des auteurs et commanditaires du meurtre de neuf leaders syndicalistes qui s'étaient opposés aux trafics des « fazenderos »

RIO MARIA
(Brésil, Etat du Para)
de notre envoyée spéciale

Le 26 mars, deux chefs du Mouvement des paysans sans terre ont été assassinés par des tirs à bout portant dans l'Etat du Para, en Amazonie, sous les yeux de onze policiers fédéraux, qui depuis ont été renvoyés de la police. Le 17 avril, la population honorera la mémoire de dix-neuf « sans terre » assassinés dans la même zone, il y a deux ans. Les tueurs courent toujours, il n'y a pas de procès, et les occupations se poursuivent en se durcissant.

Toujours dans cette région de la forêt amazonienne, à Rio Maria, une bourgade de quinze mille habitants, certains grands propriétaires terriens, les *fazenderos*, savent utiliser d'autres pressions pour faire taire la justice. Luzia Canuto, vingt-six ans, mariée et mère de deux enfants, professeur dans une école municipale de Rio Maria, quinze mille habitants, a récemment été mutée d'office par le maire, dans un autre établissement situé à la campagne et éloigné de 40 kilomètres. La jeune femme préside le Comité Rio Maria des droits de l'homme, qui se bat pour que soient jugés les auteurs et commanditaires de l'assassinat de neuf leaders syndicalistes des travailleurs ruraux, enterrés au cimetière de la ville. Ils ont payé de leur vie le fait de s'être opposés aux trafics divers des *fazenderos*, qui règnent sans partage sur la région. Luzia est la fille de Joao Canuto, tué en 1985, la première victime de la tragique série. En 1990, ce fut le tour d'un de ses frères, liquidé par des tueurs à gage, puis en 1991 d'un deuxième frère et de son propre époux blessés dans un autre attentat.

DEMANDE DE PROTECTION

Luzia refuse cette mutation : on veut l'envoyer dans la zone même des *fazenderos* qui ont fait tuer son père. La commission des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains (OEA) vient de réclamer officiellement, le 23 mars, au gouvernement brésilien une protection sérieuse de Luzia et l'annulation de l'ordre de mutation. Cette Commission avait précédemment insisté, tout aussi officiellement, auprès du gouvernement brésilien pour qu'ait enfin lieu, treize ans après les faits, le procès des assassins de Joao Canuto, dont l'identité est connue et qui circulent en toute impunité. Sous la pression des autorités fédérales qui a suivi cette intervention, un juge a été nommé, et il a fait en deux mois avancer l'instruction.

C'est dans ce contexte qu'intervient la nouvelle menace contre Luzia Canuto. La Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève a aussi été saisie de ces *« graves persécutions »*.

Trois autres procès pour des assassinats d'autres chefs syndicaux attendent toujours, après des années, la bonne volonté d'un juge. L'impunité continue de régner dans l'Etat.

Danielle Rouard

Des Khmers rouges envisageraient de livrer Pol Pot

PHNOM PENH. L'hebdomadaire *Far Eastern Econmic Review* a affirmé, mercredi 15 avril, qu'un général khmer rouge l'avait contacté, le 11 avril, pour lui demander comment procéder pour livrer Pol Pot à la justice internationale. Nate Thayer, correspondant à Bangkok de ce magazine de Hongkong, lui aurait conseillé de prendre contact avec le Comité international de la Croix-Rouge à Genève. De leur côté, les Thaïlandais ont catégoriquement démenti l'arrestation, sur leur territoire, de Pol Pot par des Khmers rouges ralliés au gouvernement de Phnom Penh. Les derniers rebelles khmers rouges, sous le commandement de Ta Mok, occupent encore une poche sur la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. – *(Corresp.)*.

Le cardinal autrichien accusé d'abus sexuels demande pardon

VIENNE. Mgr Hans Hermann Groer, cardinal et ancien archevêque de Vienne, accusé d'attouchements, a *« demandé pardon à Dieu et aux hommes »* à la demande du Vatican, soucieux de mettre un terme à l'affaire avant la visite du pape en Autriche en juin. *« Au cours des trois dernières années, il y a eu bon nombre d'affirmations erronées sur mon compte. Je demande pardon à Dieu et aux hommes s'il y a eu culpabilité de ma part »*, a écrit le cardinal Groer mardi 14 avril. Il s'agit du premier acte de contrition de Mgr Groer depuis les accusations d'abus sexuels formulées à son encontre dès 1995. Son communiqué intervient après une enquête initiée par le Vatican et une visite auprès du pape du président de la conférence épiscopale, Mgr Johann Weber, et de l'archevêque de Vienne, le cardinal Christoph Schoenborn. – *(AFP)*

Evasion de trois opposants au Congo-Kinshasa

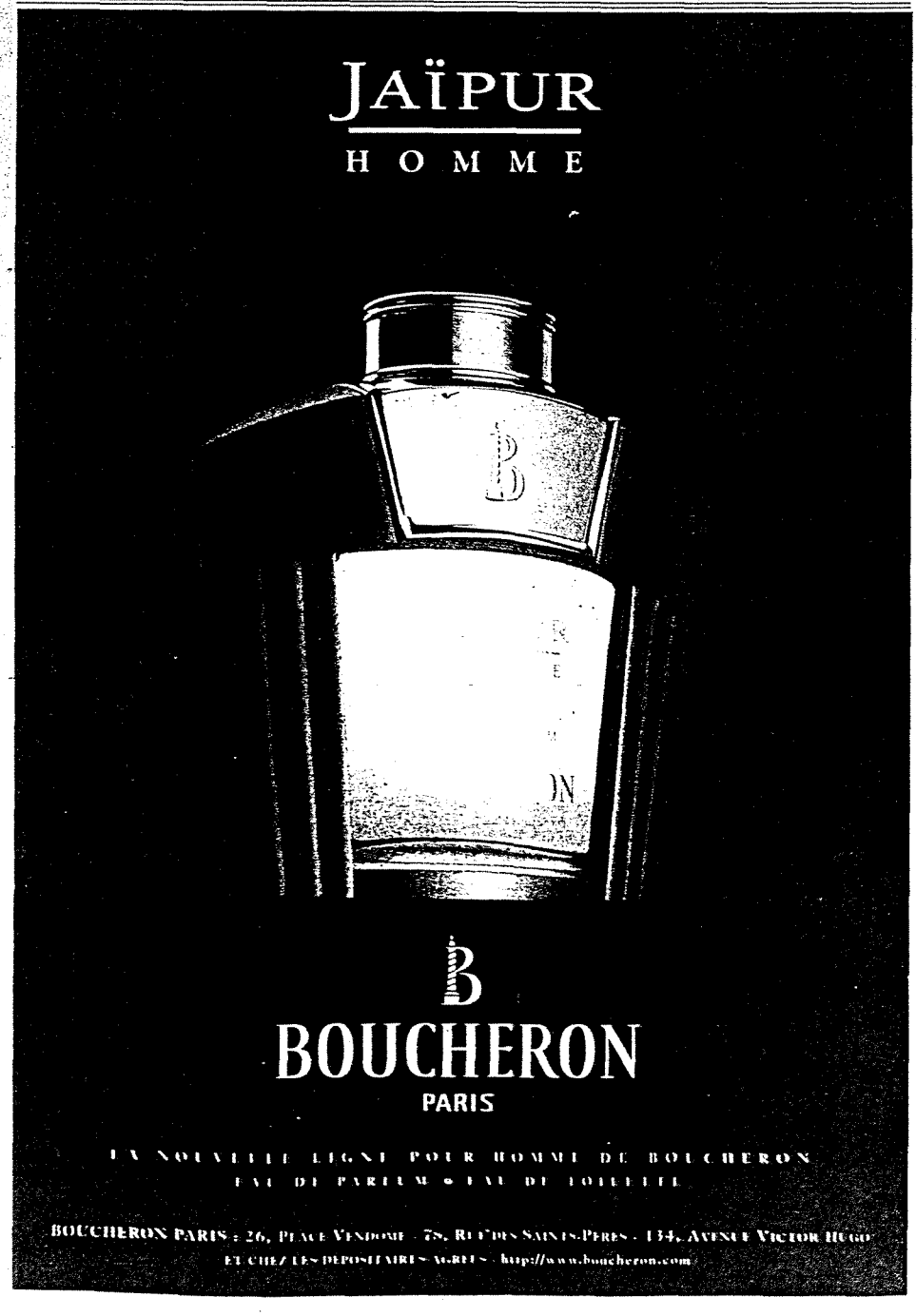
KINSHASA. Le commandant Masasu, ex-conseiller du président Laurent-Désiré Kabila, et deux opposants politiques, Joseph Olenghankoy et Arthur Z'ahidi Ngoma, se sont évadés de la prison de Buluwo où ils étaient détenus, a annoncé, mardi 14 avril, le gouvernement de Kinshasa. Le journal *Le Palmares* affirme que les évadés auraient rejoint la Zambie.

M. Olenghankoy et M. Z'ahidi Ngoma, arrêtés le 20 janvier et le 25 novembre, sont des personnalités de l'opposition. Le commandant Masasu était, jusqu'à son arrestat on en novembre, conseiller spécial du chef de l'Etat. Cofondateur de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), il avait été accusé d'avoir créé une « milice tribale ». Son arrestation avait été suivie à Kinshasa de fusillades entre militaires rwandais. – *(AFP)*

Le Fonds monétaire international veut ouvrir un bureau au Soudan, selon Khartoum

KHARTOUM. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé son intention d'ouvrir un bureau à Khartoum, dans un message au chef du gouvernement soudanais Omar El Bachir, a rapporté mardi 14 avril l'agence officielle soudanaise SUNA. Le bureau se dit en outre « prêt à aider le Soudan à mettre en place un programme de réformes économiques » pour la période 1999-2003. Il se dit, selon l'agence, des améliorations de l'économie soudanaise ces dernières années : le produit intérieur brut (PIB) a atteint une croissance de 5,5 % en 1997 et le taux d'inflation a été réduit à 32 % [illegible] contre 133 % [illegible]

Entre 1944 à 1997, le Soudan était en [illegible] avec le FMI du fait de ses arriérés de 1,3 milliard de dollars. Malgré des paiements effectués en avril 1997, le conseil des gouverneurs du FMI a renoncé à prononcer l'exclusion du Soudan. – *(AFP)*



CAHIER SPÉCIAL

■ 1948-1998 : les cinquante ans d'Israël

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16561 – 7,50 F

SAMEDI 25 AVRIL 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Tempête politique en Belgique

La brève évasion du pédophile Marc Dutroux a provoqué la démission des ministres de l'intérieur et de la justice belge. p. 2 et la chronique de Pierre Georges p. 31

■ Euro : l'Allemagne dit oui

Le Bundestag a approuvé le passage à l'euro. Seuls les anciens communistes du PDS ont voté contre. p. 3 et notre éditorial p. 14

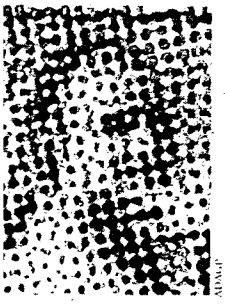
■ Ecoutes de l'Elysée : l'impasse

L'audition par le juge Valat du président de la commission de contrôle des interceptions de sécurité confirme que la décision prise par M. Jospin sur l'élevée du secret-défense se heurte au secret de l'instruction. p. 10

■ Le nouveau visage du chômage

Une étude de l'Insee permet une cartographie précise du chômage en France. p. 11

■ Alain Jacquet peintre libre



ADAGP

Musée d'Amiens expose jusqu'au [illegible] les toiles de ce chasseur du [illegible] Art. Ci-dessus : Tête de [illegible] 1965 p. 26

Arrêter Karadzic

[illegible] p. 31

Capital-risque

[illegible] p. 16

L'informatique bascule l'édition

[illegible] p. 22

0147 7,50 F

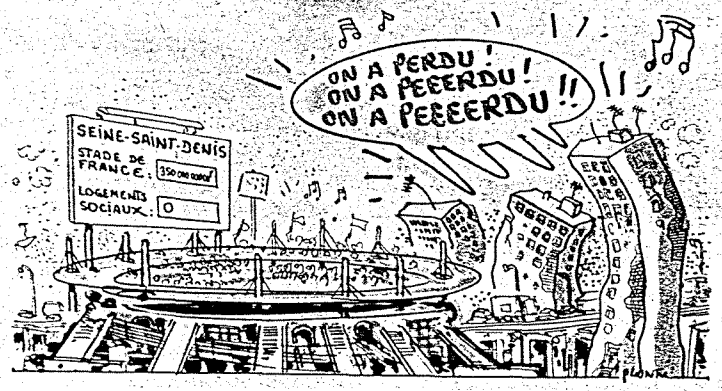
Enquête sur la Seine-Saint-Denis, le département le plus défavorisé

Chômage, pauvreté, insécurité, etc. : un concentré des maux de la société française

LA SEINE-SAINT-DENIS est en proie à une grave crise sociale. Au-delà des difficultés en matière d'éducation, dont doit encore témoigner, samedi 25 avril, la huitième manifestation à Paris des élèves, des parents d'élèves et des enseignants, le département semble concentrer la plupart des maux dont souffre la société française : chômage, pauvreté, insécurité, urbanisme désastreux. Créé il y a trente ans, le département n'a pas pu compenser les handicaps d'une crise industrielle profonde et d'un découpage géographique qui a concentré les populations démunies sur son territoire. *Le Monde* a cherché à comprendre sur le terrain pour quelles raisons ce département est le plus défavorisé de France. L'Etat, mais aussi les élus locaux de ce bastion communiste, portent une lourde responsabilité. Le conseil général semble s'être davantage préoccupé de son assise électorale, mais il a évolué depuis peu dans sa politique du logement, de l'emploi et dans ses relations avec les entreprises. L'Etat a donné l'impression de laisser le département à l'abandon. Des choix d'aménagement aux services publics, il a *rarement joué le rôle qui aurait permis de développer le territoire.*

Tandis que les vacances de Pâques ne semblent pas devoir mettre fin au conflit scolaire, d'autres mobilisations témoignent des extrêmes difficultés du département : l'une concerne les éducateurs sociaux en butte à un manque cruel de moyens ; l'autre les personnels de l'hôpital Avicenne à Bobigny, plongé dans un état de délabrement avancé.

Lire pages 8 et 9



50 ans de foi et de déchirements

CINQUANTE ANS après sa naissance, Israël reste aux prises avec les mêmes questions : est-il un Etat laïque ou religieux ? Quelle place accorder aux Palestiniens ? Le rêve sioniste s'est réalisé. Mais l'Etat hébreu n'est toujours pas en paix. Notre supplément de huit pages retrace cinq décennies de foi et de déchirements à travers des portraits d'Israéliens, des témoignages de Palestiniens et les interrogations d'intellectuels sur le présent et l'avenir de la société israélienne.

Lire notre cahier spécial

Alain Delon et le général Lebed, deux « vrais hommes » en Sibérie

MOSCOU
de notre envoyé spécial

A des milliers de kilomètres de Moscou, au cœur de la Sibérie, se déroule une bataille politique qui pourrait avoir des conséquences importantes pour l'avenir de la Russie. Le général Alexandre Lebed, ancien « héros » de la guerre d'Afghanistan et faiseur de paix en Tchétchénie, candidat proclamé à la présidence russe et fustigeur du régime eltsinien, a jeté son dévolu sur la région de Krasnoïarsk. Il se présente, dimanche 26 avril, à l'élection du gouverneur de cette province, l'une des plus riches de Russie par sa taille et ses ressources. L'enjeu est national : considéré comme un prétendant sérieux au Kremlin, le général a prévenu que, s'il perdait à Krasnoïarsk, il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle de l'an 2000.

Or les choses semblaient mal engagées. A l'approche du premier tour, en dépit d'une campagne menée à grands frais, le général était en mauvaise posture dans les sondages, devancé par le gouverneur sortant, Valeri Zoubov. Ce dernier avait en outre trouvé un renfort de taille en la personne du maire de Moscou, le richissime Iouri Loujkov, qui a fait le déplacement vers Krasnoïarsk, promettant au passage une *« coopération économique »* renforcée avec la capitale. Le candidat communiste, Piotr Romanov, avait lui aussi obtenu un appui remarqué : Guennadi Ziouganov, le chef du parti, fit le voyage de Krasnoïarsk, en dépit de la crise politique qui gronde à Moscou. Bref, Alexandre Lebed semblait isolé.

C'est alors qu'une information a fait sensation : Alain Delon allait se rendre à Krasnoïarsk ! Le chef communiste Guennadi Ziouganov s'en étonna (*« Delon ne sait même pas qui est Lebed ! »*), avant d'être démenti par les faits. A la surprise générale, l'acteur français est arrivé jeudi en Sibérie, *via* Genève et Moscou, pour féliciter son *« ami »* Lebed *« à l'occasion de son anniversaire »*, puis participer à un bref meeting sur la place centrale, devant des milliers d'habitants ébahis. *« Il y a les hommes faibles et il y a les vrais hommes. Pour de vrais hommes, ça ne pose pas de problème de faire 6 000 kilomètres »*, a déclaré un général Lebed reconnaissant, tant la popularité d'Alain Delon en Russie n'est plus à démontrer. *« Le général n'est peut-être pas aussi brutal qu'on veut bien nous le dire, s'il a des amis pareils »*, a commenté une habitante, tandis que d'autres regrettaient que la vedette ne soit apparue que cinq minutes sur la scène.

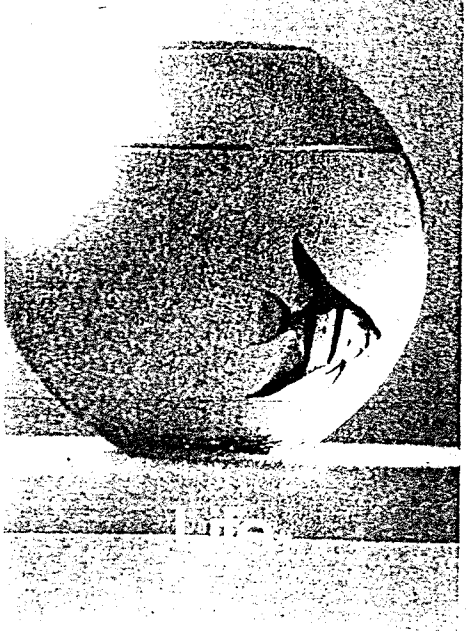
Alain Delon et Alexandre Lebed se sont rencontrés pour la première fois en février 1997, sur un plateau de France 2, lors de la première visite du général en France. Renvoyé quelques mois auparavant du Conseil de sécurité russe, le général s'était mis à voyager à l'étranger pour entretenir sa stature. Alain Delon loua le *« côté animal »* du personnage et lui fit la promesse de le soutenir dans ses ambitions électorales. L'acteur ne savait pas alors qu'Alexandre Lebed avait choisir Krasnoïarsk comme tremplin vers le Kremlin ni que, pour ce faire, le général allait recueillir des appuis peu recommandables : ceux de la mafia locale, qui a mis la main sur l'importante usine d'aluminium de Krasnoïarsk, et qui cherche, en jouant la « carte » Lebed, à étendre son contrôle sur l'ensemble de cette région grande comme quatre fois la France.

Natalie Nougayrède

Esclaves d'aujourd'hui

EN CETTE FIN de siècle, alors que la France commémore la seconde abolition de l'esclavage, en 1848, la servitude n'a pas disparu. Danielle Rouard a rencontré, au Brésil, l'esclavage moderne. Brimades et mauvais traitements, coups et blessures, assassinats parfois : tel est le sort des travailleurs forcés d'Amazonie, pour qui la liberté reste à conquérir. Si le Brésil a aboli l'esclavage en 1888, des grands propriétaires y perpétuent des pratiques de négriers, et leurs *pistoleiros* font toujours régner la terreur sur d'immenses fazendas où la condition humaine s'est figée à son degré zéro.

Lire notre enquête pages 12 et 13 et notre reportage en Martinique page 7



La récolte cubaine après le voyage du pape

TROIS MOIS après la visite du pape à Cuba, La Havane engrange les succès diplomatiques qui constituent autant de « défaites » en forme de revers, pour Washington, dont la politique cubaine apparaît de plus en plus isolée. « Que Cuba s'ouvre au monde et que le monde s'ouvre à Cuba », avait lancé Jean-Paul II lors de son voyage historique dans l'île caraïbe. Après la normalisation des relations avec l'Espagne, important partenaire commercial de Cuba, puis des puissants liens historiques et affectifs, la diplomatie cubaine a marqué, en moins d'une semaine, trois nouveaux points : l'annonce de la visite à La Havane du premier ministre canadien, Jean Chrétien, le 27 avril ; le rejet par la commission des droits de l'homme de l'ONU d'une résolution critique présentée par les Etats-Unis ; et le rétablissement des relations diplomatiques avec la République dominicaine, nouveau pas vers la réintégration de Cuba dans l'espace caraïbe.

Salué comme [illegible] par les dirigeants cubains, le vote de la commission de l'ONU est l'un des sept mois de condamnation du régime castriste pour violations des droits de l'homme. [illegible] cette résolution [illegible] de la commission du Vatican, quelque [illegible] prisonniers, dont une [illegible] de détenus politiques, et [illegible] plus grande liberté religieuse [illegible] la visite du pape, la diplomatie américaine a été [illegible] avec « tristesse » par la [illegible] des Etats-Unis, Nancy [illegible] que le porte-parole [illegible] d'Etat, James Rubin [illegible] Fidel Castro pour [illegible] exception : « L'histoire [illegible] gouvernement [illegible] chômage pourra [illegible] » L'île dure de [illegible] n'a pas caché [illegible] souviendra du [illegible] comme d'un acte [illegible] », s'est indignée [illegible] républicain [illegible] dit.

[illegible] a confirmé [illegible] de l'hémisphère [illegible] moins en [illegible] une politique [illegible] de celle du [illegible] annonçant sa [illegible] à Cuba depuis [illegible] Jean Chrétien [illegible] posé en chef [illegible] politique »

Jean-Michel Caroit

Lire la suite page 14

Il n'y a que mailles

SONIA RYKIEL

TRENTE ANS après Mai 1968 et l'ouverture de sa première boutique rue de Grenelle, à Paris, Sonia Rykiel, ambassadrice du noir et figure majeure du prêt-à-porter, est la mère et actrice d'une enfance qui, on comprime qui s'est exprimée [illegible] dans la manière de [illegible] des cercueils. Portrait de [illegible] qui renverra le pull et [illegible] à « Sonia du tricot ».

Lire page 24

International	2	Culture	23
France	8	Aujourd'hui	22
Société	8	Météorologie	25
Régions	12	Culture	26
Horizons	14	Guide du week-end	28
Entreprises	16	Spectacles	28
Communication	18	Agenda	29
Tableau de bord	19	Télévision	30

Maîtres et esclaves sur les terres du Brésil

Brimades et mauvais traitements, coups et blessures suivis de mort d'hommes : tel est le sort des travailleurs forcés d'Amazonie qui veulent retrouver leur liberté. Si le Brésil a officiellement aboli l'esclavage en 1888, les grands propriétaires et leurs pistoleiros font régner la terreur sur d'immenses fazendas où la condition humaine s'est figée à son degré zéro. Malgré l'Eglise, malgré les inspecteurs fédéraux, la septième puissance du monde perpétue des pratiques de négriers

NANDO NEVES

A l'heure du repas, des travailleurs s'abritent de la pluie sous le bus qui les conduit quotidiennement aux champs.

1. RIO MARIA (ETAT DU PARA), AVEC LES FUGITIFS

LE soleil de l'Equateur vient à peine de se lever que déjà retentit la sonnette de la maison paroissiale. Un homme maigre et noué a glissé comme un chat dans la salle traîne. Puis il s'est assis, les mains croisées sur une table de bois. Ses traits évoquent l'Indien, sa peau sombre et son poil frisé témoignent du sang noir. Paulo, natif du Nordeste brésilien, situé à des milliers de kilomètres, est comme un fugitif. La veille, à quelques mètres de la paroisse de Rio Maria, il avait trouvé refuge. Fernando, dit « Canoca », le *fazendeiro* (propriétaire de l'exploitation) pour lequel il avait recruté des *peões* (les « pions »), des manœuvres, pendant plusieurs années, est en retard de "ui payer un arriéré de salaire d'un mois. Il a une dette de cinq diaries, empoigne sous fond de deux de ses pistoleiros. « Il le frappe, il le menace, il crie, il menace », raconte.

Paulo s'est enfui, pourtant pas de retourner chasser au fond d'un chemin près du cimetière. Sous les hommes, il est dans les dépendances [illegible] par d'autres fazendeiros, [illegible] dans leurs trains [illegible] pour [illegible] temples.

Paulo est venu à la maison paroissiale voir frère Henri Burin des Roziers, soixante-huit ans, un dominicain français qui est l'un des avocats de la Commission pastorale de la terre (CPT), une association de défense d'obédience catholique. Il montre sa main droite, dont le quatrième doigt a été amputé, la plaie béante qui partage son front, deux cicatrices de coups de couteau sur son épaule et sa poitrine. *« C'est un peon qui m'a grappé. Arrivé comme pour boire une bière, il m'a demandé :* "C'est toi ou le *fazendeiro* qui va me payer ?" "Le patron ne m'a pas donné d'argent pour payer les *peões*", *c'est répondu. L'homme s'est jeté sur moi, avant de fuir. Des voisins m'ont transporté à l'hôpital. J'y suis resté trois mois. »*

L'ancien *gato* tombé en disgrâce parce que devenu improductif est désormais décidé à témoigner. Tout comme le *peon* Ricardo, émigré de l'Etat du Tocantins, et Jaime, devenu *vaqueiro* pour garder à cheval les troupeaux, et qui a échappé de peu aux balles des tueurs de Fernando « Canoca ». Ces trois rescapés de l'enfer amazonien, en fuite donc en ce début d'avril, le disent avec des mots simples : *« L'esclave, c'est un type qui travaille gratis nuit et jour, et qui n'a pas la liberté de sortir, ni de partir. »* Le code pénal brésilien, dans ses articles 149 et 203, sanctionne *« ce travail analogue à la condition d'esclave »*, qui ne respecte pas le droit de contracter ou de rompre le contrat, et qui ôte la liberté d'aller et de venir.

Paulo, à peine quarante ans, Ricardo et Jaime, la trentaine, quittèrent un jour leur famille, sur la foi promesse d'un lointain eldorado : le sud de l'Etat du Para, où il fallait des bras pour défricher la jungle épaisse afin de créer des pâtures. Ne disait-on pas que dans la région de Rio Maria on trouvait encore de l'or ?

Le gato arrive du Para du Sul en dodoyant tenant table ouverte à l'hôtel. Il offrait un salaire de 50 reais (environ 45 dollars) par [illegible] (6 hectares) défriché : *« Il [illegible] pour le [illegible] », précisait-il. Pour ces sans-emploi et ces sans-terre, l'offre paraît alléchante. « Entre hommes [illegible] de se payer [illegible] ». Le gato proposa spontanément de faire une avance. [illegible] pause « compter [illegible] de victuailles avant le [illegible] pause [illegible] la route, en [illegible] temples.

entassa les hommes sur des bennes sans bâches et dans la poussière de la piste de latérite. Le *gato* donna de quoi manger. « "On paierait plus tard", *nous dit-il. On avait hâte d'arriver »*, se souviennent Paulo et ses compagnons. Enfin, le camion fit halte à Xinguara, une ville de trente mille habitants, dans le sud de l'Etat du Para.

« Après deux jours, nous reprîmes la route pour notre dernière étape, raconte Ricardo. *Au bout de cent kilomètres de piste, nous arrivâmes à destination. Loin de tout village, encerclés par les jaguars, les cobras et les moustiques, le gato nous intima l'ordre de construire notre campement. On fit des abris sur pilotis avec des branchages, on suspendit des hamacs, on creusa des trous pour le feu, et on alla se désaltérer dans le rio qui saignait dans le voisinage. Puis on prit nos machettes et on se mit à défricher, de 4 heures du matin à 10 heures le soir. Des pistoleiros armés encadraient notre campement. »* Sous les pilotis, des cochons noirs appartenant au *gato* se nourrissaient des excréments des *peões* qui logeaient au-dessus d'eux. Bientôt, pour manger, on tua le premier cochon, la viande fut mise à sécher sur des fils de corde.

Il fallut se rendre à l'évidence. Ce n'était pas une semaine, mais le triple, qu'il fallait pour défricher un seul alqueire. De plus, le tarif de 50 reais fut d'emblée ramené à 20. Pour manger, on ne pouvait que se fournir à la « *cantina* » tenue par le *gato*, à des prix de 50 % plus élevés qu'en ville. *« Quand [illegible] les comptes, [illegible] tout [illegible] Pas un de nous ne [illegible] que ce soit. Le gato [illegible] », précise Ricardo. Lui et quelques compagnons refusèrent de travailler dans ces conditions. « Les pistoleiros [illegible] Vous [illegible] bien [illegible] ». Mais [illegible] au [illegible] Un [illegible] le risque [illegible] ».*

[illegible] Xinguara [illegible] Rio Maria [illegible] Paulo [illegible] Ricardo [illegible] Jaime [illegible] Paulo [illegible] Ricardo [illegible] Jaime [illegible] Paulo [illegible] Ricardo [illegible] Jaime

ANDO NEVES

Les travailleurs sont convoyés vers les champs à 5 heures du matin, sur le même camion qui sert au transport de la canne à sucre.

ournaliste brésilien du grand quo-idien *O Estado de São Paulo*, qu'il vait reçu à son domicile, s'était ort mal conclue. Dans l'article pu-lié en pleine page le 5 novembre 994, Jairo Andrade avait conté ommment il avait « vengé » l'assas-inat en 1986 d'un de ses fils, lors 'occupations de ses terres. Il avait uit rechercher et tuer, un par un, s neuf paysans qu'il soupçonnait 'avoir participé à ce meurtre, et vait fait torturer le dernier. Il se éclamait de son bon droit pour voir « *fait empoisonner l'évêque lom Patrick Hanrahan* », ce qui e put être prouvé, comme pour voir « *fait assassiner pour 500 dollars par des policiers Pedro a Conceição* », un leader paysan. e *fazendeiro* avait nié avoir tenu es propos, mais le journaliste vait maintenu ses écrits.

Depuis, Jairo Andrade s'est trou-é d'autres raisons d'être prudent. n octobre dernier, puis en janvier, a subi les contrôles de l'inspec-on régionale du travail de l'Etat u Para, à la suite de dénonciations ecurrentes portant sur l'existence u travail esclave dans ses *fazen-as*.

« *J'ai payé mes amendes concer-ant les entorses au droit, à l'hygiène à la sécurité. Mais, contrairement ux allégations, les inspecteurs n'ont ouvé aucun esclave chez moi* », ffirme-t-il, narquois. « *J'ai ommencé comme conducteur de ateur, et je me suis enrichi à la rce du poignet* », poursuit le *fa-ndeiro*. A-t-il fait recruter des ens très loin de Redenção ? « *Le stème est simple. J'ai un intermé-aire, à qui je verse 30 % du produit rrespondant au défrichage. C'est i qui se charge, à l'aide de sa di-nne de gatos, de recruter, puis de ger, nourrir et payer les peones.* »

Ces derniers accusent l'em-oyeur de les contraindre à tra-iller sous la menace, sans les yer. « *Ils gardent leur avance s le premier mois, ils gagnent des ar arrivée sur le chantier à tenir la dence. Ils me doivent de l'argent, doivent travailler pour rembour-r. N'est-ce pas normal ?* » Quand lui fait remarquer que ses peones ivent aussi payer leurs propres ntils de travail, il marque tout de : « *Et vous, avez-vous votre car-t, vous trouve pas à la hacher ?* » réponse négative semble l'eton-r. Enfin, ses « *peones* » n'en gim-chent toute contestation, toute ite. « *Des salaires, ils en ont de ren-urser, ils sont pires. Pas nor-al ?* »

Jairo Andrade a-t-il, comme il le ubent, été la victime de contrôles ministratifs trop sévères ? La pre-ère visite d'inspecteurs trépa-naux du travail flanqués de poli-ciers fédéraux a été rapide. La seconde visite, elle, fut annoncée. Malgré son jargon de procès-ver-bal, le premier rapport de cette ins-pection, daté du 31 octobre 1997, est éloquent :

« *Dans le chantier de défrichage, travail soumis à surveillance et mau-vais traitements. Pieds nus, pas d'équipement ni d'eau potable, toit de plastique, sans cloison pour pro-téger des moustiques et autres ani-maux. Contrats tacites entre le pro-priétaire et le sous-traitant, Renaldo José de Oliveira, qui recrute les ou-vriers. Accords non respectés, presque toujours. On cherche à éta-blir des valeurs artificielles, de ma-nière à ce qu'il n'y ait jamais de solde. Comme il existe une dette, les peoes sont empêchés de quitter la fazenda. Ils ne s'y risquent pas, par peur de représailles. Car Jairo An-drade est une personne au compor-tement violent. Lors de notre inspec-tion, J. Andrade, déjà fort excité, s'est opposé à grands cris à Renaldo, qui contestait être débiteur. Selon Jairo, la tâche promise n'était pas termi-née, et Renaldo ne quitterait la fa-zenda qu'après l'avoir finie, car ici c'est lui qui commandait. Un peon a tenté de parler, Jairo s'est jeté sur lui, disant qu'il ne discutait pas avec un peon. Puis il est reparti vers sa voi-ture, invoquant un problème de san-té.* »

Les inspecteurs ont alors deman-dé à son « *avocat* » de voir les livres de comptes concernant le travail. « *Il n'en existe pas* », a confirmé ce dernier. « *Notre tentative de faire payer les ouvriers n'a également ob-tenu aucun succès* », ont conclu les enquêteurs. Ils n'ont trouvé, sur place, que « *cinq personnes retenues contre leur volonté, qui ont demandé à ce qu'on les emmène. Au sujet du jeune Narciso Eduardo Da Silva qui, selon son père, serait détenu dans la fazenda Forkilha, nous ne l'avons pas vu et n'avons obtenu aucune in-formation.* » A ce jour, aucune action en justice n'est ouverte à Re-denção.

Dans la région, la dizaine de *fa-zendeiros* – comme les frères Quagliato, mis en cause dans cette brève tournée – ne se fait guère de souci. « *Je ne suis pas au courant*, affirme Osvaldo de Oliveira Assun-ção Junior, président du syndicat des propriétaires ruraux de Xingua-ra. *J'ai bien vu les voitures des in-specteurs passer sur le chemin, al-bas, en contre-bas, mais je ne sais pas ce qu'ils ont fait.* » Lui-même travaille pour le compte de Roque Quagliato « *à la tête du centre très en pointe d'élevage. Dans la fazenda, les paysans employés comme ouvriers sont heureux. D'ailleurs, ils vont eux-mêmes vous le dire.* »

Pour sa part, Jairo Andrade em-ploie soixante-dix permanents sur ses terres, des gens de Redenção pour la plupart. « *Chaque année, je fais travailler environ sept cents sai-sonniers.* » Cinq peoes ont demandé à être libérés par les inspecteurs. On ne sait rien des 695 autres, qui n'ont pourtant pas bénéficié de conditions privilégiées...

C'est avec ses milices de *pistoleiros* que l'Union démocratique ru-rale, fondée par Jairo Andrade avec d'autres *fazendeiros*, entend lutter contre les occupations de terres. « *Nous n'avons plus besoin de l'UDR, comme hier. Nous avons réussi à pacifier la région. Si un vo-leur rentre chez vous, vous le laissez voler ou vous réagissez ?* » Mais il a tout de même fait le voyage à Bra-silia fin mars, « *pour visiter mon ami le ministre de la justice, Iris Resende, lui-même grand fazendeiro. Ce der-nier m'a obtenu audience chez le ministre du travail qui, à son tour, m'a conseillé de prendre patience. Nous sommes en période électorale. Mais, après, le gouvernement entend bien sévir contre ces bandits.* »

Après son voyage à Brasília, Jairo Andrade reste critique : « *Malgré tout le respect que j'ai pour le pré-sident Cardoso, je tiens à vous le dire : il manque de compétence pour administrer la réforme agraire. Quant à l'Eglise, elle a la mémoire courte. C'est nous qui l'avons instal-lée ici, lors de la colonisation de l'Amazonie. Elle n'a pas eu un mot de condamnation pour les assassins de mon fils. Seuls ces peoes qu'elle qualifie d'esclaves ont droit à sa compassion. Le vrai esclave, c'est ce-lui qui est obligé de vivre dans la rue, volant au supermarché pour man-ger. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est le ministre du travail.* »

3. À BRASILIA, EN ÉCOUTANT LES INSPECTEURS FÉDÉRAUX

RUTH Beatriz Vasconcelos Vilela, secrétaire national de l'inspection du travail, est à l'origine du groupe Movel (« mobile »), créé le 14 juin 1995, qu'elle dirige depuis. Composé d'une quarantaine de personnes, ce commando intervient en fla-grant délit pour réprimer le travail esclave. Les sanctions vont de deux à huit ans de prison. Le Mo-vel est le bras opérationnel du Gertraf (Groupe exécutif de ré-pression du travail forcé) qu'un décret présidentiel a institué le 27 juin 1995.

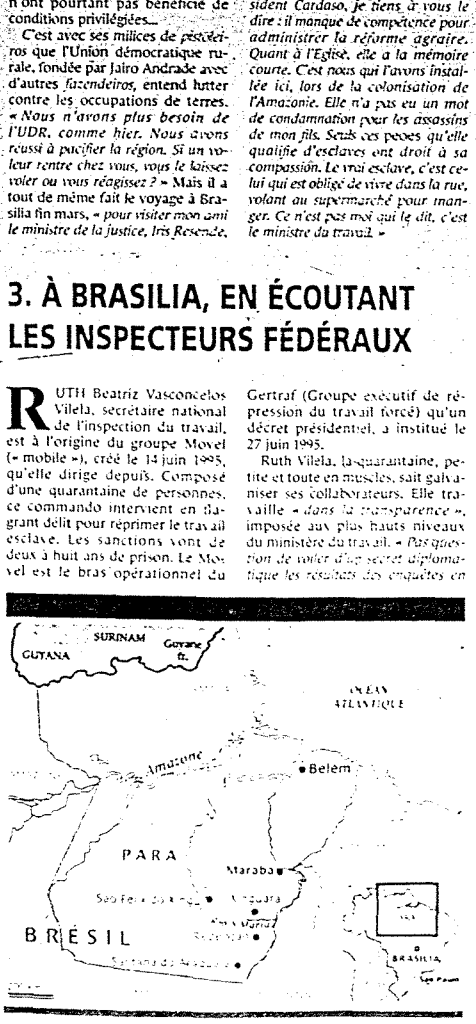
Ruth Vilela, la quarantaine, pe-tite et toute en muscles, sait gal-vaniser ses collaborateurs. Elle tra-vaille « *dans la transparence* », imposée aux plus hauts niveaux du ministère du travail. « *Pas ques-tion de voler d'un secret diploma-tique les résultats des enquêtes en flag.* » Ruth Vilela sourit en évo-quant les pressions qu'elle subit : « *Cela fait partie du jeu* », lâche-t-elle. Ces jours-ci, Movel attend la nomination d'un nouveau mi-nistre du travail. Sa mission va-t-elle être reconduite ?

En avril 1997, le président Car-doso lui-même avait décoré Ruth Vilela et son équipe au service du bien public et pour le respect de la Convention des droits de l'homme, à laquelle adhère le Bré-sil, qui a abrogé l'esclavage en 1888. Les syndicats de propriétaires comme de paysans ont égalem ent couronné le Movel. En trois ans d'existence, le groupe a convaincu de travail esclave quin-ze entreprises – dix dans le défri-chage, trois dans la production de semences et deux dans l'élevage. Il a fait « *libérer* » 478 peoes.

Comme à Flor de Mata, une fa-zenda de Sao Felix do Xingu, dans l'Etat du Para, en octobre der-nier... Y., un peon de dix-sept ans, a fui le campement où il défrichait pour le compte du propriétaire, Luiz Martins Pirès, avant de frap-per nuitamment à la porte de la CPT. Emmené chez le procureur de la République de Maraba, Me Neide M. C. Cardoso de Oli-veira, le jeune Y. a porté plainte. Le groupe Movel de Brasília fut averti. Dix jours plus tard, ses en-quêteurs ont débarqué sans crier gare en pleine jungle, sur le lieu incrimine, en compagnie du cou-rageux Y. Là, 220 peoes défri-chaient « *dans des conditions ana-logues au travail esclave* », constateront les inspecteurs et les policiers fédéraux qui leur servent d'escorte.

Après douze jours d'enquête, en dernière page du rapport gros et illustré comme un livre, figure la photo sur une route d'un autocar confortable : les 220 peoes qui s'apprêtent à y monter vont être reconduits, après avoir été payés, dans leurs lointains villages d'origi-ne, aux frais du propriétaire de Flor de Mata. C'est la première sanction qui frappe le contrevenant. Les visages sont radieux. En outre, le fazendeiro doit être ex-proprié, et ses terres redistribuées aux paysans. (18 mois plus tard, il ne l'était toujours pas.)

Le 5 février 1998 tombe au tribu-nal de Maraba la première condamnation pour travail es-clave de l'histoire brésilienne : un fazendeiro, Antonio Barbosa, écope d'une peine de deux ans de réclusion avec sursis et d'une lourde amende. Le courage du procureur de la République et l'efficacité du Movel ont eu raison



tice dans l'Etat du Para comme ail-leurs. Certes, la Commission pas-torale de la terre et les syndicats de travailleurs ruraux trans-mettent bien les plaintes des inté-ressés, soit aux inspections régio-nale et fédérale, soit à la police fédérale, soit encore à la commis-sion nationale des droits de l'homme de la Chambre des dépu-tés. « *Dans le seul Etat du Para, 3 527 cas avaient été dénoncés de 1985 à 1993, 3 917 l'ont été depuis, jusqu'à fin 1997* », confirme Henri Burin des Roziers, un des avocats de la CPT.

Mais, à l'échelon régional, quatre dossiers sur cinq ont été ar-chivés, ou se perdent dans les ti-roirs. A l'Assemblée nationale, le député du Para Paulo Rocha, an-

> « Quand le recruteur faisait les comptes, on se retrouvait débiteur, toujours plus débiteur. Aucun de nous ne touchait quoi que ce soit »

cien syndicaliste, a fait adopter, le 16 septembre 1997, un renforce-ment de la législation. Il demand-ait davantage. L'esclavage par endettement y est clairement défi-ni, la rétention de contrats est condamnée, comme la privation de liberté. L'obligation est faite de ramener les peoes défricheurs dans leur lieu d'origine en fin de saison. Les peines sont alourdies dans le cas de mineurs de moins de dix-huit ans.

Même avec ces sanctions pré-vues désormais par le code pénal, l'action du Movel a ses limites. La CPT, dans son bulletin, Ruth Vilela et son équipe, dans leurs rapports d'activité, s'en montrent convain-cues. Le Movel devrait être auto-matiquement saisi dès qu'une de-nonciation sérieuse est enregistrée. Son enquête, en cas d'esclavage constaté, devrait en-trainer la saisine de la justice fédé-rale, puisque les pressions au ni-veau des police et justice locales sont toutes. Enfin, les inspecteurs qui ont procédé à l'inventaire en flagrant délit devraient être en-tendus comme témoins, puisqu'il est si difficile de convaincre les victimes terrorisées de déposer.

Danielle Rouard

Le Monde

■ Les mystères du gynécée - ■ « Le Monde des poches »

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16595 – 7,50 F – 1,13 EURO

VENDREDI 5 JUIN 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ La catastrophe du TGV allemand

Le déraillement de l'ICE Munich-Hambourg, mercredi 3 juin à Eschede, a fait au moins quatre-vingt-onze morts et sans doute plus de cent. Ses circonstances restent inexpliquées. p. 3

■ L'ONU veut freiner l'escalade nucléaire

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se réunissent pour empêcher qu'une course aux armements ne s'engage en Asie. p. 2

■ Ségolène Royal parle des ZEP

Dans un entretien au *Monde*, la ministre de l'enseignement scolaire fait part de ses projets pour les zones d'éducation prioritaires (ZEP). p. 10

■ Les paradis fiscaux dans le collimateur

L'OCDE et l'Union européenne souhaitent limiter l'attrait fiscal des places off shore. p. 18 et notre éditorial p. 15

■ Incendies au Brésil

30 000 km² de forêt amazonienne ont été ravagés par des incendies. La culture sur brûlis est en partie responsable de cette catastrophe. p. 13

■ Marseille, trois ans après

Le maire Jean-Claude Gaudin (UDF) tente de donner un nouvel élan à la ville. L'opposition reconnaît qu'il a tenu bon face au Front national. p. 12

■ Une mort essentielle à la vie

L'apoptose, la mort programmée des cellules, est indispensable à toute forme de vie. Les chercheurs commencent à en percer les secrets. p. 23

■ Face à l'extrême droite

Le Languedoc-Roussillon est-il un laboratoire de l'extrême ?, demandent les élus, François Baraize et Emmanuel Maire. Jean-Claude Carrière affirme que Aristote n'est pas encarté FN. Les points de vue p. 14

■ Les vertus du soleil

Différentes équipes de la recherche médicale, pédagogiques et scientifiques cherchent à mettre au point une méthode pour bronzer sans danger. p. 24

Belgique 2,25 FM – Antilles-Guyane 8,5 F – Autriche 15 S – Bénin 1 100 F CFA – Cameroun 1,5 EAD – Canada 2,25 $ CAN – Côte-d'Ivoire 1 100 F CFA – Danemark 15 KRD – Espagne 175 PTA – Grande-Bretagne 1,5 £ – Grèce 500 DR – Guadeloupe 8,5 F – Guyane 8,5 F – Italie 2 500 L – Luxembourg 35 F – Maroc 10 DH – Martinique 8,5 F – Mauritanie 1 100 UM – Norvège 14 KRN – Pays-Bas 3,5 F – Portugal 175 PTE – Réunion 8,5 F – Sénégal 1 100 F CFA – Suède 16 KRS – Suisse 2,50 FS – Tunisie 1,2 DIN – USA (Général) 2,50 $

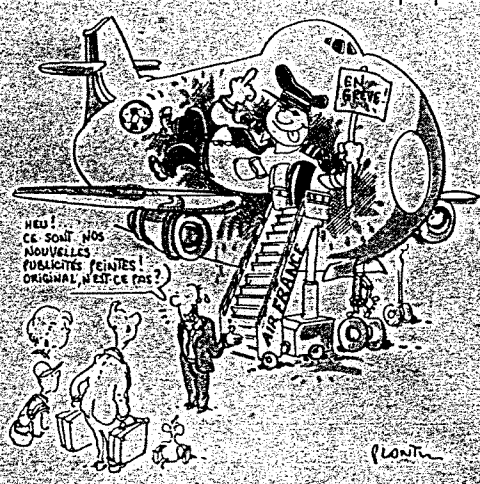
M 0147 - 666 - 7,50 F

La CGT relance la pression sociale

● Le syndicat organise, jeudi, des manifestations dans les secteurs de l'énergie, du commerce, des arsenaux et des transports ● A Air France, les négociations auraient pris, selon Matignon, un tour « plus favorable » ● La croissance a été moins forte que prévu au premier trimestre

LA CROISSANCE de l'économie française n'a été que de 0,6 % au cours du premier trimestre 1998, selon les comptes nationaux publiés jeudi 4 juin par l'Insee. Alors que de nombreux indicateurs ont alimenté un climat d'optimisme depuis le début de l'année, ce résultat atteste que, si la reprise est enclenchée, elle est plus fragile que prévu. La hausse du produit intérieur brut est inférieure de 0,2 point aux dernières estimations de l'institut. Mais le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré, jeudi matin, que ce chiffre confirme *« le caractère réaliste »* de la prévision de 3 % de croissance pour 1998.

Le chiffre du premier trimestre s'explique par le tassement des exportations, dû notamment à la crise asiatique. Au cours de ce trimestre, la contribution des échanges extérieurs à la croissance a été négative de 0,6 point, après une contribution positive de 0,3 point au trimestre précédent. En revanche, la demande intérieure augmente sensiblement.



Lionel Jospin suit attentivement le conflit à Air France, alors que la négociation entre la direction et les syndicats de pilotes devait reprendre, jeudi en fin d'après-midi, mais il n'entend pas intervenir directement. L'entourage du premier ministre souligne que celui-ci ne recherche pas un « clash », mais soutient le PDG de la compagnie aérienne *« dans ses objectifs et dans sa méthodologie »*, et que les négociations ont pris un tour *« plus favorable »*.

A l'initiative de la CGT, parfois en association avec d'autres syndicats, diverses manifestations sont organisées jeudi, notamment dans l'énergie, le commerce, les arsenaux et les transports. Le même jour, des marches de chômeurs, parties le 1er mai de plusieurs régions, arrivent à Paris.

Lire pages 6 et 32

Lionel Jospin lève totalement le secret-défense dans l'affaire des écoutes

DANS UNE LETTRE adressée, mercredi 3 juin, au juge Jean-Paul Valat, chargé d'instruire depuis 1993 l'affaire des écoutes de la cellule de l'Elysée, le premier ministre fait savoir qu'il a décidé de lever le secret-défense. *« La position que j'adopte est inspirée par le souci de ne pas voir la justice privée de la possibilité d'exploiter des informations qu'elle peut détenir »*, écrit Lionel Jospin. La levée du secret-défense est générale et s'applique à tous les mis en examen, y compris au général Charroy, responsable du GIC, le centre des écoutes administratives. Mis en demeure par le juge Valat, dont l'instruction était bloquée dans l'attente de sa réponse, M. Jospin s'est finalement résolu à lui donner satisfaction.

Lire page 32

Les parlementaires européens ne regardent pas à la dépense

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant

Les six cent vingt-six députés du Parlement européen sont généreux avec l'argent du contribuable. Tel est le principal enseignement à tirer de l'audit que vient de réaliser la Cour des comptes de l'Union sur les frais de voyage, les indemnités journalières et les dépenses d'assistanat. Ces observations, ainsi que les explications que l'Assemblée des Quinze sera amenée à fournir, devraient être contenues dans son rapport annuel.

En attendant, les chiffres cités par les contrôleurs des finances communautaires sont accablants pour les eurodéputés : 110 000 écus (660 000 francs) de dépenses par parlementaire en 1990 contre 227 000 écus (1,5 million de francs) en 1997, soit un taux d'accroissement moyen de 7,4 % par an. La Cour relève qu'en raison de *« contrôles insuffisants »* les règles que l'Hémicycle s'est lui-même imposées sont peu respectées. Ainsi, il est courant que les assistants – dans nombre de cas, des membres des familles des parlementaires – soient à la fois payés par les indemnités touchées par les eurodéputés et un groupe politique ou l'institution elle-même. Le pré-rapport de Luxembourg consacre une bonne place à la dérive constatée sur le système des avances. Là aussi, les contrôleurs déplorent que la pratique quotidienne soit devenue très éloignée des règles financières édictées par les responsables parlementaires. En 1997, les sommes avancées pour les dépenses des eurodéputés ont atteint 47 millions d'écus (310 millions de francs), soit 33 % du total des paiements. *« L'avance de sommes aussi importantes n'est pas conforme aux procédures existantes et ne correspond pas, le plus souvent, à une urgence particulière. »*

La question du remboursement des frais de voyages privés occupe naturellement la vedette du texte de la Cour des comptes de l'Union. Il y a, d'abord, les abus recensés lorsque les eurodéputés se procurent des bons de transport auprès du bureau de voyages du Parlement. Sans doute doivent-ils payer de leur poche, mais à l'arrivée, écrivent les auteurs de l'audit, *« l'institution règle des factures étrangères à ses activités »*. Selon leurs estimations, les coûts pour les déplacements en avion sont curieusement supérieurs de 30 % au prix d'un billet en classe affaires. Il faut dire que jusqu'à l'année considérée – 1997 –, les eurodéputés n'étaient pas tenus de présenter un justificatif de transport... Le *« remboursement »* était effectué sur simple déclaration. Depuis le début de cette année, le billet de train ou d'avion est enfin exigé.

Le document poursuit en épinglant les *frais informatiques des eurodéputés en précisant que les indemnités allouées « dépassent considérablement la réalité des dépenses »*. Avant de soulever une vraie question de fond : l'absence de statut des assistants parlementaires. Les experts de Luxembourg dénoncent avec force les pratiques actuelles. Pour eux, il est anormal que le recrutement soit laissé à l'entière discrétion du parlementaire. Il n'existe, en outre, aucun critère pour établir les contrats de travail. Ce manque de transparence s'aggrave, précise l'audit, avec l'absence d'un système de contrôle qui puisse constater que *« le travail a été effectivement fourni »*.

Marcel Scotto

Eté, tubes et télé, un mariage en or

■ **LES CHANSONS** de l'été commencent à déferler. Toutes les chaînes de télévision ont leur « tube ». Produits formatés auxquels on adjoint une chorégraphie basique plaquée sur une musique dansante, ils sont financièrement très intéressants pour les producteurs et les chaînes. TF 1 a passé cette année une étape supplémentaire en produisant, avec sa filiale Une Musique, son *Yakalelo*, court-circuitant ainsi les majors du disque. Trois cent vingt passages de la chanson sont prévus en deux mois sur l'écran de TF 1. Toutefois, ce qui pourrait être un abus de position dominante n'est pas juridiquement répréhensible, et d'autres chaînes s'apprêtent à suivre cet exemple.

Lire page 27

La reconquête du politique par Lionel Jospin

L'ANNÉE 1996 s'était achevée sur le morose constat d'impuissance concédé, au beau milieu d'une mise en scène télévisuelle, sur TF 1, par le président de la République, Jacques Chirac, quatre mois plus tard, avait expliqué la dissolution de l'Assemblée nationale comme une tentative pour *« ressaisir l'énergie nationale »* et *« donner à la nation une force qui s'échappait »*. Lionel Jospin, invité aussitôt après sur le plateau de France 2 pour répondre à cette ultime intervention présidentielle avant le second tour des élections législatives, avait fait un sort à cette formule. La *« force qui s'échappait »* : la messe n'était-elle pas dite ? La partie, jouée ?

Ce constat, qui avouait la défaite avant même qu'elle fût consommée, assignait aussi sa tâche au futur vainqueur. Car le propos de M. Chirac n'était pas – ou pas seulement – l'expression subjective d'un sentiment d'impuissance : il décrivait l'état d'un pays, une société paralysée par ses conflits et par ses inhibitions, et révélait un pouvoir politique où se concentrait cette paralysie, dans laquelle il avait sa part, mais dont il n'était pas – ou pas seul – responsable. La mission impartie au successeur, quel qu'il fût, serait donc moins la conquête du pouvoir que sa reconquête.

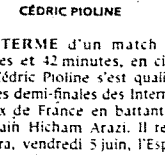
C'est à cette aune qu'il faut juger la première année d'exercice de M. Jospin dans la fonction de premier ministre, d'abord parce que ce critère est celui qu'il a invoqué lui-même. Commencer sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le 16 juin, par l'éloge d'un « pacte républicain » à renouer, ce n'était pas seulement déposséder son principal opposant, Philippe Séguin, inspirateur de la campagne présidentielle de M. Chirac deux ans plus tôt, d'un de ses thèmes essentiels. C'était marquer que la nouvelle équipe demandait à être jugée non pas d'abord sur ses performances dans les secteurs où l'action d'un gouvernement est réputée chiffrable – taux de croissance, déficits publics, nombre de chômeurs, niveau des prélèvements obligatoires –, mais sur son aptitude à redonner un sens à l'action publique.

Patrick Jarreau

Lire la suite et notre analyse sur la politique étrangère

NOËLLE CHÂTELET

Cinq sets marathon



CÉDRIC PIOLINE

AU TERME d'un match de 3 heures et 42 minutes, en cinq sets, Cédric Pioline s'est qualifié pour les demi-finales des Internationaux de France en battant le Marocain Hicham Arazi. Il rencontrera, vendredi 5 juin, l'Espagnol Alex Corretja, quatorzième joueur mondial. Six ans après *Henri Leconte*, un Français se place enfin en position d'accéder à la finale du tournoi de Roland-Garros.

Lire page 25

International	2	Carnet	22
France	6	Aujourd'hui	23
Société	10	Météorologie/jeux	26
Régions	12	Culture	27
Horizons	13	Guide culturel	29
Entreprises	16	Kiosque	30
Communication	19	Abonnements	30

La fin de la guerre froide avec l'Argentine a permis le redéploiement de l'armée brésilienne pour relancer le programme d'occupation du « désert vert ». Mais cette politique de peuplement chaotique sur les terrains déforestés est à l'origine du gigantesque incendie qui a provoqué la catastrophe écologique du Roraima

L'Amazonie sous le feu des militaires

DANS la matinée, un crachin poisseux a succédé à l'averse torrentielle qui s'est abattue durant la nuit sur la colonie ricole d'Apiau. Nous sommes centre de l'Etat de Roraima, ns le nord-est de l'Amazonie ésilienne. Attablés sous un abri feuilles de palmier, des pomers argentins bavardent en otant du café. Leur mission ant pris fin sous des trombes au bienvenues, ils s'apprêtent ver le camp de tentes de camg qui les a hébergés pendant e interminable semaine de bilisation face aux incendies i ont dévasté la région (*Le nde* daté 5-6 avril). « *Ils sont midables, de vrais professions formés au Canada* », comnte en aparté un lieutenant du xième régiment de cavalerie é à Santa Rosa (Etat du Rio nde do Sul) et localement rgé de la logistique des opérans de lutte contre le sinistre.

près avoir refermé la parense sur les vertus de la solidanationale, l'officier aborde ntanément la mission dont il dit investi en Amazonie. *onctuellement, comme c'est le ici*, explique-t-il, *nous sommes elés à participer à des tâches vant de la défense civile. Mais e objectif principal consiste, à emple de ce qu'ont fait les opéens dans les colonies frique, à servir de tête de pont développement.* » Ses propos firment l'option stratégique nie au tout début des ées 70, du temps de la dictamilitaire (1964-1985) : la mise tutelle de l'armée de l'Ama e brésilienne et de ses 5 milde kilomètres carrés.

urtant, si la sécheresse utable à El Niño a, sans este, favorisé sa propaga, la catastrophe écologique Roraima résulte essentielle t de la politique de peuplet chaotique appliquée sous de des états-majors. C'est, en , à partir des brûlis pratiques les colons misérables sur des ins déforestés et peu pros à l'agriculture que les s se sont disséminés, détruiselon les dernières estimaconcordantes, quelque 0 km² de forêt et de savane. -même fils de général – ce e l'avait pas empêché d'être aint à l'exil par le régime aire –, le président socialocrate, Fernando Henrique oso, compte à son tour sur orces armées pour « *ouvrir ne frontalière du nord du* ». En novembre 1990, dans dre du premier Plan de se nationale lancé depuis le r des civils au pouvoir à lia, le chef de l'Etat avait ini leurs priorités en fonde la fin de la guerre froide resserrement des liens avec ntine au sein du Mercosur rché commun du cône sud englobant également l'Uruguay et le Paraguay). En vertu du redéploiement annoncé, la plupart des unités massées aux frontières méridionales du Brésil seront progressivement transférées vers l'Amazonie. Rien de nouveau sur le « front » nord : les casernes occupent toujours les avant-postes du « *progrès* »...

Eminence grise du régime militaire, feu le général Golbery de Couto e Silva fut l'idéologue du Plan d'intégration nationale (PIN), ambitieux programme d'occupation du « désert vert » septentrional. « *Il vaut mieux prévenir que guérir, surtout lorsqu'on ne peut guérir que par l'emploi de moyens drastiques et peut-être sanglants. Le blocage des chemins naturels qui, au-delà des frontières, débouchent sur l'Amazonie s'impose avec urgence afin que nous puissions mettre sereinement en valeur cet immense monde encore perdu* », écrivait-il, en proposant « *d'inonder l'Amazonie de civilisation* », dans l'ouvrage *Pouvoir exécutif et géopolitique du Brésil*, paru en 1967.

Trois ans plus tard, le général-président Emilio Medici offrait, dans un discours fameux prononcé à Recife, « *une terre sans hommes aux hommes sans terre* ». Le PIN venait d'être porté sur les fonts baptismaux. Ouverte en pleine jungle sur près de 3 000 kilomètres, la route transamazonienne, dont la mise en chantier allait bientôt débuter, en serait la clé de voûte. A l'Institut de colonisation et des réformes agraires (Incra) incomberait la gestion du transfert massif de populations des savanes arides du Nordeste vers de nouveaux horizons forcément rédempteurs. La distribution de lots dans les zones de forêt vierge désenclavées permettrait au pouvoir de légitimer l'abandon de toute velléité de restructuration foncière dans le reste du pays dominé par les grands propriétaires terriens. Pour la première fois de son histoire, le Brésil se donnerait les moyens d'assumer pleinement sa dimension continentale.

LE slogan « *Integrar para não entregar* » (« Intégrer pour ne pas brader ») balise d'emblée la conquête de l'Amazonie, refuge des dernières tribus amérindiennes rescapées de « *l'inondation de civilisation* » qui ne va pas tarder à les submerger. Apôtres d'un nationalisme virulent, qui nourrit une abondante propagande officielle, les généraux justifient le lancement du PIN en agitant l'épouvantail de la convoitise sur un territoire supposé vulnérable parce que dépeuplé. Sur les ruines du « *cycle de l'hévéa* » qui, entre 1880 et 1930, fit la fortune des « barons du caoutchouc » de Manaus, surgissent des « agrovilles », colonies agricoles modèles échelonnées le long de la transamazonienne et de ses chemins adjacents.

L'euphorie des pionniers sera toutefois de courte durée. Brutalement transplantés dans un univers qui se révèle des plus hostiles, isolés six mois sur douze pendant la saison des pluies, qui transforme les pistes de jungle en vasières, les colons nordestins s'enfisent dans une misère sans issue, comparable à celle qu'ils enduraient dans leurs territoires d'origine. A la fin des années 70, le chantier de la Transamazonienne est abandonné alors qu'il manque plus de 1 000 kilomètres pour achever le tracé prévu. En dépit de l'échec cinglant des « agrovilles », la dictature se contente de changer son fusil d'épaule : un nouveau front de colonisation est ouvert le long de la route nationale BR-364 qui relie depuis peu l'Etat de Rondonia, en Amazonie occidentale, au sud du Brésil.

Cette fois, les gestionnaires du PIN vont recruter dans le Rio Grande do Sul, aux confins de l'Argentine et de l'Uruguay, où la mécanisation accélérée de la culture du soja provoque un exode rural alarmant. Membre éminent de l'ex-Service national d'information (les services secrets de la dictature), le major Sebastiao Curio, ennemi juré des « *traîtres rouges* », adeptes de la théologie de la libération et militants de la réforme agraire, fait la tournée des premiers campements de paysans sans terre organisés dans le pays. La projection de films de propagande vantant la « *nouvelle frontière* » du Rondonia prépare le second flux migratoire en direction de l'Amazonie. Après les métis du Nordeste, ce sont les descendants d'immigrés allemands, polonais et ukrainiens qui se laissent piéger par l'aventure de l'« intégration nationale ».

> « Notre objectif principal consiste, à l'exemple de ce qu'ont fait les Européens dans les colonies d'Afrique, à servir de tête de pont au développement »

Contrairement à la Transamazonienne, la BR-364 est praticable toute l'année grâce à l'asphaltage financé par la Banque mondiale (qui, très vite, s'en repentira publiquement au vu du saccage de la forêt traversée par la route). Bien que réputés pour leur esprit d'initiative, les descendants des natifs du Rio Grande do Sul échoueront eux aussi. Frustrés et d'une fertilité dérisoire, les terres du Rondonia ne se prêtent guère aux techniques agricoles importées du Sud. Les 40 000 km² déboisés en une décennie seront progressivement transformés en pâturages destinés à l'élevage extensif. La colonisation de l'Amazonie se poursuit désormais « *sous la patte du bœuf* ». Mû par une dynamique perverse, le PIN a engendré, dans le nord du Brésil, une caste de latifundistes digne de l'extrême concentration foncière prévalant au niveau national.

Au début des années 80, des dizaines de milliers de colons ruinés se lancent, en désespoir de cause, dans la ruée vers l'or qui, dix ans plus tard, mobilisera un demi-million de *garimpeiros* (orpailleurs) aux quatre coins de l'Amazonie brésilienne. L'invasion des réserves indiennes qui s'ensuit et les multiples fléaux colportés par les prospecteurs (massacres, maladies contagieuses, alcoolisme, pollution des rivières, etc.) laissent le pouvoir militaire de marbre. En vérité, le déferlement des *garimpeiros* redonne un nouveau souffle au PIN. Dans une ambiance de Far West tropical, les chercheurs d'or contribuent, pensent les généraux ravis, à consolider la présence brésilienne dans la région.

Le rétablissement de la démocratie n'altère en rien les prérogatives que l'armée s'est attribuées. Mis en place en 1985 en vue – officiellement – de mettre fin aux infiltrations des mouvements de guérilla des pays voisins (Colombie et Pérou), le Projet Calha Norte (littéralement : Gouttière Nord) prévoit l'installation de pelotons militaires sur les 6 770 kilomètres de frontière situés en Amazonie. Dans un article paru en 1990 dans la revue *Ethnies*, l'anthropologue français Bruce Albert, qui séjourne régulièrement depuis vingt ans chez les Indiens Yanomamis du Roraima, dénonçait à ce propos « *le dispositif d'expropriation et de quadrillage social tourné vers l'intérieur ou plutôt vers un "ennemi intérieur" : les populations indigènes, dont les droits civils et territoriaux sont considérés comme une menace à la sécurité nationale, sous prétexte de prétendus séparatismes fomentés par les organisations indigénistes et missionnaires, nationales, et surtout internationales* ». Analysé sous cet angle, le montage de la « Gouttière Nord » s'inscrit dans la logique du PIN.

DEUX événements dramatiques à haute résonance médiatique vont cependant forcer Brasilia à réexaminer dans l'urgence sa politique amazonienne. En décembre 1988, Chico Mendes, leader syndical des *seringueiros* (récolteurs de latex des hévéas) de l'Etat d'Acre, est assassiné par des propriétaires terriens parce qu'il s'opposait à la mise en coupe de la forêt. Terre du « premier martyr de l'écologie », l'Amazonie devient aussitôt la cible favorite des organisations de défense de l'environnement. A la même époque, le territoire des Yanomamis, jusqu'alors largement préservé de l'« inondation de civilisation », est à son tour la proie d'une nuée de *garimpeiros* qui y sèment mort et destruction.

Pour la communauté internationale, le saccage de l'Amazonie, volontiers présentée en ce temps-là comme le « *poumon de la planète* », met en péril l'humanité tout entière. A l'approche du Sommet de la Terre, programmé en juin 1992 à Rio, le gouvernement brésilien multiplie à la hâte les gages de bonne volonté. Deux jours avant de quitter ses fonctions, le président José Sarney signe, en décembre 1989, le décret créant la « *réserve extractiviste* » Chico-Mendes, qui s'étend sur 970 000 hectares dans le sud de l'Acre, où seules sont admises les activités économiques « *écologiquement correctes* », telles que la récolte du latex et la cueillette des fruits sauvages. Quelques mois plus tard, son successeur, Fernando Collor, ordonne l'expulsion des chercheurs d'or du Roraima, opération confiée à la police fédérale en prélude à la démarcation de la réserve des Yanomamis.

Temporairement à court d'arguments, la « grande muette » ne bronche pas. Une fois passé l'orage des pressions internationales, elle reprend l'offensive dans le but de pérenniser la mainmise qu'elle exerce sur son fief. En mai 1997 démarre l'implantation du Système de vigilance de l'Amazonie (Sivam). Basé sur une technologie fournie par la firme américaine Raytheon en vertu d'un contrat de 5,4 milliards de francs, ce réseau de couverture radar est placé sous le contrôle direct et exclusif de l'armée de l'air.

Etant entendu qu'elle se refuse à participer à la lutte contre le florissant narcotrafic amazonien, dont elle redoute le « *pouvoir de contamination* », et qu'elle n'a nullement l'intention de former des « *escadrons écologiques* » susceptibles d'endiguer la déforestation galopante (47 000 km² dévastés au cours des trois dernières années), pourquoi l'armée brésilienne tient-elle à s'arroger le monopole de l'utilisation du Sivam ? L'état-major des forces armées à Brasilia ne sonnaite pas répondre à cette question.

Jean-Jacques Sévilla

Dessin : Thierry Dedieu

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Dans « aden » : tout le cinéma et une sélection de sorties

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16762 – 7,50 F - 1,13 EURO

JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Irak menacé de frappes américaines, Clinton menacé d'« impeachment »

UN RAPPORT de Richard Butler, chef des inspecteurs de la commission spéciale des Nations unies (Unscom) chargée du désarmement, jugeant que *« l'Irak n'a pas fourni la pleine coopération promise »*, a ravivé, mercredi 16 décembre, la menace de frappes américaines. Les équipes de l'Unscom ont été évacuées vers Bahreïn et celles des agences des Nations unies se tiennent prêtes à partir vers Amman. Bill Clinton devait examiner l'option d'une riposte militaire à quelques heures du vote, jeudi, de la Chambre des représentants sur la procédure d'*impeachment* qui le menace. L'opinion publique américaine semble moins favorable à M. Clinton. La radicalisation des républicains modérés est de plus en plus sensible.

Lire pages 4 et 5

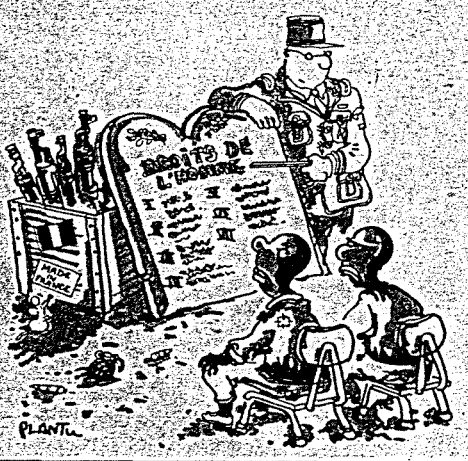
Rwanda : comment la France s'est trompée

● L'enquête de la Mission Quilès souligne les erreurs, les fautes et l'aveuglement de la France avant le génocide
● Elle critique l'opacité de sa politique africaine, « domaine réservé » de l'Elysée ● Elle affirme cependant que Paris n'a aucune responsabilité dans les massacres de 1994 qui ont fait entre 500 000 et 1 million de morts

« Enquête sur la tragédie rwandaise » : *Le Monde* publie de larges extraits du rapport de la mission Quilès sur le génocide de 1994. Notre cahier spécial contient l'essentiel des chapitres consacrés aux opérations militaires françaises et au génocide.

QUI EST responsable du génocide de 1994 au Rwanda, dont ont été victimes 500 000 à 1 million de Tutsis ? Le rapport de la Mission Quilès, publié mardi 15 décembre à l'Assemblée nationale au terme de neuf mois d'une enquête parlementaire minutieuse, renvoie à leurs crimes les Hutus au pouvoir à l'époque. Mais il souligne aussi, crûment, les hésitations, incohérences, erreurs et fautes de la communauté internationale et singulièrement de la France.

« La France n'est pas impliquée dans ce déchaînement de violence », affirme le rapport. Pourtant, le récit méticuleux des événements reconstitués par les députés français souligne l'échec manifeste de la France au Rwanda, la nocivité de sa politique africaine et son aveuglement face aux signaux annonciateurs du carnage. *« Les risques d'un déchaînement de la violence se trouvaient réunis. La France les a parfaitement perçus. Elle n'a pas su tirer de cette appréciation les enseignements adaptés »*, notent les députés.



Cette enquête parlementaire est une première en France. Jamais le Parlement n'avait pénétré à ce point dans le *« domaine réservé »* du président de la République. Jamais il n'avait démontré jusque dans le détail l'opacité de la politique africaine de la France. Jamais il n'avait démonté les mécanismes de décision et l'organisation des opérations militaires.

La Mission Quilès lance un appel à la transparence et à un meilleur contrôle par le Parlement des interventions militaires. L'opposition a rejeté les conclusions du document dont elle juge *« inacceptables »* certains passages qui mettent en cause le rôle de la France.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 15

La parité votée

Les députés ont adopté, mardi, l'organisation de *« l'égal accès des femmes et des hommes »* aux responsabilités politiques. p. 6

Drôle d'« Ennui »

Sur Cédric Kahn, *réalisateur de Ennui*, son film dont son existence à la une actrice Sophie Guillemin. Également sur les écrans, *La Vie des Juifs en Palestine*, film de 1913, et *Un soir après la guerre*, film cambodgien de Rithy Panh. p. 27 à 29

Marc Fumaroli répond à M. Allègre

Il y a un point de vue, l'académicien défend la tradition libérale d'enseignement secondaire français face à un modèle américain inadapté. p. 16

Baisse du téléphone

Un an après l'ouverture à la concurrence du téléphone européen, le bilan pour les nouveaux venus reste bon, mais les tarifs des communications ont d'ores et déjà baissé. p. 18

La sauvegarde de l'Amazonie

Lancée en 1995 du « programme pilote » lancé en 1995 a donné des résultats encourageants, mais se heurte aux problèmes financiers et fonciers. p. 23

De Pékin à Katmandou, le yéti fait toujours recette

L'ABOMINABLE homme des neiges n'existe pas, personne ne l'a rencontré : le responsable du département chinois des forêts vient d'affirmer que les dernières expéditions scientifiques *« ont montré que tous les yétis signalés étaient en fait des animaux sauvages »*. En vérité, le yéti, de tintinologique réputation, est au cœur d'une querelle opposant les deux pôles de la monumentale administration chinoise : sa tête et son niveau local. Et ce, non pas pour le pire, mais pour le meilleur : il en va de la protection des espèces animales menacées.

La dramaturgie a pour cadre les montagnes aux profondes vallées forestières du Hubei, au centre de la Chine, où des savants passionnés traquent depuis des années l'homme-singe, le gigantopithèque, objet des fantasmes populaires les plus variés autant que des recherches les plus sérieuses. Une sorte d'industrie touristique très spécialisée y prospère depuis que, voici quelques années, des instances gouvernementales, peut-être bien intentionnées, ont offert une récompense de quelque 300 000 francs pour un spécimen vivant du légendaire « migou ». Au grand dam des scientifiques pékinois du Comité pour la recherche des créatures rares et étranges, qui n'est pas composé de farceurs, des centaines de milliers d'amateurs se bousculent dans la réserve de Shennongjia. Pour le plus grand profit de l'industrie touristique locale et au détriment de l'équilibre écologique. Pékin a donc tranché : puisque l'existence de l'homme-singe n'est qu'un leurre, il n'y a plus de raison de mettre sa tête à prix et d'exciter les curieux.

La Chine n'a cependant pas l'apanage de la « yétimania » : au Népal et dans les régions himalayennes, l'animal fait parler de lui depuis près d'un siècle. Et là-bas, personne n'irait en nier l'existence. Le gigantopithèque semble avoir élu domicile dans le district du Solu Khumbu, au pied de l'Everest, patrie des fameux sherpas. Tout au long de la deuxième moitié du XXe siècle, les témoignages abondent sur les apparitions de l'humanoïde. La créature tuerait des yaks, mangerait des moutons, enlèverait des marcheurs isolés. Au mieux, elle laisse d'impressionnantes traces de pattes dans la neige des solitudes glacées des confins tibéto-népalais. Montagnards occidentaux et autres trekkers affirment avoir aperçu de suspectes silhouettes ou assurent avoir retrouvé les signes du passage de l'Abominable. La preuve la plus concrète de l'existence du mystérieux « migou » fut même, un temps, exposée dans le monastère de Pangboché, non loin du versant sud de l'Everest, où le visiteur pouvait observer le scalp répugnant d'un yéti chevelu et sa main supposée. Mais les deux pièces à conviction ont aujourd'hui disparu, sans doute volées par quelque yétimaniaque...

La légende du yéti est largement exploitée par les Népalais, qui ont rapidement compris le bénéfice qu'ils pouvaient tirer, sur le plan touristique, de la créature. La Royal Nepal Airlines a longtemps vanté les mérites de son « yeti service » à bord. L'un des plus grands hôtels de Katmandou est le Yak and Yeti, et on peut s'adresser à Yeti Travels pour préparer un trekking. Quant au rédacteur en chef du très sérieux magazine *Himal*, publié dans la capitale népalaise, il signe toujours ses éditoriaux par ces mots : « Abominablement vôtre »...

Francis Deron et Bruno Philip

Voyage dans la France des Miss

SAMEDI 12 décembre, une Cendrillon tahitienne est devenue Miss France. Depuis, une polémique assombrit son bonheur : y aurait-il eu tricherie, puisque le jury officiel n'a pas suivi le choix du public qui préférait Miss Berry à Miss Tahiti ? Quelques jours avant l'élection, Pascale Krémer avait parcouru pour *Le Monde* le mystérieux royaume des Miss. Devenu l'un des spectacles les plus regardés à la télévision, ce concours, loin de refléter l'évolution de la société, préserve un univers de rêve pour une élue méticuleusement conditionnée. De Sa Majesté Audimat à la « chaperonne » des postulantes, en passant par les servantes et les princesses, voyage dans un monde sans âge.

Lire page 14

Violences urbaines : l'urgence d'un autre regard

LES VIOLENCES urbaines ont une particularité : de prime abord, elles échappent aux logiques qui régissent la société. Le maire de Toulouse l'a souligné en désignant la cible des jeunes émeutiers : *« Transports, écoles, lieux de réunion associatifs, équipements culturels et sportifs. »*

« On a voulu détruire ce qui est fait justement pour améliorer la vie du quartier », a déploré Dominique Baudis, rejoignant le concert des élus qui se disent désemparés. Depuis quinze ans que les quartiers déshérités font parler d'eux, le désarroi n'a fait que s'amplifier. Les diagnostics se sont multipliés, l'incompréhension s'est accentuée. Le monde politique s'en est mêlé, appelant successivement à la réhabilitation des immeubles, à l'injection d'emplois dans les cités. Mais les discours incantatoires, suivis de saupoudrages financiers, n'ont pas empêché le fossé de se creuser entre deux mondes qui se font peur. Aucun projet collectif n'a été pensé pour enrayer une déliquescence qui met en jeu les fondements de la société.

Régulièrement, le temps d'une émeute, la question se pose de savoir si la France peut continuer de vivre avec cette écharde, au risque d'une gangrène. Les braises éteintes, 5 millions de personnes – qui vivent au quotidien dans un sentiment d'abandon – retournent dans l'oubli, les chercheurs – qui s'époumonent depuis des années en disant l'urgence qu'il y a à traiter cette question, fût-ce dans un pur souci de préservation de la paix civile – continuent de prêcher dans le désert.

Il existe des quartiers où la police ne s'introduit qu'en mobilisant un escadron. Les équipes de télévision se rendent dans les cités avec plus de précautions (et de peur) que sur un front de guerre. Qui s'en émeut ?

Subrepticement, les incendies de voitures, les rodéos automobiles, les agressions mortelles, les grèves de chauffeurs de bus ont rejoint le lot des informations non relayées parce que devenues récurrentes. La violence s'est banalisée, n'appelant plus à commentaire que lorsqu'elle s'apparente à un spectacle, ou sort du territoire où elle est habituellement circonscrite.

A ce défaut de commentaire, deux causes : la peur de l'amalgame, entre dénonciation de la violence et discours répressif, et l'absence de projet.

Marie-Pierre Subtil

Lire la suite page 15 et nos informations page 10

Les Restos du cœur en proie au doute

VÉRONIQUE COLUCCI

LA CAMPAGNE 1998-1999 des Restos du cœur s'est ouverte, lundi 14 décembre, pour les milliers de bénévoles et leur présidente, Véronique Colucci. Après quatorze années d'existence, et face à l'installation durable de la précarité et de la misère, l'association créée par Coluche hésite entre sa fonction première de distribution alimentaire et des actions plus généralistes contre l'exclusion. Enquête sur une crise d'identité.

Lire page 9

International	2	Abonnements	20, 30
France	6	Tableau de bord	21
Société	9	Aujourd'hui	23
Carnet	12	Météorologie, jeux	26
Régions	13	Culture	27
Horizons	14	Guide culturel	29
Entreprises	18	Kiosque	30
Communication	20	Radio-Télévision	31

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 8 F ; Autriche, 25 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Italie, 2500 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3,5 FL ; Portugal, 225 PTE ; Réunion, 8 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,2 DIN ; USA (NY), 2,5 $; USA (autres), 2,50 $

0147 - 1217 - 7,50 F

SCIENCES Un colloque organisé récemment à Montpellier a permis aux chercheurs brésiliens et français impliqués dans la sauvegarde des écosystèmes et le développement en Amazonie de faire le point de leurs actions. ● SOUTENU par le groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), un « programme-pilote » a été lancé en 1996. Son application se heurte à des problèmes de financement et de réforme foncière. ● LES CHERCHEURS ont néanmoins obtenu des résultats encourageants, notamment dans la mise en place de systèmes d'exploitation agricole respectueux de l'environnement. Cette « agroforesterie », qui évite le déboisement, permet une certaine maîtrise du cycle du carbone. ● LA **CONSERVATION de la biodiversité, parfois contradictoire avec le développement des zones habitées, est un problème complexe auquel se heurte aussi le Chili.**

L'effort de conservation en Amazonie fait l'objet d'un bilan nuancé

Protection forestière, projets-pilotes en agroforesterie, développement de l'écotourisme, actions de prévention des incendies, protection des territoires indiens : les actions sont nombreuses, mais se heurtent aux problèmes budgétaires et fonciers

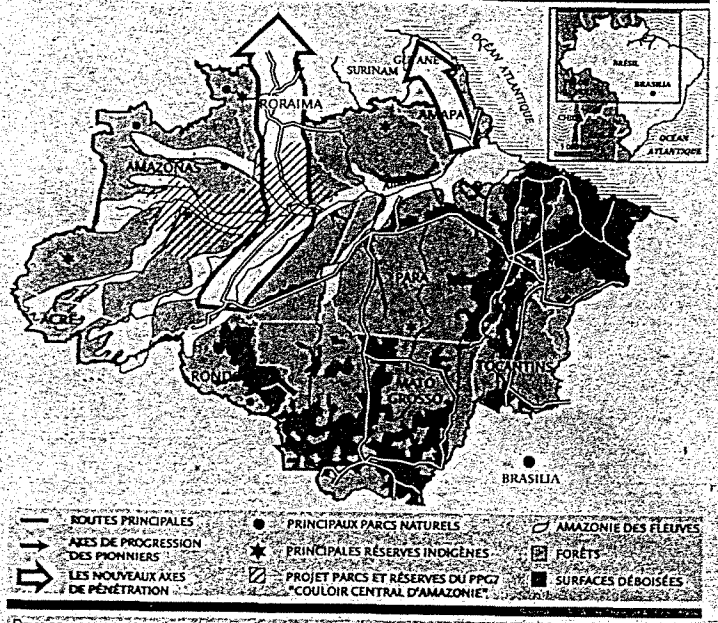
MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

L'année 1998 fera date dans les annales forestières de l'Amazonie. Trois incendies majeurs ont frappé la partie brésilienne de ce massif tropical qui couvre 7,3 millions de kilomètres carrés. L'Etat du Roraima, sec à la suite de la perturbation océanique El Niño, a perdu, en janvier et en février, 10 000 kilomètres carrés de forêts, 2 600 kilomètres carrés de pâturages, 92 100 plantations, 14 000 têtes de bétail. Les habitations de 12 000 colons et Indiens Yanomamis ont été détruites. Plus récemment, deux grands feux se sont déclenchés au sud du manteau d'émeraude, dans le Mato Grosso et dans le Tocantins.

Chaque fois, ces sinistres ont mis en évidence l'incurie des autorités de Brasilia pour les endiguer et ont souligné les maux de la colonisation qui ravagent l'Amazonie depuis un quart de siècle. *« Notre rôle n'est pas tant de trouver des coupables que de remédier à ces gigantesques incendies »*, prévient Carmen Figueiredo, de l'Agence brésilienne de l'environnement (Ibama). Pas question, donc, d'interdire les brûlis agricoles traditionnels. *« Nous proposons plutôt aux populations de développer, avec elles, des méthodes alternatives ou de contrôle des défrichements par le feu, d'instaurer des droits de licence pour les brûlis, et d'opérer un suivi par avions et par satellites »*, ajoute-t-elle.

Carmen Figueiredo développe sur le terrain le nouveau programme de prévention des incendies baptisé « Prodesque », engagé sur neuf sites pilotes avec l'aide du Centre français de coopération en recherche agronomique pour le développement (Cirad). La jeune femme et ses collègues brésiliens sont venus récemment à Montpellier évoquer avec les chercheurs français impliqués en Amazonie leur programme de sauvegarde des écosystèmes amazoniens et du développement de leurs habitants (Indiens, Noirs marrons et colons). Avec l'appui financier et technique des sept grandes puissances industrielles, le gouvernement et les associations brésiliennes ont mis en œuvre en 1996 un vaste programme pilote du G7 (PPG7) pour l'Amazonie. Le PPG7 prévoit la création de corridors de protection forestière, des projets pilotes d'exploitations agricoles durables, le développement de l'écotourisme, l'attribution de crédits agricoles et industriels conditionnés à leur impact écologique, la création d'un institut de bioprospection industrielle (groupant près de quatre-vingts laboratoires brésiliens et une quarantaine d'étrangers), des actions de prévention des incendies et de protection des territoires de quelques 326 000 indigènes... Si le Brésil fait flèche de tout bois, c'est qu'il y a urgence. Car, au-delà des grands incendies de 1998, les défrichements agricoles sont à la hausse.

Un bassin de plus en plus menacé



Deux nouveaux axes routiers menacent l'Amazonie brésilienne : 100 nouveaux kilomètres de piste depuis Manaus vers Caracas ont été asphaltés, et, en Guyane française, la route entre Régina et Saint-Georges, qui devrait être achevée à l'horizon 2000-2003, permettra de relier le Venezuela à l'embouchure de l'Amazone par la côte.

COUPES ET BRÛLIS

« Jusqu'au sommet de Rio, le gouvernement et la société civile brésilienne étaient très mobilisés sur l'Amazonie : le déboisement, qui était d'environ 21 000 kilomètres carrés par an entre 1978 et 1988, est tombé à moins de 15 000 kilomètres carrés jusqu'en 1994. Puis l'effort s'est relâché, et les coupes et les brûlis ont repris au rythme d'environ 30 000 kilomètres carrés par an », raconte Neli Aparecida de Mello, du ministère brésilien de l'environnement (MMA). Depuis 1978, plus de 517 000 kilomètres carrés sont partis en fumée en Amazonie brésilienne. La taille de la France !

Au cœur du dispositif du PPG7, s'affiche la volonté d'étendre les pratiques agroforestières. Car *« nous ne réussirons pas à protéger l'Amazonie sans un meilleur développement de ses populations »*, souligne Carmen Figueiredo. Née dans les années 80 et largement améliorée et diffusée en Asie du Sud-Est, l'agroforesterie – que d'aucuns considèrent toujours comme du « jardinage » en forêt – consiste, en réalité, à enrichir le milieu naturel en espèces végétales utiles. *« On peut, quasiment sans défricher, planter des bois d'œuvre, des fruitiers, des légumes, du manioc, mais aussi parfois des cultures de rente, comme la canne à sucre, le café et le cacao,* note Richard Pasquis du Cirad. *A ces cultures peuvent s'ajouter un petit élevage, la chasse, la pêche et la cueillette. »*

Ces produits vivriers dégagent souvent un revenu monétaire. L'Amazonas exporte ainsi, chaque année, environ 60 millions de francs de produits dits *« extractivistes »*, comme des noix du Brésil, du caoutchouc, ou des cœurs de palmier. Exploités et récoltés en fonction des saisons et des cours du marché, ils font vivre quarante mille familles de petits colons. *« La centaine d'expériences agro-forestières qui existent demandent à être mieux soutenues et améliorées pour devenir plus rentables sur le marché international et s'étendre en Amazonie »*, précise Neli Aparecida de Mello.

LA RACINE DU MAL

Lassé d'être montré du doigt sur la scène internationale, son pays semble vouloir agir sur tous les fronts. Saura-t-il s'attaquer à la racine du mal en réformant sa politique foncière ? C'est moins sûr. Sans remise en cause des aides aux défrichements, sans une réforme agraire qui limite la taille des exploitations et donne une terre aux plus pauvres tout en les aidant à mieux exploiter leurs friches, la course à la terre et les déboisements continueront. D'autant qu'un projet de coupes budgétaires du ministère du Plan, actuellement en discussion au Congrès national, menace la crédibilité du PPG7.

« Dans la mesure où ces aides du G 7 sont conditionnées à un investissement financier du Brésil d'environ 10 % et entraînent son engagement sur plusieurs années, le gouvernement a préféré refuser 83,6 % des donations pour 1999 », dénonce Beto Ricardo de l'Instituto socio-ambiental de Sao Paulo. Alors qu'il était prévu d'investir, en 1999, 73 millions de reals (environ 350 millions de francs), contrepartie brésilienne incluse, le gouvernement n'en propose plus aujourd'hui que 7,6 millions.

Que restera-t-il de l'ambitieux PPG7 ? Sur les cinq projets de corridors verts devant relier entre eux les réserves indigènes et les parcs naturels, un seul est en cours de réalisation en Amazonas et dans le Para : couvrant environ 133 000 kilomètres carrés, il doit relier entre elles une cinquantaine d'aires protégées. Rien n'assure qu'il sera achevé, que les autres verront le jour et que la promesse faite en janvier par le président brésilien au WWF de mettre en réserve 10 % de l'Amazonie pour l'an 2000 soit tenue.

Vincent Tardieu

Le Chili, un pionnier en matière de protection

« LE CHILI apparaît comme le seul réservoir à long terme de la biodiversité forestière tempérée en Amérique du Sud », assurent Juan Armesto et ses collègues du Laboratoire de systématique et d'écologie végétale de la faculté des sciences de Santiago dans la revue *Science* datée du 13 novembre.

Dans les régions centrales et méridionales, cinquante-neuf aires protégées couvrent en effet 13 millions d'hectares, soit 29 % du territoire concerné. Seul le Costa Rica, avec une mise en protection de 31 % de son territoire, s'en approche, tandis que le Brésil a mis en réserve moins de 6 % de son territoire amazonien. Le Chili, modèle et pionnier en matière de conservation – son premier parc date de 1900 –, a-t-il pour autant réussi à protéger sa biodiversité forestière ?

« Dans l'archipel volcanique des Juan Fernandez, perdu au cœur du Pacifique, il est évident que le Parc national a évité la disparition de nombreuses espèces et populations forestières », se réjouit Philippe Danton, botaniste de Grenoble. Avec deux collègues français, et l'appui de la Société linnéenne de Lyon, des Laboratoires Yves Rocher et du Conservatoire botanique national de Brest, ils viennent d'y commencer une seconde mission de trois mois pour faire l'inventaire de la flore endémique de cet archipel.

Car ces îles (Robinson Crusoé et Alexandre Selkirk) hébergent cent trente espèces de plantes uniques au monde et autant d'espèces étrangères introduites par l'homme ! Sans la mise sous cloche de 80 % de l'île Robinson et de la totalité de celle d'Alexandre Selkirk, jamais sans doute l'équipe franco-chilienne n'aurait pu retrouver, en 1997, trois espèces de plantes disparues et six autres inconnues sur l'archipel (dont deux qui n'ont probablement jamais encore été décrites). Parmi ces trésors, une petite orchidée jaune dénommée *Gavilea insularis* n'avait plus donné signe de vie depuis cinquante ans (*Le Monde* du 12 février).

ESPACES PROTÉGÉS

Mais ce qui est valable dans le contexte insulaire, particulièrement fragile, l'est-il aussi sur le continent ? Là, les chercheurs de la faculté des sciences de Santiago sont nettement critiques. En comparant la distribution des espaces protégés dans le centre-sud du pays à la répartition connues des espèces d'arbres et de vertébrés, ils dressent un bilan inquiétant. *« Plus de 90 % des terres protégées sont concentrées à de hautes latitudes (au-delà de 43° sud), hors des aires les plus riches de biodiversité »*, constatent Juan Armesto et ses collègues. Les plus beaux joyaux de la biodiversité végétale et animale se situent dans les zones comprises entre 35,6° et 41,3° de latitude, qui sont aussi les plus densément peuplées. Régions où les parcs et les réserves couvrent moins de 10 % des territoires considérés.

Or ces terres font l'objet de déboisement, de cultures intensives et de pâturages extensifs. Comme plus de 90 % des massifs protégés demeurent en altitude, dans des zones soumises au gel et aux éruptions volcaniques, *« la menace de la biodiversité est non seulement due au manque de sites protégés adéquats mais aussi à leur isolement dans cette mosaïque très dense de plantations agricoles et de villes »*, affirment les auteurs de l'étude. Pis, après simulation, les scientifiques craignent que, même en classant intégralement l'ensemble des forêts des zones les plus riches en espèces, la forte densité démographique de ces régions ait raison de leur biodiversité.

V. T.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Bernard Bihain

A la suite de notre article sur la fermeture d'un laboratoire de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Le Monde du 21 novembre), nous avons reçu de Bernard Bihain, directeur de cette unité aujourd'hui disoute, la mise au point suivante :

Votre article s'est fait l'écho des travaux d'une commission de l'université Rennes-I. Des négligences dans le contrôle des radioéléments avaient induit une pathologie thyroïdienne chez l'un des membres de l'unité 391 de l'Inserm. Ce rapport est mensonger.

Aucun des membres de l'unité 391 présente de pathologie professionnelle avérée. Aucun examen sérieux n'a mis en évidence de contamination par l'iode, et les badges des chercheurs qui détectent des irradiations sont restés vierges. La sorbonne DLR : hotte aspirante de laboratoire] servant aux manipulations isotopes instables volatils disposait d'équipements assurant une efficacité optimale et était équipée de filtres prévenant les rejets dans l'atmosphère. Deux des membres de l'unité ont suivi la formation légale de personne compétente en radioproduction. Les déchets étaient conservés dans des locaux situés en dehors de l'unité : leur transport était réalisé, une fois par semaine, sous la supervision du responsable hygiène et sécurité. L'utilisation des produits radiomarqués était confinée aux locaux qui portaient les signes adéquats. Une recherche de dispersions accidentelles de ces produits, réalisée mensuellement, s'est toujours révélée négative. Des comprimés d'iodure de potassium étaient disponibles dans l'unité en cas d'accident. L'ensemble de ces mesures constitue à mes yeux un maximum de protection.

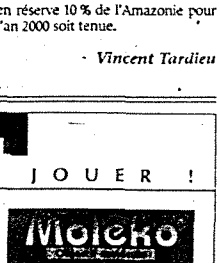
Le rapport fait aussi état d'une déclaration du médecin à l'origine du diagnostic de pathologie thyroïdienne chez une chercheuse de l'unité et dont elle affirme l'origine professionnelle. Selon le rapport, ce docteur précise *« avoir personnellement vu des cheveux tomber du plafond dans les cheveux de l'animalier »*. On ne peut que s'émerveiller devant une telle acuité visuelle. Il est également intéressant de noter qu'une seule et même personne se dit victime de pathologie thyroïdienne et est à l'origine des accusations de fraude scientifique, point de départ de l'*« affaire Bihain »*. Rien de ce qu'elle affirme sur le plan médical ou sur le plan scientifique n'a jamais été confirmé par aucun expert.

La commission de l'université Rennes-I n'a pas souhaité me rencontrer ; j'ai pris connaissance de l'existence de ce rapport par voie de presse. Une autre commission d'enquête a siégé de juillet à novembre 1997 ; elle a entendu la plupart des personnels de l'unité 391, à l'exception du directeur. Le président de l'université a ensuite déclenché une croisade discréditant l'unité. Une campagne, relayée par certains journaux, s'appuyant sur des ragots, a abouti à la fermeture d'une unité de l'Inserm mais a échoué dans son principal objectif. Malgré les allégations de la revue *Nature*, le ministère de la recherche, suivant l'avis de ses propres enquêteurs, a choisi de mettre un terme aux investigations.

En juillet, j'ai publié un article de synthèse dans une revue internationale et présenté nos travaux dans le cadre rigoureux d'une Gordon Conference. J'ai depuis reconstitué une équipe d'une dizaine de chercheurs. Les résultats qui s'accumulent confortent nos hypothèses et ils ont été confirmés par une équipe américaine réputée. N'en déplaise aux partisans du conformisme scientifique, une hypothèse audacieuse commence à mettre un terme à une controverse vieille de vingt-cinq ans. Les mécanismes qui contrôlent la répartition des graisses alimentaires entre le foie et le tissu adipeux se précisent et laissent entrevoir de nouvelles approches thérapeutiques. Jusqu'ici, ni les calomnies ni les allégations imprudentes de certains médias n'ont été en mesure d'empêcher la recherche d'avancer à son pas.

PÈRE NOËL
À VOUS DE JOUER !

Moleko®
Un nouveau jeu de société, éducatif et scientifique inventé par le chimiste Jean-Marie Lehn qui dédicacera votre Moleko® à LA LIBRAIRIE de CNRS ÉDITIONS vendredi 18 décembre, de 18 H à 19 H.



A partir de 10 ans
300 FF
© 1998 - Jean-Marie Lehn, Prix Nobel de chimie - Strasbourg
© 1998 - CNRS CNRS ÉDITIONS

Moleko® est en vente exclusive à LA LIBRAIRIE de CNRS EDITIONS
153 bis, rue Saint-Jacques - 75005 Paris - Tél. 01 53 10 05 05

EN VUE

■ Le gouvernement chinois vend 640 000 dalles de la place Tiananmen à Pékin à 12 dollars (10,25 euros) l'unité.

■ La Chine commercialise un CD-ROM rassemblant vingt volumes des œuvres politiques et poétiques du Grand Timonier. **Henry Kissinger** publie *The Kissinger Transcripts*, où il rapporte une confidence de **Mao Zedong** à **Richard Nixon** : *« Mes livres n'ont rien d'instructif. »*

■ Les Furbies contenant *« un système d'enregistrement intérieur »*, la NSA, l'agence américaine chargée du renseignement militaire, interdit à ses employés d'emmener au bureau ces peluches interactives qui ont fait fureur auprès des enfants à Noël.

■ Un tribunal de Nuremberg vient de condamner un radio-amateur allemand qui lançait des *« Heil Hitler »* sur les ondes.

■ Les anciens propriétaires polonais, évincés sans indemnités par les nazis pour la construction des camps d'Auschwitz et de Birkenau, menacent de bloquer, au printemps, la marche des survivants de l'Holocauste sur leurs terrains expropriés.

■ **Kulvir Singh Malhi** et son frère **Surinder** viennent de solliciter la clémence de la Cour suprême des Emirats arabes unis, sans même exiger l'argent de la *diya*, le prix du sang, pour **John Aquino**, Philippin condamné à mort, meurtrier, en 1990, à Ajman, de leur père **Harbajan**, immigré hindou.

■ Le corps du vénérable **Songchol**, moine bouddhiste, brûlé à température normale sur un bûcher de santal en 1993, avait produit trente-huit perles ou *saritas*, considérées comme le signe de l'illumination. Selon **Kim Sang-guk**, scientifique sud-coréen, il faut dépasser 2 000 degrés pour en obtenir d'un mort ordinaire.

■ Pour **Margherita Hack**, astrophysicienne de l'université de Trieste, la liquéfaction du sang de saint Janvier, miracle napolitain biannuel, est un phénomène chimique normal. *« On ne peut entrer dans la dynamique d'un fait surnaturel qui signifie suspension des lois de la nature »*, lui répond tranquillement **Enrico Cirillo**, prélat de la chapelle du Trésor de saint Janvier.

■ Mercredi 13 janvier, à Edirne en Turquie, **Necati Puskullu**, au désespoir à l'idée que son enfant n'est pas de lui, se pend après une querelle avec sa femme. Elle le détache, tente en vain de le rassurer. Nouvelle scène : Necati se coupe le pénis, cette fois, et le jette dans le jardin. **Hilal** mettra une heure à chercher l'organe sous les arbres, dans la nuit, avant de le rapporter à son mari en attente de greffe à l'hôpital.

Christian Colombani

Une propriété amazonienne de 7 millions d'hectares

L'hebdomadaire brésilien « Veja » raconte comment un homme d'affaires douteux tente de s'approprier un morceau de forêt vierge équivalant à la Belgique et aux Pays-Bas réunis

HOMME D'AFFAIRES immensément riche (en 1992, le magazine américain *Fortune* évaluait son patrimoine à 1,2 milliard de dollars) et maître chanteur versé dans l'écoute clandestine compromettante, Cecilio do Rego Almeida n'a jamais cessé, ces dernières années, de défrayer la chronique brésilienne des coups tordus et des transactions louches. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire *Veja* lui consacre, outre sa manchette de couverture titrée *Assalto à Amazônia* (« Braquage en Amazonie »), une enquête de six pages qui « décortique » sa tentative d'appropriation d'un domaine de 7 millions d'hectares de forêt quasiment vierge au cœur de l'Etat amazonien du Para. Cette superficie, souligne *Veja*, *« est comparable à celle de la Belgique et des Pays-Bas réunis. Faute d'information sur une propriété aussi gigantesque existant dans un autre pays, il est possible que Cecilio soit devenu un phénomène mondial : le plus grand latifundiste de la planète »*.

L'hebdomadaire révèle que cette prétendue propriété, composée de deux domaines voisins, appartient – légalement et presque en totalité – à l'Etat du Para (4 millions d'hectares), à l'Institut de colonisation et de réforme agraire (2 millions d'hectares) ainsi qu'à la Fondation nationale de l'Indien (200 000 hectares). En fait, l'enquête s'attaque à un processus de spoliation bien connu au Brésil, celui dit du *« grilagem »*, qui se fonde pour l'essentiel sur des documents contrefaits et le « nettoyage par le vide », à savoir l'expulsion par des hommes de main des gens établis sur les terres convoitées. Le « conquistador » Almeida a d'ailleurs réussi le tour de force de constituer, moyennant des soldes de misère, une milice indienne chargée de veiller à l'intégrité du territoire qu'il revendique. *« On protège la propriété contre les envahisseurs, en échange on nous fournit des munitions »*, a déclaré à *Veja* le cacique des Xipaias, une tribu installée dans la région.

Jamais inquiété jusqu'à présent par les autorités régionales ou fédérales, M. Almeida a décidé, il y a deux ans, de faire fructifier son fief en fondant la société Rondon Projetos Ecologicos, dont la vocation proclamée vise, après réalisation hypothétique d'ouvrages d'infrastructures estimés à 100 millions de dollars, un ambitieux projet d'écotourisme international dénommé « Amazon Dream » (« Rêve amazonien »). A en croire les prospectus et les vidéocassettes lancés en portugais et en anglais, *« on constate*, note Veja, *que l'intention déclarée de Cecilio est de construire des hôtels de luxe et un aéroport et d'ouvrir des sentiers afin que les touristes puissent connaître de près l'exubérance de la forêt. Tout cela, souligne la publicité, pour préserver la beauté naturelle, la faune et les peuples indigènes »*...

« ÉCOLOGIQUEMENT CORRECT »

Des confidences faites par M. Almeida à un ex-directeur de l'Institut brésilien de l'environnement se réfèrent aussi à la prochaine création d'une ONG susceptible de vendre à l'étranger, *via* Internet, des titres donnant droit à l'acquisition d'une parcelle, garantie *« écologiquement correcte »*, du territoire concerné. Cependant, aucune démarche officielle n'a été engagée en ce sens auprès des autorités brésiliennes compétentes. *« Ce silence peut s'expliquer*, indique l'hebdomadaire, *par le fait que la demande serait refusée en raison de l'illégalité des titres de propriété. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de songer à repousser ses frontières. Il a déjà fait savoir qu'il était disposé à acheter une bande de terre reliant les deux domaines en question, pour englober une superficie d'un seul tenant de 15 millions d'hectares, soit à peu près celle de l'Uruguay »*...

Jean-Jacques Sévilla

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Jacques Amalric

■ C'est comme un vent de panique qui souffle sur ce qu'il est convenu d'appeler le lobby français du « tout-nucléaire » : la coalition rouge-verte allemande était donc sérieuse lorsqu'elle parlait, en arrivant au pouvoir, de programmer l'abandon du nucléaire ! (...) En trois mois, la coalition allemande a fait plus que les écologistes français en dix ans pour persuader une partie de l'opinion publique française que le nucléaire n'a pas forcément vocation à l'éternité. (...) Que répondre à la question du stockage des déchets ? A celle du risque zéro ? Au manque de compétitivité croissante de l'énergie nucléaire ? Autant d'interrogations qui commencent à faire leur chemin au pays de la sacro-sainte indépendance énergétique.

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ La France n'a aucune raison de se culpabiliser parce qu'elle a fait le choix du nucléaire et que son voisin allemand, à la suite d'autres pays, a pris la décision d'y renoncer. Le nucléaire nous a donné l'indépendance énergétique. (...) Devant le tribunal de l'écologie, notre pays peut démontrer que son option énergétique le fait moins pollueur que d'autres. (...) Reste que la France a toute raison de s'inquiéter et de se demander si elle doit ou non, à l'avenir, poursuivre dans la voie du nucléaire ou amorcer une réorientation de ses choix énergétiques. (...) La décision ne sera pas aisée à prendre. En toute hypothèse, elle devra être pesée en fonction de trois critères : un critère politique – notre indépendance énergétique et la signification de cette indépendance dans le contexte européen –, un critère écologique – le nucléaire est-il ou non l'un des meilleurs moyens de ne pas compromettre notre environnement ? –, un critère économique – pouvons-nous en supporter le coût ? En aucune manière, il ne faudra céder à l'air du temps, à la mode ou à quelque oukase venu de l'extérieur.

FRANCE-SOIR
Yves Thréard

■ Les maîtres queux de la popote chiraco-centriste s'envoient les plats à la figure. Blessé dans la bagarre, au propre comme au figuré, M. Séguin a cherché à recoller les morceaux. (...) Mais son propos n'était pas de la première fraîcheur et le tube de mayonnaise semblait grippé. (...) Point n'est besoin d'analyse savante dans ces conditions. Si elle ne change pas, de corps et d'esprit, c'est bien que la droite n'a qu'un seul objectif : perdre.

www.geocities.com/CapitolHill/Senate/2927

Que sont devenus les agents de l'ex-police secrète de la Tchécoslovaquie communiste ?

« PÉT'A », un informaticien tchèque de quarante-six ans, était las de voir les médias s'intéresser uniquement aux *« collaborateurs »* de la police communiste (StB), qui, très souvent, furent eux aussi des victimes contraintes de servir le *« bras armé de la classe ouvrière »*. Depuis la révolution de velours de novembre 1989, les révélations sur les célébrités ou les dissidents qui avaient flanché sous la pression ont été nombreuses. Pendant ce temps, les véritables policiers de la StB dissoute se sont tranquillement reconvertis, sans être inquiétés. Leur discrète immersion dans la société a suscité l'apparition de légendes sur leur nouvelle puissance, qui serait désormais économique.

Pét'a, qui préfère rester anonyme, a voulu savoir ce que sont devenus ces « stbaci », qui ont détruit la vie de milliers de personnes, emprisonnées, contraintes à l'exil, empêchées de travailler ou d'étudier. Il a eu l'idée de confronter les listes d'agents la StB avec les extraits du registre du commerce, disponibles sur le Web, puis il a publié les résultats de sa recherche sur son propre site. Il a dû se limiter aux quelque deux cents agents ayant exercé à Prague et dans sa région, seule liste fiable publiée en 1992 par un hebdomadaire tchèque.

On découvre ainsi que 20 % des « stbaci » sont à la tête de sociétés privées. Ils sont propriétaires d'une entreprise, gérants de SARL ou siègent au conseil de sociétés anonymes. Les 80 % restants sont des salariés, des travailleurs indépendants et des retraités. Leur secteur de prédilection est l'immobilier. Les registres du commerce démentent par ailleurs le mythe de leur enrichissement : la majorité d'entre eux ont fait faillite au moins une fois.

Néanmoins, quelques-uns ont réussi leur reconversion, comme cet ancien responsable de la « lutte contre le sionisme », aujourd'hui administrateur de l'orchestre de chambre Suk, l'une des meilleures formations du pays. D'autres ont pris pied dans d'importantes institutions financières. Un ancien major est désormais président du conseil de surveillance de la société Reiswolff, spécialisée dans la *« liquidation de documents et d'informations »*.

La StB ayant compté plus d'un millier d'agents, Pét'a espère compléter sa liste grâce à la coopération d'internautes tchèques. Il suffit de lui communiquer le nom, la date de naissance, le numéro d'identification national – indispensable pour éviter les erreurs dans un pays ou les homonymies sont fréquentes – de « stbaci » actifs en province avant 1989.

Martin Plichta

SUR LA TOILE

MOINS CHER PAR INTERNET

■ La compagnie aérienne américaine Delta a imposé à ses clients une commission de 2 dollars (1,72 €) pour toutes les réservations aller-retour sur ses vols intérieurs, à l'exception des réservations faites sur Internet. – *(AP)*

COURRIER RAPIDE

■ Selon le *Times* de Londres, une écolière irlandaise de seize ans, Sarah Flannery, a mis au point un nouveau code permettant de transmettre des courriers électroniques confidentiels via Internet dix fois plus vite qu'avec le code utilisé actuellement, qui date de 1977. Sarah, qui est la fille d'un professeur de mathématiques du Cork Institute of Technology, a déclaré qu'elle allait probablement publier son code au lieu de le breveter, car elle ne veut pas que les gens soient obligés de payer pour s'en servir.

BÉNÉFICES

■ Yahoo ! Inc., l'un des principaux moteurs de recherche de l'Internet, a annoncé un chiffre d'affaires de 76,4 millions de dollars (430 millions de francs, 65 millions d'euros) et un bénéfice net de 18,5 millions de dollars pour le dernier trimestre 1998. – *(Reuters.)*

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au *Monde* pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 562 F au lieu de 585 F* ☐ 6 MOIS - 1 086 F au lieu de 1 170 F* ☐ 1 AN - 1 980 F au lieu de 2 340 F*
* Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement) Soit 360 F d'économie
Je joins mon règlement soit : _____ F (ordre : MONDE)
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*
☐ par carte bancaire N° _____
Date de validité _____ Signature :
☐ M. ☐ Mme Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 190 F	2 960 F	• Le Monde - USPS-0008729 is published daily for $ 892 per year c/o Le Monde - 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05 France. Periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Le Monde - P.O. Box 228 Champlain N.Y. 12919-0228
3 mois	594 F	790 F	Pour abonnements concernant les USA : distribution MEDIA SERVICE INC. 3330 Pacific Avenue Suite 401 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - ☎ 800-428-8608

Offre valable jusqu'au 31-12-99

* Pour tout renseignement concernant : ● portage à domicile ● prélèvement automatique ● les tarifs d'abonnement etc.
Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.
* Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro d'appel : 0 803 022 021

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

Carte postale

par Alain Rollat

IL N'Y A PAS que Gérard Holtz sur la piste de Dakar. Il y a aussi Yatéra Wagui. C'est le meilleur supporteur de l'équipe Renault et de Jean-Pierre Chevènement. Chaque jour que Dieu fait, il rend grâce au ciel et à la République de lui avoir permis, pendant trente ans, d'être un bon métallo dûment estampillé par le ministère de l'intérieur.

Il est aujourd'hui, *« grâce à la France »*, le plus heureux des hommes. Il n'y a pas plus fortuné, dans son village, sur les bords du fleuve Sénégal, qu'un retraité de l'industrie automobile française. Il coule une retraite en or. Son village, enfin honoré par France 2, est d'ailleurs devenu l'un des plus résidentiels du Mali. On l'appelle « le petit Paris ». Les anciens travailleurs émigrés en sont les rois. Sous l'arbre à palabres, où ils échangent leurs souvenirs en les enjolivant chaque jour davantage, ils ont remplacé les anciens combattants dans la *considération générale*. Ils sont les nouveaux poilus de la mémoire collective. Yatéra Wagui n'en finit jamais de raconter aux enfants ébahis les affres de sa guerre de trente ans contre le *« froid du Havre »*.

On reconnaît le vétéran malien des campagnes de France au soin extrême qu'il porte à garder sa valise en bon état de marche. Yatéra Wagui exhibe la sienne dans son salon. Il l'a posée en majesté au-dessus d'une cantine où elle est devenue une nature morte, une œuvre d'art. Seul le téléviseur bénéficie d'un statut culturel aussi privilégié. Yatéra Wagui conserve le sien à l'abri d'une housse bien ventilée. Il tient aussi à préciser que son magnétoscope *« vient de France »*. Il y tient comme à la prunelle de ses yeux. Le téléviseur et le magnétoscope sont au poilu des temps modernes ce que la baïonnette et l'éclat d'obus étaient à celui de Verdun. La boîte à images a simplement remplacé la musette à souvenirs.

C'est donc sur écran que Yatéra Wagui cultive la nostalgie de son héroïsme. C'est avec compassion qu'il accueille la caméra dans son mémorial : *« Maintenant, en France, il n'y a plus de travail. Il y a du racisme. Je déconseille aux jeunes d'y aller... »* Il nous plaint. Il nous plaint parce qu'il nous aime. Malgré notre civilisation mécanique qui prétendait le couper de ses racines. Il garde un bon souvenir de ses tranchées du Havre parce qu'il en est revenu. Il nous aime comme ses ancêtres aimaient les Gaulois de jadis. Il parle de la France universelle comme les poilus parlaient de la Patrie. Il parle d'un pays que les « sauvageons » n'ont pas connu. Il en parle pourtant, c'est étrange, avec la ferveur d'un Jean-Pierre Chevènement...

EN VUE

■ *« Je les regarde sourire et j'ai envie de pleurer »*, témoigne l'écrivain **Elie Wiesel**, envoyé spécial du président **Clinton**, en visite au camp de réfugiés de Cegrane, en Macédoine.

■ Les Chinois, rendus furieux par le bombardement de leur ambassade à Belgrade, se cotisent pour doter leur armée d'un porte-avions contre *« les visées hégémoniques de l'Occident »*.

■ Pour protester contre le monopole du transport des passagers assuré par les moines, les compagnies maritimes desservant les îles de Lérins (Alpes-Maritimes) ont décidé, vendredi 28 mai, le blocus de l'île de Saint-Honorat, propriété des cisterciens.

■ En attendant les conclusions de l'enquête sur les richesses illégalement amassées par sa famille, l'ancien président **Suharto** ne figurera plus sur les plus gros billets de banque indonésiens.

■ La famille de 127 rongeurs, exterminée pour avoir saccagé un appartement de Cabourg et mordu les hommes des services sanitaires, descendait de deux rats blancs récemment achetés par un locataire qui sous-estimait leur capacité de reproduction.

■ Le professeur **Peter Kaplan**, psychologue américain, constate des retards scolaires chez les enfants des mères dépressives : *« Lorsqu'elles essaient de les intéresser à notre jouet-test – un gorille empaillé – elles prononcent le mot « gorille » sur un ton monocorde »*. Les autres modulent leur voix.

■ Un couple de Krasnodar, en Russie, était prêt à débourser 5 000 roubles pour acheter **Zoé**, un bébé de cinq mois : la mère toxicomane, cruellement en manque, l'a finalement cédé à moindre prix.

[illegible] **préchant son innocence** devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc, s'est écrié soudain sans raison : *« Laissez venir à moi les petits enfants ! »*.

■ En testant dans un parc un *« Gaydar »* dérégé, sorte de bip électronique facilitant les rencontres entre homosexuels, un Britannique a été assailli par un blaireau et une bande d'écureuils surexcités.

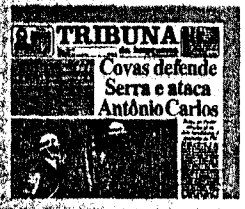
■ Les personnes âgées ayant des difficultés à se déplacer s'arrachent le chien Albo, robot en métal de

L'OTAN, les Balkans et l'Amazonie

L'intervention alliée contre la Yougoslavie sème le trouble dans l'armée brésilienne. Celle-ci croit y voir, affirme un quotidien de Rio, les prémices d'une mise sous tutelle internationale de l'Amazonie

PORTE-VOIX de la mouvance nationaliste brésilienne, la *Tribuna da Imprensa*, parente pauvre de la presse quotidienne de Rio, a dernièrement consacré une série d'articles aux inquiétudes que suscite, au sein de certains secteurs de l'armée brésilienne, l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Sous le titre *« La perte de la souveraineté au Brésil peut commencer par l'Amazonie »*, le journal se fait ainsi l'écho de l'angoisse suprême qui taraude les analystes du Centre brésilien d'études stratégiques (Cibres) : la mise sous tutelle internationale de la région septentrionale du pays, *« la plus importante forêt tropicale de la terre, qui recèle près de la moitié des espèces connues, et éveille l'intérêt des superpuissances mondiales en raison de son potentiel hydrique et minier »*.

Se référant aux manœuvres du G 8 (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon, Canada et Russie) dans la *« guerre des Balkans »*, le colonel Amerino Raposo Filho, chercheur au Cibres, estime qu'elles *« visent à limiter les concepts fondamentaux de l'Etat-nation »*. *« Pour eux* (les pays du G 8), ajoute-t-il, *la souveraineté est une question de marché. Ce qu'ils veulent, c'est faire du commerce, vendre des produits et étendre leur domination sur le monde. »* A l'appui de ses thèses sur les risques d'« internationalisation » prétendument encourus par l'Amazonie brésilienne, il rappelle les pressions diplomatiques que Brasilia avait endurées de la part des pays riches avant de se résoudre, en 1991, à délimiter et à protéger la réserve des Yanomami, une tribu tout juste sortie de l'ère précolombienne, dont le territoire, situé aux confins du Brésil et du Venezuela, avait été « sauvagement » envahi par des hordes de chercheurs d'or.



Après avoir signalé que ce territoire de 9,4 millions d'hectares abrite 98 % des réserves mondiales de titane, un métal stratégique employé dans l'industrie aérospatiale, le colonel Raposo Filho affirme que *« n'importe quel prétexte »* peut désormais justifier une intervention américaine dans la région, qu'il juge d'ailleurs inévitable. Connu pour ses prises de position peu diplomatiques, le général (de réserve) de l'armée de l'air Ivan Frota fait chorus. *« Dans le monde d'aujourd'hui*, proclame-t-il, *les Américains se posent en arbitres des nations, ce qui accroît la vulnérabilité du Brésil. »* Selon lui, *« la stratégie d'occupation »* de l'Amazonie, imputable aux velléités expansionnistes de Washington, a d'ailleurs déjà débuté avec la récente implantation du Sivam (système de vigilance de l'Amazonie), un réseau intégré de surveillance satellitaire dont la technologie est fournie par la firme américaine Raytheon en vertu d'un contrat de 1,4 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros). Le général Frota est persuadé que les informations recueillies par les maîtres d'œuvre du Sivam seront forcément manipulées au profit de la Maison Blanche et de la CIA. *« Comment un système totalement aux mains des Américains*, s'interroge-t-il, *pourrait-il être digne de confiance ? »*

Dans un autre article, la Tribuna da Imprensa fait état des protestations, pour *« atteinte à la souveraineté nationale »*, du Parti des travailleurs (gauche) contre le financement par la CIA de la construction du Centre des données opérationnelles de la police fédérale à Brasilia.

Jean-Jacques Sévilla

DANS LA PRESSE

RFI
Jacques Rozenblum

■ **Les Sud-Africains retournent** aux urnes, cinq ans après les premières élections multiraciales de l'histoire du pays. Hier, il s'agissait de réconcilier des communautés déchirées par quatre décennies d'apartheid. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud voudrait sortir de cette période de transition et croire enfin à sa normalisation. Autant le scrutin de 1994 était exceptionnel, autant celui d'aujourd'hui se veut routinier. Il faut dire qu'en cinq ans, l'Afrique du Sud s'est habituée à son *« miracle »*. Mais en réalité le départ de Nelson Mandela laisse le pays dans l'incertitude sur son avenir. Une page d'histoire se tourne et ce changement d'époque se produit dans un climat de désenchantement très éloigné de l'état de grâce de 1994. C'est que les couleurs de l'arc-en-ciel voulu par le père de la nation ont quelque peu terni.

FRANCE-INTER
Dominique Bromberger

■ **Nelson Mandela commence** aujourd'hui à nous dire au revoir et nous en sommes presque à prononcer son éloge funèbre. Chacun sait qu'il y a des règles pour ce genre de circonstances et que le grand homme qui s'en va, qui, de surcroît, quitte le pouvoir alors que son peuple aimerait bien le garder, ne peut entendre qu'un concert de louanges. Cela est encore plus vrai quand il s'agit de l'une des plus hautes autorités morales de notre planète (...). [Mais] l'héritage de Mandela n'est pas aussi brillant que l'image qui en est habituellement donnée (...). Il y a eu 25 000 assassinats l'année dernière, un viol toutes les 26 secondes. L'Afrique du Sud est devenu le pays le plus dangereux du monde.

THE WALL STREET JOURNAL

■ **Le président sud-africain** Nelson Mandela est honoré largement et à juste titre pour son aplomb. Après vingt-sept années passées en détention en tant que prisonnier politique, il a choisi en 1990 la réconciliation raciale et a présidé au démantèlement de l'apartheid. Naturellement choisi pour diriger l'Afrique du Sud d'après l'apartheid, il a su faciliter la transition de l'Afrique du Sud vers une démocratie aux larges assises. Sa stature a permis de maintenir la cohésion d'une société multiethnique au cours d'une période difficile (...) Malgré le passé héroïque de M. Mandela, l'économie sud-africaine est dans une passe difficile. La croissance est bloquée et 35 % de la population est au chômage. (...) Si l'économie empire, il y aura sûrement de la contestation. Celle-ci pourrait, à son tour, relancer les groupes politiques militants, blancs et noirs, et peut-être conduire à la violence. Mais, pour le moment, l'Afrique du Sud mérite la louange pour avoir réussi à dépasser les rigidités sociales et politiques du temps de l'apartheid. Il y a des raisons d'espérer que l'Afrique du Sud continuera à mûrir en tant que démocratie. A cette fin, peu de mentors ont montré un meilleur exemple que Nelson Mandela.

alt.binaries.multimedia.buffy-v-slayer

Du Canada aux Etats-Unis, les [illegible] d'une émission de télévision via Internet

LES STATIONS de télévision américaines affiliées à Warner Bros (WB) auraient dû diffuser le 25 mai un épisode très attendu de « Buffy The Vampire Slayer », la nouvelle série-culte des adolescents américains (diffusée en France sur Série Club et bientôt sur M 6 sous le titre « Buffy contre les vampires »). Cette fois, la belle écolière Buffy (Sarah Michelle Gellar) affronte le maire de la ville, qui s'est transformé en une créature démoniaque à tête de lézard, et attaque le lycée en pleine cérémonie de remise des diplômes pour massacrer et dévorer les élèves.

Or, quelques jours avant la diffu-

[illegible] sages et fichiers y sont automatiquement stockés et retransmis de serveur en serveur, faisant le tour du monde en quelques heures.

Le fameux épisode est désormais disponible sur le *newsgroup* Buffy-v-slayer en trois formats différents, et tronçonné en courtes séquences pour faciliter le téléchargement. L'image est petite et parfois saccadée, mais assez nette, et le son est excellent. Dans une interview accordée au webmagazine Wired.com, Joss Whedon, producteur exécutif de « Buffy », n'est pas enthousiasmé par ce développement inattendu, mais veut ménager ses

SUR LA TOILE

BAYROU EN DIRECT

■ CanalWeb (site de diffusion de programmes vidéo) et *Le Nouvel Observateur* vont inaugurer le [illegible] à 13 heures une émission [illegible] direct, animée par le journaliste Daniel Carton et baptisée « Carton plein ». Le premier invité sera François Bayrou, président de l'UDF. Les émissions seront également disponibles en différé sur le site de CanalWeb.
www.canalweb.net
www.nouvelobs.com

ESPIONNAGE

■ Pour démentir les accusations d'espionnage nucléaire récemment lancées à son encontre par une commission du Congrès des Etats-Unis, le gouvernement chinois a organisé à Pékin pour

Brésil

Les sans-terre veulent survivre et produire

Correspondance particulière.

CARLOS FEDERICO MARES est directeur de l'Institut socio-environnemental du Brésil. Il a accepté de répondre à nos questions sur le mouvement des sans-terre.

Y a-t-il encore au Brésil des groupes indiens ?

Oui, il existe 170 groupes, parfois très réduits. Le plus important est le guarani, qui compte environ 20.000 personnes et se trouve au sud du Brésil, aux frontières avec le Paraguay et l'Argentine. Dans quatre Etats du Sud, il y a des groupes guaranis, y compris très près de Sao Paulo. Trois groupes seulement ont plus de 10.000 individus et, parmi eux, les Yanomamis. D'autres ont entre 200 et 1.000 personnes.

Le plus connu de ces groupes est le yanomami. Pourquoi ?

Ils ont une caractéristique très spéciale. C'est un peuple qui n'avait pas de contact avec ce que nous appelons la civilisation, très étudié par les universités mais très isolé. Entre Brésil et Venezuela, ils sont environ 20.000, installés au nord de l'Amazonie. La région yanomami n'est pas une zone riche en ressources alimentaires. Mais elle est riche d'un point de vue minéral. Elle a de l'or, notamment, et c'est pour cela qu'elle est si convoitée. Pas pour la terre mais pour son sous-sol.

Pourquoi les Yanomamis se sont-ils joints à la grande manifestation des paysans sans terre le mois dernier ?

D'une part, ils ne veulent pas que la réforme agraire se fasse aux dépens de leurs territoires. D'autre part, les deux mouvements revendiquent des terres pour survivre. Mais il existe une différence : le MST a une autre perspective, la terre n'est pas seulement pour survivre mais pour produire.

Le MST est particulièrement fort dans l'Etat du Parana, entre Sao Paulo et Rio de Janeiro. Y a-t-il une raison particulière ?

Le Parana est un Etat d'occupation relativement récente, trente-quarante ans au maximum. L'occupation a été extrêmement violente. Les populations qui y vivaient ont été expulsées et, dans les années soixante, le peuple xeta a été exterminé. Il reste 5 survivants.

C'est pour cela que le Parana a une tradition violente de conflits de la terre. Le Mouvement des sans-terre (MST) dans cet Etat est différent. Il réclame de la terre pour produire mais pratique en quelque sorte une reconquête de cette terre dont les paysans ont été expulsés. Le Parana est l'un des Etats du Brésil les plus développés. C'est une région industrialisée, avec une agro-industrie très forte, produisant du soja et de la canne à sucre entre autres, et avec une zone d'élevage étendue. Mais il existe encore des grandes régions laissées en friche, occupées et cultivées par les paysans sans terre.

Dans pratiquement tous les Etats du Brésil de la zone de développement agricole, le déboisement a été total. Dans le Parana, il y avait une forêt subtropicale importante. Les paysans sans terre ont des propositions pour défendre l'environnement et reboiser. Mais, souvent, ils ne peuvent pas respecter leurs engagements. Ils reçoivent une terre déboisée et des parcelles qui ne sont pas suffisantes pour la production et ils ne peuvent donc pas reboiser. Il y a souvent une contradiction entre protection de l'environnement et réforme agraire.

Comment répondent les fazendeiros à ces occupations de terre ?

La réponse des propriétaires terriens est particulièrement violente. Il a des milices armées que l'on tente de légaliser, notamment dans le Parana. Il existe des entreprises spécialisées dans la surveillance des propriétés. Les gardes sont formés dans des écoles spéciales, ils sont en uniforme et armés. Le problème est que le gouvernement fédéral et celui du Parana n'ont pas de volonté politique pour régler le problème. Ils n'ont pas de propositions. La seule que fait le gouvernement du Parana est de créer des zones agro-urbaines, de petits territoires pour les paysans. Mais cela ne les intéresse pas, car le MST veut intégrer la production. Il y a même des propositions très avancées du MST de modification de la politique agricole exportatrice pour réorienter la production vers la consommation interieure. Ce serait un changement politique radical au Brésil.

Propos recueillis par
FRANÇOISE ESCARPIT

● *Le président Bill Clinton a* **exprimé son inquiétude quant racisme qui continue à sévir dans son pays. En dépit de « leur prospérité », les Etats-Unis, a-t-il affirmé, continuent a connaître, « en dessous, des tensions raciales non résolues ». « Je pense que la question la plus fondamentale » est de savoir « si nous pouvons devenir la première véritable démocratie multiraciale du monde. Pourvons-nous préserver le caractère de l'Amérique ? », s'est-il interrogé.**

Irlande du Nord

L'IRA rompt sa trêve avec Tony Blair

Le gouvernement britannique a décidé de rompre les ponts avec Sinn Féin, le parti nationaliste, à la suite de l'assassinat de deux membres des forces de sécurité par l'Armée républicaine irlandaise.

LA trêve, relative, observée par l'IRA vis-à-vis du nouveau gouvernement britannique, aura été de courte durée. L'armée républicaine irlandaise a tué hier deux policiers à Lurgan, au sud-ouest de Belfast. Prenant acte de ce qui ressemble à une fin de non-recevoir, Londres a immédiatement suspendu ses contacts avec Sinn Féin, le parti républicain représentant l'IRA.

A Amsterdam où il se trouve pour le sommet européen, Tony Blair s'est dit « écœuré par cet acte atroce et maléfique ». Le leader de Sinn Féin, Gerry Adams, a suggéré l'idée d'un malaise au sein du mouvement républicain, en affirmant que cet attentat représentait « un défi pour tous ceux d'entre nous qui veulent jouer un rôle constructif »

L'IRA a dit être l'auteur du meurtre des deux membres des forces de sécurité de la RUC (Royal Ulster Constabulary), en patrouille à Lurgan. Les deux hommes ont été tués de plusieurs balles tirées à bout portant. Cet attentat est le premier revendiqué par l'IRA depuis l'arrivée au pouvoir le 1er mai du gouvernement travailliste.

Nouvelle escalade? Le coup porté à un processus de paix, balbutiant, risque effectivement d'engager à nouveau l'Irlande du Nord dans un cycle infernal de violences et de représailles. Le mois dernier, un groupe dissident de l'IRA, l'armée irlandaise de libération nationale (INLA), avait abattu un policier en civil, dans un pub de Belfast.

Officiellement les protestants observent toujours leur cessez-le-feu décrété en octobre 1994. Mais les paramilitaires loyalistes, farouches défenseurs du lien historique avec Londres, ont tué deux nationalistes cette année et ont multiplié leurs expéditions punitives contre des catholiques. Depuis quelques mois, les protestants les plus extrémistes s'insurgent contre des interdictions successives de défiler. Toutes les tentatives pour régler la question des parades orangistes — que les catholiques perçoivent comme l'exhibition triomphale de la souveraineté britannique — ont jusqu'à présent échoué.

Les pourparlers de paix réunissant les partis unionistes et nationalistes, à l'exception de Sinn Féin, ainsi que les gouvernements de Londres et de Dublin, n'ont que très peu avancé. Après son élection, Tony Blair avait réclamé le rétablissement de la trêve de l'IRA, afin de pouvoir admettre Sinn Féin à la table des négociations.

Londres avait également accepté des rencontres entre des hauts fonctionnaires britanniques et les dirigeants de Sinn Féin (les contacts avec ce par avaient été interrompus depuis fin du cessez-le-feu de l'IRA février 1996) pour évaluer réalité de l'engagement du par de Gerry Adams en faveur d'u issue pacifique. A charge pour dernier de préciser les conditio de sa participation et de progression des pourparlers s l'avenir institutionnel de l'Irla de du Nord. Deux rencontr avaient déjà eu lieu, la troisièm et dernière prévue le 28 juin e désormais ammée. Désorma une solution apparaît de plus e *plus compromise.*

Se disant « consternée », M Mowlam, ministre britannique l'Irlande du Nord, a immédiat ment appelé à la retenue l paramilitaires loyalistes, qu pourraient être tenter de s lancer dans des opérations d représailles. A Belfast ou Derr on craint une répétition de événements violents de l'ét 1996, à l'occasion des marche orangistes qui avaient dégénér en affrontements sectaires.

BERNARD DURAUD

Le métro de Londres est à vendre

LE gouvernement de Tony Blair va-t-il s'attaquer à l'un des vieux symboles de la capitale britannique en privatisant le « tube » plus que centenaire ? Si l'on en croit les indiscrétions, le premier ministre serait sur le point de confier la gestion du métro de Londres à une ou plusieurs sociétés mixtes dans lesquelles le secteur privé serait majoritaire.

Les différentes hypothèses à l'étude permettant d'impliquer le secteur privé dans la remise en marche du plus vieux métro du monde (il a été ouvert en 1863) sont contenues dans un document que la BBC s'est procurée et devait diffuser hier soir dans une émission télévisée. Le vice-premier ministre John Prescott, en charge des Transports, aurait malencontreusement laissé traîner les documents en question. Il a aussitôt accusé la chaîne de télévision de vol. Mais il n'a pas démenti sur le fond, affirmant même dans un communiqué que lesdites informations « ne sont pas en contradiction avec l'intention », qu'il défend depuis longtemps, d'explorer toutes les formes de partenariat public-privé.

Le sujet est sensible outre-Manche. Pendant toute la campagne électorale, et fidèles en cela à leur credo libéral, les conservateurs n'avaient proposé qu'une mesure d'importance : la privatisation du métro, seul transport à avoir échappé aux dénationalisations. La grande majorité des Londoniens, selon les sondages, y étaient hostiles, reprochant alors au gouvernement Major de chercher à se débarrasser d'un réseau volontairement laissé à l'abandon faute d'y avoir investi.

Les pannes et les retards sont le lot quotidien des usagers du métro londonien.

Il est vrai que le délabrement est le lot quotidien des 2,5 millions d'usagers. Pannes, infiltration des eaux de la Tamise, escalators défectueux, retards : selon les chiffres officiels, il faudrait « d'urgence » dépenser 1,2 milliard de livres (plus de 10 milliards de francs) uniquement pour effectuer les travaux de réparation et de rénovation.

Outre son âge, les besoins d'investissement sont accentués par l'étendue d'un réseau comptant 266 stations et 390 kilomètres de lignes. Avant les élections du 1er mai, les travaillistes avaient critiqué le projet de privatisation des Tories, se refusant au « bradage », tout en envisageant dans leur « manifesto » d'associer des sociétés privées à la gestion du métro.

On peut penser que Tony Blair s'en tiendra à ses engagements en en matière de finances publiques. Il est hors de question, selon lui, de puiser dans les caisses de l'Etat et d'alourdir ainsi le chapitre des dépenses. Le secteur privé pourrait donc s'en trouver renforcé ayant l'énorme tâche de remettre le métro de Londres sur les bons rails. Rappelons que les autobus londoniens ainsi que le réseau ferroviaire britannique ont été privatisés par les conservateurs, pour des résultats criants d'insuffisance en terme de service rendu aux usagers. Pour l'heure, le « tube » reste, avec la poste, l'un des derniers grands services publics britanniques.

B. D.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE LYON

951796

MARDI 24 JUIN 1997

N° 15441/7 FRANCS

J.-P. De Vincenzi

L'entraîneur de l'équipe de France expose ses vues sur l'avenir du basket avant l'Euro 97. (Page 19.)

Guernica

Polémique en Espagne entre Madrid et les Basques, qui demandent le transfert de l'œuvre de Picasso à Bilbao, malgré les réserves des experts. (Page 16.)

L'ONB à la Fête

ONB pour Orchestre national de Barbès. Humour et musique contre idées noires sur la grande scène de La Courneuve, samedi après-midi. (Page 12.)

l'Humanité

La Commission nationale de la négociation collective s'est réunie hier

Salaires : dialogue engagé

Première rencontre hier entre le ministre du Travail, les organisations syndicales et patronales. Le président du CNPF voudrait faire financer par l'Etat l'augmentation du SMIC. Martine Aubry a estimé qu'« il faut relancer le pouvoir d'achat partout où cela est possible, en priorité par la négociation collective » avec le patronat. Les communistes, qui considèrent que la reprise de la consommation est nécessaire à une politique pour l'emploi, estiment que l'augmentation de 4 % (200 francs net par mois) du SMIC au 1er juillet reste en deçà des attentes des intéressés. (Pages 3, 4, et l'éditorial de Charles Silvestre.)

Superphénix : état des lieux

La décision de la fermeture du surgénérateur de Creys-Malville provoque de multiples réactions, jusque dans la politique énergétique de la France. (Pages 8 et 9.)

Justice : les résolutions d'Elisabeth Guigou

Le garde des Sceaux n'interviendra plus dans les affaires politico-judiciaires. Elle entend accorder une indépendance accrue aux magistrats mais rester maître de la politique pénale. (Page 11.)

Un sacré mal de Terre

Cinq ans après le sommet de Rio, soixante-dix chefs d'Etat et de gouvernement participent depuis hier, à New York, à une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU. Les Américains, qui refusent de rappeler à l'ordre les industriels, prennent la responsabilité d'une nouvelle détérioration de la planète. (Page 15.)

M 0110 - 624 - 7,00 F

Belgique 47 FB - Portugal 235 ESC - Antilles-Réunion-Guyane 10,50 F - Italie 2 900 LIT - Espagne 235 PTA - Grèce 300 DR - Nouvelle Calédonie 380 XPF - USA 2,60 $ - Maroc 8 DH - Divers Afrique 525 F CFA - Canada 3,25 $ CAN - Autriche 29 ATS - Hongrie 8 FRR - Liban 8,50 FRR - Syrie 11,90 FRR - IL Jersey 14,70 FRR - Luxembourg 48F LUX

New York

Environnement : l'état de la planète nous fait une peur bleue

Les dirigeants mondiaux sont rassemblés depuis hier pour le sommet « Rio + 5 ».

De notre envoyé spécial à New York

Jacques Chirac, accompagné de Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, a présenté hier à la session extraordinaire de l'ONU consacrée à l'évaluation — cinq ans après le Sommet de Rio — des politiques d'environnement, l'état préoccupant de la planète, dont les émissions de gaz à effet de serre par l'ONU est singulièrement inquiétant.

Le président de la République soulignait ainsi devant l'assemblée : « Cinq ans après Rio, nous constatons ensemble avec lucidité et inquiétude que beaucoup reste à faire pour que le principe de développement inspire décisions et actions. C'est le moins que l'on puisse dire. Selon les experts de l'ONU et des diverses ONG présentes à New York, plus de [illegible] de la population de la planète n'a pas accès à l'eau potable. « Un risque de pénurie d'eau douce menace l'humanité », remarquait le président de la République. Au tournant du siècle, en effet, la quantité d'eau douce disponible par habitant ne sera plus que du quart de ce qu'elle était en 1950 pour ce qui concerne l'Afrique, le tiers pour l'Asie et l'Amérique latine. La pénurie n'eau n'affecte pas également, en effet, tous les pays. L'OMS estime, dans un rapport récent, qu'aujourd'hui un Américain consomme en moyenne 900 litres d'eau par jour contre 30 litres pour un Africain et entre 200 et 300 pour un Européen. Pourtant, il faut savoir que le seul fleuve Congo représente 3,5 % de la totalité d'eau douce de la planète. Mais cela n'empêche pas, faute d'équipements et de moyens de financement, 25 millions d'hommes, dont 7 millions d'enfants, de mourir de maladies liées à l'eau polluée.

AFP PHOTO

Qu'il s'agisse de l'eau, des forêts ou des émissions de gaz, le tableau dressé par l'ONU est singulièrement inquiétant.

La situation n'est guère plus brillante dans le domaine forestier. Les forêts continuent de disparaître au rythme annuel de 13,7 millions d'hectares, soit la superficie du Népal. Les surfaces de terre arable se réduisent et le climat, selon les experts, se réchauffe du fait d'émissions toujours croissantes de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre.

La session de l'ONU s'accordera certainement sur le constat et sur la nécessité de prendre des mesures. Mais, comme l'a montré le G8 de Denver, les grands groupes industriels et financiers continuent d'imposer le règne du profit et derrière lui du gouffre colossal de toutes ces souffrances et surtout humaines. 20 % de la population active mondiale continue en effet de vivre avec moins de 1 dollar par jour.

À Denver, l'Union européenne, qui a difficilement adopté une législation devant contribuer à réduire de 15 % des émissions de gaz ayant un effet de serre d'ici à 2010, s'est vu opposer une fin de non-recevoir par les Etats-Unis, à qui l'on proposait d'adopter la même politique. Certes, un relèvement a été arrêté mais il est non chiffré. Les Etats-Unis, qui sont, et de loin, les plus grands pollueurs du monde (trois fois plus d'émissions de gaz par habitant qu'en Europe), prêts à envoyer les marines pour traquer les fraudeurs, se refusent en revanche à réglementer si peu que ce soit les activités de leurs géants industriels. La même logique est à l'œuvre pour ce qui concerne les forêts et l'eau douce.

Jacques Chirac a fixé un certain nombre d'objectifs pour la France en ce qui concerne l'eau douce qui seront débattus notamment lors du Conseil mondial de l'eau qui se tiendra à Marseille l'an prochain. Il se fixe ainsi pour objectif : « Dans dix ans, chaque village du tiers-monde et notamment d'Afrique devra être doté d'un puits ou d'un accès à l'eau potable. » Cette ambition est remarquable, mais est-elle compatible avec des politiques budgétaires restrictives menées dans tous les pays du Nord qui réduisent l'aide publique ? Même lorsque cette dernière existe, les conditions de son attribution tendent à aligner les politiques économiques et sociales du tiers-monde sur les critères imposés par les marchés financiers mondiaux. Tout pousse en effet à une guerre économique et commerciale — et en premier lieu l'OMC — qui est de facto contradictoire avec la volonté d'économiser les ressources naturelles et de valoriser les économies.

OKBA LAMPANI

Repères

Ce qui avait été adopté en 1992

Les 172 gouvernements représentés à Rio avaient adopté trois accords « majeurs » :

- **l'Agenda 21 (Action 21), « plan mondial d'action pour un développement durable », contenant 2.500 recommandations.**
- **La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, « ensemble de principes définissant les droits et obligations des Etats ».**
- **La Déclaration de principes sur les forêts, « document d'orientation pour une gestion écologiquement viable des forêts du monde ».**

Deux conventions mondiales ont aussi été adoptées :

- **La convention cadre sur les changements climatiques (CCCC). Ratifiée par 159 pays, elle est entrée en vigueur le 21 mars 1994. Un cycle de négociations devrait aboutir, fin 1997 à Kyoto, à des dispositions juridiquement contraignantes pour limiter les gaz à effet de serre.**
- **La convention sur la diversité biologique (biodiversité), ratifiée fin 1996 par 165 pays. Elle pose le problème de la protection des espèces vivantes et de leur exploitation.**

Enfin, des négociations parallèles ont abouti à une convention sur la lutte contre la désertification. Entrée en vigueur en décembre 1996, elle a été ratifiée par une soixantaine de pays et se réunira pour la première fois à Rome en octobre 1997.

Cinq ans après le sommet de Rio, peu de progrès réalisés

Le XXIe siècle sera-t-il écologique ? Ce n'est pas certain. La protection de l'environnement se heurte à la logique des intérêts contradictoires des nations. Le récent sommet de Denver en a donné un avant-goût quand les chefs d'Etat européens ont, sous la pression de leur opinion publique, tenté en vain de convaincre les Etats-Unis de prendre des mesures concernant la limitation des gaz à effet de serre. Ce pays, dont Bill Clinton a vanté la santé de son économie, est le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre (principalement de gaz carbonique). Même refus en ce qui concerne une gestion écologique des forêts.

Depuis le sommet de Rio en juin 1992, où beaucoup de recommandations ont été prises, où enfin l'on croyait que cette prise de conscience affichée par les 172 gouvernements qui y ont participé, dont les principaux décideurs de la planète, allait être suivie d'actes concrets, peu de progrès ont été réalisés en matière de protection de l'environnement.

La désertification gagne du terrain et menace près de 3,6 milliards d'hectares cultivables. Une centaine de pays et près d'un milliard d'habitants sont concernés par ce phénomène. Si une convention a bien été ratifiée en décembre 1996 et qu'une réunion est prévue à Rome en décembre prochain, la question du financement d'un programme de lutte contre la désertification se pose avec acuité.

Quant à la convention climatique, signée par 165 Etats, le bilan est négatif. Les engagements pris par les Etats pour stabiliser leurs émissions de carbone, à défaut de les réduire, ont été peu suivis. Les émissions de gaz, notamment de gaz carbonique, ont atteint le chiffre de 6,25 milliards de tonnes rejetées dans l'atmosphère en 1996. Et selon « le Monde » citant l'AIE (Agence internationale de l'énergie), ce sont 9 milliards de tonnes qui seront rejetées en 2010, soit une augmentation de 50 % par rapport à 1990. Le programme de stabilisation de la pollution atmosphérique ayant échoué, il n'est pas certain qu'au prochain sommet « Rio+ 5 » a proposition d'une réduction des émissions de gaz par introduction de quotas par pays ait des chances d'aboutir.

Seul domaine où il y a eu des petites avancées, celui de la « biodiversité » ou de la diversité biologique. Depuis la signature de la convention en 1996 et, bien avant, par 165 Etats, plusieurs pays ont pris des mesures destinées à protéger les écosystèmes et les espèces animales qu'ils abritent. Plus d'un milliard d'hectares sont aujourd'hui protégés. Toutefois, la gestion de certains espaces se heurte aux intérêts des Etats. Il en est ainsi des forêts. L'Amazonie, considérée comme le poumon de la terre, est livrée à un pillage systématique. La pollution de la Méditerranée risque à terme de transformer cette mer en une mer morte si rien de sérieux n'est entrepris par les Etats riverains...

L'état de santé de la planète est tel qu'il appelle des mesures financières d'une grande ampleur. A Rio, il était prévu un investissement de 600 milliards de dollars par an durant dix ans. Depuis, ce chiffre a été ramené à 125 milliards de dollars par an...

HASSANE ZERROUKY

ITALIE. ***Poursuivi pour corruption et*** détournement de fonds, le « trésorier » de l'ancien président du Conseil italien, Bettino Craxi, s'est constitué prisonnier dimanche soir après cinq ans de fuite. Gianfranco Troielli, soixante-quatre ans, est accusé par les juges anticorruption de Milan d'avoir joué un rôle central dans des détournements de fonds au profit du Parti socialiste italien de Bettino Craxi.

ROUMANIE. ***Le président roumain Emil Constantinescu a estimé,*** à Prague : « La Roumanie ressentira une très grande déception si elle n'est pas invitée à intégrer l'OTAN. » Bill Clinton a réaffirmé dimanche, au sommet du G8, à Denver, qu'il était opposé à l'adhésion de la Roumanie et de la Slovénie dans la première vague d'élargissement de l'OTAN à laquelle devraient participer la Pologne, la Hongrie et la République tchèque.

BELGIQUE. ***Le Conseil de guerre de l'armée a*** ouvert hier après-midi à Bruxelles le procès de trois parachutistes accusés d'actes de sadisme contre des jeunes Somaliens lors de l'opération « Restore Hope » en 1993 en Somalie.

PROCHE-ORIENT. ***Les forces de sécurité*** palestiniennes ont arrêté la semaine dernière une femme qui s'apprêtait à commettre un attentat suicide en Israël, a révélé le président palestinien Yasser Arafat dans un entretien publié par le quotidien israélien « Maariv ». « Elle avait laissé à ses parents une lettre testamentaire dans laquelle elle leur disait : « Pardonnez-moi pour ce que j'ai fait. » Nous avons immédiatement entrepris des recherches et, grâce à Dieu, nous avons réussi à mettre la main sur elle avant qu'elle n'ait pu mener son projet à bien », a-t-il déclaré.

CHINE. ***Cinquante-cinq trafiquants de drogue*** ont été exécutés la semaine dernière dans trois villes chinoises, a rapporté la presse à Pékin. Des trafiquants ont été passés par les armes, notamment à Kunming et à Chengdu.

CHILI. ***De violentes tempêtes de neige et de*** pluie, qui ont balayé le Chili pendant une semaine, ont fait au moins 19 morts. 11.000 maisons ont été détruites ou endommagées. En Argentine, 36 mineurs étaient toujours bloqués hier matin dans les Andes à la suite de ces tempêtes de neige.

IRAN. ***Au moins huit ouvriers ont été tués et*** 31 autres blessés dans un coup de grisou survenu dimanche dans une mine de charbon au nord-ouest de Téhéran, a rapporté l'agence officielle Irna.

Colloque sur la biodiversité

Les espèces biologiques à la merci de l'activité humaine

Des conséquences de la déforestation en zone tropicale à celles des pluies acides sur les terres pauvres en calcaire, les effets de l'activité humaine ont de lourdes conséquences sur le devenir de la planète, soulignent les participants d'un colloque organisé par le MNLE.

Les parcs naturels ne suffisent pas à préserver les espèces même si de telles initiatives permettent souvent d'éviter leur disparition, comme le lié Camargue où les flamants rose ont trouvé refuge.

Le Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE) tenait congrès dimanche dernier. Mais, dès samedi, les organisateurs avaient eu la bonne idée de faire précéder leurs assises par une journée de débats sur « les activités humaines et la préservation de la biodiversité » avec les contributions d'une quinzaine de chercheurs et de spécialistes travaillant habituellement sur des disciplines liées à la préservation de la diversité des espèces biologiques.

D'emblée, le professeur François Ramade (université d'Orsay) a attiré l'attention des participants sur quelques clignotants : seulement 3 % des terres d'Amazonie sont cultivables, les autres sont perdues quelques années après la destruction du couvert forestier. Or 1,7 million d'hectares de forêt tropicale sont défrichés chaque année. La course à la productivité agricole se révèle également facteur de réduction de la biodiversité. Ainsi, en France, on ne consomme guère que quatre variétés de pommes alors qu'il en existe environ deux mille. De même, le blé, le riz, le maïs et la pomme de terre sont devenus les éléments de base de l'alimentation mondiale en produits végétaux malgré l'existence d'une multitude de denrées consommables.

Pour François Ramade, parcs naturels et autres lieux de conservation ne sont pas suffisants pour préserver la biodiversité, même si de telles initiatives ont permis d'éviter la disparition de certaines espèces animales ou végétales (bison d'Amérique, flamant rose en Camargue...).

Après lui, Pascal Acot, chercheur au CNRS, devait souligner que « si la moitié de la forêt amazonienne était transformée en savane, il se pourrait que les précipitations mondiales se réduisent de 30 % ». D'où l'inquiétude exprimée au regard du phénomène de réchauffement de la planète en raison — malgré les timides accords de Kyoto — d'une inertie colossale au niveau de la prise de décision alors que les effets de tout retard seront de plus en plus difficiles à contrecarrer.

Le recul de la biodiversité peut également être accéléré par des décisions qui se veulent environnementales. Yves-Marie Allain a montré comment des ajoncs et des genêts importés d'Espagne et du Portugal pour servir de décors à certaines portions d'autoroutes en Bretagne aboutissaient à polluer les espèces locales qui deviennent alors des variétés hybrides.

La terre n'est plus une bonne mère...

Pour lui, il faut redoubler d'effort pour que « le message des scientifiques passe auprès des gens chargés de l'entretien de l'espace ».

Une idée forte a traversé ce colloque : la nécessité de prendre sans attendre les décisions qui protègent la biodiversité du globe pour éviter de laisser une planète de moins en moins vivable aux générations futures. Ainsi, les pluies acides favorisées par la consommation énergétique sont une catastrophe pour les sols pauvres en calcaire et les plantes qui y poussent. Ainsi, une surexploitation du milieu marin ajoutée au réchauffement de seulement 0,5 % des eaux peut conduire à des bouleversements aux conséquences incalculables. « Surtout que l'on ignore encore à peu près tout de l'évolution des écosystèmes marins profonds qui représentent 66 % de la surface de la planète », devait indiquer Brigitte Berland, océanographe.

Auditeur attentif tout au long de la journée, le professeur Hubert Coudanne (ancien président de l'université d'Orsay) a conclu cette journée d'échanges en invitant chacun à « réfléchir à ce qu'il y a dans la soupe au moment de la manger. Toutes les espèces, sauf l'espèce humaine, se contentent de l'énergie de l'environnement. Aussi, je pense qu'à l'heure actuelle, le nucléaire est encore l'énergie la moins polluante », a affirmé l'éminent chimiste avant de montrer que la surconsommation d'énergies fossiles était aujourd'hui le principal facteur de réduction de la biodiversité. Or, a-t-il poursuivi, « appauvrir la biodiversité sous quelque forme que ce soit, c'est prendre des risques à court, à moyen et à long terme. Il faut que les élites politiques qui ont le pouvoir de décision sachent que la terre vue comme une bonne mère c'est terminé. Nous devons régler nos problèmes de consommation énergétique de façon à préserver l'avenir ».

Dimanche, Guy Léger a été réélu président du MNLE et François Osserat vice-président. Tout en tenant compte du changement de gouvernement et de certaines décisions prises en matière d'environnement, le congrès a pointé ce qui lui semble être une dérive : « le fait de faire de l'environnement le champ clos des Verts ». Tout en considérant que le parti de Dominique Voynet incarne cette spécificité qu'est la défense de l'environnement, le congrès du MNLE estime qu'il faut « reconnaître davantage le rôle et l'action de l'ensemble des associations », ajoutant que celles-ci « ont de plus en plus de mal à être entendues du ministère ».

GERARD LE PUILL

Déforestation : l'Amazonie est la zone la plus touchée

Au cours des trois dernières années, 47.220 km² de forêt amazonienne ont été détruits au Brésil (dont 29.059 km² pour la seule année 1995), indique un rapport sur la déforestation en Amazonie, rendu public à la fin du mois de janvier par l'Institut national de recherches spatiales. Cette étude souligne l'arrivée en force dans le pays de compagnies forestières asiatiques qui contrôlent 70 % du commerce des bois tropicaux. Après avoir pris pied en Amérique du Sud via le Suriname et le Guyana, nombre de ces entreprises (souvent japonaises ou malaises) ont envoyé leurs bûcherons sur les territoires des réserves indiennes, indique une étude de la chambre fédérale des députés (citée dans « le Monde ») au mépris des lois brésiliennes, ou bien se sont approprié d'immenses territoires. En six ans, les exportations brésiliennes de bois tropicaux ont quadruplé pour représenter 8 % des échanges mondiaux. L'Amazonie constitue le plus grand réservoir mondial de diversité biologique avec quelque 56.000 espèces végétales différentes et quasiment autant d'animales. Tous les jours de nouvelles espèces sont découvertes, tandis que le nombre d'espèces en voie d'extinction a doublé.

En correctionnelle à Montauban

« Monsieur David » et le marché de l'irrationnel

De notre envoyée spéciale

« CE n'est pas le procès de la voyance, mais le procès d'un escroc que nous faisons aujourd'hui. » Cette phrase, les avocats des parties civiles — 629 plaintes ont été déposées — l'ont presque tous prononcée au cours de l'audience qui s'est terminée hier au tribunal correctionnel de Montauban. Dans le box des accusés, André Derro, alias David, un homme de cinquante et un ans qui, à partir de 1989, a ouvert un cabinet de voyance à Toulouse. Un cabinet qu'il transférera six ans plus tard à Montauban, sa ville natale.

L'homme avait auparavant exercé les métiers de bûcheron et épicier et, assure-t-il, avait depuis sa plus tendre enfance des dons de voyance : « Je suis d'origine gitane. Quand j'étais petit, je cherchais les sources à l'article de la mort, une voisine m'a transmis le don de guérir le feu... ». Donc, lorsqu'il installe son cabinet de voyance, la demande afflue. Des personnes en détresse, par milliers, dont beaucoup souhaitent pouvoir revoir à elles un être aimé, un monsieur dont le fils et le petit-fils sont handicapés, un couple qui souffre d'arthrose et de sciatique, et bien sûr des personnes au chômage espérant, grâce aux pouvoirs d'André Derro, retrouver un emploi. Pouvoirs prétendus? Réels? Savoir-faire d'un connaisseur de la psychologie humaine? Du côté de la défense comme de celui des parties civiles, de l'avis du président du tribunal comme de celui du procureur de la République, ce n'est pas la question. « Il y a ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas », résume l'un des avocats de la défense.

Et malgré les horoscopes qui fleurissent dans tous les journaux, malgré l'abondante publicité faite à Madame Soleil, morte il y a deux ans mais brillant encore de mille feux, malgré les *nombreux cabinets de voyance* existant sous de multiples formes, il est reproché à André Derro d'avoir abusé quelque 629 personnes (qui ont porté plainte) sur les 7.000 qui l'ont consulté. L'une d'elles vient témoigner à la barre : « Les arbres brûlaient sur la terrasse qui surplombe mon appartement, il y avait du tapage depuis longtemps. Alors j'ai envoyé un mandat de 9.000 francs à « David » pour que cela cesse. Mais ça continue! » Pourquoi Derro a-t-il abusé ces gens? Parce que, selon le procureur, il a « très bien compris que le malheur des uns fait le bonheur des autres ». Il est vrai que les qualités vantées par Derro dans la publicité, où il prétend notamment avoir l'agrément d'une association de consommateurs, ne se vérifient pas toujours. La mention « satisfait ou remboursé » par exemple, très alléchante, n'est pas respectée. Et les frais sont lourds. Le coût de la première consultation téléphonique avec « David » s'élève à 30 francs. Ensuite, « David » propose un contrat qui varie selon les cas entre 10.000 francs (minimum) et 45.000 francs.

Pourtant, il s'agit d'une entreprise comme une autre, avec une enseigne commerciale. « Les cabinets de voyance sont monnaie courante. Le monde est-il fou? Je ne sais pas, mais que fait le Bureau de la vérification de la publicité? Que fait la Concurrence et la Consommation? demande l'avocat d'André Derro, pour qui l'escroquerie ne serait pas caractérisée.

Les avocats de la défense (cinq complices salariés de l'entreprise « David » sont également dans le prétoire) ont fait remarquer que la voyance n'est plus réprimée par les textes de loi depuis plusieurs années. L'un d'eux lâche même : « Nous vivons dans un système qui érige en règle le fait d'accumuler des profits avec n'importe quoi, le fait d'exploiter l'autre en religion. Les Etats-Unis ne viennent-ils pas de proposer aux pays du Sud de leur acheter le droit de polluer? » Combien de voyants, de radiesthésistes officient sans être inquiétés?

Le procureur de la République a requis hier contre André Derro cinq ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis, et l'obligation de rembourser les victimes. Le jugement a été mis en délibéré.

JEANNE LLABRES

« Monsieur David » soupçonné d'avoir escroqué 629 victimes pour un montant total de 2,8 millions de francs.

32, rue Jean-Jaurès, 93528 Saint-Denis Cedex Tél : 01-49-22-72-72 **l'Humanité** Fax : 01-49-22-73-00 — 3615 HUMA — http://www.humanite.presse.fr

Hommage à Catherine Sauvage sur France-Culture

France-Culture a décidé de modifier son programme à la suite de la mort de la chanteuse *Catherine Sauvage* (voir page 25) et diffusera, le 21 mars de 22 h 35 à minuit, l'émission « Opus » de François-Régis Barbry qui lui avait été consacrée. Cette émission remplacera l'« Opus » de Philippe Lejeune initialement prévue et reportée à une date ultérieure.

Transports : du mieux au pont de Bezons

Jean-Claude Gayssot, le ministre des Transports, a annoncé hier des améliorations de la circulation au pont de Bezons (Val-d'Oise), quotidiennement embouteillé, et le prolongement de la ligne de tramway TVS jusqu'à Bezons, Argenteuil et Sartrouville (Yvelines). Il a également annoncé que la « Tangentielle Nord », une rocade ferrée emprunt[illegible] l'ancienne « grande ceinture » de Paris, offrira sur 28 km entre Sartrouville et Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) huit points de « maillage » avec de lignes existantes permettant de rejoindre la capitale.

Alain Madelin : avant tout, battre la gauche

Le président de Démocratie libérale a implicitement apporté son soutien, vendredi soir, aux élus UDF élus à des présidences de région avec les voix du Front national. Pour Alain Madelin, ces premiers résultats « constituent une situation nouvelle et un choc pour l'ensemble de l'opposition » laquelle « se trouve confrontée au décalage entre ce que expriment les états-majors nationaux, et la volonté d'une part importante de ses élus et de ses électeurs, de faire, avant tout, barrage à la gauche ».

Le Pen : « une victoire » pour le FN

Le leader du Front national a estimé que les résultats des élections des présidents de région sont « une victoire pour le FN » puisqu'elles ont permis « une défaite des socialo-communistes dans presque toute la France ». Interrogé sur ce qu'il allait demander en échange de son soutien aux candidats de droite, Jean-Marie Le Pen a répondu : « Obtenir ce qui nous était refusé jusqu'à présent... »

18e Salon du livre

Les écrivains brésiliens Paolo Coelho et Jorge Amado n'ont pas manqué, hier, l'inauguration du 18e Salon du livre, placé cette année sous le signe du Brésil. Jusqu'au 25 mars, 250.000 visiteurs sont attendus au Parc des expositions de la porte de Versailles. (AFP / Joël Robine.)

Mort d'une fillette en Savoie

La petite Ludivine victime du cuisinier

UNE fillette de douze ans, Ludivine, a été retrouvée morte hier, à 7 heures du matin, dans le centre de vacances des œuvres universitaires du Nord-Pas-de-Calais, à Albertville-Montrond, une petite station de ski de Savoie. L'enfant, originaire du Pas-de-Calais, y était en classe de neige. Des sources concordantes laissaient très vite écrire qu'elle aurait été assassinée. Selon ces mêmes sources, un homme, l'un des cuisiniers de l'établissement, était placé en garde à vue dans la matinée à l'hôpital de Saint-Jean-de-Maurienne, après avoir été retrouvé dans un état d'ébriété alors qu'il circulait à pied sur une route menant à la station. Dans la soirée, le parquet d'Albertville confirmait en quelque sorte l'hypothèse du l'assassinat en annonçant qu'une information pour « meurtre et agression sexuelle » avait été ouverte. En fin de soirée, Ségolène Royal, ministre délégué à l'Enseignement scolaire confirmait que le cuisinier avait « fait des aveux ».

Peu auparavant, le recteur de l'académie de Lille, Jean-Claude Fortier, avait toutefois affirmé, depuis le Nord, que rien ne prouvait que la petite fille ait été victime d'un meurtre. Selon lui, son corps, retrouvé inanimé dans les toilettes de sa chambre, ne présentait « aucun sévice physique apparent ». Evoquant la suspicion pesant sur le cuisinier, il précisait que celui-ci était interrogé à la suite de la déclaration d'une autre fillette affirmant l'avoir vu la nuit dans sa chambre. Sept fillettes, en effet, ont affirmé aux gendarmes hier matin avoir été l'objet d'attouchements sexuels, a expliqué M. Fortier, mais aucune n'a dit avoir reconnu le cuisinier. Selon le substitut du procureur d'Albertville, d'autres enfants auraient toutefois témoigné avoir vu dans la nuit un homme porter la fillette dans ses bras.

Sur place, une dizaine de psychologues et de psychiatres ont pris en charge les enfants, qui ont tous été entendus par les gendarmes. Une cellule d'urgence médico-psychologique de la Croix-Rouge a également été mise en place à Hénin-Beaumont, d'où venait la classe de Ludivine. Dans le Nord, le sénateur-maire de Lille, Pierre Mauroy, a mis en place une cellule de crise pour informer et soutenir les familles.

Rhône-Alpes : les coulisses d'un accord

Selon des proches de la droite et du FN, le soutien apporté par les 35 élus du Front national à l'UDF-DL Charles Millon aurait été convenu dès mercredi. L'élu de droite continue d'affirmer qu'« il n'y a pas eu le moindre accord avec quiconque ou le moindre marchandage ». Mais Bruno Gollnisch, bras droit de Jean-Marie Le Pen, dément : « Nous avons discuté à l'avance, comme il est normal dans une démocratie. (...) Et je m'étonne que cela scandalise. » Dans un document intitulé « les preuves d'une alliance », les élus de la gauche plurielle ont mis hier en exergue « la comparaison des déclarations de candidature de MM. Gollnisch et Millon ». Notamment en ce qui concerne la baisse des impôts, la priorité à l'apprentissage, la sécurité dans les lycées, la politique familiale...

Gros incendies au Brésil

Le feu qui ravage une partie de l'Etat amazonien du Roraima depuis début mars continuait à se propager vendredi en raison des vents violents. Les autorités locales restaient cependant extrêmement confuses sur les dégâts occasionnés par les incendies épars combattus par des centaines de pompiers arrivés de Brasilia et d'Argentine. Après avoir annoncé il y a dix jours que 25 % de l'Etat avaient été détruits par les flammes, le gouverneur de l'Etat du Roraima indiquait jeudi que les dégâts ne touchaient que 3 % des 225.116 km² de l'Etat. Hier, il annonçait 21,75 %. Pour sa part, M. Reinaldo Barbosa, responsable de l'Institut de recherches d'Amazonie de Boa Vista (Inpa), a déclaré à l'AFP que « ces chiffres sont fous, car fondés sur aucune méthodologie ». Selon les « projections » de l'Inpa « par rapport à la moyenne des dernières années », de décembre dernier à avril prochain, les dizaines de foyers de brûlis et d'incendies involontaires auront dévasté entre 27.600 km² et 37.820 km² (de 12 à 16 % de l'Etat), soit une superficie équivalente à celle de la Belgique.

Israël envisage son retrait du Liban

Le gouvernement israélien a tenu vendredi une réunion spéciale exclusivement consacrée à l'examen des différentes options envisageables pour assurer le retrait de ses troupes du Liban. Plusieurs ministres ont présenté leur propre plan, parmi lesquels le ministre de la Défense, Yitzhak Mordechaï, et le ministre des Infrastructures, Ariel Sharon. « Ce qui est sûr, c'est que tout le monde veut trouver un moyen de sortir du Liban », a déclaré un porte-parole du gouvernement. Mais les avis divergent sur les modalités du retrait, et une autre réunion du gouvernement sera nécessaire. D'ores et déjà, le Premier ministre Benyamin Netanyahu a fait savoir au chef de l'ALS (Armée du Liban Sud), la milice mercenaire, qu'Israël entretient au Sud-Liban de son intention de retirer ses forces.

Keno — Vendredi 20 mars 1998

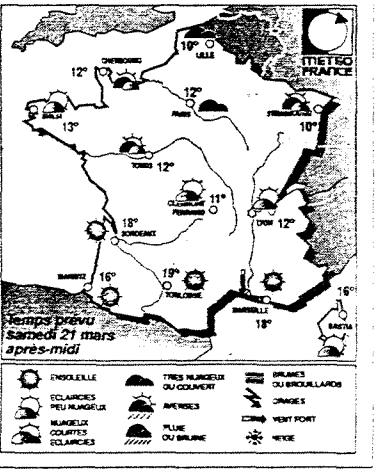
1	2	4	6	7	
8	19	25	29	31	
32	33	38	44	49	
53	56	62	64	66	

Jokers : 4 5 2 8 5 6

Météo

Soleil à l'ouest et au sud, nuages au nord

Du soleil à l'ouest et au sud, mais les nuages venus du nord gagneront du terrain. Des frontières du nord à la Haute-Normandie, au Centre, à l'Auvergne et jusqu'à la Franche-Comté, la matinée sera maussade. Sur le reste du pays, le soleil sera présent dès le matin, excepté sur le sud de l'Aquitaine. L'après-midi, sur le nord des Pays de La Loire, la Basse-Normandie et jusqu'aux Côtes-d'Armor, les nuages envahiront le ciel mais, sur les autres régions, un beau soleil se maintiendra. En soirée, des Alpes du Sud à la Corse, le ciel aura tendance à se voiler. Les températures maximales atteindront 9 °C à 12 °C du Nord au Nord-Est et au Centre, 13 °C à 14 °C dans le Nord-Ouest et 17 °C à 19 °C dans le Sud, localement 22 °C près de la Méditerranée.



Dans les médias

Pierre Blotin sera l'invité de LCI entre 21 h 30 et 22 heures le dimanche 22 mars.

FIDELITE. *Selon un sondage BVA publié* dans le numéro d'avril du mensuel « Quo », 82 % des femmes âgées de 25 à 49 ans vivant en France affirment n'avoir jamais été infidèles, contre 7 % qui reconnaissent l'avoir fait une ou plusieurs fois. 76 % des sondées déclarent n'avoir jamais été trompées par une aventure en dehors de leur couple. Enfin, elles sont 72 % à affirmer pouvoir rester fidèles toute leur vie à un même homme, contre 19 % qui disent non. Enquête réalisée par téléphone en février auprès d'un échantillon de 474 femmes.

EXCLUSION. *Le Grand Orient de France a exclu*, vendredi, Jean-Pierre Soisson, qui a été du président de la Région Bourgogne avec l'appoint des voix du Front national.

SANS-PAPIERS. *Cinquante-sept* sans-papiers ayant occupé mercredi l'église Saint-Jean de Montmartre à Paris (18e arrondissement) avant d'en être évacués par la police ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière (AFRP), a indiqué hier la préfecture de police de Paris.

EUROTUNNEL. *L'incendie qui a dévasté* une partie du tunnel sous la Manche le 18 novembre 1996 est « d'origine volontaire », selon le rapport d'experts transmis jeudi soir au parquet de Boulogne-sur-Mer, a-t-on appris hier soir.

PRISON. *Cinq jeunes majeurs et un mineur* ont été écroués hier dans le cadre de l'enquête sur le saccage, le 14 mars dernier, d'un train de banlieue reliant Paris-Saint-Lazare à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines.

Désastre ● *Sous l'effet d'une sécheresse aggravée et d'incendies persistants, des centaines de milliers d'hectares sont partis en fumée* ● *Entre juin 1997 et mars 1998, environ 37 pays du monde ont connu des manifestations climatiques spectaculaires attribuées par les scientifiques au phénomène climatique El Niño.*

De gigantesques incendies ravagent les forêts d'Amazonie et d'Indonésie

DENORMES foyers d'incendies sont en train de ravager l'Amazonie, d'une part, et plusieurs régions d'Indonésie, d'autre part. Le Brésil a accepté cette semaine le principe d'une offre internationale mais l'institut brésilien de l'environnement doit encore en approuver les modalités. Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso a convoqué ses ministres hier pour discuter de la crise. « Le gouvernement pense que ces trois pays disposent d'une meilleure technologie et sont plus efficaces dans le combat des incendies en forêt tropicale. Toute aide internationale, coordonnée par le gouvernement brésilien, sera la bienvenue », a dit Sergio Amaral, porte-parole du président.

L'incendie, le pire qui ait été enregistré en Amazonie depuis de nombreuses années, a débuté en janvier. Environ 600 000 hectares auraient déjà été la proie des flammes. Les autorités imputent ces multiples départs de feux à des adeptes de la culture sur brûlis qui n'ont pas voulu tenir compte des mises en garde alors que le phénomène climatique El Niño provoquait dans le pays une sécheresse inhabituelle. On aurait tort, cependant, d'attribuer ces incendies à la seule imprudence. Propriétaires terriens et exploitants de forêts n'en finissent pas depuis des années de saccager par intérêt ce « poumon vert » du monde.

Le feu continuait hier de dévaster la forêt, atteignant la frontière vénézuélienne. Seulement 800 pompiers brésiliens, argentins et vénézuéliens luttent contre les flammes qui ont détruit de vastes superficies de savane dans l'Etat de Roraima et se sont attaquées à la forêt tropicale, habituellement trop humide pour brûler. Selon le gouverneur, les incendies s'étendent sur un front de 400 km, ce qui, on l'imagine, rend bien difficile le travail des pompiers. Facteur aggravant, la fumée des incendies empêche les monomoteurs de se poser sur les pistes du territoire des indiens yanomamis et de les ravitailler en aliments et médicaments contre la malaria.

Des victimes par milliers

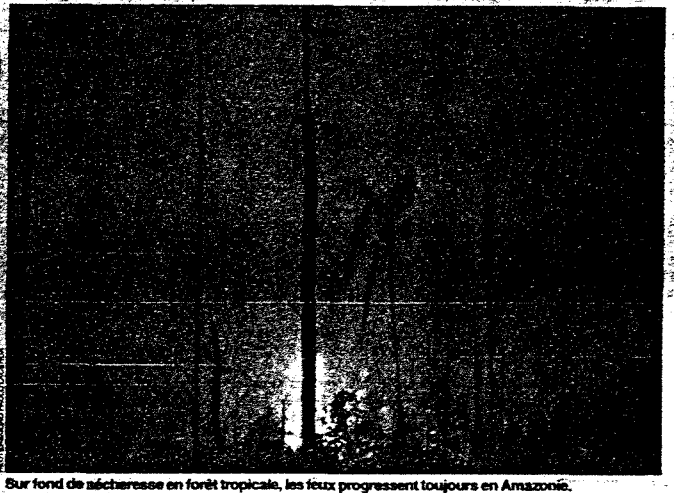
Une équipe de l'ONU devrait arriver le week-end prochain à Boa Vista pour aider à combattre les incendies qui ont déjà détruit de 13 à 17 % du total de l'Etat, selon les derniers chiffres de l'institut de recherches d'Amazonie.

En Indonésie, les incendies, favorisés par une sécheresse exceptionnelle, progressent et se multiplient dans l'est du Kalimantan, la région de Bornéo. Ici non plus, la sécheresse ne semble pas seule en cause. Pour les affairistes proches du pouvoir, défricher de nouvelles zones par le feu sert ensuite à lancer des plantations de palmiers à huile dont l'exploitation se révèle ensuite d'un rendement élevé. Aussi, peu de moyens sont mis en œuvre pour lutter contre le feu. Dans la région de Bornéo, on parle de quelques centaines de « volontaires », alors que les foyers se trouvent souvent à des heures de marche, en dehors de toute voie carrossable. Ainsi, quelque 70 pompes montées sur des réservoirs dorsaux ont été distribuées ! En face, selon un pompier, « les arbres s'enflamment d'un seul coup comme de gigantesques allumettes et la chaleur dégagée nous force à reculer. »

La sécheresse se prolonge dans cette province où la saison des pluies n'a duré que quelques semaines en décembre au lieu de se prolonger comme d'habitude de fin octobre jusqu'au mois d'avril. La catastrophe en cours, s'accordent à dire les responsables indonésiens comme les représentants des organisations internationales sur place, pourrait être encore plus importante que celle de l'année dernière, dont les dégâts sont évalués à 6 milliards de dollars.

Comme nous l'annoncions hier, des milliers de personnes sont décédées et des milliers d'autres sont menacées en Nouvelle-Guinée par la malnutrition ainsi que par la malaria. Toujours dans la forêt indonésienne, les orangs-outans, qui se nourrissent essentiellement de feuilles et de fruits, auraient des chances de survie très réduites dans les zones frappées par les incendies entre Bornéo et Sumatra. Leur nombre total serait de 2 500.

G. L. P.



Sur fond de sécheresse en forêt tropicale, les feux progressent toujours en Amazonie.

El Niño, l'enfant terrible du Pacifique

AU Brésil comme en Indonésie, depuis bientôt deux semaines, des incendies monstres ravagent la forêt équatoriale. La sécheresse est intense. Les images diffusées par toutes les télévisions du monde ressemblent à s'y méprendre à celles de l'été dernier en Indonésie ou, en quelques mois, deux millions d'hectares se sont consumés dans la région insulaire, au nord de l'Australie. Quel rapport entre ces deux phénomènes où l'intervention de l'homme et l'effet de la nature semblent se conjuguer ? Beaucoup mettent en cause El Niño (1), ce phénomène climatique qui affecte périodiquement et sans qu'on sache encore trop pourquoi, tout une partie de l'hémisphère austral, provoquant de terribles catastrophes.

Comme une immense langue d'eau chaude, El Niño se forme de part et d'autre de l'équateur, avançant à 290 kilomètres par jour. Ce courant remonte près des côtes sud-américaines, à l'est de l'océan Pacifique. Les pêcheurs péruviens et équatoriens l'ont remarqué depuis des siècles, en général autour de Noël. D'où son nom : « l'enfant Jésus ». Il fait fuir les poissons en quête d'eaux plus plus froides et plus abondantes en nourriture, et s'accompagne de précipitations torrentielles. Les îles du Pacifique ne sont pas épargnées. Au passage du trublion, selon sa force, des cyclones se déclenchent parfois.

El Niño est multiple. D'une année sur l'autre, le même phénomène varie en intensité, en durée. Selon les spécialistes, il s'est reproduit une vingtaine de fois au cours du XX' siècle, selon une périodicité de deux à sept ans, plus fort en 1997 que celui enregistré en 1982-1983, pourtant surnommé « El Niño du siècle ». D'où viennent ces eaux chaudes ? Pendant le déroulement du phénomène, les scientifiques observent une forte baisse des vents alizés qui soufflent habituellement d'est en ouest (du froid vers le chaud) sur le plus grand océan du monde (trois fois l'océan Atlantique). Habituellement cantonnées sur les rives de l'Australie et de l'Indonésie, les eaux chaudes de surface de l'ouest de l'océan Pacifique (26 °C à 28 °C) peuvent donc « glisser » vers l'est. Les alizés ayant perdu de leur puissance, et s'étant même parfois inversés, ne stoppent plus la progression de ces gigantesques masses d'eau s'étendant sur quelque 6 000 km². Cela entraîne un réchauffement des eaux de surface au centre du Pacifique, qui induit à son tour une nouvelle baisse de la force des vents.

Une question reste entière

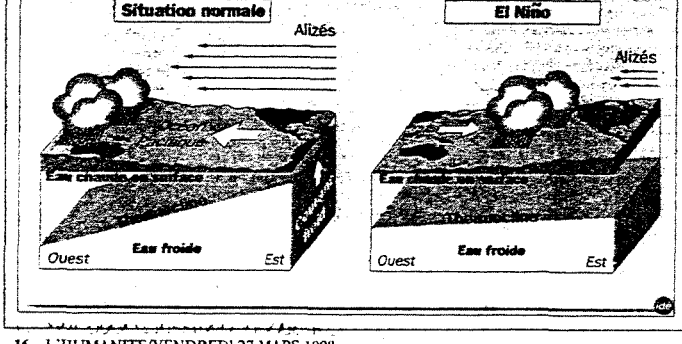
Dans le même temps, le réchauffement provoque un enfoncement de la ligne de partage entre les eaux chaudes de surface et les eaux froides des profondeurs (ligne qu'on appelle la thermocline des océans). D'ordinaire, elle est beaucoup plus profonde à l'ouest (côtes australiennes) qu'à l'est (côtes sud-américaines), où la température de l'eau n'excède pas normalement 22 °C. Lorsque le glissement des eaux chaudes de surface s'opère, la thermocline remonte à l'ouest et s'enfonce à l'est. C'est l'oscillation australe. Si la température de l'eau de surface atteint au moins 28 °C, le surplus d'humidité dégagé par le contraste entre la température de l'eau et de l'atmosphère déclenche une convection accrue et la formation de nouveaux nuages. Les précipitations qui arrosaient, jusque-là, les régions côtières de l'ouest, dérivent et provoquent des pluies torrentielles sur les atolls de la zone équatoriale du Pacifique (Polynésie, îles Cook), puis, au bout de leur course, sur les pays côtiers d'Amérique du Sud.

Toutefois, une question reste entière. Que faut-il pour déclencher El Niño ? L'une des hypothèses qu'explorent les scientifiques est un couplage océan-atmosphère très particulier, qui se développe en présence de coups de vent d'ouest.

D'ores et déjà on a pu constater que les niveaux de la mer varient en fonction des oscillations de la thermocline mais aussi de la température de l'eau (plus elle est chaude, donc dilatée, plus la mer est haute). On peut donc tracer une carte de ces variations.

(Suite page 17.)

Un phénomène climatique irrégulier



SAISI AU VOL

PAR CHRISTOPHE DEROUBAIX

L'ÂGE DU WESTERN

La Commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Genève a adopté mercredi, une résolution appelant à un moratoire sur les exécutions capitales. **« Pendez-les haut et court ! »** Voilà encore une recommandation des Nations unies que le pays de Bill Clinton va piétiner. Pourquoi d'ailleurs le président américain déciderait-il subitement d'appliquer un moratoire ? Lui qui, en 1992, avait donné son feu vert, en tant que gouverneur de l'Arkansas, à l'exécution d'un mineur déficient mental. Bill, alors candidat à la Maison-Blanche, travaillait sa cote de popularité parmi les États – ils sont 38 sur 50 – qui appliquent la peine de mort. Outre-Atlantique, la majorité peu silencieuse pense que l'on peut soigner la violence par la violence...

« Appelez le shérif ! » Ainsi, les prisons américaines accueillent en leur chaleureux sein 1,8 million de locataires, soit une augmentation de 100 % en douze ans. Plus ça augmente, moins ça marche. Mais peu importent les résultats pourvu que l'on ait la conscience tranquille. Quant aux nombres d'exécutions, chaque année le record est battu.

« N'oubliez pas votre calibre ! » Aux États-Unis, si le droit d'exécuter est fièrement appliqué, le droit de porter librement des armes aussi. La tuerie de Littleton (Colorado) a rappelé pour le moins dramatiquement à quoi ce droit inscrit dans la Constitution pouvait mener. Mais comme les deux jeunes auteurs de ce massacre se sont auto-administrés la peine de mort, tout rentre dans l'ordre. Mais, chers citoyens américains, n'oubliez pas de sortir armés, on ne sait jamais. Ajoutez la violence à la violence, Dieu y reconnaîtra les siens.

Pourquoi dès lors s'étonner de la guerre déclenchée au Kosovo par Washington via l'OTAN ? Billy « the Kid » Clinton a sorti son Tomahawk, ses Apache et ses F-117. Toujours ce bon vieux principe de la violence contre la violence. Ne lui dites surtout pas que cela ne marche que dans les westerns.

LE DÉRAPAGE

Le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a estimé mercredi que la déclaration commune des syndicats CFDT, CGT, CFTC et CFE-CGC annonçant une semaine d'initiatives communes pour l'emploi et la réduction du temps de travail du 25 au 29 mai était du « pipi de chat ».

RÉPONDEZ-NOUS...

M. Philippe Séguin, dites-nous ce que vous pensez du bal dramatique qui s'est joué à droite après votre démission, et surtout de la volonté très claire de Nicolas Sarkozy de vous rayer des tablettes de l'Histoire ?

L'AUTRE PLANÈTE. AU BRÉSIL, DES COMMUNAUTÉS AMAZONIENNES CHERCHENT UNE VOIE ENTRE AUTO-SUFFISANCE PRÉCAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.

LA LENTE SURVIE DES CABOCLOS

EMMANUEL CHICON

Les Caboclos sont des métis d'Indiens et d'Européens, dont l'installation remonde au début du XIXe siècle.

DE NOTRE CORRESPONDANT AU BRÉSIL.

Parti le matin de Santarem, le bateau vermoulu cabote péniblement sur le rio Tapajos, s'arrête en chemin pour décharger son fret hétéroclite de vélos, d'humains ou de volailles, avant de venir mouiller à quelques encablures de Piquiatuba, en début de soirée, où le vacarme nocturne de la forêt tropicale est couvert par celui d'un groupe électrogène, produisant la lumière de ce lieu perdu qui abrite 400 âmes.

Piquiatuba est l'une des dix-sept communautés extractivistes de la rive droite du fleuve Tapajos, en Amazonie brésilienne : elles vivent de la pêche artisanale, de la collecte de produits de la forêt et de l'agriculture itinérante de subsistance, selon un modèle traditionnel d'utilisation commune de la terre. Elles se composent en majorité de Caboclos, c'est à dire de métis descendant d'Indiens et d'Européens, dont l'installation dans la région remonte au premier tiers du XIXe siècle. Aujourd'hui, la pérennité de ces communautés en marge dépend plus que jamais de leurs relations avec le monde des Blancs, dont la plupart de ses membres sont aussi issus.

En premier lieu, elles cherchent à contrôler leurs ressources naturelles, ce qui passe par la reconnaissance de leur droit à la propriété. Ces Caboclos vivent en effet depuis 1974 dans la réserve naturelle de la forêt nationale du Tapajos (Flona), un ensemble délimité par les militaires alors au pouvoir, dans le but d'exploiter la principale ressource amazonienne, le bois. Depuis, les heurts avec les « communautaires » n'ont pas cessé. « Nous avons commencé à nous défendre sous l'égide du syndicat des travailleurs ruraux de Santarem, puis en créant des associations intercommunautaires », se souvient Raimundo Almeida. Tout le monde ici l'appelle « Dico ». Leader de Piquiatuba, il a aussi fait le voyage, en tant que représentant officiel des caboclos du Tapajos, jusqu'à Rio, lors de la conférence mondiale sur l'environnement en 1992. Il reprend : « Devant notre résistance, l'IBDF a fini par réaliser une étude socio-économique sur les riverains. Ils ont effectué, dans les années quatre-vingt, des relevés topographiques afin de délimiter un périmètre d'exclusion à l'usage des communautés. D'après leurs évaluations, chaque famille ne disposerait que de 20 ha, alors que nous en réclamions au moins 100. Nous avons donc décidé de tracer nous-mêmes la démarcation. » C'était en 1983. Quinze ans après cet épisode, les revendications des Caboclos sont encore d'actualité. D'autant plus qu'un nouveau projet d'exploitation forestière (baptisé ITTO), qui sommeille dans les cartons du gouvernement depuis 1989, devrait voir le jour cette année. « Nous nous opposerons à l'arrivée des compagnies forestières, tant que nous n'aurons pas obtenu, à défaut d'un titre de propriété définitif, un droit réel de jouissance de nos terres », souligne doucement « Dico ».

> ***Aujourd'hui, la pérennité des communautés indiennes d'Amazonie est menacé et dépend plus que jamais de leur relations avec les Blancs dont la plupart des membres sont issus.***

À côté de la question foncière se pose celle de l'extrême pauvreté des communautés du Tapajos. Elles ont vécu isolées de tout, jusqu'à ce qu'un médecin de São Paulo, Eugênio Scannavino, ne mette en place le Projet Saude e Alegria (PSA) à la fin des années quatre-vingt.

L'ONG s'est d'abord attachée à améliorer la santé de ces populations. PSA compte aussi dans son équipe des ingénieurs agronomes, chargés d'élaborer des projets agroforestiers, avec la participation des Caboclos. Il s'agit de diversifier leurs productions traditionnelles (manioc, haricots, riz...), afin de générer des revenus suffisants, qui élimineraient les situations de malnutrition chronique. « Nous ne sommes pas des démiurges, confie André, actuellement en charge de ce secteur, alors nous tentons avec eux d'identifier les potentialités de l'extractivisme végétal. En dépit de leur connaissance très fine du milieu forestier, ils n'ont pas accès aux informations qui leur permettraient de l'utiliser en fonction de besoins du marché. »

Les animateurs du projet semblent se heurter à des réticences culturelles. « Ce n'est pas moi, le Blanc pauliste, qui les convaincrai avec des mots, poursuit André. Donc il faut être pratique. Montrer des résultats. C'est le rôle des unités démonstratives (UD) que je mets en place avec quelques familles, pour développer des cultures pérennes comme les arbres fruitier, etc. ». Malheureusement, il arrive parfois que le succès des UD pervertisse leur philosophie. Les familles caboclos qui expérimentent de nouvelles cultures voient en effet leur statut se modifier au sein de la communauté, des comportements individualistes peuvent même apparaître, qui nuisent à l'organisation du travail basée sur de complexes relations de réciprocité entre les groupes domestiques.

EMMANUEL CHICON

DANS LES RUES DE SAN FRANCISCO

À BOUT DE SOUFFLE

Steven Lindsay Glass Jr. était asthmatique. Le mois dernier, il s'est effondré en séance de sport dans une école d'Oakland, à un jet de pont de San Francisco. Mort. Il avait treize ans.

En Californie, l'asthme tue 75 % de plus qu'il y a dix ans et touche en priorité les jeunes des zones urbaines pauvres. Il cause plus d'absentéisme à l'école et de visites chez le pédiatre qu'aucune autre maladie chronique. Avec huit fois plus d'hospitalisations que l'objectif plafond du gouvernement fédéral, San Francisco et Oakland se disputent le titre de ville californienne la plus touchée. Les « coupables » de ce triste palmarès : Bayview-Hunters Point et West Oakland, deux quartiers pauvres à majorité noire.

L'asthme a des origines génétiques mais est plus susceptible de se développer dans un environnement pollué. Ancien centre métallurgique privé de toute politique de reconversion, West Oakland a un long passé d'industrie lourde et toxique. Bayview-Hunters Point abrite l'usine de traitement des eaux usées de San Francisco. Ces deux quartiers délabrés sont traversés par des autoroutes.

À Bayview-Hunters Point, au moins un jeune sur six ne se sépare jamais de son inhalateur, selon l'unique étude réalisée par Veronica Lightfoot, responsable médicale de l'école primaire du quartier. À West Oakland, la lettre « A » rime davantage avec asthme que AIDS (SIDA), affirme la rumeur populaire. À ce jour, la Californie n'a aucun programme ni semblant de législation. Les municipalités non plus. « Si la maladie touchait en priorité les enfants des quartiers aisés à majorité blanche, est-ce que des mesures auraient déjà été prises ? **Probablement »**, assène Bob Prentice, ancien directeur adjoint du département de santé publique.

Avec beaucoup d'à propos, Click-Health, une entreprise de la Silicon Valley, a choisi Oakland comme terrain d'essai pour son nouveau produit, Bronky le Bronchiausaure, un jeu vidéo destiné à enseigner aux jeunes asthmatiques à gérer leur maladie. Si les résultats sont concluants, certaines mutuelles de santé distribueront le jeu. Typiquement, leurs abonnés n'habitent ni Bayview-Hunters Point ni West Oakland.

Scandalisée par l'indifférence des pouvoirs publics, Lightfoot a décidé de rejoindre les rangs des militants anti-asthme, associations ad hoc ou professionnels de la santé à poste d'influence qui œuvrent à titre privé. Ils parent au plus pressé en bricolant avec les moyens du bord des programmes d'information et font campagne auprès des pouvoirs publics. Ils ont ainsi convaincu le département de l'Éducation de San Francisco de soutenir leur action. Mais leur plus grand espoir s'appelle SB 111, une proposition de loi introduite récemment au Parlement de Californie qui allouerait près de 60 millions de francs à la recherche. Même si, naturellement, ils n'ont pas oublié l'échec d'une tentative semblable l'an dernier.

LAETITIA MAILHES